

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 12073

4,80 F

DIMANCHE 20-LUNDI 21 NOVEMBRE 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

Les mystères du raid français au Liban

Paris assure avoir frappé un « camp d'entraînement à moins de 10 kilomètres à l'est de Baalbek »
Toutefois, des roquettes ont légèrement endommagé le quartier général en ville des milices pro-iraniennes

Beyrouth croit à un fiasco

De notre correspondant

Beyrouth. — « Le raid des Super-Étendard a été un fiasco ». Ce commentaire qui contreditait les premières informations disponibles (*Le Monde* du 15 novembre) s'est répandu comme une traînée de poudre vendredi après-midi dans les salles de rédaction des journaux de Bey-

routh, lorsque sont arrivés les premiers témoignages oculaires provenant de Baalbek. La caserne Cheikh Abdallah était à peine égratignée et il y avait eu « seulement » deux morts (un Libanais et un Iranien) et cinq blessés légers.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 8.)

Bouche cousue et cible fantôme

La discrétion, la concision, le refus de parler à l'étranger d'affaires françaises, autant de vertus de militaire et d'homme d'État. Si louables qu'elles soient, elles aboutissent à une effrayante confusion sur les résultats de l'opération menée jeudi au Liban par l'aéronavale française. Echec pitoyable ? Succès total ? Peu ou beaucoup de victimes ? On assure, ce samedi, de sources mili-

(Lire la suite page 8.)

La force d'action rapide française pourra intervenir en Europe

Des discussions sont en cours avec les alliés

Commandant la 1^{re} Armée stationnée dans l'est de la France et Outre-Rhin, le général Charles de Lamby a révélé, vendredi 18 novembre à Strasbourg, qu'il avait eu, deux jours auparavant, des contacts avec des responsables militaires alliés pour commencer à étudier, avec eux, l'aide logistique que les armées de l'alliance atlantique apporteraient à la force française d'action rapide si elle était engagée en Europe.

Forte de 47 000 hommes lorsqu'elle sera définitivement constituée à partir de régiments d'hélicoptères, de blindés légers et d'infanterie antichars, la force d'action rapide (FAR) est destinée à s'opposer, aux côtés des forces de l'OTAN, à des actions blindées et mécanisées d'un agresseur sur le théâtre centre-européen des opérations, ou à venir en aide, outre-mer, à des gouvernements avec lesquels la France a signé des accords de défense. Cette force « aéromécanisée », comme l'a définie le général de Lamby, est une nouveauté dans le dispositif militaire français, mais une telle organisation est aussi à l'étude aux États-Unis, comme elle l'est en Union soviétique à partir, notamment, de l'hélicoptère antichars Hind.

En Europe, l'objectif principal de la FAR française pourrait être de s'en prendre, en coopération avec l'OTAN, aux groupements mobiles opérationnels (G.M.O.) soviétiques qui sont des unités de manœuvre chargées d'attaquer, par surprise, les forces du « deuxième échelon » allié et leurs arrières.

Devant des députés de la commission de la défense nationale à l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait récemment admis que l'emploi de la FAR en Europe restait subordonné à l'accord des alliés pour tout ce qui concerne son appui logistique et son appui aérien en cas d'un engagement à leurs côtés et à distance des bases françaises de ravitaillement.

Cette précision n'avait pas été appréciée des spécialistes de la défense au parti communiste, dès lors que le risque leur est apparu de voir les forces françaises aliéner une part de leur indépendance sous le couvert d'un rapprochement technique et tactique avec les instances militaires alliées. L'inquiétude des responsables communistes s'est, du reste, manifestée lors du vote, par l'Assemblée, du projet de budget militaire pour 1984, et à l'occasion

de la parution d'un rapport de M. Jean Combastel, député communiste de la Côte-d'Or, sur l'armée de terre.

A Strasbourg, le général de Lamby, qui a notamment la charge de préparer la mise sur pied de la FAR, a expliqué à des journalistes, qu'il s'agissait, désormais, d'étudier avec les alliés « les possibilités et les procédures d'action » de cette force en Europe, en distinguant, pour ce qui est, nécessaire à son emploi, entre ce qu'on peut déjà trouver sur le territoire des pays de l'OTAN et ce qu'elle peut apporter, en propre, avec elle, pour sa manœuvre autonome sur le terrain.

Si l'on en croit le commandant de la 1^{re} armée, la FAR, engagée largement au-delà des frontières nationales, pourrait profiter des stocks d'essence constitués sur le territoire des alliés et avoir accès à certains dépôts de munitions, tels, par exemple, les missiles antichars Hot dont les hélicoptères français Gazelle sont armés et que la République fédérale d'Allemagne cofabrique avec la France pour équiper la Bundeswehr.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 8.)

Élie Wiesel



Le Cinquième Fils

roman

« Rares sont ceux à qui un abominable destin a donné le droit de nous parler ainsi. »

François Nourissier / Le Figaro Magazine

M. JACK RALITE

invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de l'emploi, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 20 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député communiste de Seine-Saint-Denis, membre du comité central du P.C. et ancien ministre de la Santé jusqu'en mars 1983, répondra aux questions d'Amir Passeur et Alain Lebaube de *Le Monde*, et de Dominique Pessaquin et Evelyne Lancel de R.T.L., le débat étant dirigé par Élie Wamier.

La stabilité du chômage

Les statistiques reposent sur une série d'éléments fragiles qui risquent à tout moment de s'écrouler

« La stabilisation du chômage se prolonge », peut-on lire dans le commentaire du ministère de l'emploi qui accompagnait la publication, le 18 novembre, des chiffres du chômage à fin octobre. « La stabilisation se poursuit », avait-il été dit, pour les statistiques à fin septembre. « La stabilisation est confirmée ».

des chiffres de 1982. A fin octobre 1983, les demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. étaient 2 034 600 en données corrigées des variations saisonnières, contre 2 033 200 à fin septembre, soit une baisse de 0,1 %. En données brutes, ils étaient 2 165 000 contre 2 087 400 en septembre dernier, soit une augmenta-

Dans le premier cas, il a eu recours à toutes les formes de formation même si le choix se justifie aussi par les nécessités d'une adaptation aux technologies modernes. Lors de cette rentrée scolaire, 56 000 jeunes âgés de plus de 16 ans sont restés dans le système scolaire, dans les LEP (lycées d'enseignement professionnel), les lycées techniques et l'enseignement supérieur (117 000 si l'on y ajoute les collèges) à la suite de recommandations précises de l'Éducation nationale. Parallèlement, on a voulu limiter « l'évaporation » des jeunes de 18 à 25 ans et 26 000 d'entre eux auraient décidé de poursuivre leurs études.

De son côté, M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, a mis en place des stages pour la formation et l'insertion sociale des 16 à 18 ans (deux journées nationales de bilan ont eu lieu les 14 et 15 novembre à Paris et M. Mitterrand y a prononcé un discours indiquant bien la volonté politique du gouvernement (*Le Monde* du 17 novembre) et qui seront reconduits cette année. Au moment de sortir de ces stages, ces jeunes pourront être repris dans le dispositif imaginé par M. Jack Ralite à l'intention des 18 à 25 ans (77 000 jeunes, l'an passé) qui connaît des fortunes diverses, malgré un objectif ambitieux de 200 000 stages cette année. Cette formule, d'ailleurs, devrait bientôt être relayée par la formation en alternance dans les entreprises puisque le C.N.P.F. et les organisations syndicales, sauf la C.G.T., ont signé un accord en ce sens le 16 novembre.

A l'autre extrémité, pour les travailleurs âgés, on a institué la retraite à 60 ans, les contrats de solidarité pré-retraite ou les contrats F.N.E. (Fonds national de l'emploi) qui ont souvent permis des départs à 55 ans. Là aussi, les effets ont été considérables sur les chiffres du chômage, même si les conséquences de certaines mesures s'épuisent.

Ensuite ont été prises des dispositions plus techniques, qui, elles aussi, ont exercé une influence sur les statistiques. Ainsi, même si le bû en est louable pour les chômeurs de longue durée, on a multiplié les entretiens après le troisième mois et le douzième mois d'indemnisation, qui ont abouti, entre novembre 1982 et avril 1983, à 80 000 radiations.

ALAIN LÉBAUBE.

(Lire la suite page 29.)



avait écrit le ministre délégué chargé de l'emploi, M. Jack Ralite, pour apprécier les résultats à fin août.

Nécessité de renouveler le vocabulaire ? Goût pour la nuance ajustée ou légère inflation ? Peu importe. Toujours est-il que, de mois en mois, on a l'impression que le ministre lui-même se prépare à prévenir — voire à partager — le doute qui s'empare des observateurs. Le chômage stabilisé, la marée paraît trop belle. Que la stabilisation se poursuive et, mieux, se prolonge relève de l'impensable. Une bénédiction, en attendant l'ineffable ?

Il y a peu encore — c'était pendant l'été — l'INSEE comme l'O.C.D.E. annonçaient que la France comptait 2,2 millions de chômeurs d'ici la fin décembre. Tous les mauvais augures prédisaient que le plan de rigueur augmenterait les demandeurs d'emploi.

Or, depuis le record absolu atteint en octobre 1982, il y a tout juste un an, avec 2 176 000 chômeurs en données brutes, le nombre des demandeurs a diminué et se situe même, depuis août 1983, en dessous

tion de 3,7 %. Mais surtout, en données brutes comme en variations saisonnières, le nombre des chômeurs a reculé de 0,5 % en un an.

Comment donc expliquer ce qui semble incompréhensible ? Il faut bien admettre que, au sein du « traitement social » du chômage, à défaut de la gestion économique si souvent annoncée, le gouvernement est intervenu « par tous les bouts » afin que le chiffre des deux millions de chômeurs se transforme en une ligne Maginot. Rien n'a été de trop pour tenir l'objectif. On a utilisé tous les artifices, rempli toutes les casses et l'on a cherché, depuis trois conseils des ministres « exceptionnels » (en juillet, en août et le 26 octobre) de nouveaux moyens de lutte.

Grossièrement, pourrait-on dire, le gouvernement a retardé l'arrivée sur le marché du travail des contingents de jeunes qui s'y présentaient (ce que souligne le communiqué du ministère en précisant que « les jeunes de 16 à 18 ans sont plus nombreux que par le passé à prolonger leur scolarité ou à s'orienter vers des dispositifs de formation spécifiques »). Il a, d'autre part, accéléré le départ des plus âgés.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 20 novembre.
Washington : Visite du
maréchal Némethy, prési-
dent du Soudan.

Lundi 21 novembre. Bonn :
Déclaration sur les euromis-
siles du chancelier Kohl à
l'ouverture du débat du
Bundesrat.

Madrid : Procès de onze
députés basques à propos de
leur prise de position contre
la visite du roi dans leur
province.

Mardi 22 novembre. Vingtième
anniversaire de l'assassinat
du président Kennedy.

Mercredi 23 novembre. Paris :
Le président Mitterrand
reçoit le premier ministre
grec, M. Papandréou.

New-Delhi : Réunion des
chefs d'Etat et de gouverne-
ment du Commonwealth.

Judi 24 novembre. Bruxelles :
Discours de M. Papandréou
sur les perspectives écono-
miques de la C.E.E.

**Rénion du bureau de
l'Internationale socialiste.**
Bad-Kreuznach : Sommet
franco-allemand.

Vendredi 25 novembre. Bonn :
Le chancelier Kohl reçoit
M. Papandréou.

Sports

Lundi 21 novembre. Boxe :
Championnat d'Europe des
mi-lourds Ruffino (France)-
Koopmans (Pays-Bas) à
Paris.

**Mercredi 23 novembre. Foot-
ball :** Coupe de l'U.E.F.A.,
bâtiments de finale aller
(Lens-Anderlecht).

Rugby : Barbarians
français-Australie à Bor-
deaux.

Karaté : Championnat de
France (contact) à Paris.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 900 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1194 F 1727 F 2260 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1140 F

II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1165 F 1430 F

Par voie aérienne
Tous sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque
postal (trois virements) voudront bien
joindre au chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
les abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capital de l'imprimerie.

IL Y A VINGT ANS, L'ASSASSINAT DE JOHN KENNEDY

Un crime trop banal pour l'histoire

L'immense limousine décapotée glisse sans bruit. Comme pour mieux permettre à John Kennedy et à sa femme d'apprécier les applaudissements de la foule. Pour le gouverneur Connally, qui partage la voiture-paquebot avec le couple présidentiel, un tel accueil est inespéré. Le Texas, en effet, ne passe pas pour porter dans son cœur cet homme jeune béli des dieux, auquel tout a toujours réussi. On le soupçonne de ne rien comprendre à l'esprit de la frontière puisqu'il vient de Boston, on le sait libéral au point d'encourager les Noirs à exercer leur droit de vote et de prétendre qu'il est temps pour les États-Unis d'encourager des réformes sociales en Amérique latine et centrale. Enfin, il est catholique, et l'on dit qu'il ne serait pas opposé à une réforme du système fiscal qui avantagerait les pétroliers.

Qu'un tel homme soit aussi bien accueilli à Dallas ne peut donc que réjouir le gouverneur Connally et le vice-président Johnson, caution sudiste et populiste de Kennedy. Le vice-président, que John Kennedy a plutôt tendance à mépriser - on raconte qu'il a du mal à faire deux choses à la fois, « comme par exemple marcher en marchant du chewing-gum » - suit, quelques voitures en arrière. Tout comme Connally, il est dans son sif. Mais dans un sif quelque peu en effervescence. L'un des buts du voyage du président est d'ailleurs de remettre un peu d'ordre dans le parti démocrate local en proie à de violentes rivalités personnelles.

Il n'empêche, tout s'est bien passé jusqu'à présent. Le soleil était déjà à l'horizon le 22 novembre et la foule était chaleureuse. A deux reprises d'ailleurs, John Kennedy fait arrêter sa voiture, au grand dam des agents des services secrets chargés de sa sécurité, pour saluer ici une famille nombreuse et là serrer la main d'une religieuse catholique. M. Connally, installé comme son mari sur les strapontins de la limousine, ne peut s'empêcher de se retourner et de lancer à l'adresse du président : « Vous ne pouvez plus dire qu'on ne vous aime pas à Dallas ! » Et lui de répondre : « Non, vraiment non. »

Les mains à la gorge

C'est quelques minutes plus tard que le cancébarm commence. Il est 12 h 30 : le cortège roule à petite vitesse dans Elm Street, en direction d'un passage souterrain, lorsque plusieurs coups de feu claquent. Les images qui suivent appartiennent à la mémoire collective : John Kennedy portant les mains à sa gorge, Connally s'effondrant, Kennedy tressautant encore avant de s'abattre sur la banquette, sa femme, vêtue de rose bonbon de pied en toque, se précipitant sur le capot arrière à la recherche d'un ne sait quoi, un agent des services secrets s'agrippant à la roue de secours.

Le drame n'a duré que quelques secondes. Mais il ne s'agit

que du premier acte. Le second va se dérouler à 6 ou 7 kilomètres de là, à l'hôpital Parkland, vers lequel le cortège a été dévié à toute allure. En quelques instants, les médecins comprennent que la mort de John Kennedy n'est qu'une question de minutes. Aussitôt, les agents des services secrets prennent en charge Lyndon Johnson et décident de le ramener à Washington dans l'avion présidentiel *Air Force One*. Ce n'est que lorsque Lyndon Johnson sera à bord de l'appareil que la mort de John Kennedy sera annoncée au monde. Le plus puissant pays de la planète vient en effet de passer près de deux heures sans personne à sa tête et personne encore ne sait si l'assassinat du président n'est pas le prélude à un vaste complot international, à une attaque contre les États-Unis.

taire de la carabine Mannlicher Carcano retrouvée au cinquième étage du dépôt des livres scolaires, ce qui a pourtant été prouvé sans l'ombre d'un doute. Son interrogatoire durera plus d'une dizaine d'heures, dans une pagaille difficilement imaginable, la presse occupant littéralement les lieux et campant dans les couloirs du siège de la police. Moins de deux jours plus tard, le 24 novembre en fin de matinée, alors qu'il a été inculpé des meurtres de Kennedy et de Tippit et qu'il va être transféré à la prison du comté, Oswald est tué d'une balle par un certain Ruby, grassouillet propriétaire de plusieurs boîtes de nuit de la ville. Un homme qui compte de nombreux amis dans la police auxquels il offre généreusement à boire dans ses établissements. Ce meurtre, qui met un

festé à plusieurs reprises et avec agressivité sa passion pour le marxisme. C'est en 1959 qu'il quitte les États-Unis pour l'U.R.S.S. via Helsinki. A peine arrivé à Moscou, il demande à prendre la nationalité soviétique, ce qui lui est refusé ; menacé d'expulsion, il aurait tenté de se suicider. Le geste attendri-il les autorités soviétiques ? Toujours est-il qu'il obtient un permis de séjour renouvelable tous les ans et qu'il est envoyé à Minsk, où on l'emploie dans une usine ; c'est là qu'il fait la connaissance de sa future femme, Marina, aujourd'hui toujours installée aux États-Unis mais le couple est revenu, avec un enfant, en 1962.

Oswald est manifestement déçu de son échec relatif en U.R.S.S. Il n'en est pas moins toujours hostile au système américain, ce qui va, semble-t-il, entraîner de vives tensions et une séparation du couple. Alors que Marina est recueillie par une famille de la banlieue de Dallas, Oswald est signalé à La Nouvelle-Orléans, distribuant des tracts au nom d'un « comité justice pour Cuba » dont il est le seul membre. Plus tard, à Mexico, il se rend à l'ambassade cubaine où il demande en vain un visa de transit pour retourner en U.R.S.S. Il est établi également qu'il a participé à une tentative d'assassinat du général Walker, chassé de l'armée pour ses opinions d'extrême droite.

Alors ? Agent à la solde des services soviétiques ? Ou bien instable caractéristique comme on en compte tant aux États-Unis ? Aujourd'hui encore, la question est posée. Mais parmi combien d'autres ! Une chose est sûre en tout cas : Oswald n'avait guère le « profil » de l'agent soviétique et il est à peu près prouvé qu'il n'a jamais séjourné dans une « école » des services spéciaux. Il n'avait, d'autre part, jamais pris la peine de cacher et ses convictions et ses activités. Bref, il faisait partie de ces individus « potentiellement dangereux » que toute police digne de ce nom « neutralise » avant l'arrivée d'un haut responsable.

Dessin de ROUIL.

Un « agent » peu convaincant

Oswald mort, il reste au monde entier à faire sa connaissance. C'est un processus long, parfois contradictoire. Les enquêteurs, il est vrai, ont des excuses car la vie de ce « misfit » est assez exceptionnelle. Qu'on en juge : né en 1939 à La Nouvelle-Orléans, Oswald est très vite orphelin de père ; élevé par sa mère, il a une enfance difficile, de La Nouvelle-Orléans à New-York en passant par Dallas ; après une scolarité difficile, ponctuée par des problèmes psychiatriques, il s'engage dans les « marines » dont il se fait libérer en 1959 après avoir mani-

La piste Oswald effacée par Jack Ruby, reste Ruby lui-même. Là encore, tous les enquêteurs sont restés sur leur faim : fils de juifs polonais arrivés à Chicago à la fin du siècle précédent, l'homme n'apparaît que comme un médiocre entrepreneur de spectacles fratellés et rien, dans sa vie, ne désigne en lui le participant habile d'un complot chargé de faire disparaître l'exécutant. Les explications de Ruby, confirmées par tous les témoignages dont on dispose, sont d'ailleurs concordantes : cet être simple, émotif, quelque peu obsédé par l'extrême droite dont il se croyait la cible, aurait réagi comme dans un état second à l'assassinat de « son » président. Jugé pour le meurtre d'Oswald, il fut condamné à mort. Il fit appel. Tout serait aujourd'hui plus simple s'il n'était pas mort en prison d'un cancer gé-

néralisé avant que son second procès n'ait pu avoir lieu.

Très vite, des doutes furent émis en Europe et aux États-Unis quant à la crédibilité des explications fournies par la police de Dallas, manifestement dépassée par les événements mais sentie compétente en vertu du fédéralisme américain. Une semaine après l'attentat, le tollé était tel qu'il ne restait plus qu'une solution à Lyndon Johnson : ordonner la création d'une commission d'enquête dont le travail consisterait à traquer toute la vérité et à la rendre publique. C'est ce qu'il fit, nommant à sa tête un homme moralement et professionnellement irréprochable, Earl Warren, président de la Cour suprême. La commission, qui se vit accorder des pouvoirs exorbitants, avait autorité sur le F.B.I. et la C.I.A. dont les agents ne procédèrent pas à moins de vingt-cinq mille interrogatoires, vérifiant les innombrables pistes troublantes ou farfelues soulevées par des dizaines de détectives amateurs à la recherche d'un complot.

Après dix mois de travail, la commission publia son rapport : neuf cents pages serrées plus vingt-six volumes de documents annexes (1). Ses conclusions confirmaient les premières versions du crime : Oswald avait bien assassiné John Kennedy ; il l'avait fait seul ; n'était membre d'aucun complot soviétique ou castroïste et avait été assassiné spontanément par Ruby qui, lui aussi, ne faisait partie d'aucun complot.

La publication d'un rapport qui comporte nombre de faiblesses et d'insuffisances malgré son volume, allait déclencher de nouveaux policiers amateurs. S'accrochant à certaines invraisemblances, ils ont soutenu des thèses souvent totalement opposées : complot soviétique, castroïste, anti-castroïste - les opposants de Castro auraient voulu se venger de l'échec de la tentative d'invasion de la baie des Cochons - raciste, pétrolier. L. Johnson lui-même fut soupçonné par certains d'avoir fait assassiner le président « pour lui succéder ».

JACQUES AMALRIC.

CORRESPONDANCE

A propos des coopérants en Algérie

Mme Nicole Bilous, maître-assistante à l'université de Constantine, nous adresse à propos de l'article de notre correspondant en Algérie publié sous le titre « Deux coopérants (presque) imaginaires » (le Monde daté 9-10 octobre) une lettre où elle écrit notamment :

Nous ne partageons pas notre temps entre la planche à voile - filée sur des plages inhospitalières - et les disputes syndicales - filées sur la pelouse de l'ambassadeur. Il faut d'ailleurs être bien ingénu pour excuser par les lieux où on les pratique, certaines pratiques, et pas les autres !

La vérité est plus banale. Nous accomplissons normalement les tâches pour lesquelles on nous paie. Certains d'entre nous poursuivent à leur frais, quand la discipline et les conditions le permettent, une recherche universitaire. Pour se rendre à un colloque ou à une soutenance de thèse, il leur arrive de demander à l'ambassade le rem-

boursement d'un billet d'avion (un par an, selon le règlement). Lorsqu'ils l'obtiennent - rarement - on peut dire alors qu'ils voyagent aux frais de la République, mais certainement pas pour les week-ends d'agrément qu'évoque M. de la Guéridière.

Il est avantageux, pour un journaliste, de substituer les contradictions de la fiction à celles de la réalité. Ainsi, en bâtissant un portrait sur des contrastes : celui qui était barbu, celui qui ne l'était pas, celui qui croyait à l'Algérie, celui qui n'y croyait pas, celui qui est en jeans, celui qui est en col blanc, on conclut facilement de différences superficielles à une identité profonde : celle de l'échec social et de l'inadaptation professionnelle (...)

Ayant vécu en Algérie comme nos collègues algériens, nous souhai- rions, restés en France, y vivre comme nos collègues français. C'est là toute notre revendication. Nous n'en n'avons pas honte.

PIERRE LAVAL
VOU A "APOSTROPHES"
LAVAL
DEVANT L'HISTOIRE
René de Chambrun
"La parole à la défense."
Éric Roussel.
Le Monde.
ÉDITIONS FRANCE-EMPIRE

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER
Algérie, 5 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; S.-A., 90 p. ; Grèce, 85 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 378 p. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 96 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,25 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Tchécoslovaquie, 130 sch. ; S. RUE DES ITALIENS 75421 PARIS CEDEX 09 Tél. MONDOPAR 65872 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 248-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992)
Imprimerie : J. de la "Mondiale" 5, r. des Italiens PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

مكتبة من الأصل

Etranger

je 13

Maigre bilan à Venise

Le sommet qui s'est achevé vendredi ne restera pas dans l'histoire comme un grand moment de la coopération franco-italienne. Quelles que soient les raisons d'entente sur bien des points, le climat de la rencontre ne pouvait pas être fortement affecté par le raid sur Bealbek, exécuté au moment même où M. Mitterrand arrivait à Venise et sans que Rome, qui fournit à la force multinationale de Beyrouth un important contingent, ait été consulté ou même informé.

Sans doute M. Craxi s'est-il montré plus souple que son ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, lequel n'a pas hésité à exprimer sa réprobation des l'ouverture des entretiens. Le chef du gouvernement italien a reconnu à la France des circonstances atténuantes, ajoutant : « Si l'Italie avait eu soixante soldats tués dans un attentat, si ses militaires avaient été convaincus qu'ils avaient identifié les coupables et que ceux-ci allaient recidiver, nous pourrions nous poser la question de savoir ce que nous aurions fait. »

Il reste que la presse italienne s'est montrée fort sévère sur la conduite de Paris dans une affaire qui ne peut qu'embarrasser le gouvernement italien : M. Craxi, déjà parfois critiqué dans son attitude sur les euromissiles, n'a aucune envie de passer, serait-ce par partenariat français interposé, pour un belliste. En outre, il redoute de voir la mission de la force multinationale au Liban changer de nature.

Une grande identité de vues a certes été constatée en matière de construction européenne, notamment à propos de la politique agricole commune : qu'il s'agisse des montants compensatoires ou des produits de substitution, Paris et Rome devraient présenter un front sans au prochain conseil européen d'Athènes, le 4 décembre. Mais des nuances sont apparues sur d'autres aspects de la querelle budgétaire et sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. M. Mitterrand insiste sur les sérieux problèmes pratiques que pose cet élargissement et se refuse, à-t-il dit, à « ajouter des detresses à d'autres detresses, des appauvrissements régionaux à d'autres appauvrissements régionaux ». M. Craxi préfère mettre en avant la nécessité de trouver sans trop tarder une solution de compromis, faute de quoi « la décomposition serait très grande », comme vient de le rappeler le premier ministre espagnol dans un appel solennel aux Dix.

Sur le plan bilatéral, le bilan est plutôt décevant pour la dégradation française : les Italiens n'ont montré aucun empressement à choisir l'Airbus plutôt que des avions américains, et M. Mitterrand a dû admettre qu'il aurait « préféré qu'ils nous préfèrent ». Sans doute des projets communs intéressants sont-ils avancés, notamment celui qui consisterait pour les deux pays à livrer ensemble à l'Egypte une centrale nucléaire, ainsi que l'accord conclu entre la C.G.E. et Olivetti, et la fabrication commune de l'avion ATR-42. Il reste que l'Italie, très liée aux Etats-Unis pour toutes sortes de raisons économiques ou psychologiques, ne paraît pas disposée pour le moment à préférer aux certitudes transatlantiques les aléas et les grandeurs du pari européen.

● M. Gattas au Kremlin. — Le président du C.N.P.F. a été reçu le 17 novembre au Kremlin par M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, annonce l'agence Tass. Le « patron des patrons » français séjourne en U.R.S.S. à l'invitation de la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Union soviétique.

M. Gonzalez demande aux Dix « une attitude claire » sur la candidature de l'Espagne à la C.E.E.

Madrid (A.F.P.). — Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a adressé, vendredi 18 novembre aux dix chefs de gouvernement des pays membres de la C.E.E., une lettre ouverte demandant « une attitude claire » sur l'adhésion de l'Espagne à la Communauté, à l'approche du sommet européen d'Athènes.

Dans un texte rendu public peu après avoir reçu les ambassadeurs de Grèce, de R.F.A. et de France à Madrid, auxquels il a transmis ce message, M. Gonzalez a souligné que son gouvernement « attend une attitude claire (...) qui rende possible, dans un délai raisonnable, l'entrée de l'Espagne dans les communautés européennes ».

« Dans le cas contraire, ajoute M. Gonzalez, la Communauté porterait une grave responsabilité historique à l'égard du peuple espagnol. (...) Je crains que la frustration ne s'empare de l'opinion publique de mon pays qui entretient des doutes sérieux sur l'existence d'une authentique volonté politique communautaire pour achever le processus d'adhésion. »

M. Gonzalez souhaite que le Conseil européen d'Athènes, du 4 au

Le Conseil de sécurité juge « nulle et non avenue » la proclamation de la « République turque du nord de Chypre »

New-York (A.F.P.). — Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a repris ses entretiens avec les principaux protagonistes de la crise chypriote, le vendredi 18 novembre, afin d'examiner les chances d'une médiation de l'ONU après la proclamation d'une « République turque du nord de Chypre ». Il a reçu le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou ; il devait s'entretenir ce samedi avec le ministre turc des affaires étrangères, M. İtler Turkmen et le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktaş. Il avait déjà rencontré, jeudi, le chef de la diplomatie grecque, M. Yannis Panagiotopoulos.

Dans les milieux proches du secrétaire général, on est parfaitement conscient des difficultés et la résolution britannique votée vendredi par le Conseil de sécurité n'arrangera pas les choses, malgré sa modération. Le texte a été approuvé par treize voix contre une (Pakistan) et une abstention (Jordanie). Le représentant de la France, M. de la Barre de Nanteuil, a rappelé qu'elle ne saurait admettre « le fait accompli ». « La nécessaire solution du problème de Chypre passe par le respect de l'unité, de l'intégrité, de

Les autorités polonaises tentent d'atténuer les effets de la baisse du niveau de vie

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Après le plénum idéologique plutôt tranquille du mois dernier, le comité central du parti ouvrier polonais s'est attaqué, vendredi 18 novembre, au gros morceau : l'économie. En pleine période de préparation de l'opinion à une nouvelle hausse des prix alimentaires et alors que l'approvisionnement est toujours une difficulté et les budgets familiaux de plus en plus serrés, il n'était pas question pour le parti d'afficher un trop grand optimisme. Le rapport présenté au nom du bureau politique par M. Manfred Gorywoda, secrétaire du comité central, est donc tout rempli d'allusions aux difficultés du jour et au « désenchantement de différents milieux ».

Il essaie surtout de répondre à une question délicate : pourquoi de nouvelles hausses, pourquoi des queues dans les rues si, comme le disent les autorités, la production, après des années de baisse puis de stagnation, recommence à augmenter (dans l'industrie et le bâtiment, par exemple) ?

« Le freinage de la baisse du niveau de vie », a-t-il pas ressenti par la population, indique le rapport du comité central. C'est sans doute qu'il est déjà bien bas. C'est pourquoi la limitation de la hausse des prix devient un objectif prioritaire. Il faut absolument que cette hausse soit inférieure l'an prochain à ce qu'elle était cette année (un rythme de 25 % un cours des neuf premiers mois, selon les données officielles). Il ne serait donc pas étonnant que les hausses de janvier soient finalement un peu moins fortes que celles qui sont prévues par les différents

« options » soumises actuellement à la « consultation » de la population.

L'autre point fort du rapport du bureau politique est la réforme économique. Elle sera poursuivie mais adaptée aux « réalités ».

Le comité central a repris ses travaux ce samedi. Dimanche, les Polonais prendront connaissance de ses conclusions au même temps que de l'avis de leurs évêques. Le communiqué de la conférence épiscopale qui sera dans les heures qui suivent, ce n'est pas la nation qui est responsable de l'état de choses, dans une formule adroite, qui a l'avantage de laisser dans l'ombre le vrai responsable ; est-ce le président Reagan et les sanctions économiques, comme l'affirme chaque jour la propagande, ou bien le pouvoir ? L'épiscopat rappelle les conséquences douloureuses des hausses de prix successives surtout sur les plus pauvres, les jeunes ménages et les retraités, et si les évêques paient eux aussi de réformes, c'est de réforme « socio-politique », sans laquelle il ne peut y avoir de « confiance » entre le pouvoir et la société. Pour améliorer ce climat, ajoutent-ils, il serait opportun de « renoncer aux procès politiques et de rechercher, à nouveau, les voies conduisant à la libération des prisonniers condamnés pour des motifs politiques ».

De son côté, le principal dirigeant de la clandestinité, M. Zdzisław Bakaj, a publié un communiqué lui aussi consacré, comme les interventions du parti et celles de l'Eglise, à la situation économique : « Il faut stopper le processus conduisant la population à l'appauvrissement et à la famine. »

JAN KRAUZE.

DÉMENTANT TOUT CHANGEMENT DANS LA POSITION SOVIÉTIQUE SUR LES EUROMISSILES

L'agence Tass dénonce les « sales procédés » de M. Kohl

Un peu plus de vingt-quatre heures après les indications données par M. Kohl, selon lesquelles l'U.R.S.S. aurait modifié sa position sur la prise en compte des forces françaises et britanniques dans les négociations sur les euromissiles (le Monde du 19 novembre), l'agence Tass a catégoriquement démenti ce qu'elle a appelé un « sale procédé » visant à « tromper l'opinion publique mondiale ».

Le commentateur de l'agence soviétique, M. Bogachev, écrit notamment : « En prévision des débats au Bundestag (...), le chancelier Kohl a annoncé une nouvelle sensationnelle sur des « signaux secrets » concernant une soi-disant disposition de l'Union soviétique à renoncer à sa légitime revendication de comptabiliser les forces nucléaires françaises et britanniques dans les négociations de Genève. Il n'existe certainement pas, et il ne peut exister aucun « signal » de ce genre. Car les exigences de l'OTAN d'élucider la négociation des fusées anglo-américaines et françaises s'inscrivent dans leurs tentatives pour rompre l'équilibre existant et obtenir une supériorité au moins double pour le nombre des têtes nucléaires. La véritable position de l'U.R.S.S. vient d'être confirmée dans toute sa clarté dans un article de fond de la Pravda du 18 novembre. »

Cet article de la Pravda de vendredi (le Monde du 19 novembre) est complété ce samedi par une nouvelle prise de position dans le même quotidien sous la plume du maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense. L'auteur reproche une nouvelle fois à Washington de ne pas vouloir prendre en compte les forces de ses alliés de l'OTAN, et revient sur les mesures de rétorsion qui seront prises par l'armée rouge en réponse aux missiles américains ; levée du moratoire sur le déploiement des SS-20 ; instauration de « nouvelles supplémentsaires » chez les alliés du pacte de Varsovie ; enfin mesures visant à la destruction des bases américaines.

Art de la Pravda de vendredi (le Monde du 19 novembre) est complété ce samedi par une nouvelle prise de position dans le même quotidien sous la plume du maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense. L'auteur reproche une nouvelle fois à Washington de ne pas vouloir prendre en compte les forces de ses alliés de l'OTAN, et revient sur les mesures de rétorsion qui seront prises par l'armée rouge en réponse aux missiles américains ; levée du moratoire sur le déploiement des SS-20 ; instauration de « nouvelles supplémentsaires » chez les alliés du pacte de Varsovie ; enfin mesures visant à la destruction des bases américaines.

UN PORTE-PAROLE SOVIÉTIQUE SOUHAITE « PLEIN SUCCÈS » À UNE ÉVENTUELLE INITIATIVE FRANÇAISE

Rendant compte de l'entretien télévisé de M. Mitterrand mercredi, l'agence Tass estime, dans un commentaire daté de Paris, que le président français « a été pratiquement rallié au point de vue de Washington » sur les euromissiles. L'agence soviétique regrette que M. Mitterrand se soit « prononcé à nouveau contre le décompte des moyens nucléaires français et britanniques dans le calcul des forces en présence », mais relève qu'il a en même temps jugé « indispensable (...) la poursuite du dialogue, même au cas où les pourparlers savito-américains n'aboutiraient pas à des résultats positifs ».

Toujours selon Tass, le président français a « tenté de justifier l'ingérence militaire française au Tchad » et « les agissements du contingent français de la force multinationale au Liban ».

Enfin, l'agence Tass note que M. Mitterrand a « désapprouvé l'intervention américaine à la Grenade ».

Pour sa part, M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central soviétique, a souhaité « plein succès » à une éventuelle initiative française sur les euromissiles. Parlant jeudi à Moscou au cours d'une conférence de presse, M. Zagladine a dit le désir de l'U.R.S.S. de « maintenir de bonnes relations avec tous les pays, même avec les Etats-Unis ».

● Le Club Condorcet, qui groupe sept cents étudiants et jeunes diplômés des grandes écoles et de l'Université, lance une campagne d'information sur le thème « Le pacifisme, une menace pour la paix ». Un livre blanc portant ce titre a été diffusé, et un questionnaire-test destiné aux étudiants sera distribué à partir du 21 novembre. Le club a décidé en outre de répondre par téléphone aux questions sur le thème « Comment défendre la paix ? ».

★ 20 F. 21, rue Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 329-99-70.

Le territoire des Etats-Unis et qui « feront sentir inévitablement aux Américains la différence entre la situation qui existait avant le déploiement de leurs missiles en Europe occidentale et celle qui existera après ». Le maréchal Oustinov annonce enfin qu'en réponse aux nouveaux programmes stratégiques américains, l'U.R.S.S. installera « des missiles balistiques intercontinentaux, des missiles de croisière à longue portée », sans parler d'« autres mesures de rétorsion qui seront prises en cas de besoin ».

La réalité d'une nouvelle « suggestion » soviétique à propos des euromissiles avait néanmoins été confirmée vendredi par le porte-parole du gouvernement de Bonn, qui avait précisé en avoir été informé par Washington mardi. Selon la presse allemande, cette suggestion aurait été faite par M. Kvitinski, le négociateur soviétique, au cours d'une promenade dans un parc de Genève en compagnie de son partenaire américain, M. Nitze, dimanche dernier 13 novembre. M. Kvitinski aurait admis la possibilité de discuter des forces françaises et britanniques dans « un autre forum », tout en insistant pour un monopole sur les armements à moyenne portée, ce qui rendait sa proposition « inacceptable », selon Bonn.

A Washington, le porte-parole de la Maison blanche, M. Spokes a confirmé que Moscou avait offert de réduire son parc de SS-20 dirigé contre l'Europe à cent vingt lanceurs et non plus à cent quarante, mais il avait été beaucoup moins net sur un changement de la position soviétique à propos de la prise en compte des forces alliées : « C'est une interprétation que l'on peut faire », avait-il dit, avant d'ajouter que Moscou réclamait un monopole sur ce type d'armements, « ce que nous ne pouvons accepter ». M. Shultz, secrétaire d'Etat, a exposé la même position au cours d'un entretien avec l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, M. Dolynine. Ce dernier a annoncé qu'il allait rentrer à Moscou pour « vacances et consultation », mais qu'il comptait regagner son poste « dans une quinzaine de jours ».

A Londres, le Foreign Office a confirmé partiellement les indications en provenance de Bonn, tout en déclarant dans un communiqué : « Si les Soviétiques abandonnent finalement la prétention qu'ils ont utilisée pour tenter de justifier leur monopole sur ces missiles (à portée intermédiaire), c'est-à-dire les missiles stratégiques indépendants de la Grande-Bretagne et de la France contre les SS-20, ce serait un pas en avant s'ils acceptaient également la conséquence logique : qu'un accord sur les forces nucléaires intermédiaires doit prévoir l'équilibre des missiles soviétiques par les missiles américains. » (A.F.P., Tass, A.P.).

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU S.P.D.

M. Brandt appelle de ses vœux une Europe « puissance stabilisatrice » entre les Deux Grands

De notre envoyé spécial

Cologne. — Les Jeux étant pratiquement faits en ce qui concerne les euromissiles, le parti social-démocrate a passé la première journée de son congrès extraordinaire, réuni à Cologne, à parler des élections européennes de l'an prochain. Il a élu ses soixante-dix-huit candidats qui seront élus par une femme, M^{me} Katharina Focke.

Le grand discours de M. Willy Brandt a présenté une défense et illustration de l'engagement politique du S.P.D. à l'égard de l'Europe, malgré ses faiblesses et ses déficiences institutionnelles. Le président du S.P.D. veut voir, dans l'Europe, un instrument de détente et de reconquête spirituelle des pays de l'Est.

« Pour autant on abuse de l'Europe », a dit M. Brandt. « En Europe grandit le sentiment oppressant qu'elle pourrait devenir le champ d'expérimentation des super-puissances (...). Celles-ci sont plus fortes qu'elles ne devraient l'être. Dans ces conditions il ne serait pas mauvais que l'Europe prenne du poids. Je ne pense pas cependant que le monde ait besoin d'une nouvelle, super-puissance atomique. Mais l'Europe, à moyen terme, pourrait aider à transformer avantageusement les structures du pouvoir de la politique mondiale. »

Un ordre de paix européen

M. Brandt a refusé de s'exprimer sur les euromissiles américains. Sa conviction est faite. Il n'en a pas moins voulu apporter quelques éclaircissements sur sa position. Il réclame que les deux blocs y renoncent au profit d'un « ordre de paix européen ». C'est une vue d'avenir. En attendant, « une politique de défense crédible qui doit reposer sur la Bundeswehr et sur l'alliance atlantique » est indispensable.

Quelle conception adoptera le S.P.D. après avoir condamné les euromissiles ? M. Egon Bahr en a donné une petite idée en présentant au fin de séance devant les délégués fourbus le rapport intérimaire sur une « stratégie nouvelle ».

L'objectif suprême est des plus raisonnables. Il s'agit d'organiser de telle façon « la juxtaposition pacifique des Etats en Europe que la guerre soit exclue. (...) La détente est l'instrument politique dominant

pour atteindre en toute sécurité un ordre de paix européen et la préservation de la crédibilité de la défense et la sécurité contre des attaques de l'extérieur ». Pour M. Bahr, on ne saurait imaginer, à terme prévisible, que la République fédérale quitte l'alliance atlantique.

« Néanmoins une nouvelle stratégie, qui devrait remplacer la réponse graduée toujours en vigueur, doit exclure des options offensives mais imposer à l'adversaire un insupportable risque en cas d'agression éventuelle. Elle doit éliminer les systèmes nucléaires de justes à moyenne et courte portée à la suite d'accords vérifiables et parvenir à une stabilité des moyens conventionnels au niveau le plus bas possible d'accords entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. »

Se référant une fois de plus au « plan Palmire », M. Bahr a demandé que soit instituée, après l'obtention d'un équilibre conventionnel entre les deux blocs en Europe, une zone libérée aussi bien des armes chimiques que des « armes nucléaires de théâtre ».

ALAIN CLÉMENT.

UNE JOURNÉE ALLEMANDE SUR FRANCE-INTER

Le jour même où se tient au Bundestag un débat historique sur l'implantation des euromissiles, France-Inter a décidé de consacrer toute sa programmation de lundi 21 novembre à l'Allemagne. La chancelière Helmut Kohl sera l'invité du journal de 13 heures et M. Alois Mertens, vice-ministre des affaires étrangères, celui de « Face au public » à 19 h 15.

Le matin, entre 8 h 30 et 8 h 45, la cinéaste Václav Schlöndorff sera reçu par Philippa Caloni. A partir de 20 heures, « Adrenaline » nous entraine au bazar turc en passant par le quartier général des forces alliées, le reportage de Fabrice Rouleau suit la jeunesse allemande, partagée entre le pacifisme et la construction d'une société alternative. La soirée se terminera avec des groupes de rock allemands, une musique qui hurle, à sa manière, l'angoisse de la guerre.

Le monde politique allemand passe un week-end sous le signe des euromissiles. Socialistes, libéraux et Verts tiennent leur congrès sur ce thème à la veille du grand débat où le chancelier Kohl, fort de sa majorité, fera prévaloir son point de vue. A Karlsruhe, les libéraux ont dit « oui » aux Pershing-2. A Cologne, le S.P.D. se contente de répéter un « non » déjà prononcé. Son refus, qui chagrine l'ancien chancelier Schmidt, marque la revanche de Willy Brandt. Quant aux Verts, ils se sont vu, si l'on ose la métaphore, couper l'herbe sous le pied...

et ses deux capitaines

une réunion extraordinaire fin 1983 (celle de ce week-end), qui devra apprécier les résultats de Genève. C'est déjà sauter le pas, renoncer au principe de l'automatisme du déploiement en cas d'échec des négociations, c'est-à-dire sortir de la logique de la « double résolution ». Au début de l'année 1983, après que la défection des libéraux l'a contraint à quitter la chancellerie et tandis que les élections se préparent, Helmut Schmidt annonce qu'il ne se représentera pas. Il sait qu'il a perdu.

Le ralliement à Willy Brandt

Après le passage du S.P.D. dans l'opposition, les choses effectivement s'accroissent, comme si, libérés des responsabilités du pouvoir, les sociaux-démocrates étaient gagnés par une douce euphorie. M. Vogel et quelques autres cherchent encore des formules susceptibles de refaire l'unité du parti : report du déploiement, déplacement sur mer et non sur terre, etc., peine perdue. L'une après l'autre, les fédérations régionales basculent. Leur décision est simple, claire, elle ne s'embarrasse pas de pro-

positions d'experts, c'est : « non au déploiement ». Dès l'automne 1983 le parti a refait son unité dans le front du refus. Le président approuve en octobre, en l'absence d'Helmut Schmidt, la participation de M. Willy Brandt à la grande manifestation pacifiste de Bonn.

On justifiera ce revirement à Cologne en disant que la double résolution de l'OTAN visait à l'origine, et dans l'esprit de M. Schmidt, à réduire l'arsenal nucléaire en Europe par le négociation et non à l'accroître. On ne reprochera à l'ancien chancelier que d'avoir surestimé la volonté des Américains de négocier vraiment. Et on lui en voudra de continuer de penser que seul le déploiement peut aujourd'hui permettre à la négociation de s'engager vraiment. Les sociaux-démocrates n'ont pas été tardivement saisis par la peur panique de l'apocalypse qui inspire certains pacifistes. Il y a, à la base de leur revirement, une analyse que M. Willy Brandt a abondamment exposée ces derniers temps. Il estime en substance que certaines propositions soviétiques méritaient d'être examinées, que les Américains n'ont rien fait pour aboutir à un accord parce qu'ils « avaient plus à cœur d'ar-

au moins des Pershing 2 plutôt qu'au démantèlement d'une partie des SS 20 ». Il y a aussi dans cette affaire le sentiment que les « intérêts spécifiques » allemands sont lésés.

Le poids de la « base »

Il y a enfin ce que M. Schmidt appelle, non sans dédain, « les rêves d'adolescent » de Willy Brandt, à savoir sa conviction que le S.P.D. peut et doit intégrer les contestations et s'y régénérer. La décision qui vient de prendre en Hesse le ministre-président, Holger Börner, en proposant aux Verts de les associer à son gouvernement concrétise à cet égard ce qu'avait annoncé M. Brandt le jour même de la chute de M. Schmidt et qui avait à l'époque ébauché, à savoir la constitution d'une « majorité à la gauche de la C.D.U. ». Les réticences étaient vives, et le parti n'avait pas osé aller aux élections de mars en assumant cette stratégie. Celui qui vient de s'y rallier en Hesse, M. Börner, comptait parmi les plus farouches détracteurs des Verts qu'il qualifiait de « fascistes » et contre lesquels pendant deux ans il avait fait donner la police à proximité de l'aéroport de Franco-

« Les temps ont changé », dit aujourd'hui M. Börner, qui fait des offres de services à ses ennemis d'hier. Ce qui a changé surtout, c'est que l'homme a fini par se plier aux arguments de l'arithmétique : deux élections en un an n'avaient pas réussi à dégager une majorité dans le Land ; il lui fallait pour gouverner soit constituer une grande coalition avec la C.D.U. et les libéraux — ce que ni lui ni le parti ne pouvaient admettre, — soit chercher chez les Verts les cinq sièges qui manquaient à sa majorité.

Est-il en train de réaliser les « rêves d'adolescent » de M. Willy Brandt, de pêcher par optimisme, au risque de se couper de l'électorat traditionnel du parti, celui des syndicalistes dont une partie a déjà rejoint en mars les rangs de la C.D.U., ou bien de faire acte de réalisme ? Après tout, les thèmes les plus brillants d'affrontements locaux ont disparu, les Verts ont déposé les armes à propos de l'agrandissement de l'aéroport de Francfort ; le S.P.D. peut adhérer à certaines de leurs revendications sociales et sur d'autres points qui leur sont chers, comme la protection des forêts ; la nécessité d'une action est à présent reconnue par tous, y compris par la

C.D.U. Les écologistes ont probablement plus à perdre à cette alliance rouge-verte en Hesse que les sociaux-démocrates.

La tentation est grande de voir dans l'isolement de Helmut Schmidt — qui incarnait la capacité de gestion, le sens du réalisme du S.P.D. — un retour du parti à ses tendances des années 1950, quand il défendait des positions radicales et se lançait dans le combat contre « la mort nucléaire ». Ce parti-là a passé dix-sept ans dans l'opposition avant que des hommes comme Herbert Wehner — aujourd'hui retiré — ne définissent pour lui une ligne plus réaliste qui devait rapidement lui ouvrir la voie du pouvoir.

Il faut rendre cette justice à M. Willy Brandt que l'évolution de son parti n'est pas son fait, qu'elle est venue avant tout de la base. Est-ce à dire qu'il cède au sentiment, à l'émotion, à la pression de la rue dans la douce irresponsabilité que confère la situation de chef de l'opposition ? Sûrement pas. Le problème est plutôt que M. Willy Brandt n'a jamais admis qu'il faille rester sourd à cette pression de la rue. Il ne l'a pas admis quand, en accédant au pouvoir en 1969, il a ouvert les portes du S.P.D. à une contestation érudite bien plus

radicale et minoritaire que ne l'est aujourd'hui le mouvement pour la paix. Alors comment se fermerait-il à une contestation dont il sent qu'elle touche à quelque chose de très profond dans la conscience allemande ?

Le propos de M. Willy Brandt n'est sûrement pas de se faire tardivement le porte-étendard du mouvement allemand pour la paix. Il s'est fait siffler le 22 octobre à la grande manifestation de Bonn par des Verts qui lui reprochaient de ne pas préconiser la sortie de l'OTAN. Le S.P.D., mis à part quelques députés marginaux comme M. Oskar Lafontaine, n'en est pas là ; il ne dérapera pas non plus comme le parti travailliste britannique vers l'unilatéralisme.

MM. Schmidt et Brandt ont au moins ceci en commun d'avoir souhaité l'un et l'autre arriver à une certaine détente militaire, après la détente économique et politique, et que, dans ce domaine aussi, l'Allemagne montre le chemin. Ils sont en train de tirer l'un et l'autre des leçons opposées de ce qui leur a été démontré, à savoir qu'en matière de défense ce ne sont pas les Allemands qui donnent la direction.

CLAIRE TRÉAN.

Les Verts, concurrents en déconfiture

Qu'il est dur d'être un parti politique ! Les Verts, qui en font la douloureuse expérience depuis le mois de mars, tenaient, eux aussi, un congrès à Duisburg en cette fin de semaine. Le moment est venu en effet pour les tribulations de la vie parlementaire ouest-allemande de se demander qu'il leur reste. Car rien ne va plus chez eux.

Toutes les difficultés ne sont certes pas nouvelles. Leur contradiction fondamentale était inhérente à la création même du « parti vert », qui n'a jamais vraiment tranché entre deux aspirations incompatibles : d'une part, représenter un mouvement assez disparate dont le terrain d'action se situe hors des institutions, le plus souvent dans la rue, et, d'autre part, jouer le jeu parlementaire et faire la preuve, comme disent les Allemands, d'une certaine « aptitude politique ». Après moins d'un an de mise à l'épreuve du réel, la toute jeune formation donne la triste image d'un parti usé, déchiré par ses dissensions internes et même démissionnaire dans certaines régions.

Mais surtout, l'automne pacifiste, à défaut d'avoir été « chaud », est-à-dire violent comme on l'avait annoncé, a mal tourné pour les Verts : non seulement l'organisation de la campagne contre les missiles leur a largement échappé, mais ils ont perdu, avec les dernières prises de position du S.P.D., le monopole de la représentation du mouvement pour la paix au sein du Bundestag. L'erreur tactique des Verts a consisté, dès l'été dernier, à se montrer partisans d'une « radicalisation » de l'action contre le déploiement des euromissiles. Ils souhaitaient notamment que les blocs organisés à proximité de diverses installations militaires américaines ne restent pas symboliques.

Bref, les Verts voulaient du spectacle, et l'écrasante majorité du mouvement pour la paix refusa sagement, au cours de toutes les manifestations de l'automne, de les suivre. Ils se firent remarquer ici et là, par leurs incursions à Berlin-Est, ou en se pergeant de sang un général américain lors d'un cocktail. Mais, outre que ces actions étaient sources de querelles entre les « fondamentalistes » du parti qui les inspiraient et les autres, elles n'eurent pour effet que d'isoler les Verts par de faciles coups d'éclat. Lorsque le comité de coordination chargé d'organiser la semaine d'action pacifiste de la fin octobre décida d'inviter

M. Willy Brandt au meeting final du 22 octobre, les Verts, résolument hostiles à cette idée, s'abstinrent. Les autres organisations eurent bien évidemment le dessus.

Cette déroute est en fait celle de l'aile dure du parti (les « fondamentalistes ») contre l'aile réformiste. La même querelle se retrouve au niveau des Parlements régionaux entre ceux qui sont prêts à faire alliance avec le S.P.D. et les purs et durs qui s'y refusent. L'offre que vient de faire aux Verts M. Börner de soutenir son gouvernement de la Hesse les met au pied du mur.

Le terrain de la participation est en effet miné pour eux. Il n'y a encore aucun exemple de coopération réussie. A Hambourg, après d'interminables négociations infructueuses, le S.P.D. s'était résigné à convoquer de nouvelles élections : elles redonnèrent aux sociaux-démocrates une majorité absolue qui leur permettait de se passer des Verts. Dans quatre mois, des élections régionales auront lieu à leur tour dans le Bade-Wurtemberg. Les écologistes avaient obtenu, il y a quatre ans, 5,3 % des voix et six sièges au Parlement. Aujourd'hui, les divisions sont telles qu'aucun de ces élus n'a la cour de se représenter. La base dans cette région, et en particulier à Stuttgart, est restée très « fondamentaliste » et s'est prise de méfiance pour ses « représentants » dont elle ne parvient pas à admettre la « collusion avec le parlementarisme ».

Sans compter les conflits avec les groupes communistes qui participent aux « constellations vertes », dans le nord de l'Allemagne notamment. Sans compter la mauvaise publicité que s'est faite le parti à Bonn, par exemple en portant devant le Bundestag les doléances d'une de ses représentantes contre un député vert qui s'était permis à son égard des gestes déplacés. La sixième promue affaires d'Etat...

Le parti a certes à son actif certaines campagnes réussies, comme celle menée avec succès contre le recensement, ainsi qu'un travail parlementaire, à propos de la défense de l'environnement notamment. Mais tout cela ne suffit pas à masquer les divisions, l'arbitraire, les erreurs. Les Verts décidément sont en bien mauvaise posture pour faire face calmement au « gauchissement » du S.P.D.

C.T.

RORENTO VOUS DONNE ACCES AU MARCHÉ OBLIGATAIRE INTERNATIONAL

Par le biais de Rorento, des dizaines de milliers d'investisseurs profitent des opportunités offertes sur les marchés obligataires internationaux.

Tous ces investisseurs se fient aux experts de Rorento pour constituer un portefeuille obligataire diversifié. Tout simplement, en achetant des actions Rorento quotidiennement traitées sur de nombreuses bourses, dont celle de Paris.

TROIS CRITÈRES

Dans sa politique d'investissement, Rorento vise à :

- réaliser un revenu (intérêts) maximum
- enregistrer la meilleure plus-value des placements obligataires
- tirer profit de l'appréciation des devises étrangères en portefeuille.

Une politique qui s'est révélée très intéressante pour ses actionnaires, comme le témoigne la demande assidue d'actions Rorento en bourse.

RORENTO, ENCORE UNE INCONNUE ?

En nous retournant la coupon-réponse ci-dessous, vous obtiendrez de plus amples renseignements sur le succès d'investissements internationaux en obligations. Un dossier d'information est tenu à votre disposition.

RORENTO: LE FONDS OBLIGATAIRE DU GROUPE ROBECO

Rorento, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom (caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse

Code postale

Ville

'83

RORENTO

UN TÉMOIGNAGE SUR LE PRÉSIDENT ASSAD

Le « Bismarck des Arabes »

L'homme qui canonise les Palestiniens et met en échec l'Amérique. L'allié des Soviétiques, mais jusqu'à quand ? Le joueur aux nerfs d'acier menant chez lui une terrible répression. Hafez el Assad est tout cela. Il est devenu le personnage-clé de la crise du Proche-Orient. Un dirigeant phalangiste libanais, ancien proche conseiller du président Sarkis, connaît bien le chef de l'État syrien pour avoir longtemps négocié avec lui. Il le décrit dans un livre de souvenirs publié prochainement (1).

« Mais que veut donc Assad ? Il demeure une énigme pour moi. » Souvent, Elias Sarkis, perplexé, a posé cette question devant nous à propos de la personnalité qui, cultivant le secret, règne depuis 1970 sur l'indomptable Syrie. Sa politique et sa façon de gouverner l'ingouvernable en maître absolu surprennent le monde entier.

L'homme sur lequel tous s'interrogent est de haute taille, à la teinte claire, le visage allongé, que surplombe un large front, de petits yeux pénétrants d'intelligence et de fermeté. Tout en portant haut le menton qui trahit le tempérament autoritaire, il a un comportement timide et réservé, une démarche calme et majestueuse. Toujours courtois, n'élevant jamais la voix, il pourrait passer pour un homme de bien. Mais, il garde l'impression de ses origines paysannes et de sa formation militaire. Les cheveux coupés dans le style somnolent des casernes, il donne une impression de lourdeur que dément le regard rusé de l'homme de la terre aux prises avec l'orage et familier des menaces. Il a un sens aigu de sa dignité. Sa personne, et tout ce qui s'y rapporte, sont choses sacrées. Toutes fautes ou erreurs, en Syrie, sont à la limite excusable, hormis l'injure au président. Elle seule est péché mortel, impardonnable.

Imparable, le président syrien exécute ses desseins avec patience et obstination. Il a bâti son pouvoir pierre après pierre, ne se précipitant jamais, ne s'émouvant guère, et ne s'emporte pas davantage. Il préfère parvenir en douceur à ses fins, usant de la persuasion avant de recourir à la dissuasion. C'est ainsi qu'il a pris le pouvoir en deux temps : par un coup d'État « blanc » en 1963, puis par le coup de bonnet final de l'année suivante. Il est intervenu au Liban d'abord politiquement, en 1975, puis militairement, en 1976. Il a ainsi dirigé sa proie et, après chaque action, il s'arrête, négocie, explore, puis porte le coup suivant. Sachant attendre les occasions propices, renforçant ses atouts et laissant s'enfermer ses adversaires, il choisit adroitement son moment. En position de faiblesse, il voit dans toute négociation une inacceptable tentative d'extorsion. Devenu fort, il considère tout compromis comme un don gratuit. Pour lui, tout a un prix mais il lui incombe de le fixer. Il ne s'embarrasse pas de limitations et de démarcations imposées par d'autres. « Ne vous inquiétez pas de la « ligne rouge », dont parlent Américains et Israéliens », disait-il un jour en ma présence, au début de 1976, à une délégation du Front libanais. « Elle n'existe pas et, en tout cas, je ne la vois pas. Ou alors, elle est mobile, fluide et partitive ! » (...)

Une mémoire d'éléphant

Physiquement et moralement, Assad se contrôle de façon incroyable. Depuis qu'il a cessé de fumer, il ne se sépare plus de son chapelet d'ambre. « J'ai fumé, me dit-il, jusqu'à cent cigarettes par jour, et j'ai arrêté d'un seul coup. Depuis, je n'ai plus touché une cigarette. »

Pour aborder les négociations, il se compose un masque d'impassibilité et reçoit ses hôtes avec un scénario stéréotypé, au « palais du peuple » ou à son domicile privé, selon qu'il veut donner à la rencontre un caractère solennel ou intime. Qu'il s'agisse de rois et de présidents ou de moins illustres visiteurs, d'une délégation ou d'une seule personne, les réunions se déroulent toujours, au palais présidentiel, dans une immense pièce où nul ne dispose

d'une table, de papier ou de quoi écrire. Il s'installe toujours sur la même chaise et dans la même posture. Chez lui, il reçoit dans un modeste salon, ne prenant aucune note et ne consultant jamais un document. Il connaît ses dossiers à fond, grâce à une mémoire d'éléphant et à une impressionnante puissance de concentration. (...)

Durant la phase préparatoire des pourparlers, et plus généralement avant toute rencontre, Assad ne révèle rien de ses intentions ou de ses exigences. Stratège de l'ambiguïté, il laisse l'interlocuteur deviner, spéculer et se préparer à lui payer un prix qu'il ne lui aura pas demandé à l'avance. Quelquefois, le fait même de le rencontrer devient objet de négociation. (...) N'entrant pas le premier dans le vif du sujet, il prend son temps pour jauger son partenaire s'il le rencontre pour la première fois, ou, s'il le connaît déjà, pour évaluer son état d'esprit. Il est, tout à la fois, froid et chaleureux, sombre et souriant selon les personnes ou le sujet, écoutant jusqu'au bout et poussant l'interlocuteur à épuiser idées et arguments. Souvent, par un sourire, un signe de tête, une question précise ou une remarque anodine, il donne l'impression d'avoir été convaincu ou désarmé. Mais, au moment où l'autre pense avoir réussi dans sa mission, Assad se redresse, refuse avec courtoisie ses propos et commence, sans complaisance et sans appel, à en développer l'antithèse. Au fil des heures, il passe des propos secondaires à des formules plus nettes et des arguments plus solides. Infaillible, il prolonge parfois la négociation jusqu'à l'aube. Il me souvient de m'être retrouvé discutant avec lui, en mars 1976, après une épuisante séance de sept heures de rang, d'une hypothétique amende à la Constitution libanaise et des théories sociologiques d'Ibn Khaldoun. Au terme de ce marathon, il m'accompagna jusqu'à son perron, aussi frais et alerte qu'au moment où il m'avait accueilli.

La « doctrine »

C'est un négociateur imprévisible et retors, capable tout aussi bien de trancher à la hussarde un problème de fond que de refuser une réponse précise sur une question de détail. S'il promet, il exécute sans délai. S'il veut refuser, il dit : « Je vais en discuter avec tel ou tel », ou encore : « Je vais étudier cela ». S'il lui arrive, ce qui est rare, de dire un non catégorique, rien ne sert d'insister, car sa décision est définitive. Du moins pour le moment, car chez lui, tout refus dissimule les prodromes d'une acceptation future, comme toute acceptation recèle les fondements d'un éventuel rejet. Duplicité, dédoublement ou technique avancée de la négociation ? Nul ne peut le dire.

En bon pilote de guerre, ce général d'aviation sait embrasser de très haut, d'un seul coup d'œil, des détails très éloignés. Comme au combat aérien, il définit en même temps la cible et le moyen de l'atteindre, prend les virages les plus délicats et calcule instantanément risques et chances. Intransigent, il sait aller au bout d'un défi, négligeant les conseils de prudence et dédaignant les menaces. Mais, s'il juge l'objectif inaccessible, il sait aussi prendre du champ, esquiver, se dérober avec habileté et aisance. Son ministre des Affaires étrangères, Abdel Halim Khaddam, résume un jour ce style à mon intention à propos du sommet de Bagdad. « Notre président, me dit-il, est passé maître dans l'art de la manœuvre. Il cache des capacités tactiques insoupçonnables, pratique la politique du bord du gouffre et sait s'arrêter au bon moment, juste avant le précipice. Il a des nerfs d'acier et déroute par son imprévisibilité. Il est capable de prendre la bonne décision au moment le plus inattendu. »

Sur le fond, Hafez Assad développe, à l'occasion de son intervention au Liban, une « doctrine » qui repose sur trois principes d'action implicites dans les relations entre États :

- 1) Le droit d'un État arabe, petit ou moyen, à intervenir militairement sur le territoire d'un autre État arabe afin de l'empêcher — lui-même ou des organisations agissant en son sein — de menacer la sécurité syrienne ou la sécurité nationale arabe. Car la sécurité prime la souveraineté ;
- 2) Le droit d'un petit État à prendre en main directement les affaires d'un autre sans l'autorisation préalable de deux superpuissances ou de l'une d'entre elles, affirmant ainsi sa vocation de puissance régionale ;

Dessein de SZLAKMANN



3) Le droit d'un État dans la mouvance soviétique — en l'espèce, la Syrie — à veiller à la sécurité d'un État se trouvant dans la mouvance américaine comme le Liban, même si c'est là une atteinte au principe selon lequel chacune des grandes puissances peut intervenir exclusivement dans sa sphère d'influence sans s'attirer les représailles de l'autre.

Son « jeu ouvert » consiste tout d'abord à « geler » un conflit dans la solution définitive semble hors de portée, du moins dans l'immédiat, en laissant aux parties en cause toute latitude de défendre leurs positions de principe ou leurs thèses idéologiques. Ainsi, au lieu de rechercher la solution définitive qui conduirait au conflit ouvert, il dégage un règlement provisoire qui satisfait plus ou moins les principaux antagonistes. Mais, surtout, il fait en sorte qu'avec le temps ce « provisoire » prime. (...)

De cette façon, la Syrie, État incapable de maintenir par ses seules forces la situation qu'il a suscitée, transforme celle-ci en point de convergence d'un réseau d'intérêts. La modifier paraît aux yeux de tous plus onéreux que la maintenir. « Si le stationnement de notre armée au Liban fait problème pour quelques-uns, me dit-il en 1977, son retrait fera problème pour tous. »

Face à cette « doctrine », les États-Unis se demandent longtemps si, oui ou non, la Syrie est « récupérable ».

national illustrent parfaitement cette politique. Elle ne le fait pourtant pas sombrer dans un opportunisme de bas étage. Quand il rompt, il justifie longuement sa rupture, et quand il s'associe, il définit clairement les objectifs communs.

Cette méthode des « alliances interchangeables » compense, elle aussi, des limitations. Assad estime qu'Israël voudrait dominer toute la région arabe, du Nil à l'Euphrate, avec l'appui américain, et qu'il s'agit donc d'un ennemi irréductible, dont les États-Unis sont d'authentiques alliés. Il estime ensuite que tout accord, dans l'immédiat, avec Israël constitue une capitulation en raison de la suprématie militaire de l'État hébreu. Il œuvre pour qu'un « front commun arabe » présente une riposte stratégique à Israël et règle la crise du Proche-Orient. La direction de ce front devrait tout naturellement échoir à son pays.

« La Syrie est la clé »

Au-delà du cadre régional, il ne méconnaît pas le rôle des États-Unis. Il les affronte sans susciter leur totale hostilité. De Nixon à Reagan et de Kissinger à Habib, ses rapports avec Washington sont jalonnés d'équivoques, de malentendus et de déceptions. L'Europe ne le laisse pas indifférent : il éprouve un certain penchant teinté de nostalgie envers la France, où il regrette de Gaulle, qui, selon lui, aurait pu donner plus de poids au Vieux Continent. Il constate que celui-ci manque de cohérence et « tout en étant un allié des États-Unis, n'est pas les États-Unis ». L'Europe doit donc être une « sonnette d'alarme » pour le tiers-monde. Bref, à ses yeux, l'Union soviétique est une alliée difficile, les États-Unis un mal nécessaire et l'Europe un recours éventuel.

Cette ambitieuse politique internationale se propose d'abord de transformer la Syrie d'enjeu en acteur, et d'en faire ainsi une grande puissance régionale. (...) La Syrie n'a jamais connu autant d'influence et de stabilité que sous son actuel régime, mais le revers de la médaille est un état de siège maintenu depuis 1970 et une armée en permanente mobilisation depuis 1973. Une grande politique pour un petit État ne va pas sans de tels sacrifices.

Pour se maintenir aussi longtemps avec un dessein de cette ampleur, Assad se montre impitoyable à l'intérieur. Une répression sangninaire et systématique explique la survie du régime. Mais c'est à sa stratégie qu'il doit ses incontestables succès. Justifiant, sur le plan moral, cette répression sans scrupule, il

attribue toutes les difficultés internes à sa position de nationaliste arabe. Pour les propagandistes de Damas, tous les conflits, depuis les troubles communautaires jusqu'aux combats avec Yasser Arafat, ont pour seul et unique objectif de révéler toute opposition au « complot américano-israélien ». C'est au nom de cet impératif que l'on réprime à l'intérieur et que l'on intervient au-dehors.

Le Baas est une minorité politique en Syrie et les alaouites forment une minorité religieuse. Doublement minoritaire, le chef de l'État applique, là encore, son « jeu ouvert ». Par son accord avec l'Union soviétique, il se renforce militairement et, sur le plan intérieur, neutralise son opposition de gauche et se réserve l'exclusivité de la carte du radicalisme. Par son entente avec l'Arabie Saoudite, il améliore la situation économique et prive de base l'opposition de droite en conservant en main la carte de la modération. Il parvient ainsi à ce tour de force de muscler les communistes avec la complicité soviétique et de démanteler les Frères musulmans avec la bénédiction de Ryad, de Kadhafi et de l'imam Khomeini. Par son « radicalisme », il rallie la classe ouvrière et la jeunesse sans être un « autre Nasser ». Sa « modération » lui vaut l'appui de la bourgeoisie et de la paysannerie sunnites sans qu'il devienne pour autant un « second Sadate ». Bref, cette virtuosité dans le « jeu ouvert » lui permet de gagner sur tous les tableaux.

Pourtant, tout n'est pas jeu, et Assad est convaincu du rôle spécifique incombant à la Syrie. On ne comprend rien à sa politique si l'on ne prend en compte sa vision nationaliste. « La Syrie est différente de tous les autres pays arabes », me dit-il en 1978. Nous avons une vocation panarabe, et tout ce qui est arabe est nôtre. Nous nous distinguons par un nationalisme interventionniste. Nulle unité arabe ne se conçoit sans la Syrie. Nulle guerre non plus. Si nous avions des frontières communes avec l'Égypte, notre armée y serait certainement entrée après la visite de Sadate à Jérusalem. Oul, nous sommes le cœur, nous sommes au cœur du monde arabe ! La Syrie est le nœud du problème et la clé de la solution au Proche-Orient ! Tel est le langage de celui que d'aucun appelle le « Bismarck des Arabes ».

KARIM PAKRADOUNI.

(1) La Paix manquée au Liban. Le mandat d'Elhas Sarkis, 1976-1982. Éditions F.M.A., Beyrouth.

LUNDI 21 NOVEMBRE

En deutscher Tag: Une journée allemande.

L'Allemagne cette inconnue ? France Inter consacre la journée du 21 novembre à la découverte de la République Fédérale d'Allemagne.

De 6 h à 24 h reportages et invités se succéderont pour traiter tous les aspects de la vie quotidienne de l'Allemagne d'aujourd'hui.

6 h 00/8 h 45 — Inter Matin : Philippe Caloni reçoit Volker Schlöndorff, chef de file du nouveau cinéma allemand.

13 h 00/13 h 30 — Journal de 13 heures : Pierre Weill. Le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne Helmut Kohl s'exprime sur les Euromissiles.

17 h 10/17 h 25 — Quotidien Musical : Jacques Chancel.

Mathias Carrière : une double culture.

19 h 15/20 h 00 — Face au Public :

Robert Schneider.

Alois Maria, Vice-Ministre des Affaires Étrangères de la R.F.A.

20 h/22 h — Adrenaline : Spécial R.F.A.

Jacques Pradel et Laurence Blondel.

Berlin des années 80 - Reportages de Fabrice Rouleau.

- Les héritiers du Götterdämmerung.

- Le mouvement alternatif.

- Le Bazar Turc.

22 h/23 h — C'est la nuit : Jean-Louis Foulquier.

Les chanteurs et les chansons.

23 h/24 h — Feed Back : Bernard Lenoir.

Spécial Rock allemand de Kraftwerk à Nina Hagen.

... POUR CEUX QUI ONT QUELQUE CHOSE ENTRE LES OREILLES !

MAITRISE de L'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

RÉGIONALISATION

600 millions d'investissements

Comment intéresser le maximum de partenaires à la maîtrise de l'énergie ? Comment susciter, favoriser les initiatives locales ? Comment aider sans imposer ? Dès sa création, l'AFME avait déjà défendu l'idée de « faire ensemble » : signer des conventions avec les régions volontaires.

Lors de la création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, le rapport de présentation, adressé au président de la République par les ministres de tutelle, précisait notamment : « La maîtrise de l'énergie doit devenir une réalité de la vie quotidienne des Français, dans leur logement, leur ville, leur entreprise ; ce qui suppose qu'elle soit mise en œuvre au plan local qu'elle a appliqué ce principe aux régions.

Notons d'ailleurs que si, pour reprendre les termes du rapport déjà cité, l'Agence doit être « une véritable entreprise énergétique et disposer pour ce faire de la même autonomie, de la même souplesse de gestion, de la même présence sur le terrain que les producteurs d'énergie », il ne s'agit pas pour elle de produire ou de transformer une énergie destinée à être vendue à des consommateurs passifs. Au contraire, mener une politique de maîtrise de l'énergie nécessite la mobilisation d'acteurs convaincus d'avoir à organiser, de façon volontariste, une riposte que la seule variation du coût de l'énergie ne suscite pas spontanément.

L'Agence a donc proposé aux régions qui le désiraient de signer avec elles des conventions. Quel est, dans ce cas, le partenaire ? Tout naturellement, le conseil régional, et c'est avec lui que s'engage la négociation. C'est durant cette phase de

discussion que, parallèlement, sont menées les consultations avec les services extérieurs de l'Etat et les autres entreprises énergétiques, afin de rechercher une efficacité maximale, la meilleure coordination avec d'autres actions déjà engagées ou susceptibles de l'être.

Toute politique énergétique doit, pour être efficace, s'inscrire dans la durée. C'est pourquoi les conventions signées par les deux partenaires sont pluri-annuelles. Mais les budgets sont, eux, annuels. Les conventions, qui présentent les grandes lignes des interventions, sont donc assorties d'avenants identifiant les opérations qui seront financées au cours de l'année concernée. Basées sur le principe de la parité, les modalités de ce financement adoptent en fait la souplesse nécessaire à l'adaptation aux réalités. Certaines régions pouvant en effet, à la suite d'engagements importants pris dans d'autres domaines, se trouver dans l'impossibilité d'engager immédiatement de grosses sommes. A l'inverse, l'Agence n'est pas forcément en mesure de suivre des programmes lourds, engagés depuis des années.

Cependant, la signature de la convention impliquant l'égalité de responsabilité entre les contractants, on s'efforce le moins possible, pour des raisons d'aisance compréhensibles, de la règle de la parité. Les crédits ainsi mobilisés alimentent un fonds régional de maîtrise de l'énergie (FRME, dans le langage quotidien où les sigles sont devenus rois). Ce fonds est géré par un comité où siègent à égalité Région et Agence. Naturellement, cette gestion ne concerne que les actions menées en commun et n'intervient en rien dans celles que peuvent conduire seules la région (en fonction de raisons économiques ou sociales qui lui sont propres) ou l'Agence (procédures habituelles ou Fonds spécial des grands travaux).

Quel bilan peut-on tirer, en cette fin 1983, de la politique ainsi développée ? Sept conventions ont été

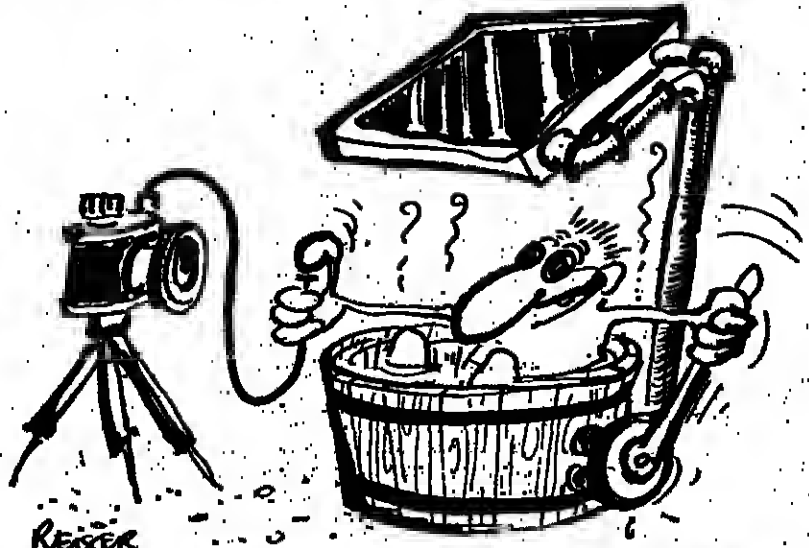
signées. D'abord avec Poitou-Charentes (dès la fin de 1982), ce qui la place bonne première et a permis la signature d'un avenant pour 1983. Puis avec Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes (mai 1983), suivi de Provence-Alpes-Côte d'Azur (mai avec celle-ci une convention « solaire » avait été signée dès mai 1982), et Alsace (septembre 1983). Viennent ensuite Midi-Pyrénées (octobre 1983) et Aquitaine (novembre 1983). Les discussions sont bien avancées avec la Corse et la Picardie ; Lorraine, Champagne-Ardenne, Auvergne et Centre ont manifesté leur intention de signer prochainement.

Concernant les sept conventions

déjà signées, l'Agence a affecté 80 millions de francs de crédits. Mais, de leur côté, les régions ont apporté 58 millions de francs supplémentaires. Au total, cette contractualisation régionale vient sérieusement renforcer la mise en œuvre de la politique nationale de maîtrise de l'énergie. Elle vient aussi redonner de l'oxygène aux économies régionales, puisque les sept accords laissent espérer un volume d'investissements directs de 500 à 600 millions de francs.

De l'aven général, aux égalités inscrites dans les textes, il faut ajouter une égalité de satisfaction des partenaires.

ROGER-PIERRE BONNEAU



Humoriste sérieux et terriblement efficace, Reiser, qui vient de disparaître, s'était passionné pour le solaire, qu'il servait avec une constance rigoureuse, basée sur une quête optimale de l'information. A l'occasion d'un concours, il avait accepté de faire ce dessin, pour une affiche de l'ex-COMES. Salut Jean-Marie et merci !

L'INVITÉ DE «MAITRISE»

ÉNERGIE ET STYLE DE DÉVELOPPEMENT

par Ignacy Sachs (1)

Le fait économique marquant de la dernière décennie a été le relèvement brusque du prix du pétrole — plus exactement son retour à un niveau plus normal — compte tenu des intérêts légitimes des producteurs du tiers monde.

Certains y voient une péripétie conjoncturelle fâcheuse, rêvant d'une reprise de la croissance à l'ancienne. Dans un ouvrage (2) consacré à l'énergie et à la transformation des villes nord-américaines, D. Morris s'attache, au contraire, à montrer que nous venons d'amorcer, sous l'impulsion de l'énergie chère, une profonde mutation de la civilisation industrielle. Tout au moins une occasion surgit pour que le style de développement actuel cède la place à un style qui ménage les ressources et fait de l'efficacité énergétique son principe directeur dans la gestion de l'économie et dans la conception de nouveaux systèmes de production, des établissements humains et de l'aménagement du territoire. « La hausse sans précédent des prix de l'énergie au cours des années soixante-dix », écrit-il, « a permis de se rendre compte du coût des villes parasitaires et des circuits d'approvisionnement étendus. Les prix croissants de l'énergie incitent la production et la consommation à se rapprocher, de façon à raccourcir les systèmes de distribution. Ils nous incitent à recycler nos produits usés et nos déchets afin de capter l'énergie qui leur a été incorporée lors de la transformation de la matière première en produit final. Enfin, ils nous incitent à développer des systèmes intégrés, où la production, la consommation et l'élimination des déchets appa-

raissent comme des points sur une ligne continue. » An bout de nos peines se profilerait donc la cité écologique ; son implantation devient désormais possible grâce à la conjonction des conditions économiques créées par l'énergie chère et des progrès techniques récents, notamment en biotechnologie, en production d'énergies nouvelles, en télématique. Le plus difficile reste à faire : maîtriser sur le plan politique et institutionnel la transition vers les modes de production et de vie caractérisés par un rôle déterminant de l'échelon local.

Un raccourci pour le tiers monde ?

Le plaidoyer pour la cité écologique s'applique à plus forte raison aux pays du tiers monde. En analysant nos expériences historiques et les impasses auxquelles conduit la croissance sauvage, dépeuplée en ressources et destructive des hommes et du milieu, ils pourraient s'engager directement sur la voie de l'écodéveloppement (3) tourné vers la recherche de solutions socialement désirables, écologiquement stables et économiquement viables, adaptées aux conditions spécifiques, naturelles et culturelles de chaque terroir. La maîtrise de l'énergie constitue une dimension essentielle de l'écodéveloppement. Les bonnes solutions sur le plan énergétique se caractérisent par une intensité modérée de l'apport des énergies commerciales allée à une grande efficacité dans leur utilisation et par le recours, chaque fois que possible, aux énergies non conventionnelles.

Cette problématique a trouvé sa place dans les programmes de l'Université des Nations unies, poursuivis par le CIREN en collaboration avec l'AFME, dans trois directions :

- conception et expérimentation grandeur nature de systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie de biomasse, adaptés aux différents milieux naturels et donnant une large place à l'utilisation des déchets végétaux et animaux ;
- analyse du profil énergétique des filières alimentaires « de la fourche à la fourchette », visant la réduction de leur coût énergétique par des techniques appropriées et par le rapprochement de la production et de la consommation ;
- élaboration de stratégies de développement urbain, axées sur une plus grande autosuffisance alimentaire et énergétique.

Ces orientations de recherche trouvent un large écho dans les pays du tiers monde. Il est permis d'espérer qu'elles donneront lieu à de nombreuses collaborations avec nos partenaires latino-américains, africains et asiatiques.

1. Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, à Paris, où il anime le Centre international de recherches sur l'environnement et le développement. Directeur du programme Interface : Alimentation énergie à l'Université des Nations unies.

2. Morris, D. *Self-reliant Cities*, Sierra Books, San Francisco, 1983.

3. Voir à ce sujet l'ouvrage du collectif du CIREN : *Initiation à l'écodéveloppement*, Privat, Toulouse, 1981, et Sachs, I. : *Stratégies de l'écodéveloppement*, Editions ouvrières, Paris, 1980.

EDITORIAL

Un élément de la coopération Nord-Sud

Nous vivons dans un monde où l'énergie est plus rare et plus chère. Malgré quelques répit sur le marché pétrolier, cette situation devrait persister. A quelques exceptions près — celle des pays producteurs —, tous les Etats, qu'ils soient industrialisés ou en développement, sont touchés.

Cette universalité peut favoriser un redressement salutaire, faire que l'on essaie de libérer les économies au maximum de la contrainte énergétique, pour permettre une nouvelle croissance dans le cadre d'un nouveau type de développement.

Par rapport à cette recherche de solution de la crise économique mondiale, la maîtrise de l'énergie est un élément important. A l'évidence et d'abord dans les pays industrialisés, où elle s'impose comme une priorité, mais pas seulement. En effet, si, au sens strict du terme, les économies d'énergie ne sont applicables que là où la consommation d'énergie est déjà forte, où bien souvent sévit le gaspillage, l'utilisation rationnelle de

l'énergie est applicable partout. Même quand la consommation est faible, quand l'effort d'approvisionnement ou de production d'énergie supplémentaire doit être considérable — parce qu'indispensable au développement économique —, la consommation d'énergie doit être prise en compte au stade initial de tout projet.

C'est pourquoi, si l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie recherche la coopération en Europe et dans le monde industriel pour qu'émergent de nouveaux produits et procédés, elle attache une importance majeure à la coopération avec les pays en développement. Dans le but de les aider à maîtriser eux-mêmes leurs problèmes énergétiques, par la promotion de technologies adaptées.

La maîtrise de l'énergie (utilisation rationnelle de l'énergie, développement des énergies nouvelles et renouvelables), favorisant la plus grande autonomie possible, peut et doit être un élément de la coopération Nord-Sud.

R.-P. B.



Ces missions s'accomplissent en étroite liaison avec le ministère de l'Industrie et de la Recherche, avec le secrétariat de l'Énergie, ainsi qu'avec le ministère des Relations extérieures et le ministère de l'Économie et des Finances.

Selon les pays, l'une des missions [coopération, promotion industrielle] l'emporte sur l'autre. Mais le but final est le même : faire en sorte qu'une maîtrise effective de l'énergie se traduise pour les populations concernées, essentiellement en milieu rural, par un autre type de développement ou des solutions alternatives aux problèmes posés aujourd'hui.



rende l'offre française plus compétitive.

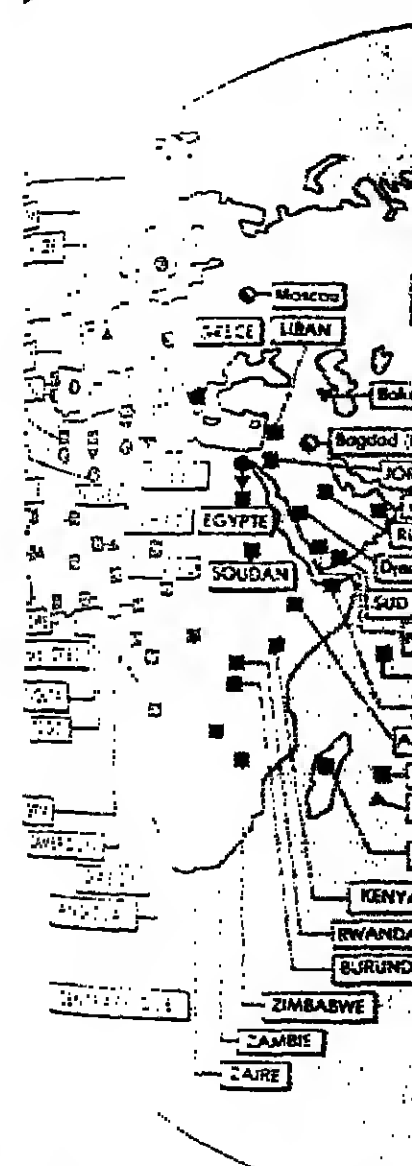
Quant à la troisième cible, les tiers payants, elle est constituée par l'ensemble des organismes internationaux disposant de moyens financiers destinés à répondre à la demande d'équipement des pays en développement ou en voie d'industrialisation. On pense tout de suite à la Banque mondiale, aux Nations unies ou aux fonds arabes. A ce niveau d'intervention, les marchés conclus s'inscrivent généralement dans des programmes de coopération bi-ou multilatérale entre pays demandeurs, pays fournisseurs et organismes financiers.

Aujourd'hui, l'un des objectifs à court terme de l'AFME est de mettre sur pied un plan professionnel à l'exportation dans lequel seraient associés industriels, administrations et organismes français spécialisés dans les interventions à l'exportation.

Déjà, un certain nombre de moyens ont été mis en œuvre pour aboutir à une stratégie cohérente de pénétration des marchés étrangers. L'information y tient évidemment une place importante. L'organisation systématique de réunions destinées

Un point d'appui décentralisé fonctionne déjà à Bamako, depuis 1982. D'autres sont à l'étude, notamment à Tokyo et Dakar. A Bamako, où le centre régional d'énergie solaire est appelé à jouer un rôle croissant, aux Caraïbes, en Amérique latine et au Moyen-Orient, l'AFME espère pouvoir mettre en place des structures légères comparables à celle de Bapkok.

Un point d'appui décentralisé fonctionne déjà à Bangkok, depuis 1982. D'autres sont à l'étude, notamment à Tokyo et Dakar. A Bamako, où le centre régional d'énergie solaire est appelé à jouer un rôle croissant, aux Caraïbes, en Amérique latine et au Moyen-Orient, l'AFME espère pouvoir mettre en place des structures légères comparables à celle de Bangkok.



Industriels

de l'industrie et du commerce
s'agit de faire passer sur pied, en
débattant, les idées des organismes
français, d'existence d'un pro-
gramme commun destinées à des
membres étrangers. L'élabora-
tion d'un programme de formation
pour les cadres commerciaux des
pays de l'Europe de l'Est, la France va dans le
même sens, même que les nom-
breuses initiatives des responsa-
bles français, diverses manifesta-
tions, choisies en fonction
de leur localisation.
C'est, entre autres
moyens, de valoriser les
ressources des pays d'essors français.
L'Association accomplira le pro-
gramme en réalisant un catalo-
gue de la profession.

Une valorisation du savoir-faire

La création d'un club permettant de favoriser les contacts entre industriels et investisseurs des actions est actuellement à l'étude. Des initiatives sont également dans le but d'aboutir à une meilleure structuration des

هكذا من الأصل

Le dialogue avec les pays en développement

Pour se faire une idée de l'intérêt de l'action menée par l'AFME dans le domaine de la coopération, il faut avoir à l'esprit le fait que les pays en développement se heurtent à deux problèmes considérables.

Le premier tient à ce que leur facture pétrolière ne cesse de s'alourdir en valeur relative. Si les raisons à cela sont nombreuses, la difficulté de substituer au pétrole d'autres types de carburants utilisables dans les transports constitue un des handicaps majeurs.

Quelques chiffres pour fixer les idées. En 1973, le Pakistan consacrait, pour payer sa facture pétrolière, l'équivalent de 6% des gains qu'il réalisait à l'exportation. En 1981, il en consacrait... 47% ! Bien qu'un peu moins élevées, les différences enregistrées en Thaïlande confirment le phénomène : 13% de ses gains à l'exportation en 1973 ; 42,5% en 1981 !

Autres chiffres : entre 1980 et 1981, c'est-à-dire en un an, l'Inde a enregistré une augmentation totale de ses prix de gros de 12%. Dans le même temps, l'augmentation des prix de gros de ses produits pétroliers a été de 25%. La même comparaison effectuée au Pakistan donnerait res-

pectivement les chiffres de 13 et 36% ! Et l'on pourrait, hélas, multiplier les exemples. Le deuxième facteur à entrer en ligne de compte en milieu rural est la crise des combustibles et, en particulier, du bois de feu qui représentait jusqu'ici de 20 à 90% de l'énergie consommée dans les pays en développement.

Le problème du bois de feu

L'origine de cette crise tient à la croissance démographique des pays concernés. Celle-ci a eu pour conséquences un déboisement constant des terres et une érosion des sols, c'est-à-dire une dévalorisation du patrimoine national que ne compense pas la mise en culture de certaines zones nouvelles.

Mais, là où le problème se complique, c'est lorsqu'on aborde la question en termes financiers. Ce bois de feu est souvent gratuit. Or, cette gratuité ne constitue pas un facteur de motivation pour ceux qui, en d'autres circonstances, seraient tentés de procéder à des plantations. Une certaine rigidité du milieu traditionnel masque l'ampleur du problème que les circuits de distribution

du bois, maintenant commercialisé, commencent à exploiter avec profit. Aujourd'hui, le bois devient cher en milieu urbain. Et il est probable que, demain, il sera rare.

Que peut faire l'AFME face à une telle situation ? Mener une action de longue haleine reposant à la fois sur une meilleure connaissance des besoins et des ressources, et sur la volonté politique des nations concernées de s'attaquer à ces problèmes de fond. Pour nos cerveaux de consommateurs occidentaux, une véritable révolution culturelle est indispensable.

Comme le dit volontiers un spécialiste des échanges Nord-Sud : « La situation dans les pays en développement est comparable à celle d'un joueur d'échecs : moins il y a de pièces en présence, plus la partie est difficile. Une erreur qui, chez nous, n'aurait que des conséquences secondaires peut se révéler ici catastrophique. La nécessité de planifier n'en est que plus importante. Nous n'avons le plus souvent de ces pays qu'une connaissance occidentale. Or, nous nous trouvons en face de sociétés économiquement et culturellement différentes. Il est donc essentiel d'essayer de penser différemment, et nous ne pouvons le

faire valablement qu'en étroite liaison avec les autorités locales. »

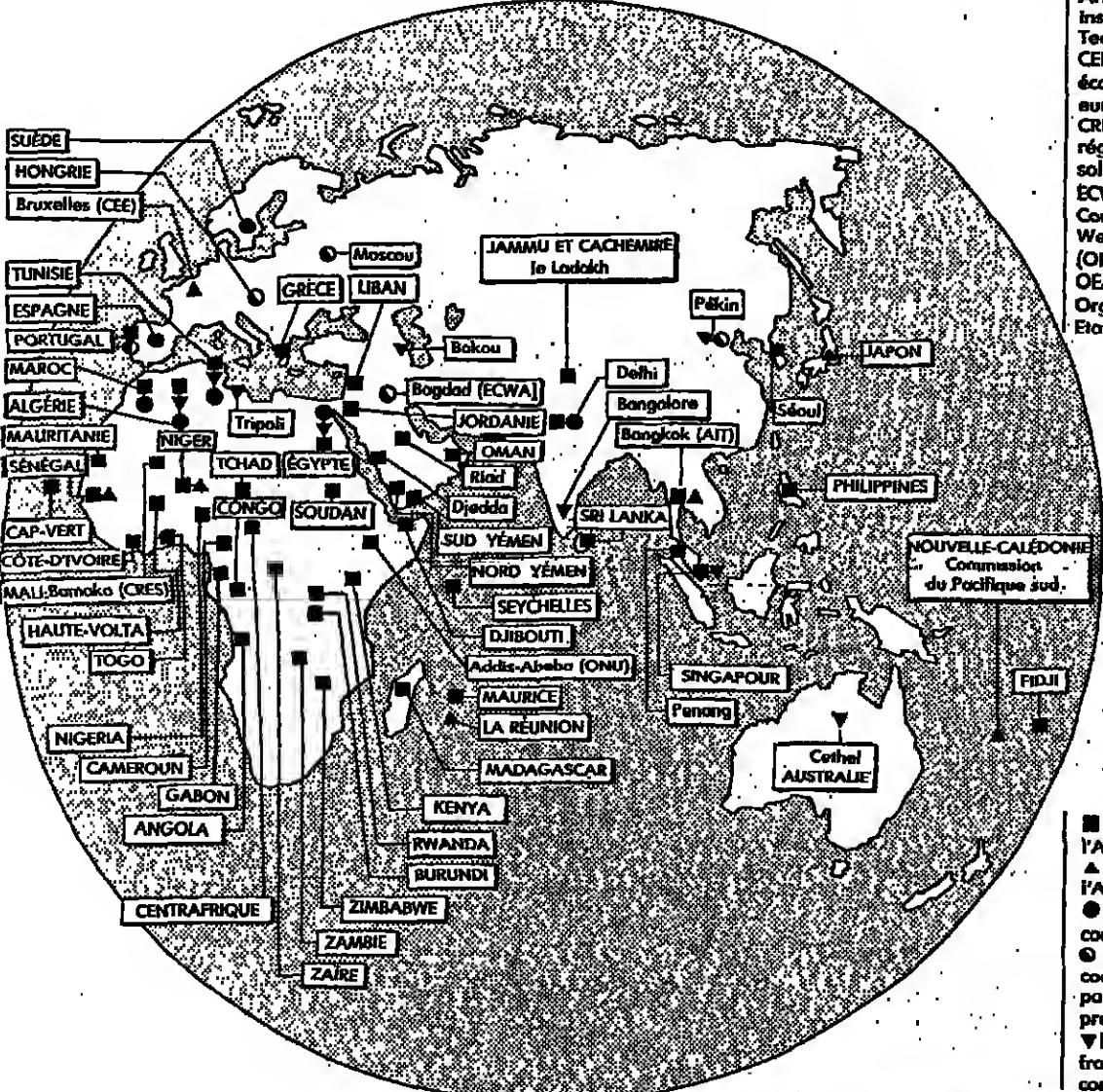
Le cas des énergies renouvelables est, de ce point de vue, particulièrement significatif. Leur maîtrise et leur développement n'ont rien à voir avec une quelconque solution d'appoint. Compte tenu de la dispersion de la population rurale, elles constituent un enjeu dominant. L'objectif est moins de produire beaucoup de watts que d'utiliser ceux-ci au mieux. Dans les pays en développement, une cellule photovoltaïque peut représenter la consommation en eau d'une personne ; deux cellules, son éclairage.

En fait, l'action de l'AFME dans les régions du monde les plus défavorisées ne peut pas ne pas intégrer le

tisé MEDDE (Modèle d'évolution de la demande énergétique), qui permet de projeter un certain nombre de données et d'en déduire les effets prévisibles d'un choix énergétique précis, aussi bien en matière de consommation de produits importés qu'en matière d'emplois, de circuits de distribution ou d'investissements induits, à court ou moyen terme.

Au fil des ans, cet outil, surtout utilisable actuellement par les pays déjà en voie d'industrialisation, devrait pouvoir peu à peu devenir opérationnel pour les pays en développement, avec le concours desquels il s'affine au fil du temps.

Le soutien à la constitution de structures nationales fait partie des activités poursuivies par l'Agence qui,



développement économique global du pays concerné. Énergie et développement sont si étroitement liés qu'on est bien obligé de s'interroger sur les conséquences, par rapport à l'économie générale du pays, de tel ou tel choix énergétique.

Pour aider à la définition de politiques et de planifications énergétiques ainsi qu'à la mise en place de structures de dialogue, de concertation ou de coordination, l'AFME utilise de tous les moyens à sa disposition : rencontres, missions sur place, formation économique d'ingénieurs et de techniciens, accords de toute nature avec les responsables du développement des pays concernés, de même qu'avec les organisations régionales de coopération Sud-Sud.

Stratégies immédiates et alternatives

Le dialogue établi, une réflexion conjointe s'engage sur la stratégie de développement énergétique à engager : stratégie immédiate de développement des ressources nationales (mise en œuvre par les producteurs traditionnels : charbon, production thermique d'électricité ou barrages hydro-électriques) et, plus en profondeur, stratégies alternatives destinées à toucher une plus large part de la population, surtout en milieu rural, et à induire un développement équilibré.

Ce dernier objectif suppose une analyse fouillée des besoins énergétiques présents et à venir, pour laquelle la France dispose d'une institution particulièrement bien adaptée : l'Institut économique et juridique de l'énergie (IEJE), situé à Grenoble. Rattaché au CNRS, cet établissement, qui travaille en lien étroit avec l'AFME, a mis au point un outil informatique évolué, baptisé

MEDEE (Modèle d'évolution de la demande énergétique), qui permet de projeter un certain nombre de données et d'en déduire les effets prévisibles d'un choix énergétique précis, aussi bien en matière de consommation de produits importés qu'en matière d'emplois, de circuits de distribution ou d'investissements induits, à court ou moyen terme.

A noter que des accords sont également passés avec des structures internationales ou continentales menant des actions sur la maîtrise de l'énergie.

On le voit, le champ d'action de l'AFME, dans le domaine de la coopération avec les pays en développement, est particulièrement vaste. A tel point qu'il est actuellement à l'étude la création d'une base de données informatiques qui constituerait une sorte de « répertoire de l'offre française » en matière de coopération maîtrise de l'énergie. Cette base de données devrait répondre à une nécessité ressentie par l'ensemble des intervenants français, publics et privés, qui participent de par le monde à des opérations de coopération.

Tous ces moyens n'ont qu'un but : répondre aux besoins réels des pays sous contrainte énergétique et non pas chercher à imposer des technologies, l'expérience ayant prouvé qu'elles pouvaient être néfastes lorsqu'on les exportait telles quelles. Ceci rejoint le problème des hommes. Si l'AFME attache beaucoup d'importance à leur formation, c'est à la suite d'un constat de bon sens : là où n'existent pas de personnes formées susceptibles d'assurer la maintenance des outils utilisés, ces outils ont tôt fait de devenir inemployés. ■

industriels français

au milieu industriel et commercial s'accompagne de la mise sur pied, en collaboration avec des organismes extérieurs à l'Agence, d'un programme de sessions destinées à des prescripteurs étrangers. L'élaboration d'un programme de formation des attachés commerciaux des ambassades de France va dans le même sens, de même que les nombreuses participations des responsables de l'AFME à diverses manifestations étrangères choisies en fonction de leurs thèmes, de leur localisation et de leur impact. C'est, entre autres choses, l'occasion de valoriser les travaux des centres d'études français. Le tout justifiant amplement le projet de l'Agence de réaliser un catalogue multi-langues de la profession.

Une valorisation du savoir-faire

L'information ne va pas sans concertation. La création d'un club d'exportateurs, permettant de favoriser les contacts entre industriels français et d'évoquer des actions collectives, est actuellement à l'étude. Des initiatives sont également engagées dans le but d'aboutir à une meilleure structuration des

entreprises intervenant en matière de maîtrise des énergies. Mais, surtout, la valorisation du savoir-faire français constitue une préoccupation constante des responsables de l'AFME. Le meilleur moyen d'y parvenir : faire en sorte que le souci de maîtriser les différentes formes d'énergies soit partout présent lorsque les industriels français pensent à l'exportation. Cela doit être vrai, au premier degré, pour ceux qui interviennent sur le terrain des réalisations dans lesquelles les problèmes énergétiques prennent une place importante : BTP, cimenteries, agro-alimentaire, etc. Mais la valorisation recherchée passe aussi par cette vitrine irremplaçable que constitue l'intégration dans leur manière de faire et de construire du volet maîtrise de l'énergie par tous ceux qui sont conduits à s'implanter à l'étranger, c'est-à-dire à y construire des bureaux, des ateliers ou des usines. Si la promotion industrielle et commerciale à laquelle participe l'AFME relève davantage d'une forme de retombée consécutive à son action de coopération que d'un objectif prioritaire, il serait absurde de séparer l'une de l'autre. Les deux activités se renforcent mutuellement. ■



L'Europe aussi...

A ce jour, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, en tant qu'outil opérationnel pour donner leur avis, aussi bien sur les économies d'énergie que sur la coopération du solaire ou les économies de matières premières. Ils ont aussi leur mot à dire en matière de diffusion et de recherche.

La commission de Bruxelles joue un double rôle. D'une part, elle contribue à développer en Europe une politique de maîtrise de l'énergie fondée sur les besoins exprimés, l'échange d'informations de toute sorte, la recherche et la réalisation d'actions ponctuelles. D'autre part, elle contribue très efficacement, dans le cadre de son important programme de coopération économique, au dialogue avec les pays en développement. Un seul exemple : l'opération franco-allemande, appuyée par la CEE, qui a abouti à la mise sur pied du programme du Centre régional d'énergie solaire (CRES) de Bamako. Maîtrise de l'énergie ou, à l'occasion, dans son numéro daté du 25 septembre 1983, de parler de ce CRES dans lequel sont parties prenantes neuf pays d'Afrique de l'Ouest.

Sur le plan européen, quatre directions générales de la commission de Bruxelles s'occupent plus particulièrement d'énergie : la direction de la recherche, dont dépendent notamment la nucléaire et le solaire ; la direction de l'énergie, à qui incombe la responsabilité d'opérations de démonstration ; celles de la coopération et de l'action régionale.

L'AFME participe aux réunions du Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCIE), au cours desquelles sont arrêtées les orientations et définies les priorités concernant l'action de la Communauté en vue d'une meilleure maîtrise de l'énergie. L'AFME est aussi représentée, par une dizaine de personnes, dans les divers comités d'experts, dont les

Dans le
secondaire

Une recherche interdisciplinaire

z'apprends à maîtriser l'énergie

A l'école primaire

Une action d'éducation

La pédagogie proposée pour la découverte de l'énergie à l'école primaire repose sur une démarche

Le coffret pédagogique réalisé par l'AFME et l'Éducation nationale articule autour de quatre grands thèmes : découvrir, créer, mesurer, maîtriser l'énergie. Pour chacun de ces thèmes, un livret « enfants » illustré de dessins et de photos suscite leur intérêt, leur œuvre des pistes, leur propose des activités. Un guide pédagogique présente aux enseignants un fil conducteur pour chaque activité. D'abord, *découvrir* que l'énergie est partout autour de nous, dans tous les objets qui nous entourent. Les enfants apprennent qu'entre hier et aujourd'hui la consommation d'énergie a bien changé : en Meurthe-et-Moselle, une classe a réalisé une enquête documentaire approfondie sur l'évolution des consommations d'énergie depuis 1900, qui a été l'occasion de réfléchir sur les modes de vie d'autrefois. *Découvrir* l'énergie, c'est aussi apprendre à remonter les filières, du grille-pain à la centrale électrique ou de la pompe à essence au puits de pétrole.

Une pédagogie de l'éveil

Après la découverte, la création : la fabrication d'appareils simples permet l'écoulement scientifique, le lien avec la technologie et l'industrie, les découvertes sur les énergies renouvelables... Les bricoleurs en herbe se régalaient en fabriquant un chauffe-eau solaire, une fontaine, une turbine à vapeur ou à eau, une pile électrique. On peut efficacement remplacer le vent par un ventilateur, et la centrale thermique par une cocotte-minute à vapeur. Et ça marche ! Des recherches ultérieures peuvent sans cesse améliorer les créations premières. On peut encore cuire des aliments grâce à un cuit-solaire, fabriqué à l'aide d'une caisse de polystyrène, de papier d'alumi-

Les pôles proposés permettent aux instituteurs et élèves de progresser en choisissant leur propre itinéraire. A l'école Jules Ferry de Castelnau-le-Lez, l'étude de la maîtrise de l'éner-

gie s'est étalée sur tout le premier trimestre 1982 en se concentrant sur l'énergie solaire : recherche et test des meilleurs isolants ; fabrication de trois marmites solaires ; relevé de température et d'oséoleillement ; étude sur l'utilisation possible d'énergies nouvelles dans les familles... A Montpellier, les enfants ont fini par monter une pièce mûmée sur le Roi Soleil et les énergies de la terre. Dans le Languedoc, des enfants ont expérimenté une coléenne grandeur nature, testé ses possibilités d'exploitatio, recensé et mesuré les vents... Les expériences conduites en 1982-1983 ont montré que la maîtrise de l'énergie était un thème très riche pour les éducateurs... L'année 1983-1984 devrait marquer le véritable coup d'envoi de cette campagne dans le primaire : enfants, parents, enseignants, à vous de jouer !

● On peut commander un coffret pédagogique en écrivant à : AFME Multimedia, BP 204, 75023 Paris cédex 01 : 170 francs franco.

Le concours interclasse est ouvert à toutes les classes de CM1 et CM2, qui doivent présenter une double réalisation : une étude en classe sur la maîtrise de l'énergie et l'organisation d'une manifestation pour faire connaître ce travail.

On peut se procurer la règlement en écrivant à : AFME, 27, rue Louis-Lucas, 75015 Paris.

- **« Maitrise de l'énergie »** est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME.
- Résolution en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27 rue Louis-Vicat - 75015 Paris
- **Rédaction et communication** : Hugues Zibille
- Maquette** : Claudine Roy TEN et Associés, 10 rue Mayol - 75006 Paris
- **Composition, montage, photographes** : Histoires, 12 rue Valenciennes - 75018 Paris

1

Le monde n'est plus tout à fait le même, après l'attraction, la régression, la chute des sciences. Pour de nombreux auteurs, tout rentre au cadre d'un monde qui n'a plus d'autre but que de survivre. Le monde est devenu un lieu où l'on doit trouver en permanence la nourriture.

**Toujours
la vedette**

L'États-Unis dans l'esprit des Grands
 États-Unis, le Royaume d'Extrême-Orient
 pour le monde entier.

[illegible]

OLIV

Une fenêtre ouverte sur
les théâtres,
les festivals, les co
les jardins, la dans
les monuments,
les expositions, les
les musées, les for

100

maison
uniforme
culture

1, rue Pierre Lescot, 75001 - tél. 01 47 33 60 00
ouvert tous les jours (sauf dimanche)

RECHERCHE :
La cité scientifique d'Orsay
(Lire page 15.)

CULTURE :
Les caméras de Téchiné à Nanterre
(Lire page 16.)

GASTRONOMIE :
Trois « papes » en colère
(Lire page 20.)

Le Monde

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

TERRE DE TALENTS

Des cerveaux avec les moyens de réussir

Si Paris et l'Île-de-France n'ont plus tout à fait le même pouvoir de séduction et d'attraction, la région-capitale est la capitale des arts et des sciences. Pour des raisons économiques, d'autres qui tiennent au cadre de vie, certains ont déserté la région parisienne pour trouver en province plus de calme, une vie moins coûteuse.

Mais combien sont-ils, les fous du cinéma, de théâtre, de musique, d'art plastique qui, là-bas, font des économies pour venir à Paris et rencontrer leurs vedettes favorites ? Combien sont-ils, les lycéens qui forment sur la banlieue parisienne pour y acquiescer un jour les diplômés des grandes écoles ?

On n'y peut rien : toutes les routes, les voies de chemin de fer, les lignes aériennes aboutissent ici. Les salles les plus prestigieuses, objectivement, se partagent entre les quartiers de l'Opéra, des Champs-Élysées et - un peu de nostalgie - de Saint-Michel et de l'Odéon.

Toujours la vedette

La France, si petite dans l'esprit des Grands, se résume, pour les créateurs d'outre-Atlantique ou d'Extrême-Orient, à ces quelques arpents que domine la tour Eiffel.

Certes, de nombreuses brèches ont été ouvertes dans ce bastion de la culture : Cannes, Avignon, Aix-en-Provence, Nîmes ou Châteauneuf. L'été méditerranéen sied aux festivals. Il reste que l'essentiel des projets culturels d'aujourd'hui, essentiel pour les financements qu'ils supposent et les talents qu'ils mobilisent, ont pour cadre Paris. Quinze milliards de l'État ne seront-ils pas, d'ici à 1988, investis dans les grands chantiers parisiens, les chantiers du président de la République ?

Celle qu'un auteur russe, à la langue méchante et peut-être laudative à la fois, baptisait au milieu du siècle dernier de « capitale de la vérité bourgeoise occidentale » laisse peu de place à la concurrence. Ce peu de place suffit pour que des villes d'Île-de-France commencent à briser l'égocentrisme de Paris.

Et d'abord Nanterre où les Amandiers de Chéreau s'ouvrent au cinéma après avoir d'un grand coup secoué le théâtre. Tous les départements, ensuite, qui soutiennent des expériences diverses comme le sont les idées des créateurs et le goût du public. Le conseil régional, enfin, qui a l'intention de plus près à « son » orchestre et aux troupes locales à la jeunesse prometueuse.

Si la politique de décentralisation a dépeuplé la région de quelques-unes des grandes écoles - Supélec à Toulouse, les écoles nationales de la marine marchande à Saint-Malo, Nantes, Palmpol, Le Havre et Marseille - si Supélec, les mines ou Sup'Télécom ont créé des relais loin de la capitale, on a, avec beaucoup de difficultés, réussi à déplacer du centre de Paris vers les nouvelles cités de banlieue d'autres grandes écoles qui n'ont pas tentées les métropoles provinciales.

Le fait est là : les têtes bien faites se font toujours en Île-de-France et pour longtemps.

OLIVIER SCHMITT.

VINGT ans de politique de décentralisation ont tenté, par tous les moyens, de faire migrer vers la province les grandes écoles, ces pépinières de cellules grises, où l'on cote sur concours, et dont les plus célèbres ne s'inscrivent pas hors de la capitale. Le coup d'envoi avait été donné par un conseil des ministres d'avril 1960 au cours duquel fut décidé le principe d'une décentralisation de la plupart des écoles d'ingénieurs parisiennes, en application des conclusions du rapport Sudreau de 1957.

D'un côté, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) souhaitait renforcer le tissu intellectuel régional, afin de conforter la vie économique et sociale et d'affirmer l'usage « Il n'est bon bec que de Paris ». De l'autre, toutes les grandes écoles éprouvaient, dans les années 60, le besoin d'agrandir leurs locaux pour augmenter les effectifs des « élites ».

Elles voulaient trouver de l'espace pour adapter la pédagogie et développer la recherche. Le quartier Latin plein comme un œuf et, de surcroît, hors de prix ne laissant aucun espoir de développement intra-muros, il fallut envisager des déménagements.

Vingt ans de combats de retardement menés par les associations d'anciens élèves, les corps professoraux et les ministères. Que de fois d'a-on pas entendu l'argument : « Nous partons si Polytechnique donne l'exemple » ?



(Dessin de J.Y.)

Auquel répondait la plainte des anciens de l'X : « Nous ne partons que si l'ENA, elle aussi, quitte Paris ». Et chaque opposant de décrire, en termes apocalyptiques, les conséquences d'un transfert en province : déracinement des professeurs et baisse du niveau de l'école concernée.

Vingt ans de pressions sur les ministères et même sur les présidents de la République successifs pour leur faire admettre qu'une

grande école vraiment grande, publique ou privée, formant des ingénieurs ou des cadres commerciaux, devait rester sur les bords de la Seine.

Ces poussées contradictoires ont eu pour effet de transformer des déménagements en affaires d'Etat et de multiplier les solutions retenues : la décentralisation en province, le desserrement en banlieue et le marcottage.

Dans la catégorie des décentralisations pures et simples, figurent les départs des Ecoles nationales de la marine marchande de l'avenue Foch pour les littoraux breton (Saint-Malo, Palmpol, Nantes), normand (Le Havre) et méditerranéen (Marseille), et surtout celui de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace - « Supaéro » - pour Toulouse, où elle a retrouvé l'Ecole nationale d'aviation civile (ENAC) et le Centre national d'études spatiales (CNES), transformant la cité rose en capitale aéronautique.

Les dessertements en banlieue parisienne furent légion, car ils donnaient aux établissements la possibilité de ne pas s'éloigner trop du « saint des saints » : l'Ecole polytechnique partit pour le plateau de Saclay (Essonne) ; l'Ecole des hautes études commerciales, à Jaurès-Jos (Yvelines) ; l'Ecole centrale des arts et manufactures, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) ; l'Ecole supérieure de sciences économiques et commerciales (ESSEC), à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise).

Quant au marcottage, il permit à d'autres écoles de conserver un pied-à-terre parisien et de développer une ou plusieurs boutures en province. Il y eut la solution retenue par l'Ecole supérieure d'électricité - Supélec - qui combina le desserrement sur le plateau de Saclay (Essonne) et l'implantation à Rennes. En général, les écoles choisirent de demeurer intra-muros ; ainsi, l'Ecole nationale supérieure des télécommunications - Supélec - installée rue Barrault (13^e) et à Rennes ; l'Ecole nationale du génie rural des eaux et forêts (ENGREF), installée avenue du Maine (14^e), à Nancy et à Montpellier ; l'Ecole des mines de Paris, installée boulevard Saint-Michel (6^e) ; à Fontainebleau (Seine-et-Marne) et à Sophia Antipolis sur le plateau de Valbonne (Alpes-Maritimes).

« Le système du marcottage que nous avons adopté nous satisfait », explique-t-il, nous conservons la faculté de réunir à Paris des chercheurs de niveau international. Parallèlement, nous constatons que la recherche menée à Sophia-Antipolis est plus productive, car on y trouve un esprit pionnier et un environnement technologique exceptionnel. Enfin, nos chercheurs établis, là-bas, des contacts avec la réalité industrielle qu'ils n'auraient pas pu développer dans la capitale. » H.E.C. et Centrale se réjouissent de l'espace et de la verdure où elles font souche.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 15.)

OPÉRA POPULAIRE

Allons enfants de la Bastille !

L'OPÉRA de la Bastille, un des grands projets du septennat, se heurte toujours au scepticisme dans l'opinion. Ne va-t-il pas rejoindre l'Exposition universelle parmi les rêves avortés ? Et s'il est édifié, où trouvera-t-on l'argent pour le faire fonctionner ? Les chiffres les plus fantaisistes circulent.

Sauf catastrophe extérieure, il est possible de dire aujourd'hui que l'Opéra de la Bastille sera construit. Le président de la République a décidé le 17 novembre du choix d'un architecte, le Canadien Ott. Déjà, au budget 1984, une somme de 150 millions de francs a été inscrite pour l'expropriation des terrains, la démolition des édifices et l'achèvement des études.

Et s'il est construit, ce n'est pas tant pour affermir le prestige du président de la République que pour mettre fin à un véritable gaspillage économique et culturel des deniers publics causé par la vétusté et la contenance réduite du palais Garnier. Déjà, dans son rapport de 1977, la commission Bloch-Lainé écrivait : « Forme d'art naturellement coûteuse, l'art lyrique trouve au palais Garnier toutes les conditions pour cumuler la démocratisation minimale et la dépense maximale, le plus faible nombre de spectateurs et le plus grand fiasco

des spectacles, les charges d'exploitation les plus lourdes avec le pourcentage de recettes propres les plus faibles, malgré le prix des places le plus élevé ».

A partir de ce constat, une fois la décision prise en principe, la mission Opéra-Bastille, présidée par M. François Bloch-Lainé et dirigée par M^{me} Michèle Audon, a mis au point un projet, rigoureusement étudié, « dont la logistique permettra de réaliser l'alternance rapide des spectacles en même temps que d'importantes économies sur les coûts de gestion ».

Rappelons (le Monde des 30 novembre 1982 et 3 septembre 1983) que le nouvel Opéra aura deux salles (de 2 700 et 1 500 places) et sera une véritable « chaîne de montage », depuis les ateliers de fabrication jusqu'à la représentation, en passant par deux salles de répétitions à l'Idemique, cinq surfaces de dégagement permettant de réserver et d'échanger les décors au niveau de la grande salle, un second étage de conservation pour emmagasiner les décors des œuvres jouées dans la même période, tous ces espaces étant reliés entre eux directement.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 16.)

Une fenêtre ouverte sur :
les théâtres,
les festivals, les concerts,
les jardins, la danse,
les monuments,
les expositions, les églises,
les musées, les fontaines...
SON D'INFORMATION

MAIRIE DE PARIS

1, rue Pierre Lescot, 75001 - tél. 233.75.54
ouvert tous les jours (sauf dimanche) de 10 à 20 h.

(Publicité)
MAIRIE DE PARIS - ADAC
ATELIERS D'EXPRESSION CULTURELLE ET DE VOISINAGE
Dans les quartiers de Paris :
350 ATELIERS ;
148 DISCIPLINES ARTISTIQUES ET ARTISANALES.
Vous pouvez pratiquer l'activité de votre choix sous la conduite d'artistes et d'artisans de métier.
ADAC, 27, quai de la Tournelle, 75005 PARIS. Tél. : 326-13-54.
GALERIE-ATELIER, 21, rue Saint-Paul, 75004 PARIS. Tél. : 277-96-26.
Exposition d'œuvres personnelles des artistes, responsables d'ateliers de l'ADAC, dans des disciplines très diverses - acquisition possible.

L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS

AU SERVICE DE PARIS ET DES PARISIENS.



Pour garder à Paris sa place de capitale internationale, l'Office de Tourisme de Paris multiplie les actions d'accueil, d'information, d'animation, de promotion du tourisme de loisirs et d'affaires.

Au service des Parisiens et des étrangers, l'Office de Tourisme de Paris permet en outre à chacun de profiter au mieux des richesses de la capitale. Chacun peut adhérer à l'Office pour bénéficier des avantages qu'il propose : une information régulière sur l'animation de la capitale ; des tarifs préférentiels pour des spectacles, concerts, pièces de théâtre, revues, séjours ; des conditions privilégiées pour découvrir Paris ; des facilités pour préparer ses vacances en France ou pour réserver un hôtel parisien pour des amis...

Pour bénéficier de ces avantages, il suffit d'adhérer à l'Office de Tourisme de Paris, 127 Champs-Élysées, 75008 PARIS, téléphone : 720-18-23, une cotisation de 140 F accompagnée de deux photos + nom + prénom + adresse + téléphone + profession. La carte est valable douze mois de date à date.

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

DEUX BERCEAUX POUR LES MEILLEURS

Un Harvard à Fontainebleau

DANS ses 7 hectares de verdure à la lisière de la forêt de Fontainebleau, l'Insead correspond parfaitement à l'image que l'on se fait de la Business School à l'américaine. Equilibre des masses, luminosité des petits immeubles de verre intelligemment dispersés sur le campus. On imagine aisément que ceux qui seront demain les cadres des grandes firmes internationales passent ici une année de travail dans les meilleures conditions possibles.

En un quart de siècle d'existence, l'Institut européen d'administration des affaires s'est taillé une réputation internationale. L'école, qui accueillait cinquante-deux étudiants en 1959 pour son premier programme post-niversitaire (M.B.A.), en forme aujourd'hui deux cent quatre-vingt-cinq étudiants sur un total annuel de six mille demandes. Elle reçoit aussi plus de mille huit cents stagiaires, cadres et dirigeants d'entreprise qui suivent les sessions de perfectionnement de trois à sept semaines.

Etablissement conçu par des hommes d'affaires, l'Insead est né en même temps que la C.E.E. comme une réponse européenne au rêve de réussite américaine. Sa structure, essentiellement professionnelle, comprend un conseil d'administration de vingt-cinq membres et un conseil international (sans responsabilité opérationnelle) formés de P.-D.G. de grandes entreprises.

Ces « voix de l'industrie » conseillent l'Institut dans le choix de ses stratégies. D'autre part, un comité de professionnels aide à analyser la conception et le contenu des différents programmes de stages en fonction des besoins ressentis par les entreprises et de leur connaissance du contexte politico-économique.

« Être à Fontainebleau ne fait pas de l'Insead une école française », précise M. Jean-Pierre Salzmann, le

directeur de la communication. « Nous sommes internationaux dans notre façon de penser et d'agir. » Cet internationalisme se situe aussi bien parmi les élèves, qui représentent trente nationalités différentes, que dans l'enseignement, dispensé à 80 % en anglais et 20 % en français. Comparée aux U.S.A., qui distribuent chaque année cinquante mille M.B.A. (Master of Business Administration) dans trois cents instituts spécialisés, l'Europe, avec ses sept écoles et ses mille diplômés annuels, ne peut prétendre rivaliser.

L'Insead a choisi un créneau étroit mais intelligent : la qualité. Des critères de sélection sévères, un enseignement dense, fondé sur le travail en petites unités. Une formule qui doit permettre aux participants d'acquiescer la technique de l'exposé oral. « Les hommes d'affaires européens ne savent pas être efficaces en public », estime M. Salzmann. Les Anglais mis à part, ils manquent de cette assurance nécessaire pour convaincre un auditoire.

Les futurs responsables d'entreprise seront donc convaincus. En tout cas, ce ne sont pas des fils à papa qui viennent se mettre au vert en forêt comme pourrait le laisser supposer le standing de l'établissement. La majorité d'entre eux finissent cette année des études supérieures par des emprunts bancaires. En attendant le M.B.A., ils forment un pari sur l'avenir. Un pari qui, au départ, représente un investissement important.

La moyenne d'âge des étudiants de l'Insead se situe en effet entre vingt-sept et vingt-huit ans, et l'année à Fontainebleau intervient généralement après deux à cinq ans de vie professionnelle. Cela nécessite un engagement de vie et la perte de tout revenu pendant la durée des études. Ce qui explique aussi sans

doute que la société insécanne se mêle très peu à la vie locale. Les étudiants se retrouvent entre eux, mais entretiennent des relations avec les Bellifontaines. L'Insead est un petit monde à part avec son restaurant, sa résidence de quatre-vingt-dix-neuf chambres, ses amphithéâtres, etc.

Depuis quelque temps, l'établissement a augmenté ses activités, avec le Centre européen d'éducation permanente (CEDEP), créé en 1971 par une association de vingt-trois entreprises européennes pour le recyclage des cadres et le Centre Euro-Asie. Après avoir suivi le modèle américain, dit Harvard, puis cherché à adapter son matériel pédagogique aux conceptions européennes, l'Insead tourne aujourd'hui son regard vers l'Orient.

Sous l'impulsion de M. Henri-Claude de Beuignies, le centre Euro-Asie fonctionne à Fontainebleau ainsi qu'au Japon et en Indonésie. Son rôle : offrir aux hommes d'affaires européens une ouverture sur la connaissance des méthodes commerciales extrême-orientales et inversement.

L'Insead, qui possède son propre corps professoral (cinquante enseignants de seize nationalités) a développé des sessions de recherche dans le but d'améliorer l'art de l'enseignement de la gestion. C'est à Fontainebleau qu'a été conçu le « marketing », un jeu de simulation en marketing utilisé par les écoles de pointe.

La micro-société insécanne constitue pour les spécialistes un terrain d'observation privilégié. Paul Evans et Fernando Bartolomé, deux professeurs de psychologie, se sont demandé si les cadres sont condamnés à la réussite. Pendant quatre ans, ils ont soumis un questionnaire à plusieurs milliers de stagiaires de l'établissement de Fontainebleau.

Le résultat de leur étude, publié à New-York sous le titre *Must Success cost as much?* (le succès doit-il coûter si cher ?), montre qu'apparemment les cadres sont guettés par des crises. Surcraît-il du à un travail qui ne convient pas, phénomène de débordement (le fameux *syndrome*), sans parler des crises cycliques aux alentours de trente-cinq, quarante-deux et cinquante-cinq ans. Paul Evans note que vers trente-cinq ans, certains jeunes cadres restent en question cette course au succès et s'orientent vers une philosophie personnelle qui fait plus de place aux loisirs et à la famille. Le livre est sorti en 1981. Paul Evans avait trente-cinq ans. En ce moment, il est absent de l'Insead. Il vient de prendre un congé sabbatique.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

« Max-Pé » et les rois du technique

« CHAQUE métier a son école. Pour l'imprimerie, c'est Estienne, pour l'architecture, c'est Boullée, pour les métiers du bâtiment, c'est Maximilien-Perret, à Vincennes, avec trois branches essentielles : la couverture, le sanitaire et le thermique (climatisation, économies d'énergie, etc.). »

D'une phrase, son directeur, M. Joseph Mulet, a situé le niveau où il place son établissement. « Les lycées techniques sont tous particuliers, mais lui plus que les autres. » Seule en effet de ce type en France, cette école, à structures verticales, prépare dans son domaine à tous les diplômes, du C.A.P. à celui de technicien supérieur avec toutes les formules de préparation. Aucun cloisonnement n'isole les diverses sections, car un système de « passerelles » permet de passer de l'une à l'autre. « Les élèves en C.A.P. peuvent espérer se retrouver en T.S. ».

« Max-Pé », comme l'appellent professeurs et élèves, c'est pas qu'un lycée, mais aussi un centre de formation permanente, de formation continue, de formation des apprentis (ils sont quatre cents à venir en alternance), un centre de recyclage pour les architectes dans le domaine des économies d'énergie. C'est encore une antenne du ministère pour les économies d'énergie.

Il organise aussi des stages tout public. L'Assemblée nationale, le Conseil économique et social, s'appuient sur lui pour organiser des concours de recrutement des techniciens. Il est d'ailleurs un centre d'exames importants accueillant chaque mois de juin mille huit cents candidats à dix-huit examens de toute nature. Cette situation unique l'a conduit à devenir un L.E.P. d'application où, bon an mal an, on forme cent vingt à cent quatre-vingts professeurs dans les domaines du chauffage, de l'équipement sanitaire et de la couverture. L'ENSET envoie des professeurs se spécialiser dans le génie énergétique et climatique. Actuellement, avec toutes ses activités, « Max-Pé » a une couverture à la fois nationale, régionale et locale.

Vincennes n'est que la dernière adresse d'une école créée par deux chambres syndicales (celle de la couverture-plomberie et celle du génie climatique) en 1887 à Paris. Elle ne donnait alors que des cours du soir. Elle a été démantelée à diverses reprises et, en 1927, elle fut habilitée à préparer au C.A.P. En 1947, un protocole d'accord fut signé entre le ministère de l'éducation nationale et la chambre syndicale pour en faire un collège technique à Vincennes : Maximilien-Perret fut inauguré en 1953. Des cours de formation et de promotion y furent organisés, ainsi que la formation d'apprentis. Il s'est transformé plus tard en lycée technique. Il est encore aujourd'hui à la chambre syndicale dans deux domaines : la formation des

apprentis et la mise en place de stages de formation continue.

Actuellement, le lycée compte un millier d'élèves (dont une vingtaine de jeunes filles), répartis en trois groupes sensiblement équivalents : le niveau 5 (C.A.P.-B.E.T.), essentiellement pour la couverture et la plomberie ; le niveau 4 (Bac F-9) ; le niveau 3 (B.T.S.). Au total, ils se répartissent dans trente-cinq sections d'enseignement.

Le grand bâtiment de briques est recouvert d'une céramique blanche qui s'écaille par endroits. Certains locaux sont vétustes. Rien n'avait été fait pour la maintenance depuis vingt-cinq ans. Aujourd'hui, des travaux de rénovation sont en cours. Dans ce décor des années 50, on est au fait des dernières évolutions des technologies, bien qu'on ne veuille pas faire de recherche.

« Notre souci est de former des professionnels. Nos métiers sont des métiers d'assemblage, depuis le chauffage du petit pavillon de banlieue jusqu'à la climatisation des tours de La Défense. Nous ne voulons pas nous substituer au Centre technique du bâtiment », explique le directeur.

Des installations exceptionnelles

Pas de maquettes, pas de démonstrations de laboratoire, tous les matériels sont réels. Exception qui confirme la règle : les couvreurs sont formés au sol. « Notre devoir est de mettre en place des moyens pédagogiques », ces mots, ce sont les « plaies-formes » : des outils exceptionnels. Il s'agit de salles où est reconstitué l'univers du travail, où les élèves doivent résoudre les problèmes auxquels ils seront confrontés plus tard. Ces plates-formes ont toutes leur spécialisation. Pour l'une, ce sera la climatisation, pour l'autre, le fuel, pour une troisième, la mécanique des fluides, etc. L'une d'elles est consacrée au solaire. Les élèves couvreurs ont construit un petit bâtiment sur le toit en terrasse. Il a été équipé de capteurs et d'un système avec une serre. Elle sera informatisée ultérieurement pour obtenir le maximum d'informations (relevé de températures, puissance captée, etc.).

Malgré le caractère exceptionnel de telles installations, l'équipement ne coûte pas cher, bien qu'il s'use vite. Par contre, il faut une grande quantité de matériel (tuyaux en tous genres), et « Max-Pé » est aussi un gros consommateur d'énergie. Ses deux cent quarante postes de soudure alimentés par 5 kilomètres de tuyauterie consomment une cuve d'oxygène liquide de huit cents litres tous les huit jours.

Avec de tels moyens, le lycée est crédible pour les entreprises. Aussi tous les élèves possédant un diplôme à tous les niveaux sont-ils placés. Ils deviennent artisans, patrons, agents technico-commerciaux, et même... journalistes techniques.

La formation continue est l'autre fleuron de « Max-Pé » : six cent mille personnes suivent ses cours. De 50 % à 60 % sont des salariés envoyés par les entreprises, un gros effort est fait en ce moment en direction des jeunes sans emploi.

Depuis la rentrée, il est devenu un centre permanent expérimental. Il préfigure, avec quelques autres établissements, la deuxième génération des GRETA (Groupements d'établissements). L'offre y est tout à fait nouvelle. L'idée est de former une véritable coopérative de formation intégrant plusieurs établissements en vue d'offrir une qualification maximum répondant aux besoins des entreprises et aux souhaits des personnes.

Les stagiaires, selon leurs cours, peuvent passer d'une école à une autre dans le cadre d'un même stage. On peut très bien imaginer qu'ils suivent des cours de technique de climatisation à « Max-Pé » et des cours de commercialisation dans un autre établissement. Plusieurs filières de formation vont être développées : la maintenance, le chauffage, la climatisation, les bureaux d'études et le technico-commercial. « Non pas pour faire des vendeurs ou des techniciens... »

Bien sûr, « Max-Pé » ne peut pas garantir l'emploi, mais avec son nom sur la carte de visite, c'est une chance sérieuse.

FRANCIS GOUGE.

* Groupe technique et professionnel Maximilien-Perret, 1, avenue de Vorges, 94300 Vincennes, tél. 324-74-85.

LES MUSÉES DE LA VILLE DE PARIS

14 musées municipaux ouverts le mardi

- MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, 11, avenue du Président-Wilson, 16^e, Tél. 723-61-27.
- MUSÉE DU PETIT PALAIS, av. Winston-Churchill, 8^e, Tél. 265-12-73.
- MUSÉE CARNAVALET, 23, rue de Sévigné, 3^e, Tél. 272-21-13.
- MUSÉE RENAN-SCHNEFFER, 16, rue Chaptal, 9^e, Tél. 874-91-52.
- MAISON DE BALZAC, 47, rue Raynouard, 16^e, Tél. 224-56-38.
- MAISON DE VICTOR HUGO, 6, place des Vosges, 4^e, Tél. 272-16-65.
- MUSÉE CERNUSCHI, 7, avenue Velasquez, 8^e, Tél. 563-50-75.
- MUSÉE COGNACQ-JAY, 25, boulevard des Capucines, 2^e, Tél. 261-94-54.
- MUSÉE BOURDELLE, 15, rue Antoine-Bourdelle, 15^e, Tél. 548-67-27.
- MUSÉE ZADKINE, 100 bis, rue d'Assas, 6^e, Tél. 326-91-90.
- MUSÉE DE SCULPTURE EN PLEIN AIR, Quai St-Bernard, 5^e.
- MUSÉE DE LA MODE ET DU COSTUME, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 16^e, Tél. 720-85-46.
- LES CATACOMBES, 1, place Denfert-Rochereau, 14^e, Tél. 322-47-63.
- PAVILLON DES ARTS, Les Halles, entrée Terrasse Rambuteau, Tél. 233-82-50.

LE CLUB VERT

Stages et séjours sportifs et d'éveil pour enfants et adolescents (mixtes)

Tous congés scolaires

« La Pelouse » - Home d'enfants 91230 Montgeron (6) 903-50-80

Ne laissez pas l'inflation grignoter vos placements. Le Crédit du Nord vous propose:

- **TRIPLAN®**. Un triple placement dans l'immobilier, les obligations, les actions françaises et étrangères. Sa performance : 18,2 % l'an depuis sa création en avril 1981. Possibilité de déduction fiscale d'une partie des versements.
- **FINORD CAPITALISATION®**. Un placement investi principalement en obligations avec un rendement minimum garanti de 9 % l'an. Rendement pour l'année 1983 : 13 %. Net d'impôt dès la fin de la 6^e année.

Venez nous voir dans l'une de nos 60 agences de la région parisienne.

Crédit du Nord
Siège Central : 6 et 8, bd Haussmann-75009 Paris - Tél. 247.12.34 - Promotion commerciale, poste 26 80.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
PALL FRANCE

filiale du leader mondial de la filtration

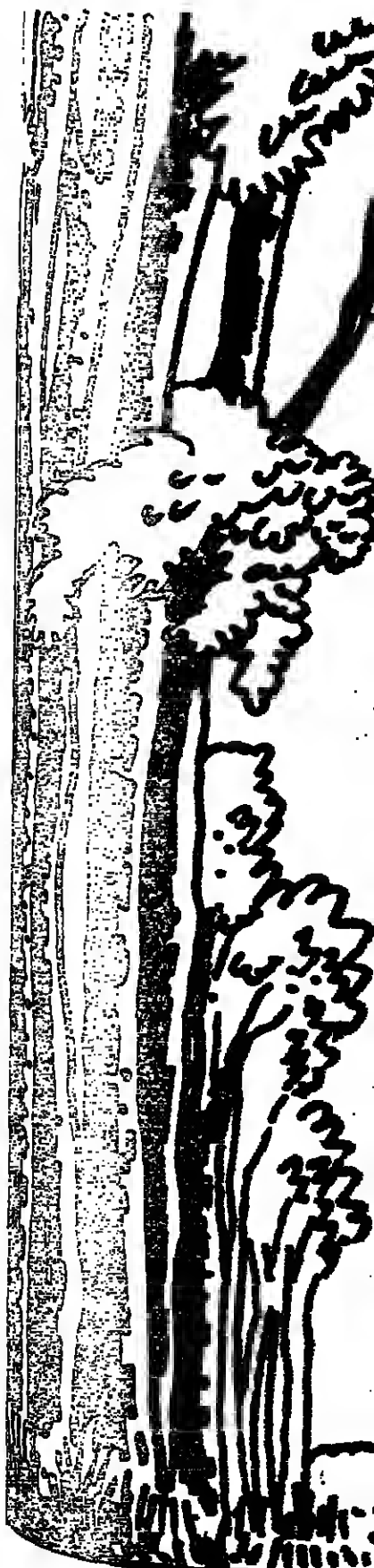
Pall : 215 millions de dollars au dernier exercice, 47 millions de francs pour Pall France implantée à Saint-Germain-en-Laye. 3 500 collaborateurs dans le monde, 90 en France.

Le domaine de Pall France : celui de la filtration de haute technologie pour la robotique, l'aéronautique, l'astronautique, la médecine, la biologie, la pharmacie, l'industrie alimentaire. La progression rapide de la société l'a conduite à s'installer à Saint-Germain en 1981, ses locaux du Vésinet étant devenus insuffisants.

Pourquoi le choix de Saint-Germain ? La proximité du Vésinet, résidence de nombreux collaborateurs qualifiés, et, parmi les propositions reçues de plusieurs villes de la banlieue ouest, celle de Saint-Germain a été déterminante : « Nous avons trouvé ici des personnes qui ont ressenti nos besoins et qui nous ont aidés dans la recherche d'un terrain convenable et dans la conception même de notre implantation. »

Votre développement - dans un secteur d'avenir - et votre situation à Saint-Germain ne vous créent-ils pas des difficultés pour le recrutement de cadres, de chercheurs, de personnel de bureau ?

« Actuellement, les bons éléments restent attachés aux postes où ils sont en raison de l'insécurité économique. En revanche, c'est certainement un avantage d'être ici « au vert » : pôle d'attraction animé, Saint-Germain est une ville qui plaît, il y fait bon vivre et y travailler. »



هكذا من الأصل

CITÉ SCIENTIFIQUE D'ORSAY

La force de frappe de la recherche française

La région Ile-de-France regroupe 55 % du potentiel de recherche française. Autant dire que « Paris et le désert français » reste dans ce domaine une expression significative, malgré le développement de pôles importants à Grenoble, Toulouse, Strasbourg, Nice... Cependant, il n'y a guère de sens à parler d'une recherche en Ile-de-France : les laboratoires parisiens se sentent uniquement nationaux et n'entretennent pas avec leurs voisins plus de relations qu'ils peuvent en avoir avec un centre de recherche provincial... ou américain. En science comme ailleurs, l'identité régionale de l'Ile-de-France reste à trouver.

Les assises régionales de la recherche et de la technologie, tenues à l'automne 1981 dans chacune des régions, avaient pour mission de préparer le colloque national de janvier 1982, mais aussi de favoriser l'émergence d'une sensibilité régionale chez des chercheurs qui pensent avant tout en termes nationaux ou mondiaux. Elles ont aussi permis au monde de la recherche d'initier des échanges avec les écoles régionales et les acteurs socio-économiques sur les besoins de la région et sur les potentialités des laboratoires.

La taille de l'Ile-de-France posait des problèmes. Elle fut coupée en trois : nord, centre et sud. Cette division était nécessaire pour que les assises n'y soient pas « nationales ». Elle s'est aussi révélée propice — au nord et au sud à tout le moins — à une certaine prise de conscience « locale », à une moins grande ignorance des voisins. En Ile-de-France sud, où s'est constituée, ces trente dernières années, la plus importante concentration de laboratoires du territoire national

— 36 % de la recherche publique et 53 % de la recherche industrielle française, — un projet a pris corps, animé par M. Pierre Noé, sénateur de l'Essonne, pour donner à cette concentration une architecture et une âme, pour y créer une « cité des sciences et des technologies ».

Cité « sans murs » et qui vise même à renverser ceux qui existent, « confédération de groupes constitués avant elle », elle a pour objectif, aux termes du rapport que M. Noé a adressé au ministre de l'Industrie et de la Recherche, de « créer dans les milieux de la recherche, de l'enseignement et de l'industrie, (...) un climat propice à susciter la curiosité et la séduction, l'enthousiasme collectif et individuel, le plaisir d'entreprendre, avec son corollaire, le goût du risque ».

Entre la vallée de la Bièvre et celle de l'Yvette, la nationale 306, qui va presque en ligne droite de Paris à Chartres, traverse le plateau du Moulon, qui, en 1950, ne se connaissait d'autre vocation qu'agricole. C'est alors que vint s'y installer le Commissariat à l'énergie atomique, aux confins des communes de Saint-Aubin, Gif-sur-Yvette et Saclay, faisant mondialement connaître le nom de cette dernière. Quelques années plus tard, la faculté des sciences de Paris, trop à l'étroit dans la vieille Sorbonne, essayait à Orsay, 3 kilomètres plus au sud, dans la vallée de l'Yvette. Là encore, le nom d'Orsay — déjà connu par une gare et par un ministère — allait aussi entrer dans le vocabulaire scientifique international.

Autour, les laboratoires ont poussé comme des champignons. Le Centre national de la recherche scientifique en a installé un à

Gif-sur-Yvette, à l'ouest de l'université; Thomson-C.S.F. a son centre de recherches à Corbeville, à quelques encablures au nord-est. L'Ecole polytechnique a pris position à peine plus loin, à Palaiseau. L'Institut d'optique s'est installé en limite nord du campus d'Orsay. L'Ecole supérieure d'électricité et un institut universitaire de technologie sont implantés entre ce campus et le Centre d'études nucléaires de Saclay. La vieille ferme du Moulon, qui fut longtemps le seul bâtiment du plateau au sud de la nationale 306, est maintenant le centre d'un ensemble de constructions modernes, dont les plus éloignées ne sont pas à 3 kilomètres. Elle constitue parmi eux un témoin anachronique d'un passé pourtant proche.

Dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres, on recense bien d'autres établissements scientifiques. Des centres de l'Institut national de la recherche agronomique à Jouy-en-Josas. La Minière-Guyancourt et Versailles; l'Ecole centrale et une faculté de pharmacie à Châtenay-Malabry; les laboratoires de la Compagnie générale d'électricité à Marcoussis et ceux de l'Air liquide à Jouy-en-Josas; d'autres encore... Cet environnement scientifique a attiré de nombreuses entreprises, petites ou grandes, utilisant des technologies avancées, qui occupent plusieurs kilomètres carrés de zone industrielle au sud d'Orsay.

C'est dans la ferme du Moulon que s'installera « la structure d'accueil et de coordination » dont le premier ministre annonçait, le 12 septembre 1983, la mise en place sur la base du rapport Noé. Elle prendra pour deux ans la forme d'une association, regroupant principalement des

personnes morales et des comités consultatifs. L'expérience montrera s'il est besoin d'une formule plus structurée — établissement public — dont la création pourrait alors intervenir en 1986. Le plateau de Moulon devrait abriter un centre de contacts, avec des salles d'exposition et de conférences.

Des antennes prendraient place dans les villes nouvelles de Saint-Quentin-en-Yvelines et d'Evry. Dans cette ville, une association d'enseignants et d'industriels s'occupe déjà de transfert de technologie en informatique et bureautique. Il est envisagé d'implanter une maison de l'alimentation à Massy et de créer une pépinière d'entreprises, où des entrepreneurs trouveraient des locaux d'accueil, des services communs (secrétariat, reprographie...) et des conseils.

Un des rôles principaux de la cité sera évidemment d'organiser et de faciliter le transfert de technologie des laboratoires vers l'industrie — et pas uniquement vers celle de l'Ile-de-France sud. Délégué régional à la recherche et à la technologie, M. Philippe Catillon, dont la fonction est justement de faciliter ces transferts, en organisant des contacts et en fournissant quelques moyens financiers, estime que la cité devra reprendre le côté « animation » de sa tâche.

Elle devra aussi établir des relations internationales avec les organismes analogues d'autres pays : d'ores et déjà est engagé un jumelage avec la cité scientifique de Tsukuba, au Japon, où est organisée l'Exposition universelle de 1985, et dont le modèle a largement inspiré les promoteurs de la cité Ile-de-France sud.

MAURICE ARVONNY.

Les cerveaux au travail

(Suite de la page 13.)

Au passif figure le gonflement des frais de mission rendus nécessaires par les déplacements des professeurs. Il existe aussi quelques ratages qui tiennent plus à la façon dont a été conçu le déménagement qu'à son principe même. Ainsi, on prend conscience à l'Ecole polytechnique que les élèves logés en chambre individuelle vivaient et travaillaient mieux s'ils se trouvaient répartis en chambrées, comme autrefois, sur la montagne Sainte-Geneviève. Rien de très grave en définitive.

Saint-Cloud à Lyon

Le temps des chambardements est fini. La Datar cherche, aujourd'hui, plutôt à développer les pôles scientifiques et techniques existants qu'à transplanter des « cerveaux ». Certes, elle pousse pour que l'Ecole supérieure du bois prenne le chemin de Metz ou de Nancy. Elle travaille avec obstination au transfert, en 1986, de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud dans la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau près de Lyon, « afin de démontrer qu'on peut faire vivre une école de ce niveau ailleurs qu'en région parisienne ». Il lui coûtera 200 millions de francs, car les promoteurs veulent mettre toutes les chances de réussite de leur côté : Lyon, le T.G.V., mais aussi des conditions matérielles de qualité. Après cette opération symbolique qui ne fait pas l'unanimité — tant s'en faut ! — la phase de décentralisation proprement dite sera terminée.

Se pose alors la question de savoir si Paris conserve, dans ses murs, suffisamment de grandes écoles. M. Pierre Laffitte ne craint pas d'y répondre par l'affirma-

tive : « On est allé trop loin, déclare-t-il. Le processus éducatif ne consiste pas seulement à mettre des personnes dans une salle de cours. C'est tout de même plus complexe ! La situation au cœur du quartier Latin est essentielle pour la formation que nous voulons donner à nos élèves. On peut faire le tour du monde rue de la Huchette. Les expositions du Centre Pompidou ou du Louvre élargissent l'esprit. Dans cinquante ans, l'industrie verra sa place réduite : c'est pourquoi les cadres supérieurs doivent, certes, acquiescer les méthodes et les techniques, mais ils doivent tout autant apprendre à évoluer et à appréhender la vie. Pour cela, Paris est mieux placée que le campus le mieux équipé ! »

A quand de nouvelles grandes écoles dans la capitale ?

ALAIN FAUJAS.

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
DUKE ELLINGTON'S
SOPHISTICATED LADIES
Du 22 novembre 1983
au 8 janvier 1984

Les Yvelines

Le département vert joyau de l'Ile-de-France

Héritier d'un patrimoine d'une richesse exceptionnelle, historique, culturel, architectural, et naturel,

le Conseil Général conduit une politique originale, cohérente et active pour :

- valoriser et protéger le département vert, le plus boisé de l'Ile-de-France.
- créer les conditions d'un nouvel équilibre agricole et maîtriser l'urbanisme, pour une meilleure harmonie de l'environnement.
- réaliser un grand projet de l'eau, préserver cette ressource vitale.
- favoriser la concertation collective et associative pour la qualité de la vie.
- encourager et soutenir toutes les formes de création artistique et culturelle, classiques et contemporaines.
- développer l'esprit de participation.

Le Conseil Général agit pour faire vivre et mieux vivre en Yvelines.



Conseil Général des Yvelines.
Hôtel du Département. 78010 Versailles.
Tél. 951.82.00

ois du techniqu

Le monde de la technique est en pleine effervescence. Les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles perspectives. Les chercheurs travaillent sans relâche pour améliorer nos modes de vie. Les innovations sont nombreuses et variées. Elles touchent tous les domaines de la vie humaine. La recherche scientifique est au cœur de ces progrès. Elle permet de mieux comprendre le monde qui nous entoure. Elle ouvre la voie à de nouvelles découvertes. Les techniciens et ingénieurs jouent un rôle essentiel dans ce processus. Ils mettent en œuvre les connaissances scientifiques pour créer de nouveaux produits et services. Leur travail est souvent complexe et demande une grande rigueur. Mais c'est grâce à eux que nous pouvons bénéficier de tant de confort et de sécurité. Les nouvelles technologies nous permettent de communiquer plus facilement, de travailler plus efficacement, de nous divertir plus agréablement. Elles nous aident à résoudre les problèmes les plus difficiles. Elles nous offrent de nouvelles possibilités. Elles nous font rêver. Elles nous inspirent. Elles nous donnent envie de progresser. Elles nous font sentir que le monde est à notre portée. Elles nous donnent l'impression que nous sommes à la pointe de la civilisation. Elles nous font sentir que nous sommes acteurs de notre destin. Elles nous donnent le sentiment que nous sommes en train de construire un avenir meilleur. Elles nous font sentir que nous sommes en train de changer le monde. Elles nous font sentir que nous sommes en train de faire la différence. Elles nous font sentir que nous sommes en train de créer quelque chose de nouveau. Elles nous font sentir que nous sommes en train de réaliser nos rêves. Elles nous font sentir que nous sommes en train de vivre. Elles nous font sentir que nous sommes en train d'être humains.

bons

elles

Les nouvelles technologies ont révolutionné notre société. Elles ont changé nos modes de vie, nos habitudes, nos valeurs. Elles ont créé de nouvelles opportunités, de nouvelles perspectives. Elles ont permis de résoudre des problèmes qui semblaient insolubles. Elles ont ouvert de nouvelles voies de progrès. Elles ont fait de la science et de la technique des forces motrices de notre civilisation. Elles ont permis de mieux comprendre le monde qui nous entoure. Elles ont ouvert la voie à de nouvelles découvertes. Les techniciens et ingénieurs jouent un rôle essentiel dans ce processus. Ils mettent en œuvre les connaissances scientifiques pour créer de nouveaux produits et services. Leur travail est souvent complexe et demande une grande rigueur. Mais c'est grâce à eux que nous pouvons bénéficier de tant de confort et de sécurité. Les nouvelles technologies nous permettent de communiquer plus facilement, de travailler plus efficacement, de nous divertir plus agréablement. Elles nous aident à résoudre les problèmes les plus difficiles. Elles nous offrent de nouvelles possibilités. Elles nous font rêver. Elles nous inspirent. Elles nous donnent envie de progresser. Elles nous font sentir que le monde est à notre portée. Elles nous donnent l'impression que nous sommes à la pointe de la civilisation. Elles nous font sentir que nous sommes acteurs de notre destin. Elles nous donnent le sentiment que nous sommes en train de construire un avenir meilleur. Elles nous font sentir que nous sommes en train de changer le monde. Elles nous font sentir que nous sommes en train de faire la différence. Elles nous font sentir que nous sommes en train de créer quelque chose de nouveau. Elles nous font sentir que nous sommes en train de réaliser nos rêves. Elles nous font sentir que nous sommes en train de vivre. Elles nous font sentir que nous sommes en train d'être humains.

GERMAIN EN LAIE
L FRANCE
ader mor dial de la film

Le monde de la technique est en pleine effervescence. Les nouvelles technologies ouvrent de nouvelles perspectives. Les chercheurs travaillent sans relâche pour améliorer nos modes de vie. Les innovations sont nombreuses et variées. Elles touchent tous les domaines de la vie humaine. La recherche scientifique est au cœur de ces progrès. Elle permet de mieux comprendre le monde qui nous entoure. Elle ouvre la voie à de nouvelles découvertes. Les techniciens et ingénieurs jouent un rôle essentiel dans ce processus. Ils mettent en œuvre les connaissances scientifiques pour créer de nouveaux produits et services. Leur travail est souvent complexe et demande une grande rigueur. Mais c'est grâce à eux que nous pouvons bénéficier de tant de confort et de sécurité. Les nouvelles technologies nous permettent de communiquer plus facilement, de travailler plus efficacement, de nous divertir plus agréablement. Elles nous aident à résoudre les problèmes les plus difficiles. Elles nous offrent de nouvelles possibilités. Elles nous font rêver. Elles nous inspirent. Elles nous donnent envie de progresser. Elles nous font sentir que le monde est à notre portée. Elles nous donnent l'impression que nous sommes à la pointe de la civilisation. Elles nous font sentir que nous sommes acteurs de notre destin. Elles nous donnent le sentiment que nous sommes en train de construire un avenir meilleur. Elles nous font sentir que nous sommes en train de changer le monde. Elles nous font sentir que nous sommes en train de faire la différence. Elles nous font sentir que nous sommes en train de créer quelque chose de nouveau. Elles nous font sentir que nous sommes en train de réaliser nos rêves. Elles nous font sentir que nous sommes en train de vivre. Elles nous font sentir que nous sommes en train d'être humains.

Une semaine avec... L'ÎLE-DE-FRANCE

L'Opéra de la Bastille

(Suite de la page 13.)

En laissant de côté la construction de l'édifice, dont le coût a été arrêté définitivement à 2 milliards de francs (le prix d'une demi-centrale nucléaire), les conséquences financières de cette organisation intégrée, sans doute fortement automatisée, sont assez surprenantes quant aux frais de fonctionnement. Trois hypothèses ont été formulées sous la responsabilité de M. Bloch-Lainé, qui a bien voulu nous communiquer ses chiffres.

● **PREMIÈRE HYPOTHÈSE : L'OPÉRA BASTILLE SEUL.** - On ferme Garnier et Favart. La Bastille donne 450 soirées (au lieu de 250 actuellement), moyennant une « subvention inférieure de 25 % » à celle d'aujourd'hui, à des prix de places réduits de moitié. L'Opéra offre 960 000 fauteuils (contre 366 000 aujourd'hui).

● **DEUXIÈME HYPOTHÈSE : BASTILLE, GARNIER, FAVART EN SAISON COMPLÈTE.** - L'Opéra à la Bastille (450 soirées), le ballet à Garnier (250), l'opéra-comique et l'opéra à Favart (200), en tout 900 soirées, pour 1 565 000 spectateurs. La subvention est « supérieure de 30 % ».

● **TROISIÈME HYPOTHÈSE : SAISON COMPLÈTE À LA BASTILLE, DEMI-SAISON À GARNIER ET FAVART.** - 660 soirées (450 à la Bastille, 120 à Garnier, 90 à Favart) pour 1 200 000 spectateurs, avec une « subvention identique » à celle d'aujourd'hui.

On voit ainsi que, dans ce dernier cas de figure qui sera sans doute adopté par le gouvernement, « pour le même coût de fonctionnement qu'à l'heure actuelle, l'Opéra de Paris donnerait 430 représentations de plus, pour 834 000 spectateurs supplémentaires, à des prix de places réduits de moitié ».

Un pari raisonnable

Il restera à mettre en route cette énorme entreprise. Les questions techniques ne seront peut-être pas les plus difficiles à résoudre, car les matériels prévus sont tous des modèles fiables, déjà largement utilisés dans divers théâtres du monde. Les problèmes seront surtout artistiques et

humains. On ne peut ici en effleurer que quelques-uns :

— **Programmation :** à moins que certains spectacles soient d'avance étudiés pour passer de Garnier à la Bastille, il faudra créer, en 1989, dans la grande salle, vingt ouvrages pour assurer le plan de croisière (cinq nouveautés et quinze reprises) ; dès la quatrième saison, le nouvel Opéra devra avoir à son répertoire trente-cinq ouvrages capables d'attirer un grand public de manière régulière, d'où, les premières années, un risque sérieux de dérapage financier :

— **Utilisation de la salle modulable :** sa vocation est encore imprécise (accueil de spectacles extérieurs, concerts, ballets, etc.). Instrument privilégié de la création, elle aura cependant à recevoir de nombreuses productions grand public, puisqu'elle compte dans les prévisions pour 200 soirées et quelque 285 000 spectateurs :

— **Effectifs :** l'orchestre sera porté à 220 instrumentistes environ, mais la question la plus difficile est celle des chanteurs français. S'il n'est guère souhaitable de constituer une troupe de plus de 20 à 30 éléments (comme à Munich et Hambourg), l'Opéra de la Bastille ne saurait cependant se développer et remplir sa mission sans disposer dans son environnement d'une centaine de solistes français de qualité :

— **Personnels techniques :** en dehors de ceux qui resteront à Garnier et à Favart, la plupart devant se reconverter à des tâches différentes (théoriquement plus simples). La différence radicale des deux bâtiments impliquera à coup sûr la mise au

point de nouvelles conventions collectives.

Sur ces diverses questions, qui en cachent bien d'autres, nous avons interrogé M. Bogliaccino, actuel administrateur de l'Opéra, qui ne nous a pas paru particulièrement inquiet de cette grande mutation (nous y reviendrons). Pour lui, comme pour M. Bloch-Lainé, « la Bastille est un pari raisonnable ».

Selon M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, le but de l'opération est d'abord « politique, au sens large du terme. Jamais encore on n'est parvenu à faire entrer l'opéra dans la fonctionnement de la démocratie et à en ouvrir largement l'accès dans de telles conditions de souplesse technique et budgétaire ».

« La Bastille doit non seulement élargir considérablement le répertoire et l'affirmer à des prix abordables à une plus grande variété de spectateurs, mais encore changer l'attitude de ceux-ci. Les vedettes du chant ne seront pas écartées, bien au contraire, mais notre ambition est de réunir un vaste public qui viendra avant tout pour l'œuvre musicale, présentée dans des conditions de qualité constante ».

« Un effort important est engagé depuis deux ans pour la formation des chanteurs, des choristes et des instrumentistes, dont notre pays a un urgent besoin ».

« En offrant un avenir prestigieux à de nombreuses vocations artistiques, la Bastille devrait être un outil extraordinairement dynamique au centre d'une activité lyrique qui rayonnera sur l'ensemble de la France ».

JACQUES LONCHAMPT.

Hauts-de-Seine : des dix-huit-vingt ans dans les rushes de Téchiné

L. ressemble à un étudiant à la veille d'un examen, absorbé par ses révisions. Mais c'est un professeur. André Téchiné, choisi par Patrice Chéreau pour compléter la formation des élèves de l'école du Théâtre des Amandiers de Nanterre.

Entre dix-huit ans et vingt-cinq ans, ces garçons et ces filles, qui ont été sélectionnés voici un an parmi mille deux cents candidats, suivent un enseignement quotidien « co-compagnie » de Pierre Romans, le directeur et l'animateur de l'école. Par séquences successives de deux mois, ils travaillent sur des textes, rencontrent des professionnels du spectacle, font de la danse, de la musique et suivent des cours d'études théâtrales à l'université de Paris-X Nanterre. Pour Chéreau et Romans, aujourd'hui, un comédien doit savoir tout faire.

André Téchiné est là pour accompagner les vingt-quatre élèves au tournage d'un film, en leur faisant tourner un vrai, car les moyens techniques sont faibles et le décor inexistant. Quant au scénario, il est composé d'extraits des *Possédés*, de Dostoïevski, et de *Lune de miel*, de Brecht. Si ces textes correspondent évidemment à un goût personnel du metteur en scène, ils permettent aux jeunes comédiens d'incarner des personnages importants dans des scènes de tension, de crise et de déchirement.

Ce jour-là, ils sont deux, dans une grande salle qui ressemble davantage à un gymnase qu'à un plateau de cinéma. Ils répètent une scène des *Possédés*. Téchiné est là avec son équipe. Tout se passe comme pour un tournage traditionnel : éclairages, prises de son, attente... Les élèves ne vont pas recevoir un cours magistral. Ils vont apprendre leur métier « en direct ». Téchiné explique que ses conseils sont essentiellement techniques : « Avant tout, je dois faire oublier l'absence de décor. Je tourne en plan serré. Les fonds sont flous. Seuls les corps et les visages des comédiens comptent. J'insiste sur leurs regards, la position de leur tête, de leurs mains, les intonations de leur voix. Je ne veux pas les enfermer dans un carcan trop étroit, mais il m'est impossible de les laisser totalement libres. Ils doivent savoir qu'au cinéma il faut trouver un juste équilibre entre la technique nécessaire et la spontanéité ».

Les deux comédiens se taisent, ils écoutent. Elle a la visage

blanc, mais ce doit être un maquillage. Lui est grave. Son rôle le lui impose. Il n'empêche que c'est leur premier « silène on tourne ». Et il va falloir se placer, dire son texte, se souvenir des conseils et des recommandations. Quel métier ! Mais ils en ont déjà du métier, et c'est sans la moindre émotion apparente qu'ils tournent leur scène. On est presque déçu de n'avoir pu observer aucun tremblement, aucune hésitation. La nouvelle génération de comédiens saurait-elle à ce point dominer le trac ?

Que vont devenir ces exercices de comédiens ? Téchiné ne le sait pas encore lui-même. Il espère au montage trouver un fil conducteur ou bien faire un film de sketches. C'est « un brouillon », dit-il, sans que ce terme soit dans sa bouche péjoratif. « Et comme tout brouillon, il est générateur d'idées. Il est regrettable que dans notre métier nous ne puissions pas en faire plus souvent ».

CAROLINE DE BARONCELLI.

Val-d'Oise : le petit festival d'un croisé du théâtre

ENGIEN, Ermont, Franconville, Moutigny, Montmorency, Saint-Gratien, Saclay, Taverny : huit villes du Val-d'Oise se sont unies pour un festival - le mot est sans doute pompeux pour désigner un ensemble de manifestations sans commune mesure avec le Festival d'automne ou de la danse, par exemple, qui ont lieu dans le même temps. Mais, pendant un mois, du 15 octobre au 13 novembre, la vallée de Montmorency s'est trouvée balayée par un vent théâtral inhabituel.

L'organisateur, Alain Leonard, connaît tout des festivals : il a créé l'association Public-off, qui coordonne les troupes - généralement miséreuses - venues tenter leur chance à Avignon. Il sait relativiser les espoirs et les dramatisations abusives. Il a su ne pas placer la barre trop haut : l'important est de réussir cette première expérience afin qu'elle se développe et laisse des traces, c'est-à-dire qu'elle encourage des actions continues. Le choix de la région n'est pas dû au hasard. La vallée de Montmorency recouvre 200 000 habitants ; il s'agit d'une banlieue où grande partie résidentielle, et si elle n'est pas un total « désert culturel », la culture n'y est pas bouillonnante.

« Dans le Val-d'Oise, entre Saint-Denis et le CAC de Pontoise, il n'y a rien d'autre que des tournées, des représentations ponctuelles », dit Alain Leonard. « J'ai commencé une prospection avant les municipales de mars. Ensuite, toutes les villes étaient passées à droite, mais, dans un sens, ça a facilité les choses. La plupart des responsables n'avaient pas de projet culturel et

on leur en a amené un déjà engagé ».

« J'avais pris des contacts à Avignon, avec des troupes de niveau professionnel. Une association - dont je suis employé le temps du Festival - a été fondée, financée par l'ADRAC (70 000 F) le département (50 000 F), le développement culturel au ministère de la culture (50 000 F), chaque ville a versé un fond de garantie (30 000 F) et la S.N.C.F. nous a aidés à diffuser notre information ».

« Il fallait trouver des salles. Je suis parti de ce qui existe, et j'ai proposé des œuvres qui pouvaient y être présentées sans trop se mutiler. De toute façon, nous avons dû louer du matériel et engager un régisseur chargé d'aménager les lieux et de les équiper. Naturellement, je n'ai pu choisir des spectacles techniquement compliqués, ou trop expérimentaux. Le but de ce premier Festival a d'abord été de vérifier si le théâtre a une raison d'être dans la vallée de Montmorency. Il semble que oui puisqu'il y a eu un mouvement de public, et ce n'était pas évident si près de Paris ».

A partir de là, on peut espérer que le théâtre débordera le cadre et le temps du Festival. Des villes comme Saint-Gratien, Franconville, Engien, souhaitent continuer leur effort. Isolément, elles sont trop faibles pour mettre sur pied une action intéressante. Elles se sont unies au-delà des querelles de clocher, c'est la première réussite de l'opération.

C. G.

POUR EN SAVOIR DAVANTAGE SUR L'ÎLE-DE-FRANCE SON DEVELOPPEMENT SES PROJETS

Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France publient régulièrement des synthèses de ses principaux travaux.

- La création du parc naturel régional de Chevreuse.
- L'aménagement du Jardin du Bourget.
- Le milieu pavillonnaire et les logements individuels sur catalogue en Ile-de-France.
- Le marché régional des bureaux.
- La télé-détection par satellite.
- Comment les élèves vont-ils en classe ?
- La situation des petites et moyennes entreprises en Ile-de-France.
- ...

ABONNEZ-VOUS AUX CAHIERS DE L'AMBI
LA VILLE EXCEPTIONNELLE RETOURNER A L'AUBRE, 21-23 RUE MOLIS, 75132 PARIS CEDEX 16
ACCOMPAGNE D'UN CHEQUE DE 300 F A L'ORDRE DE L'AUBRE

BON DE COMMANDE A RETOURNER A L'AUBRE, 21-23 RUE MOLIS, 75132 PARIS CEDEX 16
 M. Mlle : _____
 Organisme : _____
 soumettre à l'abonnement aux Cahiers de l'Ambi
 pour 4 numéros au prix de 300 F
 Adresse : _____

Pour faire la ville avec vous.

Exem/Univis

La RATP c'est la ville à vos mesures. Des villes nouvelles qui ne sont plus des villes lointaines. Un RER qui devient le vrai métro de la région pour les 10.000.000 d'habitants de l'Ile-de-France de demain. L'Est et l'Ouest qui se rapprochent. Le Nord et le Sud qui se rencontrent. 200 lignes de bus et 425 stations de métro et de RER. Pour vous déposer toujours plus près de là où vous habitez, de là où vous travaillez.

Chaque jour, la RATP travaille à rendre la ville plus facile, plus proche, plus agréable. Elle réalise ce que vous attendez. Elle imagine la ville de demain. En pensant d'abord à vous. Pour la RATP, les transports urbains c'est aussi une question de rapports humains.

RATP. VIVE LA VILLE.

Val-de-Marne

la route du pe

ments ré
toire de l
adolesce
- incuati
rie de G
semble q
lien tou
neuse. S
mine G
Courant
de grand
pagade
Mais,
national
et s'ont
Mann y
l'Empire
von Jule
tre de S
Céopatin
de Luz T
s de Dem
de Quo
entre l'm
fastes ho
cote sur l
ends de N
la révolut
fous chez
et chez S
Les lig
tions. C
nages se
tion élec
vrai, à la
copies en
publia pe
des innov
ques comp
terance) ;
con), por
méritent.
Vittorio C
ures d'Her
Pour le
trouve de
bandes de
tons télé,
n'est pas é
attaché-
Comme d
ture, les f
un panor
ques. Cha
gout, à son
trouver.
Alexan
Astérix Je
• Ils son

quai d'orsay
11.48.55
et son
WENE IN QUAI
11.44.45

870
et
Vas dir
avec 10
35, rue S

A quelques minutes de l
Sous à quelques minutes de la p
de Hauts-de-Seine Nanter
30 000 habitants.
Sous à une remarquable situati
excellente infrastructure routi
important carrefour économique,
et bien stratégique. Notre ville a vu
croître des industries qui ont fait l'
Avec de son équipe municipale, l
rapports pour garantir l'avenir e
de la ville.
Sous à l'expérience du dyna
de l'urban. Elle a pour vocation d'
nouvelles, le cœur de la "v
l'économie française dans notre r

Mairie de Nanterre

هكذا من الأصل

CHEZ ELLE EN BANLIEUE

Val-de-Marne : la route du péplum

EN Seine-Saint-Denis, Bondy a son Festival cinématographique annuel et Montreuil propose, régulièrement, festivals et « journées » de films. Dans les Hauts-de-Seine, Sceaux a son Festival international de films de femmes ; Levallois-Perret a rendu hommage à Jean Dréville, au cinéma d'animation canadien québécois ; Rueil-Malmaison organise le premier Festival international du film historique, du 25 novembre au 5 décembre.

En Val-de-Marne, à Créteil, la maison des arts André-Malraux organise, jusqu'à la mi-décembre, une *Histoire d'en France*, en films de fiction ou de documents et, jusqu'au 30 novembre, on peut voir la grande rétrospective *Péplum, l'Antiquité au cinéma*.

C'est une initiative de Cinéma et audiovisuel en Val-de-Marne, patronnée par le conseil général, avec le concours du ministère de la culture, du C.N.C. et de la direction départementale du temps libre, de la jeunesse et des sports. Un festival élargi à tout un département. Les films sont présentés dans dix-huit villes, le donjon de Vincennes abrite une exposition et il y a de quoi retrouver ou apprendre à connaître un genre qui ne date pas d'hier. Cette spécialité italienne, concurrencée par Hollywood, a connu son apogée dans les studios de Cinecittà, au cours des années 1950-1960.

Le « péplum » recouvre, si l'on peut dire, tout ce qui se rattache à l'histoire romaine antique, les débuts du christianisme et la mythologie grecque. Le Festival du Val-de-Marne pousse même une pointe jusqu'à une légende lombarde de l'époque médiévale avec la baroque *Couronne de fer* de Blasatti (1941).

On voit bien — le très beau catalogue édité pour la circonstance en témoigne — la volonté de transmettre, avec des reconstitutions plus ou moins spectaculaires, une culture populaire. Après tout, les romans d'Alexandre Dumas, jusque dans leurs inventions hroïques sur des évé-

nements réels, ont fait aimer l'histoire de France aux écoliers et aux adolescents d'hier. Parmi les « incunables » du péplum, *Cubitus* de Giovanni Pastore (1913) semble consacrer un cinéma italien tourné vers l'Antiquité glorieuse. *Scipion l'Africain*, de Carmine Gallone (1937), et *la Couronne de fer* ont servi les rêves de grandeur impériale de la propagande mussolinienne.

Mais, ici, les époques et les nationalités des films se croisent et s'entrechevaillent. Anthony Mann raconte *la Chute de l'Empire romain*, Mankiewicz voit *Jules César* à travers le théâtre de Shakespeare et fait de *Cléopâtre* une star qui a le visage de Liz Taylor. Les trois versions des *Derniers Jours de Pompéi* et de *Quo Vadis* ? se promènent entre l'imagerie italienne et les fastes hollywoodiens. Steno caracolait sur l'humour dans les *Week-ends de Néron*, Spartacus menant la révolte des esclaves revit à la fois chez Riccardo Freda (1952) et chez Stanley Kubrick (1960).

Les lignes de force et les situations contemporaines des tournages se perdent dans cette sélection éclectique, soumise, il est vrai, à la difficile recherche des copies encore existantes. Les cinéphiles peuvent toujours discuter des innovations cinématographiques comparées de Griffith (*Intolérance*) et de Fellini (*le Saggiatore*), porter sur le pavois — ils le méritent, d'ailleurs — Freda et Vittorio Cottafavi, l'un des chanteurs d'Hercule, le super-costard.

Pour le public des salles où l'on trouve des enfants habitués aux bandes dessinées et aux feuilletons télé, le déchiffrement historique n'est pas évident. Mais ce public y attache-t-il de l'importance ? Comme dans un Salon de peinture, les films à péplum donnent un panorama pittoresque des antiques. Chacun y cherche, à son goût, à son gré, ce qu'il a envie d'y trouver. Quitte à dire, comme Astérix le brave petit Gaulois : « Ils sont fous, ces Romains ».

JACQUES SICLIER.

Seine-et-Marne : week-ends archéologiques sur une énigme

« L'A recherche archéologique, c'est comme un livre qu'on feuillette à l'envers. Chaque coin de terre représente une page d'histoire. Mais, dans notre domaine, il est impossible de revenir en arrière si l'on n'a pas compris. Une fois lue, la page est arrachée... »

Robert Richard, président de l'Association de sauvetage archéologique du pays mellois, ne cache pas sa passion pour tout ce qui touche à l'histoire ancienne de sa région. Une passion dévorante qui a envahi sa vie, tandis que les ouvrages spécialisés prenaient possession du moindre coin de mur de son pavillon de banlieue. Depuis dix ans, il anime le chantier de la Baume. Un site gallo-romain exceptionnel (et unique en Ile-de-France) découvert au moment de la construction du centre de tri postal de Meaux, à la sortie de la ville, au bord de la route de Soissons.

Pour ceux qui s'y sont intéressés, la Baume est une énigme. On ignore, en effet, quelle était la fonction de cette immense bâtisse carrée de plus de 130 mètres de côté, posée à flanc de coteau près d'une voie romaine. Les parties mises au jour témoignent de l'importance du bâtiment : des murs de refend de 1 mètre d'épaisseur et un mur de corne de 1 mètre de long sur 40 centimètres de côté, laissent supposer un ensemble architectural important.

D'après la technique de construction — pierres sèches — employée pour les murs, on a daté le bâtiment du milieu du premier siècle avant J.-C. Mais, la fréquentation du lieu semble plus ancienne, car la Baume a été implantée sur un fossé préhistorique orienté différemment.

Chaque week-end, Robert Richard et son ami Bernard Chatenot travaillent sur le site comme d'autres cultivent leur bout de jardin. Ils en connaissent tous les recoins dévoilés, et imaginent le reste.

Pour pouvoir comprendre, le sens des objets qu'il découvrait en creusant, Robert Richard s'est documenté. L'architecture, l'histoire gallo-romaine, les monnaies, les armes. Il a tout lu, tout étudié. Aujourd'hui, cet employé de la S.N.C.F. s'exprime comme un professeur qui voudrait faire partager sa passion. Apparemment, il a su être convaincant, car la municipalité de Meaux soutient son action et l'encourage même. Chaque fois qu'un trou est creusé en ville, l'Association de sauvetage garde archéologique surveille les travaux, à la recherche du moindre vestige. « Nous envisageons même d'établir un plan de la ville

gallo-romaine », précise Robert Richard.

En attendant, la préoccupation principale des archéologues locaux, c'est la Baume. Avec l'aval de la direction des antiquités historiques d'Ile-de-France, ils entreprennent chaque été un programme de fouilles grâce auquel de nombreux objets ont pu être retrouvés. D'innombrables pièces de monnaie, notamment, dont la plus ancienne remonte au premier siècle avant J.-C. C'est d'ailleurs à la période augustéenne (de 27 à 14) que l'on situe l'occupation la plus homogène du site. Pour les chercheurs, l'endroit a été très peu romanisé, car les produits artisanaux en bronze ou les céramiques de type gallo-belge qui en ont été extraits sont d'origine indigène.

Tous les archéologues qui se succèdent aux côtés des amateurs mellois se posent la même question : à quoi ce bâtiment a-t-il pu être destiné ? L'été dernier, ils se

sont interrogés en trois langues. Aux volontaires du centre socioculturel Charles-Cros, habitués des lieux, étaient joints des étudiants de Heiligenhaus, la ville de R.F.A. jumelée avec Meaux, et de Mansfield (Grande-Bretagne), la jumelle de Heiligenhaus... « Il y avait aussi quelques jeunes de La Pierre-Collette. Des gosses de milieu défavorisé qu'on arrive à intéresser à quelque chose », ajoute Robert Richard. En tout, quarante-deux personnes en permanence dans les ruines pendant le mois de juillet.

Robert Richard a étudié toutes les possibilités d'utilisation du bâtiment de la Baume. Usage militaire ? Situé à mi-pente, il ne présentait aucun intérêt stratégique. Usage agricole ? Peut-être, mais l'ensemble était bien grand. Pour lui, la Baume était un lieu de culte.

« Nous avons trouvé ici du mobilier de qualité et de la monnaie en quantité. Je crois qu'on venait à la Baume pour adorer une divinité à laquelle on jetait des pièces

dans un puits à offrandes. Par la suite, l'occupation a peut-être eu d'autres motifs ; mais, au départ, il s'agissait certainement d'un sanctuaire. »

L'intérêt de la recherche archéologique c'est de conserver la part du rêve. L'absence de certitude permet toutes les hypothèses, et c'est aussi ce qui plaît à Robert Richard. Chercheur sérieux, oui, mais avec un droit à l'imagination.

La science apporte parfois une nouvelle dimension aux suppositions. Grâce à l'examen minutieux de douze mille cinq cents ossements divers ramassés sur place, un spécialiste du Muséum d'histoire naturelle de Paris a pu déterminer les habitudes alimentaires de ceux qui vivaient ici il y a deux mille ans. On ignore toujours ce qu'ils y faisaient, mais on sait comment ils mangeaient : plutôt bien.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

LES AQUARELLES ORIENTALES D'ÉMILE BERNARD (*) peintre de l'école de Pont-Aven, AU MUSÉE DÉPARTEMENTAL DU PRIEURÉ A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Il y a trois siècles exactement, avec l'aide de Louis XIV, la marquise de Montespan faisait construire l'Hôpital Général Royal de Saint-Germain-en-Laye, la Reine Marie-Thérèse ayant déjà doté le village royal de l'Hôpital de la Charité. Après des fortunes diverses, la belle construction, imposante mais sobre dans ses lignes, devint la demeure du peintre Maurice Denis, il y résida de 1912 à 1943.

C'est à la faveur d'une importante donation d'œuvres de Maurice Denis et de ses amis, consentie par la famille du peintre que le département des Yvelines a acquis la propriété du Prieuré pour abriter des œuvres de cet artiste et du courant symboliste et Nabis. La musée a été inauguré en octobre 1980. Depuis, plus de 60 000 visiteurs, français ou étrangers, sont venus admirer ses collections et apprécier ses expositions temporaires, comme « L'éclatement de l'impressionnisme » à l'automne 1982 et en printemps 1983.

Aujourd'hui, avec le Prieuré dans son cadre admirable, l'Ile-de-France offre un nouveau musée à la connaissance et l'amour de l'Art.

Dans quelque temps, Saint-Germain, verra se réaliser un autre projet cher à son député et maire, Michel Péricard, celui de l'ouverture d'un centre de musicologie consacré à Claude Debussy et à son œuvre, dans le maison où il naquit en 1862.

Cette demeure s'inscrit dans l'itinéraire des demeures illustres des Yvelines que Michel Péricard, vice-président du Conseil Général, considère comme l'un des grands mobiles de l'animation culturelle future du département.

(*) Totalelement inédites, les Aquarelles Orientales d'Emile Bernard seront exposées à Quimper et à Pont-Aven en 1984. Elles sont présentées pour la première fois au musée du Prieuré jusqu'à fin janvier 1984.

Musée Départemental du Prieuré, 2, rue Maurice-Denis, Saint-Germain-en-Laye - 973-77-87, tous les jours de 10 heures 30 à 17 heures 30, sauf lundis, mardis et jours fériés.

Office du Tourisme de Saint-Germain-en-Laye : 1, bis rue de République, Saint-Germain. Tél. : 451-05-12.

au quai d'orsay
49, quai d'Orsay - 7^e. Tél. : 551-58-58
et son
ANNEXE DU QUAI
3, rue Surcouf - 7^e. Tél. : 551-48-48

TY-COZ
878-42-95 et 34-61
Jacqueline
et Marie-Françoise
Vos dîners dans un cadre breton
avec fruits de mer et crustacés
35, rue St-Georges (9^e F. div. 1^{er})

NANTERRE

Capitale des Hauts-de-Seine

A quelques minutes de l'Etoile

Située à quelques minutes de la place de l'Etoile, la Capitale des Hauts-de-Seine Nanterre, est une ville de 90.000 habitants.

Dotée d'une remarquable situation géographique et d'une excellente infrastructure routière, Nanterre est un important carrefour économique, culturel, universitaire et administratif. Notre ville a vu naître l'automobile et nombre d'industries qui ont fait l'aventure du XX^e siècle.

Autour de son équipe municipale, Nanterre rassemble ses capacités pour garantir l'avenir et développer son potentiel industriel.

Notre ville a l'expérience du dynamisme, de la volonté et de l'action. Elle a pour vocation d'être le creuset des techniques novatrices, le cœur de la « vallée technologique » de l'économie française dans notre région.

Une ville où il fait bon vivre

Le visage de Nanterre s'est profondément modifié au cours des dix dernières années. Il a fallu beaucoup d'imagination et d'opiniâtreté pour contrecarrer la volonté politique des gouvernements précédents qui voulaient accumuler les difficultés sur notre cité. Pour chacune de nos réalisations, il a fallu lutter d'arrache-pied, pour obtenir de l'Etat les crédits nécessaires.

La capitale des Hauts-de-Seine, est aujourd'hui une grande ville moderne, attractive et bien équipée.

Equiper, Embellir, Harmoniser Nanterre, adapter notre urbanisme aux exigences du progrès comme à celles d'un environnement de qualité, c'est le sens de l'effort permanent de la Municipalité pour améliorer, avec la participation des habitants, la vie quotidienne dans nos quartiers.

Une capitale régionale

Capitale des Hauts-de-Seine, Siège de la Préfecture, Nanterre continue de se doter des nombreux équipements qui assurent son rayonnement : l'Université de Paris X, le théâtre des Amandiers, le Parc André Malraux, l'école d'architecture, le centre d'affaires de la Défense, l'école de danse de l'Opéra de Paris, etc.

Ce rayonnement, notre ville le doit aussi à l'expérience et au savoir-faire de ses salariés hautement qualifiés. Nous accordons une grande importance à la mission locale pour l'emploi des jeunes que nous voulons d'obtenir et qui va nous permettre de préparer l'avenir sur ce terrain.

Notre ambition : Faire des atouts de Nanterre des cartes maîtresses pour l'essor d'une ville moderne.

Y. SAUDMONT
Maire de Nanterre
Conseiller Général des Hauts-de-Seine

Mairie de Nanterre 725.91.20

A VILLE

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

UNE AUTRE FAÇON DE VOIR LA MODE

Le style drolatique-chic

La semaine du prêt-à-porter a lieu deux fois par an sous les chapiteaux plantés dans la cour Carrée du Louvre. Seuls les professionnels, venus du monde entier - photographes, acheteurs, journalistes - sont admis aux défilés qui se succèdent sans interruption de 9 heures à 20 heures et durent entre quarante et cinquante minutes pendant lesquelles se joue le sort d'une collection.

Participer aux défilés du Louvre signifie déjà être reconnu comme « créateur ». L'ensemble reflète la diversité de la création, les différences de conception et de moyens entre le luxe et les marabouts qui, toute proportion gardée, demeurent abordables. Enfin, on peut rêver d'acheter un jour un de leur vêtement. « A condition de

ne pas être timide », dit Jean-Rémy Daumas, l'homme qui grimpe en s'amusant, amuse avec ses louanges de couleurs écrites, ses blinis ou ses plastrons de smoking classé en trompe-l'œil sur des pull-overs et des robes, ses lunettes de strass portées en collier...

« Je ne dessine pas la collection. J'ai une idée de ce que je veux faire, une histoire rigolote dans la tête, qui naît de... On attend le défilé. Il vient de n'importe quel, d'une carte postale, d'une femme aperçue dans la rue, d'un type dans le métro avec des skis. Une situation décalée, en tout cas, sur laquelle on se pose des questions, on imagine... »

« Et obligatoirement, dès le départ, on pense au prix, puisqu'il faut choisir les tissus

dans une gamme qui peut aller de 17 F pour une popeline à l'infini. Le tissu paillonné à 625 F, le cachemire, le lama, c'est carrément la suite royale... »

Ensuite, il reste à calculer l'heure de travail, l'électricité, les taxes. Si on prend une matière coûteuse - bien que certains les déçoivent, les déçoivent, je sais, - il y a une sorte de respect. Le tissu détermine la collection. D'autre part, peu à peu on se trouve, et il faut que les gens puissent vous retrouver. D'une saison à l'autre, on présente les différents épisodes d'une même histoire, c'est un feuilleton, avec une fidélité à certains personnages, à certains comportements.

« Je fais une mode vivante. Les clients, je m'en occupe. Elles aiment, elles n'aiment pas, je ne peux rien leur imposer. Mais les robes sont pensées pour elles. Elles ne vont pas seulement aux juniors, j'habille des dames à cheveux blancs, toutes sortes de femmes à condition qu'elles ne soient pas timides. J'ai fait un costume pour une vieille danseuse de tango. Le bustier et les volants, ce n'était pas possible. J'ai arrangé un smoking. Elle ne cherchait pas à se rajouter, elle portait son âge avec noblesse, c'était beau.

« Je ne fais pas de coupes avec des volumes, une structure rigide au point que le vêtement devient un maillot au il est difficile d'entrer, avec lequel on ne peut pas bouger. Entre les gens qui font la mode et ceux qui s'en servent, un consensus, comme on dit, est nécessaire. Je ne comprends pas le conflit, le côté « c'est pas portable », ce reproche qu'on lit et qu'on entend à chaque collection. A chaque collection, on propose quelque chose qui doit être acheté. On ne passe pas un examen, on n'a pas à montrer ce qu'on peut faire de mieux dans la vie. On habille... »

« Les Américains trouvent que j'ai un bon rapport idées-prix. La chemise de coton noire nouée sur le devant en spencer, c'est simple. Avec une jupe plissée orange, un peu plus chère, des talons, des bas couture, c'est chic. Les trompe-l'œil, c'est drôle. Il faut que ce soit amusant : c'est ça le nouveau piquant : assembler des couleurs qui claquent, accessoiriser.

« Quand on commence, on doit rassurer, ne pas aller trop loin. C'est la même chose si on se montre trop familier à une première rencontre : on rebute. Plus tard, on amène quelque chose de ses problèmes personnels. Ses fantasmes. Cette année, le rêve oriental s'est retrouvé chez presque tous. C'est normal, on ne rejette pas son éducation.

« Quand on était petit, on nous racontait l'Orient avec des sultans, des palais, des turbans, des

AL'I.A.U.R.I.F.

Tous les chiffres en tête

Lest incontournable parce que, rare qualité, il a les idées claires. Rien de ce qui touche la région Ile-de-France ne lui est étranger et il est suffisamment armé pour répondre à toutes les sollicitations de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, qu'un sigle un peu barbare résume maladroitement, LAURIF, est l'instrument précieux et favori de tous ceux qui s'intéressent à la vie de la région-capitale.

Développement économique, transports, logement, environnement, sont ses domaines de prédilection. Cent quatre-vingt-douze ingénieurs, économistes, statisticiens, démographes, géographes, sociologues, etc., dirigés par M. Pierre Pommelet, ingénieur en chef des ponts et chaussées, animent cet institut, fondation privée reconnue d'utilité publique en 1960.

Sans être aussi prestigieux qu'auparavant, il reste tout de même qu'en 1983, avec un budget de 68 millions de francs - ce n'est pas rien - et placé sous la coupe du président du conseil régional, décentralisation oblige, il a guidé de ses conseils bon nombre de responsables régionaux et a commencé de s'ouvrir aux collectivités locales.

Ainsi, pour le compte du conseil régional, a-t-il mené les études préparatoires à six contrats de plan que la région doit signer avec l'Etat : le logement, l'achèvement des villes nouvelles, les transports de banlieue à banlieue, l'opération « Seine propre », la ceinture verte et l'aménagement des berges.

La mise en place du schéma directeur régional de l'énergie a fait également l'objet d'études poussées comme le dossier des friches industrielles, dépouilles d'une économie en mutation. Pour

le compte de l'Etat, il s'est intéressé de près à l'organisation, la localisation et la rentabilité de l'accueil en Ile-de-France des Jeux olympiques de 1992.

Les collectivités locales, les 1278 communes de la région et les huit conseils généraux ont également recours aux services de l'LAURIF. Celui-ci peut en effet mener des études courtes et gratuites pour les municipalités de la région, tant en ce qui concerne les problèmes d'aménagement - 15 cas étudiés cette année - les finances locales - 15 contrats signés entre l'LAURIF et les communes en 1983 - ou encore les friches industrielles - 60 communes contactées, 15 dossiers en cours de montage.

Il travaille aussi pour les grandes métropoles étrangères qui font appel à lui pour mieux maîtriser leur développement : Agadir au Maroc en 1980, Le Caire aujourd'hui et peut-être Beyrouth dans l'avenir. Le Caire aujourd'hui et peut-être Beyrouth dans l'avenir. Le Caire aujourd'hui et peut-être Beyrouth dans l'avenir.

Ce travail a priori austère est facilement accessible par tous les publics car l'institut publie chacune de ses études, soit de manière exhaustive, soit de manière simplifiée par des articles plus simples, dans les Cahiers de l'LAURIF. Il organise aussi des expositions thématiques et produit des montages audiovisuels. Bref, c'est l'instrument de travail indispensable à ceux qui s'intéressent à l'Ile-de-France.

O. S.

* LAURIF, 21-23, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 567-55-03.

(Publicité)
OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS DE LA VILLE DE PARIS

1 - LE PLUS GRAND OFFICE DE FRANCE.

Il gère 86 000 logements principalement destinés à la location :
PARIS : 72 000
BANLIEUE : 14 000

L'Office de la Ville de Paris loge 15 % de la population parisienne.

2 - UN PATRIMOINE LARGEMENT DIVERSIFIÉ.

San patrimoine comporte toutes les catégories de logements :

- l'habitation à bon marché (H.B.M.) datant d'avant-guerre, destinée aux familles à conditions très modestes (loyer actuel, y compris charges, d'un 3 pièces : 495 F par mois),
- l'immeuble à loyer normal (I.L.N.) pouvant convenir aux cadres moyens (loyer actuel d'un 3 pièces : 2004 F TTC par mois),
- mais la plus grosse partie de son patrimoine est constituée par des habitations à loyer modéré (H.L.M.) (loyer actuel d'un 3 pièces : 1570 F TTC par mois).

3 - UNE COMPÉTENCE ÉTENDUE.

L'Office de la Ville de Paris construit principalement à Paris, mais sa compétence s'étend sur toute la région parisienne.

4 - UN GENERALISTE DE L'HABITAT.

L'Office de la Ville de Paris intervient dans tous les domaines de l'immobilier.
Il emménage (Gourte d'Or, Tâge - Kallermenn, Saussure, Moulin de la Pointe, Mara et Cascades...), construit (P.L.A. logements intermédiaires, accession à la propriété, ...), rénove et réhabilite.

Il aménage son patrimoine le plus ancien. A cet effet, il a établi un programme quinquennal 1979-1983 de travaux (isolation thermique et phonique, installations de chauffage central individuel, salles d'eau, W-C, eau chaude sanitaire, ascenseurs).

Il peut également prêter son concours aux propriétaires privés qui modernisent leur patrimoine.

Dans le cadre des grandes opérations de construction, l'Office réalise aussi tous les aménagements nécessaires à la vie collective, crèches, écoles maternelles, centres sociaux, foyers pour personnes âgées, locaux collectifs résidentiels, bibliothèques, commerces, jardins publics, foyers de jeunes travailleurs.

Une forte personnalité

Créé par la loi du 10 juillet 1964, le département des Hauts-de-Seine n'a pas encore vingt ans.
Sa jeunesse est sa chance.

1 450 000 habitants vivent sur son territoire de 175 km² dans 36 communes riches d'un passé prestigieux.

Richelieu, Colbert, Louvois, Bonaparte, Chateaubriand, Napoléon III, Corot, Rodin, Pierre et Marie Curie ou André Malraux, sont au nombre de ses figures illustres.

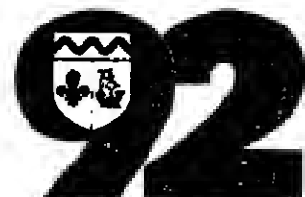
Avec plus de 27 000 entreprises et 758 000 actifs, forts d'une tradition et d'une vocation de progrès technologique, les Hauts-de-Seine pourraient être un Etat avec un produit national brut équivalent à celui de la Grèce.

Le quartier d'affaires de la Défense témoigne du dynamisme de ce "croissant fertile" et de sa modernité.

3 milliards de francs, c'est le budget que le Conseil Général des Hauts-de-Seine, présidé par Paul Graziani,

consacre en 1983 à la gestion de cette grande collectivité.

Pour affirmer sa personnalité.
Pour qu'on y vive bien.



CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE

Les Hauts-de-Seine
Un jeune département dynamique

CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE HÔTEL DU DÉPARTEMENT. 167-177, AVENUE JOLIOT CURIE. 92015 NANTERRE CEDEX. TÉLÉPHONE : 725.95.00 - TELEX CGHDS/610169

هكذا من الأصل

EN ATTENDANT LES J.O. DE 1992

Olympiades politiciennes

L'ABANDON du projet d'exposition universelle a remis sous les feux de l'actualité le projet d'organisation des Jeux olympiques à Paris, en 1992, auquel il avait fait beaucoup d'ombre. M. Jacques Chirac, maire de Paris, doit annoncer la candidature de la capitale avant la fin de l'année, lorsqu'il aura eu en main tous les éléments financiers du dossier. Nous a assuré M. Paul Violet, adjoint aux sports de la Ville de Paris.

Parallèlement aux travaux techniques d'une commission quadripartite réunissant le Comité olympique français (C.O.S.F.), la Ville de Paris, la région et le ministère du temps

libre, de la jeunesse et des sports, le maire de la capitale a en effet demandé à l'ancien champion olympique Guy Drut d'élaborer un dossier sur les retombées financières d'une telle organisation. C'est dire que cette opération, assez mal engagée, a évolué selon le souhait du président du C.N.O.S.F., M. Nelson Paillou, qui souhaite voir célébrer en France le centenaire de l'appel de Pierre de Coubertin pour la rénovation des Jeux olympiques. Toutefois, les hommes politiques ont voulu dire leur mot. Et l'heure des polémiques a sonné.

Le secrétaire du comité central du parti communiste, M. Paul Laurent, a attaqué : « M. Chirac met sur pied tout seul un projet parisien. L'intérêt de la région Ile-de-France exige le développement d'une concertation qui assurera une distribution harmonieuse des installations sportives à l'échelle de la région, respectant les sites sportifs, comme d'ailleurs les activités et les zones industrielles ». M. Laurent s'est notamment inquiété de l'utilisation des terrains de jeux de Pershing dans le bois de Vincennes pour la construction du grand stade olympique.

« On ne peut dénier à M. Chirac le droit de préparer la candidature de Paris. Pour abou-

tir, elle doit être préparée dans des conditions plus sérieuses que l'exposition universelle, qui a avorté », réplique M. Paul Violet. L'adjoint aux sports conteste que l'implantation du stade dans le bois de Vincennes entraîne la suppression d'équipements existants.

« L'idée d'organisation des Jeux olympiques a été lancée par le président de la République. C'est une affaire d'Etat qui est avant tout de la responsabilité du gouvernement », a rétorqué M. Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports.

Derrière ces échanges de propos aigres-doux, les intentions de chacun sont évidentes : les communistes font tout leur possible pour que « leurs » municipalités de la ceinture parisienne bénéficient d'équipements importants, la mairie de Paris veut servir en priorité la capitale, le ministre du temps libre ne veut pas qu'une idée sauteuse par les socialistes bénéficie finalement au leader du R.P.R.

Une grande variété de « scénarios » ont été élaborés par des bureaux d'aménagement et d'urbanisme pour résoudre les problèmes posés par l'implantation d'un stade de 70 000 places au plus, la construction d'un centre nautique et l'édification du village olympique, les trois grands

équipements faisant défaut à la région parisienne pour l'organisation des J.O.

Chaque groupe politique défend son projet en faisant semblant d'ignorer l'essentiel : les Jeux appartiennent au Comité international olympique (C.I.O.), qui n'en obéit pas l'organisation à l'impureté quelle condition. Toute candidature pour l'organisation des Jeux olympiques doit être faite par l'entreprise de l'autorité compétente de la ville

concernée, avec l'approbation du Comité national olympique (C.N.O.), qui doit garantir que les Jeux olympiques seront organisés à la satisfaction du C.I.O. et dans les conditions requises par lui », stipule la charte olympique.

« Le Comité national olympique nommera le comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) en collaboration avec les autorités de la ville candidate ; le président ou le secrétaire général du C.N.O. seront membres de

plein droit du COJO. Des représentants des pouvoirs civils en seront partie. Toute candidature doit être assurée du concours du gouvernement du pays intéressé afin de réaliser une collaboration totale », précise encore la charte. Reste donc, pour que le projet puisse voir réellement le jour, à faire taire les querelles politiques.

ALAIN GIRAUDO.

Où ?

Dix sites sur les rangs

DIX-NEUF scénarios d'implantation possible des J.O. dans la région parisienne ont été élaborés par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

Neuf ont d'ores et déjà été écartés. Ils concernaient Tremblay-lès-Gonesse (bruit), Tremblay-lès-Gonesse-Marne-la-Vallée (dispersion), Chelles-Marne-la-Vallée (site indisponible), Sud-Est-Evry (accès malaisés), Melun-Sénart (difficulté de construction), Paris-Est-Wisconsin (pour l'intérêt), Saint-Quentin (difficulté d'accès), Cergy-Le Plessis-Bauchard (dispersion), Colombes-Corillon (dispersion).

Dix implantations possibles restent à l'étude. Elles concernent :

Saint-Denis : construction du village olympique, du grand stade, du stade nautique et du centre de presse à Bercy-Corillon-Landy ; accès par les autoroutes A1, A86 et par la ligne B du R.E.R. ; inconvénients : rétrocession du site (55 hectares) et le coût de l'opération.

Saint-Denis - Tremblay-lès-Gonesse : construction du grand stade au Tremblay ; inconvénient : ce site est en zone agricole.

Marne-la-Vallée : construction du village olympique et du centre de presse à Champs-sur-Marne. Implantation du grand stade à Collegen et du centre nautique à Vaires-Torcy ; inconvénient : éloignement du stade et du village.

Paris : construction du village olympique, du stade nautique et du centre de presse à Bercy-Tolbiac. Implantation du grand stade dans le bois de Vincennes ; inconvénients : concentration dans la capitale et coût des terrains.

Paris - Marne-la-Vallée : construction du village olympique et centre de presse à Bercy-Tolbiac et Collegen ; implantation du grand stade dans le bois de Vincennes et du stade nautique à Vaires-Torcy ; inconvénient : éclatement des sites.

Melun - Sénart - Evry : construction du village olympique à Moissy-Cramayel et Ris-Orangis, du grand stade à Lisses, du stade nautique à Ris-Orangis, du centre de presse à Malesy ; inconvénients : implantations écartées et difficultés d'accès.

Montesson : construction des quatre grands équipements dans la plaine maraîchère de Montesson et de Carrières-sur-Seine ; inconvénient : contrainte au réajustement à l'est et accès insuffisants sur des terrains agricoles à Puiseux, Courdimanche et Vauréal.

Colombes-Nanterre : réhabilitation du stade de Colombes ; inconvénients : favorise l'ouest de la capitale, coûteux.

Créteil : construction du village olympique à Coteau-des-Sarrazins et à la Fosse-aux-Moines, du grand stade à la Haie-de-Brévaux, du stade nautique à Valenton et du centre de presse à la Renardière ; inconvénient : accès difficile.

Cergy-Pontoise : le centre de presse, le stade d'athlétisme et le stade nautique seraient installés dans la commune de Puiseux. La ville olympique serait construite à cheval sur les communes de Puiseux et Vauréal. Avantage : ce scénario est concentré sur un seul site. Inconvénient : ce site est contradictoire avec l'objectif régional de réajustement à l'est.

MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE LA VILLE DE SAINT-DENIS

22 bis, rue Gabriel-Péri
M^e Porte de Paris

Archéologie, Hôtel-Dieu, Carmel de Louise de France, Commune de Paris de 1871, Peinture d'Albert André

rens. 243.05.10

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA

EXPOSITION

WAGNER

ET LA FRANCE

Tous les jours de 11 h à 17 h. Prix d'entrée : 15 F.

27 OCTOBRE - 26 JANVIER

L'HOTEL

quai Louis Dubouché

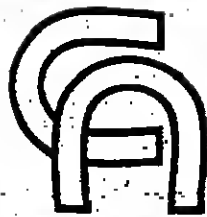
LE BÉLIER

BAR-RESTAURANT

12, rue de la Couronne - 75004 Paris Téléphone : 325 27 22 - 326 00 00. Dubouché - Paris 11

PARIS RESPIRE AU CREDIT AGRICOLE

Au Crédit Agricole, on respire un air nouveau. Car, entre nos clients et nous, il existe des affinités naturelles. Dialogue et confiance sont dans notre nature.



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ÎLE DE FRANCE

Pour changer d'air, venez donc respirer cet air nouveau, celui du Crédit Agricole de l'Île de France. 235 agences en Région Parisienne dont 54 à Paris.

PSO & G. Île de France

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

UNE façade anonyme au 8, boulevard de Strasbourg. Presque une courée de parking. Une affiche de fortune, à moitié déchirée, indique les Cent-Vingt Nuits. C'est le nouvel endroit parisien, ouvert depuis le 22 septembre. L'escalier descend à pic. A mi-chemin, une enseigne au oson de la salle des fêtes El Ginto rappelle son passé.

« La clientèle portugaise et espagnole qui venait aux bals était en régression », explique le gérant. Sur la cabine façon stand d'automatisme, un hrisol écrit à la main, sans façon, précise que l'entrée est gratuite mais la consommation obligatoire. On paye ce entrant : 25 francs avant 11 heures, 40 francs après. Ce n'est pas cher. Personne ne s'en plaint. On reçoit huit cents personnes en moyenne (= à moins, l'endroit paraît vide...).

Le week-end et le samedi, il faut filer l'entrée tous les quarts d'heure pour éviter la saturation.

La salle est éclairée parcimonieusement de lumières blanches, les murs de béton sont peints en noir, le sol carrelé. Au fond, la scène est suffisamment grande pour qu'un groupe s'y sente à l'aise.

Il faut se lancer. Car le quartier en apparence a bien peu de séductions. Un bout de l'œuvre arrosée de la rue de la Trinité, de l'Haussmann, encore de l'Haussmann. Pierre de taille austère, rues médiocres, pas un arbre. Et haut le néon pauvre des strip-tease, en bas les plaques rébarbatives des assurances.

Pourtant il y a un après-midi de charme à gratter derrière ce décor. On part de la Trinité et l'on marche bravement vers l'est dans la rue Saint-Lazare. An 58, levez la tête, cet immeuble de trois étages peinturluré en sept couleurs, à la voûte bleu ciel, fut bâti au début du siècle dernier dans les jardins maraichers et les vignes qui escaladaient la butte Montmartre.

Allons plus loin, tournons à gauche dans la rue Taubout. Au 80, bravons le panneau corbère « propriété privée défense absolue d'entrer ». Voilà le square d'Orléans : deux arbres encadrant un jet d'eau sur une pelouse de poche. Autour, au carré, une parade d'immeubles lumineux à la superbe ordonnance. Dans un angle habite George Sand, à l'opposé Frédéric Chopin. Ici, vers 1845, se retrouvaient Dumas, Delacroix, Balzac, le Tout-Paris des arts, des lettres et des sciences. Ce fut la très faste époque de ce quartier que l'on baptisa la Nouvelle-Athènes.

Puisqu'il n'en reste que des bribes ostalgiques, allons pour la nostalgie et gravissons la rue La Rochefoucauld vers Pigalle. Au 64, il faut se hasarder jusqu'au fond de la cour et se retourner. Ici, sous ce marronnier, devant son hôtel particulier XVIII^e, Victor Hugo faisait la cour à Juliette Drouot avant que le poète Jehan Rictus ne leur succède.

SOIRÉE

Une boîte pour 120 nuits

La musique est synthétique, du rap électronique. Aux platines, les dis-jockeys de Radio-Cité-96 se succèdent. La couleur est la même que celle de la station : fourneuse, à l'avant-garde, parfois un peu trop obscure et systématique. La discothèque est une vaste piste : on danse - ou pas - à l'enduit nu l'on se trouve, seul ou en groupe, un verre à la main. La circulation est difficile, l'effet statique. Sur les côtés, quelques chaises et quelques tables sont disposées de façon informelle, on consomme plutôt debout. Le bar est dans une autre salle, derrière : on peut y manger

une crêpe pour 10 francs en regardant des vidéos. Les décors changent tous les soirs. Trois étages mobiles et modulables accueillent des expositions de peinture, des performances « live », et parfois même, le public qui devient acteur de son spectacle.

« On en avait assez d'attendre 1 heure du matin pour aller danser. Marre de se faire refuser l'entrée des Bains-Douches et du Privillage. En ouvrant à 9 heures, explique Alain Périssé, directeur de Cité-96, nous avons avancé de deux heures les habitudes des gens de la nuit. En acceptant tout le monde, nous avons créé un endroit cosmopolite. On n'avait pas vu ça depuis le Palace.

Pourtant aux beaux jours du Palace, régnait une ambiance de fête, de gaieté clinquante. Ici, c'est un peu triste. Les couleurs, la musique appellent des mouvements mécaniques. Les novos oboient les habas après des punks, les post-modernes se mêlent aux nouveaux romantiques et aux pseudo-machins mais les différentes ethnies se regardent en chiens de faïence. Réunis, ils s'annulent, perdent leur différence, pour s'offrir plus qu'une attitude : le dégoût. L'anti-élitisme, finalement, est un uniforme.

ALAIN WAIS.

PLEIN AIR

Le XIX^e dans le 9^e

Laissons les hôtels de passe, descendons la rue Pigalle pour n'abiquer vers le 16 rue Chapal. Au bout d'une allée charretière se niche la maison Restauration du peintre Ary Scheffer. Un coin d'Italie, miraculeux, avec une serre, des ateliers séparés de jardins nés Scheffer travailla pendant trente ans, recevant chaque vendredi les illustres de son temps. Sa demeure, devenue musée (1), abrite derrière des persiennes closes les souvenirs et les bijoux les plus personnels de George Sand. On se sent presque indiscret.

Laissons-nous glisser le long de la rue Hemmer, qui prend juste en face, puis de la rue Pigalle tourner rue de la Tour-des-Dames. Entrons dans la cour de la Sécurité sociale, au 11, pour prendre à revers l'enfilade secrète des jardins et des façades de trois hôtels particuliers. Dans le premier décalant le célèbre comédien Talma, gloire de l'Empire ; dans le suivant, plus modeste et féminin, vécut M^{me} Duchesnoy, sociétaire du Théâtre Français. Et au bout de la rue, n'hésitez pas, en semaine, à pénétrer dans le hall polychrome de l'ancien hôtel de M^{me} Mars, amie et rivale

de la précédente. Les employés de la compagnie d'assurances qui occupent ce lieu ravissant ne sont pas encore excédés par les curieux, rares, il est vrai.

Juste en face, aux numéros 2, 4 et 6, d'autres demeures Restauration s'épanouissent en leurs jardins. Dans celle du coin de la rue, d'admirables proportions, Juliette Forget recevait son amant Eugène Delacroix, s'il vous plaît, venant de son atelier de la rue Notre-Dame-de-Lorette. Ces « maisons de campagne » sont aujourd'hui serrées comme un peureux troupeau au milieu de méchantes bâtisses qui les cernent. Une oasis dans Paris.

Quelques pas encore et au 14 de la rue de La Rochefoucauld, cotrons dans l'ancienne demeure du peintre Gustave Moreau (2). Drie de personnage, rêveur et méticuleux, illustre et secret. Etrange musée aussi : un dédale de pièces intimes et de vastes ateliers, une caverne d'Ali Baba n'est conservée près de six mille peintures, dessins et aquarelles. Mais les vrais trésors sont cachés dans des meubles à système et des doubles cloisons qu'il faut absolument faire ouvrir.

Enfin, un peu plus bas au numéro 6, passez sous les hideux piliers d'une banque pour découvrir dans la cour un hôtel particulier du XVIII^e siècle, l'un des plus anciens du quartier. A la veille de la Révolution, y résidait le sculpteur préféré de M^{me} de Pompadour : un nommé Pigalle (3). C'est cela la Nouvelle-Athènes, une surprise à chaque enjambée.

MARC AMBROISE-RENDU.

- (1) Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40.
- (2) Ouvert tous les jours de 10 h à 12 h 45 et de 14 h à 16 h 45, sauf lundi, mardi et jours de fêtes.
- (3) Lire la Nouvelle-Athènes, de Marc Gaillard, dans le mensuel Ville de Paris, novembre 1983.

BON BEC...

Les « papes » à cran

ASSERRE, Taillevent, Tour d'argent... Tour d'argent, Taillevent, Lasserre... Pour les gourmands du monde entier, ce sont les « Meccas » de leur gourmandise. Des monuments à Paris à la fourchette. Plus visités peut-être que la tour Eiffel, le tombeau de l'Empereur et le Lido réunis.

Pour beaucoup de Français, c'est un rêve de fête. Pour les Américains aussi. Ne nous étonnons pas, alors, qu'ils affichent complet, comme dans les théâtres à succès. Même si la clientèle a quelque peu changé. Avec le dollar à 800 F, dit Claude Terrail, il suffit d'un grand papier sur Paris dans la New York Times pour que le chauffeur de taxi du Bronx qui fait un rêve débarrasse la Tour ! C'est alors, pour cette clientèle, la chasse aux souvenirs : « J'ai dit, dit Lasserre, remplacer par du « plaqué » mes petites cuillères en vermeil : elles disparaissent trop vite ! »

C'est ainsi que tout n'est pas splendeur pour les très grands, et que le quotidien cache de constantes difficultés : « Nous sommes condamnés à maintenir notre succès », dit Jean-Claude Vrinat (Taillevent).

Cette « maintenance » est leur quotidien souci, exige un effort constant. Une grande maison comme les leurs, c'est non seulement le capital investi mais un réinvestissement permanent, une constante re-création, une perpétuelle recherche de la qualité.

C'est aussi que le client ne leur passe rien. Surtout l'inhabituel, celui d'un jour et qui revient à ce jour : il recherche la faille, ne laisse rien passer et quelquefois se croit tout permis, y compris d'arriver sans cravate, voire en manches de chemise.

« Je suis intraitable », dit Jean-Claude Vrinat (qui s'empare de quelques clients en blousons sont des collègues).

« Nous proposons des cravates », dit René Lasserre.

« Aux dîneurs d'être les chemises élégamment nuverta d'outre-Atlantique est acceptée », dit Claude Terrail, mais nous nous arrangeons pour les placer dans un coin ! »

Et tous les trois sont d'accord : leur métier est une école de psychologie.

Mais la psychologie ne s'apprend ni ne s'applique dans un bureau. C'est sur le tas qu'il faut agir : peu de chefs d'entreprise restent tant de temps dans leur maison que ces hommes de ménage, pour qui les connaît mal. Et c'est bien, hélas ! ce que l'administration ne semble pas comprendre. On applique à cet artisan une législation, les normes industrielles.

« Tôt ou tard, dit Lasserre, nos maisons sont vouées à la

disparition : nous ouvrons à contre-courant ! »

C'est, en effet, que, partout ailleurs la machine remplaçant l'homme ou l'aidant dans son travail, la rémunération de celui-ci tend à diminuer sur l'ensemble des frais généraux, alors qu'en restauration c'est tout le contraire. Salle, cuisine, bureau, cave, du chasseur au plongeur, du maître d'hôtel au gros bonnet, ils sont entre un et demi et deux par client, par couvert, chez Lasserre comme au Taillevent et à la Tour ! Ne nous étonnons pas que les frais généraux augmentent plus vite que les additions et que l'augmentation des recettes se traduise par une baisse de rentabilité !

Ces petits frais, aussi, qui font en fin de compte, de grosses sommes, ces « ustensiles » du décor de la pièce qui se joue pour et devant le client, hier encore, faisaient partie du « couvert ». On l'a supprimé. Il faudrait le rétablir, du moins pour ces restaurants de prestige, mais nous y reviendrons. En attendant, tout comme au théâtre, le public applaudit (ou siffle) sans rien savoir - ni vouloir savoir et avec raison - de ce qui se passe en coulisse : « Imaginez-vous qu'il faut à l'année (et même les jours de fermeture, note J.-C. Vrinat) deux secrétaires pour s'occuper uniquement des réservations ? »

Car la réservation, ce n'est pas seulement le coup de fil de la veille, mais les lettres, venues du monde entier, et quelquefois retenues un an à l'avance ! « Quant à l'attente par jour », dit Vrinat, « Quarante rien que de la « d'attente », dit Terrail, « Entre trente-cinq et quarante », assure Lasserre, qui ajoute, et la réponse ne doit pas être simplement un accusé de réception ! Et quelquefois il y a une réponse à la réponse ! »

Où, imaginez-vous cela, même dans les écoles hôtelières ?

Claude Terrail parle du « prix des vœux ». L'impression de la carte, l'enveloppe, les timbres... Des milliers d'étrangers pour qui tous les ans, en janvier, la France n'est pas seulement ce qu'ils ont lu dans leur journal, mais une petite image de gentillesse venant de là-bas. Une image qui rapportera des devises !

Où, on comprend l'importance de ces chefs d'entreprise qui sont un peu plus que cela, des ambassadeurs. Et des artistes. Et des psychologues !

A la Tour, « il a » vaient tous être près de la fenêtre pour voir Notre-Dame. Chez Lasserre, sous la toit ouvrant pour admirer les étoiles. Au Taillevent, dans la salle boisée toute d'élégance parisienne. Le tour de force est de les placer ailleurs et qu'ils vous en remercient...

ROBERT J. COURTINE.

VOTRE TABLE EN ILE-DE-FRANCE

		RIVE DROITE	
EL PICADOR	387-28-87	Déjeuner, dîner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : zambas, gambas, localos, calamars tutti. P.M.R. 120 F. 2 formules : 62 F s.a.c., 75 F s.a.c. avec spécialités. SALONS.	
LA RADE MARAIS	277-59-98	Salades : égyptienne, du che. de canard. Décor de courgettes et ses plats : confit de lapin grillé d'oie, haché petit légumes. Desserter maison.	
L'ESCAPADE EN TOURAINE	343-14-96	Spéc. tourangelles : rillons, rillettes, rognons Val-de-Loire, soles farcies, tourmedes chinoises. Vins de Loire, gamay de Touraine, chinos. P.M.R. 130 F.	
LES POTIERS	261-26-19	Cuisine raffinée. Spéc. de poissons. Cassoulet de poissons. Soufflé de truites aux raisins. Carte environ 200 F.	
LE VERGER DE MONTMARTRE	252-12-70	Michel MORAZIN, cuisinier. Une formule gastronomique à 130 F s.a.c. Cuisine évolutive. Vins de propriétés. Jolies tables, jolies vaisselles.	
LE POTIRON	233-35-68	Dans un décor original aux tentes pastel, une équipe de femmes. Cuisine imaginative. Ouv. 12 à 23 h. Menu 58 F s.a.c. Midi : formule petits plats.	
CHEZ LE BARON	205-72-72	Alain et Annie CHAUVÉAU. Déj., dîners jusqu'à 22 h. CUISINE TRADITIONNELLE ALLEGÉE. Plats saison. Spécialités de POISSONS.	
LE POTAGER DES HALLES	256-23-96	Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1 ^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.	
CHEZ DIEP	256-23-96	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.	
GASPARD DE LA NUIT	277-90-53	Déjeuners, dîners jusqu'à 23 h. CUISINE NOUVELLE. Spécialités de POISSONS. Menu 95 F s.a.c. et carte.	
A. BERANGER	272-72-45	Menu à 60 F s.a.c. Carte 80/100 F avec ses grillades. Magret et confit de canard maison. Sa carte de desserts maison.	

		RIVE GAUCHE	
AU LAC DE COME	322-52-35	Spécialités de plats fraîches et de plats typiques. Une belle image de la gastronomie italienne.	
LE SYRANTE	222-21-56	Cuis. traditionnelle. Menu gastronomique 125 F s.a.c. Foie gras maison. Escargot grillé. Filet saumon aux morilles. Marquise chocolat. Salle 30 à 100 personnes.	
L'ALSACE A PARIS	326-89-36	UNE SOIRÉE A SAINT-GERMAIN... Choucroutes, grillades, poissons, coquillages. SALONS. Parking. Ecole de médecine.	
AISSA FILS	548-07-22	Jusqu'à 0 h 30, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FES. Pastilla, Couscous-Bourre. DESSERTS MAISON. Réservation à partir de 17 h.	
CHEZ FRANÇOISE	551-87-20/705-49-03	Menu à 90 F. Grands crûs de Bordeaux en carafe. Dans une oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au 46. Froid soir et lundi. Parking privé, entrée face au 2, rue Faber.	

		HORS PARIS	
CHATEAU DE LA CORNICHE	093-21-24	PANORAMA AUTOMNAL EXCEPTIONNEL sur les bords de la Seine. Une étape gourmande. Sa table, son vin d'eau de mer. A 40 min. de Paris, et ses chambres confortables.	
L'ESCARCOT	866-64-22	Foie gras frais maison, carte saisonnière : confit de canard, plateaux de 40 fromages, desserts et sorbets maison. Sur commande, plats à emporter. P.M.R. 150 F.	

VOTRE TABLE EN ILE-DE-FRANCE

		POISSONS	
AUX DELICES DE SZECHUEN	241-09-99	13, rue Taylor, 10 ^e - 208-89-72	
PAIS DE L'EST	186, 18, St-Martin	AMBASSADE MARSEILLAISE	
O' BRASIL	354-98-56	La vraie bouillabaisse, alléluia complet.	
CUISINE BRÉSILIENNE	354-98-56	Bistrot charentais	
GUY	354-98-56	Parce que Paris est aussi fait de la province (poissons et coquilles).	
PITCHI POI	277-46-15	OUVERT LE DIMANCHE	
CUISINE JUIVE	277-46-15	NICOLAS	
LA CLOSERIE DES LILAS	326-70-50	246-84-74/770-10-72	
CUISINE IMAGINATIVE	326-70-50	354-98-56	
AUX CLOCHES DE VILLEDIEU	326-70-50	354-98-56	
BISTRO D'HUBERT	326-70-50	354-98-56	
CUISINE ANTILLAISE	326-70-50	354-98-56	
LA PALETTE	326-70-50	354-98-56	
LE MACOUBA	326-70-50	354-98-56	
LA BELLE FRANCE TOUR EIFFEL	326-70-50	354-98-56	
VIANDS ET GIBIER	326-70-50	354-98-56	
AU CLAIR DE LA LUNE	326-70-50	354-98-56	
AU GRILLADIN	326-70-50	354-98-56	

مكتبة الأمل

France

LA FIN DE LA PREMIERE LECTURE DU PROJET DE BUDGET

Le lobby agricole n'est plus ce qu'il était...

Les agriculteurs ne manquent pas de défenseurs à l'Assemblée nationale. Sur tous les bancs. L'ambitieux projet de réforme de la fiscalité agricole préparé par le gouvernement a dû être atténué devant la pression de certains élus socialistes de circonscriptions rurales (le Monde du 10 novembre). Aux yeux de l'opposition, cela n'a pas encore été suffisant : elle a, vendredi 18 novembre, en séance publique, durement critiqué le mécanisme mis au point par la commission des finances (le Monde du 11 novembre). Mais le lobby n'est plus ce qu'il était : ils n'étaient qu'une vingtaine en séance pour un sujet qui, y a quelques années, aurait mobilisé au moins la moitié des députés !

Pourtant, il s'agit bien, comme l'a fait remarquer M. Pierre Micaux (U.D.F., Aube), d'une réforme fondamentale puisque, pour la première fois, l'objectif est de rapprocher le mode d'évaluation des revenus des agriculteurs de ceux des autres Français, alors que, jusqu'ici, la tendance était d'accroître les différences (par exemple, les exploitants agricoles ne seront plus les seuls à pouvoir échapper à la communication à l'administration fiscale des documents comptables dont elle estime avoir besoin).

Si le R.P.R. et l'U.D.F. ne contestent pas la nécessité d'une « meilleure transparence des revenus agricoles », ils s'opposent à bien des mesures les permettant. Encore ne sont-ils pas unanimes dans certains refus : quand M. Micaux et M. Jean-Paul Charité (R.P.R., Loiret) s'opposent à la suppression du système des avances sur culture, M. Gilbert Mathieu la juge comme « une bonne mesure », même s'il eberche à en atténuer les conséquences, ce que fait aussi la majorité en étendant sur cinq ans, et non sur trois, comme l'avait prévu le gouver-

nement, les conséquences fiscales de sa mise en application.

P.S. et P.C. sont aussi, de temps en temps, quelque peu réticents. Ainsi, sur le problème des stocks à rotation lente, M. André Soury (P.C., Charente) se reconnaît « gêné aux entournures », et M. Jean-Jacques Benetiere (P.S., Loire), le spécialiste de la fiscalité agricole pour son parti, avoue que, si le nouveau système est avantageux pour les éleveurs, il ne règle pas le dossier des viticulteurs.

L'opposition, pour sa part, veut conserver le maximum d'avantages pour les agriculteurs. M. Edmond Alpbaberry (U.D.F., Maine-et-Loire) expliquant clairement qu'il ne voit pas l'intérêt de supprimer « un effet bienfaisant » lorsque « la fiscalité était favorable ». Ainsi M. Charité souhaitait-il que l'agriculteur puisse choisir entre « réel » et « forfait » une fois connues les conséquences fiscales pour lui des deux systèmes. De même, il accepte que soit relevé le plafond jusqu'au niveau duquel le « réel simplifié » peut être choisi, mais refuse corrélativement l'abaissement du plancher au-dessous duquel il remplace obligatoirement le forfait !

Le gouvernement et la majorité ont tout autre logique. Ils ne cherchent pas, affirme M. Pierret, à augmenter les recettes fiscales en provenance du monde agricole, mais, explique M. Emmanuel, cette réforme a un triple souci : « La transparence, la justice et la pédagogie ». Ils pensent, l'un et l'autre, en effet, que les agriculteurs ont tout intérêt à se doter d'une comptabilité simplifiée. C'est en ce sens que M. Pierret peut affirmer : « Nous sommes les véritables défenseurs de l'agriculture ». Les électeurs ruraux en seront-ils convaincus ?

Th. B.

DÉNONÇANT UNE « ÉVASION FISCALE LÉGALE »

M. Pierret estime que les agriculteurs ne doivent pas « échapper à l'effort »

Dans son rapport sur la deuxième partie du projet de loi de finances, M. Christian Pierret (P.S., Vosges), rapporteur général de la commission des finances, insiste longuement sur la spécificité de la situation des agriculteurs au regard des impôts et des cotisations sociales. Il fait d'abord remarquer que raisonner comme si l'agriculture « était composée d'exploitants aux revenus homogènes » conduit « à tomber dans le piège que tendent certains organismes professionnels qui dissimulent l'intérêt des plus riches derrière les préoccupations légitimes de la masse des agriculteurs ».

A propos de la protection sociale des agriculteurs, M. Pierret reconnaît que, souvent, les prestations qu'ils touchent sont moins élevées que celles dont bénéficient les autres catégories sociales, mais il ajoute que, pour l'ensemble de la sécurité sociale, les cotisations représentent 83 % des ressources en 1982, alors que, pour la partie spécifiquement agricole, elles ne sont que de 17,7 %, selon les comptes de l'INSEE. Ainsi, explique-t-il, « 95 % environ des agriculteurs paient moins de cotisations sociales que n'en supporte un salarié payé au SMIC, port patronale plus part salariale ». L'État doit donc apporter 20 % de recettes de la protection sociale des agriculteurs. Résultat : les interventions sociales de l'État représentent une part croissante de ses aides à l'agriculture (35,4 % en 1970, 48,1 % en 1984) alors que, dans le même temps, l'importance relative des sommes consacrées à l'investissement diminue (15,4 % en 1970, 8,4 % en 1974, 5,6 % en 1980, 3,4 % en 1984).

Pourtant, l'État fait un effort important en faveur de l'agriculture, de l'ordre de 100 milliards de francs l'an prochain, ce qui représente 60 % de la valeur ajoutée brute de la branche agricole. Selon M. Pierret, la « nécessité » de l'effort de la collectivité pour l'agriculture « sera d'ailleurs d'autant mieux comprise qu'il apparaîtra clairement que cer-

tains agriculteurs n'en retirent pas un bénéfice excessif ».

Le rapporteur général s'appuie sur les études du conseil des impôts pour souligner « la forte sous-estimation du revenu fiscal agricole » qui, d'après lui, « est en moyenne un tiers de la moitié du revenu réel ». Il ajoute : « Au moment où la situation économique nécessite de tous des efforts qu'il convient de proportionner aux capacités contributives réelles de chacun, on ne saurait comprendre qu'une catégorie entière d'agents économiques échappe à cet effort ».

M. Pierret explique, ensuite, qu'il ne s'agit pas de « fraude » mais d'une « évasion fiscale légale ». Il en donne de nombreux exemples, en dehors même du système du forfait : les avances sur cultures qui permettent, jusqu'à entre anné, de déduire les charges avant que ne soient comptabilisées les recettes ; les taxes réduites de la T.V.A. et de la taxe sur les carburants ; la possibilité de faire varier, d'une année sur l'autre, la durée de l'exercice comptable en fonction de l'intérêt fiscal de l'agriculteur ; le système d'écrêtement des revenus, qui permet, par exemple, de diviser par cinq le revenu d'une année particulièrement bénéficiaire ; la non prise en compte, dans le bénéfice imposable, jusqu'en 1980, des aides aux revenus accordés par l'État, comme celles permises par l'impôt sur la succession ; le système du prix « fiscal moyen du vin », qui oppose des recettes calculées individuellement à des charges évaluées collectivement et qui bénéficie d'un abattement moyen de 25 %, « dépourvu de tout fondement » législatif.

Le rapporteur observe que ce système fiscal particulier pour l'agriculture est « peu incitatif », car il est « incontestablement plus avantageux pour les exploitants qui n'investissent pas que pour celles qui s'équipent » et parce qu'il ne stimule pas « le développement de la comptabilité ».

Le paiement par chèque sera obligatoire à partir de 10 000 francs

L'Assemblée nationale a adopté, le vendredi 18 novembre, en première lecture, le projet du budget de l'État pour 1984, les députés du P.S. et du P.C.

Au cours d'une deuxième délibération de certains articles, les crédits ont été augmentés de 278,33 millions de francs et, ainsi, portés à 939 600,33 millions de francs. Le déficit est actuellement fixé à 125 796,33 millions de francs, au lieu des 125 800 millions de francs prévus initialement.

Dans la discussion des articles de la deuxième partie du projet, non rattachés à un budget ministériel précis, les députés ont notamment décidé :

● PERQUISITIONS. — A la demande du gouvernement, et malgré les craintes de M. Edmond Alpbaberry (U.D.F., Maine-et-Loire), une nouvelle base juridique est donnée à la possibilité, pour les agents des impôts, de perquisitionner les contribuables, en améliorant les garanties de ceux-ci, puisque ces perquisitions nécessiteront, a précisé M. Emmanuel, secrétaire d'État au budget, l'accord d'un magistrat du tribunal de grande instance ou d'instance.

● PAIEMENT PAR CHÈQUE. — Par l'adoption d'un amendement de M. Robert-André Vivien (R.P.R., Val-de-Marne), auquel s'est opposé le P.C., le seuil au-delà duquel le paiement d'un bien ou d'un service devra être effectué par chèque ou par carte de crédit est fixé à 10 000 francs, alors que le projet gouvernemental prévoyait 5 000 francs. A la demande de

L'argent de poche

Il est de tradition que, à la fin de la discussion budgétaire, le gouvernement, lors d'une deuxième délibération, propose d'augmenter quelques crédits jugés insuffisants et, ainsi, respecte certains engagements pris par les ministres au cours de la discussion de leur budget.

Pour ce faire, cette année, certains droits de timbre ont été augmentés, ferraissent quelque 300 millions de francs de recettes supplémentaires, de l'argent de poche » en quelque sorte. Cela a permis d'accroître notamment : 5 millions de francs à diverses allocations agricoles ; 20 millions de francs à la police ; près de 22 millions de francs au ministère des affaires sociales ; 8 millions de francs pour les bourses de l'enseignement agricole ; 15 millions de francs de plus à l'indemnité spéciale de montagne ; 7,5 millions de francs au ministère de l'Industrie, spécialement pour l'inventaire charbonnier national ; 17 millions de francs aux services de secours et d'incendie ; 12 millions de francs à l'aide à l'hydraulique agricole ; 21 millions de francs au budget de la recherche ; 30 millions de francs supplémentaires à la dotation globale d'équipement des départements ; 5 millions de francs pour la reconversion des zones minières ; 12,5 millions de francs pour la réorption de l'habitat insalubre ; 36 millions de francs pour l'enseignement supérieur.

Il n'est, aussi, décidé de transférer du budget du ministère de l'économie à celui de l'Industrie les 10,9 milliards de francs prévus pour les dotations en capital des entreprises publiques. En revanche, les députés socialistes n'ont pas accepté de revenir, comme le souhaitait le gouvernement, sur leur refus, exprimé lors de la discussion du budget de l'éducation nationale, de voir augmentée de 40 % à 45 % la participation des familles aux frais de demi-pension et de pension des élèves, et cela pour permettre une augmentation des bourses scolaires.

Th. B.

M. Christian Pierret (P.S., Vosges), rapporteur général de la commission des finances, cette obligation ne s'imposera pas « aux porteurs non-commerçants n'ayant pas leur domicile fiscal en France ».

● AUGMENTATION DES ACOMPTES PROVISIONNELS. — Le délai pour le paiement des impôts directs est ramené, dans tous les cas, de trois mois à deux mois, après la mise en recouvrement du rôle. Le gouvernement a fait, aussi, voter un amendement prévoyant que les acomptes mensuels et les tiers provisionnels ne tiendront pas seulement compte, en 1984, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques payé en 1983, mais aussi, pour ceux qui y sont assujettis, de la majoration exceptionnelle créée par le plan rigueur de mars dernier.

● TAXES COMMUNALES. — Un accroissement, proposé par M. Michel Berson (P.S., Essonne), des droits de licence des débitants d'alcool, à partir du 1^{er} janvier 1985, a été voté. Il pourra aller jusqu'à une multiplication par vingt. M. Emmanuel a fait admettre la possibilité, pour les collectivités territoriales, d'exempter de taxe professionnelle, dans la limite de 50 % et dans les villes de moins de soixante-dix mille habitants, les petites salles de cinéma.

● PUBLICITÉ DES IMPÔTS. — M. Dominique Taddei (P.S.,

Vaucluse) a fait préciser que la liste tenue à la disposition du public, dans les directions des impôts, sans qu'il puisse être fait état de renseignements qui y figurent, comprendra, non seulement l'impôt sur le revenu de chaque contribuable, mais aussi son revenu imposable, l'impôt fiscal, dont il pourra disposer et, éventuellement, son impôt sur les grandes fortunes et celui sur les sociétés.

● MORTS EN SERVICE COMMANDE. — Comme il l'avait promis après l'attentat de Beyrouth, le gouvernement a fait adopter, à l'unanimité, un amendement prévoyant que les pensions de retraite attribuées aux veuves ou aux orphelins des gendarmes tués au cours d'une opération de police, aux fonctionnaires et aux militaires, y compris du contingent, tués « dans un attentat ou au cours d'une opération militaire, alors qu'ils se trouvaient en service ou en mission à l'étranger », sera égale au montant du traitement ou de la solde de la personne décédée.

● RETRAITE DES GENDARMES. — Comme l'avait promis M. Charles Hernu, le calcul de la pension de retraite des gendarmes prendra progressivement en compte « l'indemnité de sujétion spéciale de police ». Cette amélioration se fera progressivement sur quinze ans.

THIERRY BRÉHER.

LE 83^e CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Une difficile synthèse entre M. Rossinot et M. Stirn

M. Didier Bariani, qui souhaitait briser un troisième mandat de président du parti radical, n'a pu maintenir sa candidature. Réunis en congrès, à Paris, pour trois jours, les radicaux valaisiens n'ont pas voté, vendredi 19 novembre, à la majorité des deux tiers qui était requise, la réforme des statuts du parti, qui aurait autorisé leur président sortant à se présenter à nouveau. 581 délégués ont voté pour, 378 contre. 61 voix ont manqué pour atteindre le seuil des 666.

M. Bariani s'est retiré « sans rancune », mais avec la tristesse « pour l'action qu'il a menée ». Il a manifesté l'intention d'être « à nouveau candidat à la présidence un jour ».

Dès l'annonce des résultats, M. André Rossinot, son second, député (U.D.F.) de la Meurthe-et-Moselle et nouveau maire de Nancy, a fait acte de candidature. Il n'a affirmé sa solidarité, une « solidarité sans faille », avec la ligne politique du parti radical : celle de « l'opposition républicaine en parfaite cohérence », a-t-il dit, avec nos partenaires de l'U.D.F. et dans l'union de l'opposition.

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, conseiller de Paris, a maintenu sa candidature, tout comme M. Olivier Stirn, député (U.D.F.) du Calvados, qui estimait déjà, vendredi soir, avoir remporté une belle victoire. M. Stirn a rencontré, samedi matin, M. Rossinot pour lui proposer une « alliance dans la bataille ». Autrement dit, pour proposer que M. Rossinot s'engage, en cas de victoire, à la présidence du parti, devant le comité exécutif du parti, comme son secrétaire général. De la même façon, M. Stirn, s'il était élu président, s'engageait à prendre M. Rossinot comme secrétaire général.

M. Rossinot a refusé cette proposition. Le député du Calvados avait l'intention de rendre publique sa démarche, afin de laisser à M. Rossinot la responsabilité d'avoir refusé de réaliser une « synthèse » des tendances qui s'expriment au parti radical.

Cette synthèse semblait toutefois difficile à réaliser entre un homme qui, dès aujourd'hui, veut reconstruire les radicaux de gauche pour préparer une réunification de la famille radicale et des listes communes aux élections législatives de 1986, et un homme, M. Rossinot, qui juge prématurée une telle démarche. S'il jugeait suffisamment forte la volonté de réunification exprimée

par les valaisiens, M. Rossinot pourrait cependant, à défaut de proposer le secrétariat général à M. Stirn, lui accorder une autre place de choix dans le nouvel organigramme du parti.

Le parti radical, qui aime les congrès et rebondissements, pourrait encore offrir des surprises. Samedi, les négociations de couloir devaient occuper davantage les congressistes que le débat sur le document d'orientation — « la triple urgence » — qui leur était soumis. Ce document propose notamment de « sauver l'entreprise, reconstruire l'école de demain et retrouver un esprit de défense ». M. Yves Galland, conseiller de Paris, envisageait d'annoncer sa candidature à la présidence s'il n'obtenait pas, lui aussi, l'assurance de devenir le secrétaire général du parti radical. Une hypothèse à laquelle s'opposait violemment M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, son ennemi attitré.

Ce poste de secrétaire général était évidemment l'objet de bien des convoitises. Il est vrai qu'il constitue un bon tremplin pour la présidence du parti qui devra être indubitablement renouvelée en 1987, à la veille de l'élection présidentielle.

M. BARRE : M. Mitterrand parle avec forfanterie de l'indépendance nationale

(De notre correspondant.)

La Roche-sur-Yon. — Sous un chapiteau, près de trois mille personnes ont accueilli vendredi soir 18 novembre, à La Roche-sur-Yon, M. Raymond Barre. Invité par son ancien directeur de cabinet, M. Philippe Mestre, député (U.D.F.) de la première circonscription de la Vendée, l'ancien premier ministre n'a eu aucun mal à enthousiasmer son auditoire, dans un département où 57 % des enfants sont scolarisés dans le privé, en préisant la liberté de l'enseignement.

Après avoir affirmé qu'il ne critiquerait jamais l'enseignement public pour défendre l'enseignement privé, M. Barre a mis en garde les parents et la hiérarchie catholique contre les « pièges » qui peuvent leur être tendus actuellement, selon lui, par la majorité. Il a dénoncé la nouvelle loi sur la presse qui prépare le gouvernement, et estimé qu'il faudra un jour faire en sorte qu'un pouvoir quel qu'il soit ne puisse intervenir sur les médias.

M. Raymond Barre a ironisé sur la force de dissension qui suscite aujourd'hui tant de fierté chez le président de la République. « On ne parle pas avec forfanterie de l'indépendance nationale lorsqu'on accepte de faire de la France un pays aussi endetté que le Mexique ou le Brésil », a-t-il déclaré. Le député du Rhône a estimé que M. Mitterrand avait transformé « l'heure de vérité » d'Antenne-2 en une opération télévisée de mise en condition de l'opinion publique.

La France, la sécurité européenne et

Il n'y a pas de pacifisme français — du moins si l'on entend par « pacifisme » le mouvement d'opinion apparu en Europe du Nord après la décision de l'OTAN d'opposer aux SS-20 soviétiques des missiles américains Pershing et Cruise, — mais il existe

des organisations, qui font de la lutte contre le danger de guerre et pour le désarmement le thème de leur action.

A côté du parti communiste et des mouvements qu'il a ranimés ou créés après la

décision de l'OTAN, divers courants tentent d'acclimater en France le pacifisme des pays voisins.

En dépit de l'appoint de la C.F.D.T. et de l'approbation de la Fédération protestante de France, ils se heurtent à la position prise

par l'épiscopat le 8 novembre et semblent loin de pouvoir entamer le consensus des principales forces politiques, hormis le P.C.F., en faveur des positions fermes adoptées par le président de la République face à l'Union soviétique.

LA POSITION DES PRINCIPALES FAMILLES POLITIQUES

Un consensus dont le P.C.F. s'exclut

Concordances et divergences chez les « pacifistes »

Les divergences n'ont cessé de s'accroître au sein du pacifisme français, autour de deux enjeux fondamentaux : l'appréciation du système soviétique et l'attitude envers la dissuasion nucléaire. Le CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe) se veut antitotalitaire et anti-bloc. Le Mouvement de la paix reste, à l'inverse, prosoviétique et volontairement ambigu sur la défense française.

C'est contre l'allégeance communiste du Mouvement de la paix que le CODENE a vu le jour, en novembre 1981. Aux positions communistes anti-Pershing, le CODENE a ajouté une égale opposition aux missiles soviétiques. « Ni Pershing ni SS-20 », tel fut et tel demeure le plus petit slogan commun aux différentes organisations qui soutiennent, depuis deux ans, les initiatives du CODENE. Et le CODENE équilibre l'antiaméricanisme de son offensive anti-Pershing par autant de virulence à l'égard du régime soviétique.

Symétrie des menaces, complexité objective des deux blocs contre les deux Europe, nécessité d'un non-alignement des nations européennes, sont autant de justifications au patronyme même du Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe, du Portugal à la Pologne. Et, comme la France n'est pas une île entre Lisbonne et Varsovie, l'hostilité au nucléaire national apparaît, logiquement, complémentaire du neutralisme du CODENE. Son anticomunisme original y trouve même un surcroît de légitimité : le CODENE n'a cessé de dénoncer ce qu'il estime être l'hypocrisie du Mouvement de la paix, pacifiste pour tout le monde sauf pour la France. Pour lever le blocage des négociations de Genève sur les euromissiles, le CODENE propose de geler les arsenaux nucléaires des deux blocs, à charge pour la France de renoncer au système sous-marin nucléaire, aux missiles Hades, à la bombe à neutrons et aux essais nucléaires dans le Pacifique.

« J'aime la paix, non la guerre »

Le Mouvement de la paix, lui, s'est prononcé dès l'origine contre l'implantation des seuls missiles américains en Europe. Nulle place ici pour l'option zéro, co liant le non-déploiement des Pershing au démantèlement préalable des SS-20, les Etats-Unis se retrouvent accusés de vouloir simplement le désarmement unilatéral de l'Union soviétique ; le Mouvement de la paix ne peut y souscrire.

Mais il ne peut non plus accepter d'être constamment fustigé pour la partialité de ses positions. Harcelé d'autant plus sérieux, d'ailleurs, qu'il est profondément enraciné dans la mémoire nationale : la campagne de 1950 pour l'Appel de

Stockholm reste, pour beaucoup, synonyme de manipulation communiste du thème pacifiste. La crédibilité du Mouvement de la paix en souffre encore aujourd'hui. Aussi s'est-il récemment attaché à conjuguer sa campagne pacifiste avec autant d'exigence de pluralisme, voire d'apollitisme. Les nouveaux slogans du Mouvement de la paix donnent, depuis un an, dans l'abstraction, dans l'anonymat le plus général et le plus généreux possible : « J'aime la paix, non la guerre ».

Et le Mouvement de la paix est lui-même doublé par une nouvelle organisation, toute neuve, sans histoire et sans mémoire : l'« appel des cent ». Au bois de Vincennes, le 19 juin dernier, tous pouvaient se féliciter d'avoir gagné le pari de l'ouverture. MM. Alain Joxe, Roland Dumas, Pierre Sudreau et bien d'autres personnalités non communistes ont, en effet, signé l'appel lancé à cette occasion par les « cent » pour des négociations sur le désarmement à l'Est et à l'Ouest. Mais la géométrie des slogans ne vise pas seulement à dédramatiser ces deux organisations des traditions accusées d'allégeance. Elle permet, aussi, d'aborder le problème de la dissuasion nationale avec toutes les nuances qui s'imposent. En 1981, le Mouvement de la paix n'obéissait pas à un principe clair : le statut exceptionnel de la France : d'abord le surarmement américain, ensuite, « le moment venu », une éventuelle et lointaine réduction des forces françaises. En 1983, cette distinction s'est largement estompée. Le Mouvement de la paix comme les « cent » ont abandonné le raisonnement chronologique. On refuse tout nouveau missile sur le sol européen, on demande le gel de tous les arsenaux nucléaires, l'identité nationale des fusées perd toute valeur discriminatoire.

C'est sur ce point, sans doute, que la comparaison des positions respectives du Mouvement de la paix et du parti communiste est à la fois la plus intéressante et la plus complexe. La France était membre de l'alliance et les Soviétiques non seulement mis en cause dans la récente loi de programmation militaire, le P.C.F. estime qu'en ne peut dénier à Moscou le droit de prendre en considération l'arsenal français dans l'évaluation des forces en Europe. Mais M. Georges Marchais, favorable à la prise en compte, n'en maintient pas moins le principe de la modernisation des forces françaises, la C.F.D.T. entend, de son côté, « poursuivre sa propre réflexion sur sa conception syndicale de la défense nationale ».

Devant l'échec imminent des négociations de Genève, le CODENE et la C.F.D.T. ont, en revanche, trouvé un terrain d'entente sur ce double objectif : « Destruction des SS-20, non-implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains ». Dans l'ordre, la conviction antinucléaire des communistes n'est certes pas une nouveauté : la C.F.D.T. est constitutionnellement hostile au nucléaire. Il n'en va pas de même pour l'ancien ministre, dont le secrétaire général, M. André Bergeron, a exprimé le 8 novembre, son accord avec le président de la République : « Les euromissiles, a-t-il constaté, sont à l'Est ».

Insuffisant et divisé en 1981, le pacifisme ne tromblait guère les Français, sensibles à d'autres urgences. Entre la manipulation des uns et la marginalité des autres, l'opinion ne choisissait pas : cela s'appelle, en France, un consensus. Deux ans plus tard, l'inquiétude antinucléaire a incontestablement progressé. Le CODENE a été rejoint par la C.F.D.T. Le Mouvement de la paix, qui soutenait la C.G.T. comme le P.C.F., peut compter, de son côté, sur le soutien de l'extrême gauche. L.C.R. et P.C.M.L. confondus. Le pacifisme a grignoté, à gauche, tout ce qui n'est pas... socialiste.

NICOLE GNESSOTTO.

Le CODENE

Le CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire de l'Europe) nait, officiellement, le 11 novembre 1981. Le P.S.U., le M.D.P.L. (Mouvement pour la liberté, la paix et la liberté), le MAN (Mouvement pour une alternative non violente), sont à l'origine de cette initiative pour une Europe non alignée et dénucléarisée, du Portugal à la Pologne. Le CODENE n'est ni un mouvement ni une organisation, mais, plutôt, un centre de coordination, assez informel, d'antinucléaires refusant le monopole communiste des questions de la paix. Le comité refuse, d'ailleurs, le qualificatif de « pacifiste » et dénonce les connotations péjoratives que ce terme revêt traditionnellement en France.

La CODENE rassemble, aujourd'hui, vingt-trois organisations : socialistes, écologistes, pacifistes, antiracistes, anarchistes, libertaires ou féministes. Toutes ont rejoint le CODENE sur la base d'un programme minimal impliquant : le refus de la course aux armements ; la reconnaissance du risque de guerre ; une action ponctuelle contre le déploiement des Pershing-2 et pour le démantèlement des SS-20.

En 1983, après le rassemblement du 6 août au Lézac, le CODENE soutient la proposition de gel des arsenaux nucléaires et

Trois organisations

affirme que la France « doit manifester sa volonté de voir aboutir un tel processus [de désarmement] en arrêtant les essais nucléaires dans le Pacifique, les programmes de modernisation — missiles Hades, bombes à neutrons, saptième sous-marin — et la production du plutonium à usage militaire ».

(*) 23, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris. Téléphone : 281-48-92.

Le Mouvement de la paix

Le Mouvement de la paix nait le 20 avril 1949, salle Pleyel. Présidé alors par Frédéric Joliot-Curie, également président de l'organisation mère, le Conseil mondial de la paix. Le Mouvement connaît son apogée au début des années 50 : l'appel de Stockholm, du 19 mars 1950, recueille, en France, plus de quatorze millions de signatures hostiles à la bombe atomique. Le Mouvement de la paix intervient, ensuite, sur tous les grands problèmes de l'après-guerre avant de sombrer dans une lente décadence. L'affaire des euromissiles offre au Mouvement l'occasion d'une seconde jeunesse : plusieurs dizaines de milliers de personnes sont ainsi

réunies porta de Parin, le 25 octobre 1981, contre l'installation des Pershing et des missiles de croisière.

Le Mouvement de la paix refuse l'accusation de pro-soviétisme, dont souffra, depuis longtemps, l'organisation. Le bureau national compte en effet, outre des communistes comme MM. Jacques Denis et Michel Langignon, secrétaire national, des personnalités aussi diverses que MM. Pierre-Luc Séguin (membre du C.E.R.E.S., ancien rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, récemment nommé chef du service politique de T.F.1), Jacques Blacha (gaulliste de progrès) et Paul Duraffour, député (M.R.G.) de Saône-et-Loire.

Le Mouvement de la paix s'oppose pourtant, depuis trois ans, au seul déploiement des missiles américains et reprend, aujourd'hui, la proposition de gel des arsenaux nucléaires.

(*) 35, rue de Clusby, 75009 Paris. Tél. : 874-35-86.

L'Appel des cent

Dernière-née des organisations pacifistes importantes, l'Appel des cent s'est tenu à Paris, le 19 juin 1983, lors d'une « marche pour la paix » qui avait rassemblé deux

cent cinquante mille personnes à Paris.

Le 19 juin 1983, à Vincennes, l'Appel des cent réunissait à peu près autant de monde et recueillait plus de cent mille signatures contre la guerre et la course aux armements : « Nous voulons que les grandes puissances à l'Est et à l'Ouest empruntent le chemin d'une vraie négociation et nous souhaitons que la voie nécessaire au bon sens et à la générosité, la voie de la France, retentisse bien haut dans ce sens [...], nous voulons gagner la paix ».

D'avantage que le Mouvement de la paix, les Cent se veulent une organisation pluraliste, indépendante de toute pression politique et surtout communiste, mais elle est animée par M. Georges Séguin, membre du comité central du P.C.F., et un tiers de ses signataires, environ, sont communistes.

Mme Suzanne Prou et Edmond Charles-Roux, MM. Cavanna, Alain Desgrupes, Antoine Sanguinetti et bien d'autres ont, cependant, signé le texte de l'appel, soutenu, également, par le JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), les Gaullistes de progrès, les Paysans du Lézac, la MRAP, le SNES, la L.C.R., le P.C.M.L., la C.G.T. et le P.C.F.

(*) 15, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 502-18-00.

La «double décision» prise par l'OTAN le 12 décembre 1979 — déploiement de Pershing 2 et de missiles de croisière en Europe occidentale et ouverture préalable d'une négociation soviéto-américaine — avait donné lieu, le 20 du même mois, à l'Assemblée nationale, à un débat provoqué par les communistes, qui avaient interpellé le gouvernement à ce sujet (1).

Parlant, le premier, au nom du groupe communiste, M. Georges Marchais avait souligné que la décision de l'OTAN obligerait l'Union soviétique à prendre des « contre-mesures ». Le secrétaire général du P.C.F. avait affirmé que le déploiement de nouveaux missiles américains ne pouvait être considéré comme répondant à celui des SS-20 soviétiques, car il résultait d'un « programme de modernisation des armes nucléaires américaines », défini « bien avant la découverte des fusées SS-20 ».

Le secrétaire général du P.C.F. estimait que la France devait se prononcer pour l'ouverture immédiate de « négociations permettant la réduction, en Europe, des arsenaux nucléaires et conventionnelles, dans le respect de la sécurité de chaque Etat », proposer qu'une conférence se tienne à Paris, et demander aux pays concernés de « renoncer, devant cette perspective, à tout fait accompli ».

M. François Mitterrand avait observé l'existence d'un « consensus général [...] du moins dans les déclarations publiques, sinon dans les arrière-pensées », sur les principes devant assurer la sécurité de la France, notamment son appartenance à l'alliance atlantique, mais non son commandement intégré de l'OTAN, l'autonomie de ses forces et son refus de voir l'Allemagne dotée d'un armement nucléaire.

M. Mitterrand avait, ensuite, affirmé : « Dans la mesure où l'on peut s'informer, il semble que l'équilibre mondial est à peu près réalisé. Il avait ajouté : « Il me semble que les Etats-Unis ont su préserver une supériorité globale, mais, en Europe, la supériorité soviétique est établie. Il demandait : « Pourquoi ces fusées [soviétiques] pointées en direction de nos villes, de nos arsenaux, de nos installations militaires ? ».

Le premier secrétaire du P.S. avait souligné qu'il avait été le premier à proposer la mise sur pied d'une conférence européenne portant sur le « nucléaire civil, le nucléaire militaire, les ventes d'armes classiques, les mesures de confiance, les droits des personnes ». Il avait affirmé en conclusion : « Il y a des fusées des deux côtés, il faut qu'elles reculent des deux côtés ».

M. Raymond Barre avait, à son tour, souligné l'indépendance de la politique française de défense et rejeté toute accusation de retour sur bréchet dans l'OTAN, dont la doctrine — étrangère à la France — de

« riposte flexible » fondait, selon lui, la décision du 12 décembre. Le premier ministre avait expliqué que la France ne pouvait contribuer au débat, ni s'associer aux décisions prises. M. Barre avait rappelé, ensuite, la proposition faite par M. Giscard d'Estaing, en mai 1978, de réunir une conférence sur le désarmement en Europe.

Les deux groupes de la majorité d'alors n'étaient pas intervenus dans le débat, au motif qu'il résultait, en fait, d'une tentative du P.C.F. pour mettre le P.S. dans l'embarras.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., avait toutefois déclaré, dans les couloirs de l'Assemblée : « Dieu merci, la France est en dehors de tout cela, puisque, grâce au général de Gaulle, elle se situe en dehors de l'OTAN ». M. Roger Châtelet, président du groupe U.D.F., avait souligné, lui aussi, que la décision mise en cause était celle de « gouvernements étrangers ».

Les positions défendues, aujourd'hui, par le P.S. et par le P.C.F., sont globalement les mêmes qu'en décembre 1979.

P.S. : l'Union soviétique a créé un déséquilibre stratégique en Europe.

La motion présentée récemment, au congrès de Bourg-en-Bresse, par M. Lionel Jospin qui avait recueilli 75 % des mandats dans les fédérations souligne le « déséquilibre stratégique créé [en Europe] par l'U.R.S.S., en raison du déploiement massif et continu des SS-20 ». Le congrès du P.S. souligne la responsabilité de la négociation de Genève sur les euromissiles. Cela suppose, souligne-t-elle, que l'Union soviétique renonce à « obtenir tout à la fois le maintien de ce qu'elle a déployé, le non-déploiement des fusées américaines et le contrôle des forces françaises et britanniques », dont Moscou demande la prise en compte dans la négociation.

La motion de M. Jospin rejette « l'analyse manichéenne qui consisterait à dire que le pacifisme européen est « le mal », tandis que l'esprit de défense serait « le bien ». Sans aller jusqu'à affirmer, comme le proposait M. Jacques Hantzinger, membre du secrétariat national, que le pacifisme recèle « un embryon d'identité européenne », les majoritaires du P.S. proposent de « chercher à comprendre » ce mouvement, plutôt que de le « dénoncer abruptement ».

D'une autre façon, le CERES évite, lui aussi, de condamner trop brutalement le pacifisme, dans sa motion ne parlant pas. Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement soulignent que « la proximité de l'U.R.S.S. ne doit pas nous faire tomber dans la dépendance des Etats-Unis, qui tendent à transformer l'alliance atlantique [...] en une pure et simple hégémonie ».

P.C.F. : la dissuasion française doit être prise en considération dans le décompte des forces.

M. Georges Marchais a signé, le 12 juillet dernier à Moscou, avec M. Youri Andropov une déclaration commune des P.C. français et soviétique affirmant que, « si l'installation en Europe de nouveaux missiles américains par l'OTAN était finalement imposée, la course aux armements constituerait une nouvelle et dangereuse escalation ». Le P.C.F. a réaffirmé, à cette occasion, la nécessité d'aboutir à un accord à Genève, ce qui suppose, selon lui, que cette négociation soit ouverte « à tous les gouvernements européens », afin de parvenir à « réduire les armements au niveau le plus bas, en préservant l'équilibre des forces et en organisant la sécurité de chaque peuple et de chaque Etat ».

Cette proposition accompagne, dans la démarche des communistes, leur appui à la demande soviétique de prise en compte des forces nucléaires françaises dans la négociation sur les euromissiles. Cette demande est justifiée, notamment, selon le P.C.F., par la déclaration des sept principaux pays occidentaux, le 29 juin, à Williamsburg, affirmant que leur sécurité est « indivisible ». Constaté que la force de dissuasion française ne peut

qu'être prise en considération dans le cadre de ce décompte indispensable, c'est tenir compte, tout simplement, de la réalité telle qu'elle est », a déclaré M. Marchais le 19 juillet.

R.P.R. : envisager une dissuasion nucléaire européenne-américaine.

M. Jacques Chirac a déclaré, le 17 octobre dernier à Bonn, qu'il serait « funeste de se dérober » à l'exécution de la décision de l'OTAN si l'Union soviétique refusait de démanteler ses missiles SS-20. M. Chirac, hostile à la prise en compte de la force française à Genève, estime que la double décision était une erreur et que l'OTAN aurait dû, d'abord, installer ses missiles avant que ne s'engage la négociation avec l'Union soviétique.

L'évaluation du président du R.P.R. était apparue clairement lors de son voyage aux Etats-Unis, en janvier 1983. Il avait déclaré, alors, que « le lien automatique entre la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis doit être réaffirmé sans ambiguïté », et demandé une approbation « renouvelée et sans réticences » des pays d'Europe occidentale à l'installation des missiles américains. M. Chirac est allé plus loin dans ce sens, en affirmant à Bonn qu'« on peut envisager dans un avenir prévisible, qu'une dissuasion européenne-américaine garantisse la sécurité de l'Europe occidentale », ce qui supposerait que l'Allemagne « y participe directement au niveau de la responsabilité » (2).

U.D.F. : des nuances.

Les différentes personnalités et composantes de l'U.D.F. soutiennent, globalement, la nécessité de déployer les missiles Pershing et Cruise si les Soviétiques maintiennent leurs SS-20. Des nuances apparaissent, toutefois, sur la méthode et sur le degré de l'engagement qui doit être celui de la France dans cette confrontation.

M. Giscard d'Estaing s'était prononcé, en février dernier, pour une position commune de l'Europe, reconnaissant le « caractère inéluctable de l'installation des nouveaux lanceurs américains », mais définissant « un calendrier de niveaux intermédiaires de déploiement et d'équilibre », pour le cas où les Soviétiques accepteraient de « revenir à une situation de parité ». L'objectif étant le démantèlement final des lanceurs à moyenne portée des deux alliances « en Europe, hormis les forces françaises et britanniques ».

M. Raymond Barre a déclaré, dans la revue *Le Débat* de septembre 1983, qu'il croit « à la nécessité du déploiement des Pershing ». Il soulignait que c'était là l'« affaire » de l'OTAN, qui avait « laissé se créer, en ce qui concerne [...] les forces nucléaires intermédiaires, un déséquilibre entre les forces soviétiques et ses propres moyens ». M. Barre insistait sur l'idée que « la France ne peut avoir de politique indépendante si elle ne distingue pas l'appartenance à l'alliance et l'appartenance au commandement militaire intégré ». En d'autres termes, la France doit honorer ses engagements vis-à-vis de ses alliés, mais elle n'est tenue à aucune obligation face à des décisions d'ordre militaire auxquelles elle ne participe pas.

PATRICK JARREAU.

(1) La motion de censure accusait cette interpellation d'avoir recueilli que les voix des seuls députés communistes.

(2) Le président du R.P.R. a précisé et expliqué sa position dans un interview publié par *le Monde* du 28 octobre.

EXPOSITION DU 2 AU 27 NOVEMBRE
Tous les jours (sauf lundi)
10 heures - 18 heures
LES HERBES ROUGES
Ouverture de l'exposition le jeudi 3 novembre, à 18 h 30, en présence de François HERBERT, André ROY et Françoise THEURET
Depuis 1968, 80 auteurs contemporains publient les HERBES ROUGES, manuscrits, photos, recueils
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Condorcet (75) - 551-36-73
Métro Invalides - Entrée libre

le désarmement

Celui qui doute

Difficile de lui coller une étiquette et de l'enfermer dans une case: Michel Leter se fait un malin plaisir d'échapper aux définitions. Comme pour démontrer que le pacifisme n'est pas une idée simple.

Extérieurement, ce Parisien de vingt-quatre ans évoque le prototype du jeune idéaliste: maigre, barbu, cheveux mi-longs, regard transparent... Extérieurement seulement, car on est vite frappé par ses nuances et sa compétence. « Nous ne demandons pas la paix », dit-il. « Nous ne demandons pas la lune. » Ca n'est pas lui qui confondrait Pershing et missile de croisière, destruction massive et destruction limitée. Il connaît par cœur le nombre des ogives sous-marines, jongle avec les armes de première frappe et les méandres de l'option zéro... Un professionnel.

Michel Leter a le statut d'observateur de conscience. A ce titre, il appartient au Service civil international et mène au CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe), il a « fait » la Larzac au début de l'année. « C'était... mon baptême du feu », dit-il avec un clin d'œil.

Jusqu'à la récente loi, pour obtenir le statut d'observateur il fallait espérer en détail ses raisons au ministère de la Défense. Michel Leter a donc signifié son style et rédigé une belle lettre. Tout y était, même des citations d'Evangile. Lettre un peu hypocrite — comme tant d'autres à l'époque — car son auteur ne pense être ni chrétien ni vraiment observateur de conscience.

Il aurait pu avoir un oncle général ou un grand frère para... Mais sa famille ne compte aucun signe qui expliquerait une vocation pacifiste a contrario. La clé, c'est sans doute l'éducation catholique de Michel Leter. Adolèscent, il assurait des cours de catéchisme dans une paroisse de lycée. Aujourd'hui, il « est un peu revenu » de l'Eglise, ne souffrant ni son « archaïsme » ni sa manière de se couper de ses sources évangéliques. « Oyé, oui, mais pas chrétien », car c'est « beaucoup trop restrictif ».

Le terme « objet de conscience » ne lui convient pas non plus. « On n'est pas seulement objet de conscience par motif de conscience, explique cet étudiant en lettres modernes. La raison principale est politique. » Plus clairement: « L'objection, ce n'est pour moi ni un refus de porter les armes ni un refus de se défendre. C'est la volonté de promouvoir une autre politique de défense. »

Autant dire que Michel Leter n'est pas pacifiste au sens où on l'entend habituellement. « La pacifisme, ajoute-t-il, ce n'est pas la paix à n'importe quel prix. » Il

n'a pas pardonné aux démocraties occidentales d'avoir abandonné la Tchécoslovaquie sous Hitler, pas plus qu'il n'approuve leur passivité actuelle devant la Pologne du général Jaruzelski.

Non-violent ? « Personnellement, je serais réfractaire à toute violence, dit ce futur enseignant. Mais je n'en fais pas un dogme. J'ai d'ailleurs constaté que beaucoup de militants non violents ont des attitudes sectaires, voire violentes... »

Même le terme « antinucléaire » lui paraît « trop carré ». Il n'est pas de ceux qui demandent la suppression des armes atomiques du jour au lendemain. Ce que réclame Michel Leter, c'est l'arrêt de la politique de modernisation nucléaire. Une politique dangereuse qui « intègre la France dans la stratégie américaine », fait de l'Hexagone « une cible rêvée pour l'U.R.S.S. » et entretient « le syndrome de la division du monde en deux blocs ». Aussi grave: cette politique « désresponsabilise les citoyens en leur donnant un faux sentiment de sécurité. » On est en train de forger un esprit de ligne Maginot nucléaire. Les Français ne sont pas impliqués, et cela peut préparer à une mentalité de collaborateurs. »

Le militant du CODENE est à gauche, mais ne se reconnaît dans aucun parti politique. Il n'est pas tendre pour les communistes — « Nous avons le P.C. le plus bête du monde » — et se méfie beaucoup du Mouvement de la Paix.

Mais il refuse de se « faire une montagne des SS-20 ». Selon lui, l'installation des 672 fusées de l'OTAN peut, à la fois, rompre la parité globale qui existe aujourd'hui en matière tactique et stratégique et développer « le totalitarisme » dans les pays de l'Est.

Résumons. Michel Leter n'est pas tout à fait pacifiste, ni non-violent, ni chrétien, ni observateur de conscience, ni même « antinucléaire ». « Oui, c'est vrai, j'ai un problème de définition, reconnaît ce militant sans étiquette. Je suis arrivé dans un monde où il y avait beaucoup de déclarations toutes faites, fictives. Il faut rédiger le dictionnaire. »

Michel Leter, qui se sent une âme de romancier, vient de créer avec une amie une association de jeunes écrivains non édités. Cette deuxième activité — dans le civil, si l'on ose dire — n'est pas sans rapport avec la première. Rêver sur une page blanche, c'est sa manière à lui de « récrire le dictionnaire », d'inventer de nouvelles définitions.

ROBERT SOLÉ.

QUELLE « QUERELLE SCOLAIRE » ?

Moulins : les deux écoles sans ligne de démarcation

On ne peut rêver plus intime voisinage. A Moulins (Allier), la même rue sépare les deux établissements. La rue du Lycée précède... A droite, le lycée d'Etat, « le » Banville; à gauche, l'ancien pensionnat Notre-Dame, aujourd'hui lycée privé Saint-Jean. Mêmes vieux murs presque deux fois centenaires, sous les mêmes toits d'ardoises. Mêmes allées où merronniers rogeés de rosée, dans des cours assez vastes pour des effectifs modestes: cinq cents élèves à Banville, cent trente-sept à Saint-Jean.

Rien d'étonnant, à la réflexion. Cette ville, qui se souvient sans doute qu'elle fut l'un des postes frontières de la France meurtrie et coupée en deux, est sans mesure, sans passions exagérées, sans haine.

Ici, il n'y a pas de guerre de religion. Dans plusieurs familles, un enfant est scolarisé dans l'enseignement public, un autre dans le privé. Un responsable de la fédération Andrieu, membre du Comité national d'action laïque, hausse à peine la voix pour demander: « Pourquoi vouloir, et

avec virulence parfois, faire crêver l'école privée ? Ce n'est pas un objectif ! » Le philosophe chrétien Jean Guillon a enseigné à Banville, et les enfants de M. François de Grosouvre, chargé de mission auprès du président de la République, ont fréquenté le lycée privé Saint-Jean.

Pourtant, si les deux établissements se sentent volontiers habités d'une « âme », il faut regarder sous les mots. Pour en trouver d'autres. Celui de « famille » à Saint-Jean; celui de « travail » à Banville.

Les cracks de Banville

De notre envoyé spécial CHARLES VIAL

Moulins. — La phrase reviendra, insistante, lapidaire. Sans chercher ni à convaincre ni à s'excuser. Comme un constat pur et simple dans la bouche du proviseur, mais aussi de parents, de professeurs, d'élèves. « Au lycée Banville, on travaille ». Que dire de plus ?

« Le » Banville mérite le détour. Ses cinq cents élèves, plus le millier de collégiens du premier cycle, sont hébergés dans le plus vieux lycée de France. Acte de naissance: un arrêté consulaire d'octobre 1802. Huit mois plus tard, inauguration, attestée par une médaille que M. Jean Chardonne, proviseur et historien-géographe de formation, extrait, tremblant, de son écrin. « Le peuple français à la jeunesse. Lycée impérial ».

Lycée impérial, s'il en est. Avec sa cour d'honneur et les plaques aux élèves célèbres: les écrivains Valéry Larbaud et Charles-Louis Philippe, le linguiste Antoine Meillet. Avec sa chapelle, qui encaisse le mausolée du duc de Montmorency, avec ses salles et gradins où pendent interminablement des chapeaux d'écaille soubres sur des lampes piliennes et cette odeur de propreté, d'encens et de bois mêlés, qui vous donne un sacré coup de jeune !

L'architecture est imposante sur près de 3 hectares: mais elle est locale par les croisillons de briques noires sur fond de briques rouges, coutumiers en Sologne bourbonnaise. Beaucoup d'élèves s'y plai-

sent, présentant peut-être le jour où ils bairont à ces lieux suramés la nostalgie de l'adolescence qui passe. Pascale, vingt et un ans, y trouve ce goût d'une « rouge pomme à coupe », évoqué par René-Guy Cadou. Son frère Benoît, élève de terminale D, s'attendrit: « Ce bahut, je l'aime bien. J'y suis depuis sept ans. Je vois des murs s'effriter, une porte lentement se défaire, puis, un matin, s'écrouler. » Le proviseur a surpris d'anciens élèves revenus humer l'odeur des pierres. « C'est parce qu'ils y ont beaucoup bûché qu'ils l'aiment ce lycée ! », ponctue-t-il d'un sourire.

« Un must »

Les résultats, en tout cas, sont là. Les chiffres de réussite au baccalauréat en juin dernier parlent: 77 % de reçus en série D, 79 % en série A et 87,8 % en série C. « J'ai toujours été qu-dessus de la moyenne nationale », confesse le proviseur au continuant de sourire. Et comme si cela ne suffisait pas, il rappelle que ces deux dernières années, cinq anciens élèves ont « intégré » Polytechnique et un l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. « Vous comprenez, explique-t-il, ici nous faisons un projet de carrière pour les élèves. »

Aussi, pour beaucoup de parents, le Banville est-il le lycée convoité. Comme dit M. Christian Calbour, orthophoniste, « pour Moulins et la région, Banville est un « must ». Il faut y avoir étudié: il faut y mettre ses enfants. » M. Jean-Paul Del-

bard, responsable de la fédération Scholera, et dont une fille est en première S, confirme les déclarations du proviseur: « A Banville, il y a constamment la préoccupation de l'entrée aux grandes écoles. » Il en a tiré la conséquence: « Nous avons le choix entre les trois lycées de Moulins. Nous avons préféré Banville parce que les résultats y sont supérieurs. » Sa femme, chirurgien-dentiste comme lui à Bourbon-l'Archambault, va plus loin: « Je n'ai accepté de mettre mes enfants dans l'enseignement public que parce que c'est à Banville. A Saint-Jean, les résultats ne me satisfont pas. S'ils avaient été refusés à Banville, je les aurais inscrits dans le privé à Nevers. »

M. et Mme Noury, enseignants au collège de Bourbon-l'Archambault, ont, eux aussi, fait un choix délibéré pour leur fille: « A Banville, précise Mme Noury, il y a un esprit de compétition et nous y tenons. »

Pour « obtenir » le lycée Théodore-de-Banville, les Delbard pas plus que les Noury n'ont eu à demander une dérogation. Le lycée Banville recrute ses élèves dans six collèges de Moulins et de la région et dans son propre premier cycle. Il y a cependant plus de demandes que de places et donc des grincements de dents. Les dossiers scolaires sont examinés avec un soin minutieux. Certains parents font valoir des arguments dont tous ne sont pas déplacés: frère ou sœur dans le même établissement, par exemple. L'an dernier, trente-deux cas ont été ainsi recensés. D'autres doivent bien

échapper au recensement, tel cet élève domicilié hors du district. Interne, il sait que ses parents ont demandé Banville « à cause de sa renommée ».

Il y a aussi les comportements stratégiques: opter pour l'apprentissage de l'italien, enseigné à Moulins seulement au lycée Banville, en est un; un autre de choisir l'allemand comme première langue en sixième lorsqu'on habite Bourbon-l'Archambault, par exemple; étudier au collège Banville facilitera en partie l'entrée au lycée Banville.

Le bac par-dessus tout

Mais entrer au lycée Banville n'est pas tout. Encore faut-il y rester. M. Delbard raconte qu'en début de classe de seconde, le proviseur passe prévenir les élèves: « A la fin de l'année, leur dit-il, un tiers d'entre vous sera réorienté sur un autre établissement; un tiers redoublera; un tiers montera en première. » Et en quelles premières? Les meilleurs auront droit à la première S1, qui débouchera sur la terminale C. Les moins bons à la S2, vers le bac D et les autres à la S3, vers les bacs A.

Si bien que l'acharnement s'impose. Aux élèves, aux parents. Même aux parents dont les enfants, scolarisés par exemple à l'école annexe de l'école normale d'enseignants, avaient pris l'habitude d'un travail moins classique. C'est le cas de M. Lisonde. Lui est psychologue, responsable de la fédération Andrieu; elle, avocate. Ils avouent: « On se surprend à devenir exigeants pour les notes. » Un argument s'établit entre tous les participants. M. Laponde, elle aussi responsable de la fédération Andrieu: « Il ne reste au Banville que les élus; alors les parents des élus ne peuvent qu'être contents. » D'autant que, selon M. Gaston Noury, dans une terminale C, « sur vingt-neuf élèves, dix sont enfants d'enseignants ».

Les rapports sont donc prévus par les textes. Les parents, par leurs associations et par leurs élus (trois de la fédération Andrieu, deux de la fédération Scholera) demandant que leurs enfants aient accès à l'information. Ils l'obtiennent sous forme de club sans enseignement. Au conseil d'établissement, ils votent le budget. Sans illusion. « Si on le repousse, fait remarquer M. Delbard, il est tout de même appliqué. Et puis, 70 % sont déjà évalués par des dépenses obligatoires: chauffage et entretien. »

Sauf en seconde, les relations des parents sont bilatérales avec les enseignants, dont ils déclarent « qu'ils travaillent plus qu'ailleurs ». Un professeur de mathématiques en convient: « Il y a ici un engrenage, une surcharge entre nous; on compare sans cesse le nombre de devoirs que chacun donne à ses élèves. » La rivalité entre professeurs aussi.

La plupart semblent y trouver leur compte: certains sont au Banville depuis plus de vingt ans et il y a eu guère de demandes de mutation. Quelques-uns pourtant parfois rêvent d'autre chose. « Je suis quelquefois tenté par le lycée technique, dit l'un d'eux, pour échapper à cette compétition. Les élèves là-bas sont plus sympas, ils prennent davantage le temps de parler. »

Une année, une classe presque entière d'élèves très bons en maths a émigré volontairement vers le lycée technique pour entrer en première B. Comme pour fuir cette domination de la vie par la série C du bac. Fait exceptionnel. Banville fonctionne grâce à un consentement rarement rompu. Mais c'est sans joie qu'une maman, dont un enfant est en terminale tandis qu'un autre n'a pas été accepté en seconde, observe: « A Banville, on ne garde que la crème. »

La grande famille de Saint-Jean.

Moulins. — La question ne s'est jamais vraiment posée. Mettre leurs enfants dans l'enseignement public? Non, la question ne s'est posée pour M. et Mme Roy. « Nous avons toujours été élevés dans l'école catholique, et nous voulons élever nos enfants comme nous l'avons été. »

Technicien agricole, M. Roy mène une « emploi mené à brève échéance ». Il n'empêche. A ses yeux et à ceux de sa femme, donner à Loïc toutes ses chances pour devenir vétérinaire, comme il le rêve depuis toujours, mérite les 750 francs de scolarité versés chaque trimestre à Saint-Jean. Mérite aussi de parcourir matin et soir les 15 kilomètres qui les séparent de Moulins pour conduire eux-mêmes Loïc.

C'est ainsi. Ils ont confiance. « A Saint-Jean, on arrive à tirer la quintessence de chaque enfant. » Quand ils disent: « Donner ses chances », ils ne pensent pas seulement au travail intellectuel. « Dans le privé, il y a une bonne ambiance; on apprend aux élèves à s'entraider, à respecter les autres, à donner du temps. » D'ailleurs, il n'y a qu'à voir les professeurs: « Ils sont vraiment disponibles: on les rencontre quand on veut. »

Pourtant, les Roy ne l'ignorent pas: tous les enseignants ne sont pas catholiques. Mais « c'est l'esprit qui compte, comme dans une famille; et les professeurs qui ne prennent pas cet esprit, ils ne restent pas. »

Une famille, une ambiance, la dizaine de parents interrogés auront les mêmes mots. L'un d'eux laissera échapper: « Et puis, ici, il n'y a pas de gêne. Mais tous auront d'abord répété, telle Mme François de Vergnette: « Les enseignants, le chef d'établissement et nous, parents, sommes en accord. C'est la solution idéale. Les contacts sont faciles. » Il s'en trouvera un pour observer qu'un professeur a prévu de faire rattraper « gratuitement » un élève malade, qu'un autre donne un cours spécial à un élève qui, venant de Bourges, manque le cours normal

du lundi matin. M. Maurice Pellerin, avocat: « Je suis catholique et, à Saint-Jean, ma fille est élevée sans qu'il y ait de contradiction, sans que j'aie tout à reprendre avec elle. » Lui-même, il l'avoue, avait étudié au lycée d'Etat, ainsi que deux de ses enfants. Mais la troisième ou du mal à s'y adapter. A Saint-Jean, elle a trouvé un cadre qui l'a soutenu. C'est un établissement « où il n'y a pas de laïcs pour-compte ».

L'ambiance de Saint-Jean qui, selon la directrice, Sœur Marie-Lucie, « doit imprégner toute l'éducation », est précisée dans le « projet éducatif » de l'établissement. Le texte de quatre pages dactylographiées a été mis au point par des parents et des enseignants avec le chef d'établissement. On y lit que l'objectif, en référence à l'Evangile, est « une vie scolaire équilibrée, ouverte et heureuse », que « chacun doit être reconnu et s'épanouir quelles que soient ses capacités ». Les parents sont conviés à collaborer avec tous les éducateurs, à se sentir « responsables de la discipline » et à participer aux activités qui leur sont proposées.

Ce qu'ils font. L'inévitable kermesse les mobilise chaque année. Mais aussi une journée « portes ouvertes » où ils accueillent les futurs parents d'élèves. Certains mettent la main à la pâte pour rénover les locaux. D'autres — ou les mêmes — cherchent des stages en entreprises pour tous les élèves de terminale, et tiennent deux fois par semaine, une permanence dans le lycée afin de renseigner les élèves sur les métiers et les formations.

Depuis 1820

Pour la marche financière de l'établissement, ils s'en remettent à l'organisme de gestion. Le conseil d'établissement, analogue à celui qui siège dans les collèges et lycées publics, ne discute pas le budget. Tous les partenariats pourtant y sont

représentés, y compris, outre Sœur Marie-Lucie, une autre religieuse des chanoinesses de Saint-Augustin. Les dérogations dirigées depuis 1820, le pensionnat Notre-Dame devenu lycée Saint-Jean, dont elle possède terrain et bâtiments.

Les parents n'en connaissent pas moins les difficultés matérielles de l'établissement, d'autant que 9 % d'entre eux ne paient pas de scolarité et que bien des mensualités restent mal. Les équipements scientifiques manquent. Certains élèves s'en plaignent, comme ils réclament d'être mieux représentés aux conseils de classe. La plupart ont cependant la louange copieuse. Le « caté », quand ils ne sont pas chrétiens pratiquants, ne les gêne pas. « Puisque c'est sous forme de débats », ceux qui ont fréquenté l'enseignement public comparent. Sans cruauté. Ils disent qu'ici « ils se sentent moins des objets ». Une élève de terminale A2 raconte: « Au lycée d'Etat, on était trois ou quatre à ne pas avoir compris un cours de maths. Le prof nous a dit: « Vos parents se sont mis à deux pour faire des idiots. Je ne peux, toute seule, faire de vous des intelligents. » Ils ajoutent quand même: « Il y a aussi de bons profs dans le public. Mais c'est l'usine à bac. C'est de cela qu'ils se sentent délivrés: l'obsession du bac. »

Quant aux enseignants de Saint-Jean, ils apprécient la « souplesse » de fonctionnement. Aux parents qui se montrent préoccupés de pédagogie, ils prêtent une oreille moyennement enthousiaste, d'accord pour le dialogue, moins pour un partage du pouvoir. Mais ils vivent bien, quel que soit le rythme de leur travail. Beaucoup plus que l'« obligation minimum de service ». Quand ils ont une heure entre deux cours, ils vont en « salle 13 », où les élèves peuvent les rencontrer et parler avec eux. « Que voulez-vous, remarque une conseillère d'éducation, Saint-Jean, c'est une grande famille. »

Le Monde DE L'EDUCATION

NOVEMBRE 1983

FAUT-IL SUPPRIMER LE BAC ?

JEUNES FACE A LA CRISE : LES DÉCLASSÉS VOLONTAIRES

LA RENTRÉE DANS LE SUPÉRIEUR
Réponse à L. SCHWARTZ

PSYCHOLOGIE : RÉÉDUCER L'INTELLIGENCE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

Société

Un mauvais départ pour la réforme de l'Université

Après les députés, les sénateurs sont venus au chevet de l'Université qu'ils considèrent comme malade. Les remèdes qu'ils préconisent sont différents et même radicalement opposés, mais l'objectif reste le même : assurer la formation des cadres de demain et permettre à la recherche d'être dynamique.

En proposant son projet de réforme de l'enseignement supérieur, M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, se fixait le même but. Il souhaitait favoriser l'accès d'un plus grand nombre de jeunes, non pas seulement à l'Université, mais plutôt aux diplômes universitaires, tant l'échec, lors des premières années, et les abandons, en cours d'études, sont nombreux. Les rapports transmis par la commission qu'anime M. Claude Jeantet avaient convaincu le ministre qu'il fallait agir rapidement pour offrir aux bacheliers des formations plus proches des besoins de l'économie.

Inquiet du retard pris dans quelques domaines, du décalage de plus en plus grand entre la formation dans les grandes écoles et à l'Université, M. Savary entendait favoriser la professionnalisation, tout en réduisant ce terme. Il espérait que la communauté universitaire comprendrait sa volonté de rénover et de réactualiser les enseignements, de promouvoir la recherche, de donner plus de pouvoir à des établissements universitaires réellement autonomes.

Trop de névroses entretenaient les espoirs du ministre. Sa détermination et son refus des tribunes ne lui ont pas permis de manifester ses intentions. Mal expliqué, son projet de réforme n'a pas convaincu grand monde.

Des étudiants ont dénoncé la présence d'une sélection, alors

que d'autres protestaient contre la « sélection par la base », résultat de l'absence de sélection. Hostiles a priori à tout bouleversement dans leurs études, les usagers de l'Université n'ont pas entendu le ministre les rassurer ou simplement leur préciser, au-delà d'un texte de loi long et complexe, ses objectifs. Les organisations syndicales, proches de l'opposition, ont facilement mobilisé des jeunes désorientés. Les futurs juristes et économistes, qui pourtant bénéficient d'un enseignement de type professionnel, sont descendus dans la rue au printemps. Les littéraires, les plus visés par le projet (puisqu'il paraît difficile de continuer à former des milliers d'historiens ou de spécialistes de lettres classiques pour des postes de plus en plus rares dans l'éducation nationale), sont restés absents.

Un symptôme d'agonie

Amplifié, le mécontentement de la rue a réveillé la communauté universitaire. Mais les enseignants peu préparés à modifier leurs habitudes n'ont marqué aucun empressement à adhérer aux thèses du ministre.

Face à ces refus, M. Savary n'a pas cherché à convaincre ses contradicteurs ou à accepter certaines de leurs remarques. Le décret publié au mois de septembre réorganisant les horaires des enseignants n'a fait qu'alourdir un climat déjà tendu. Aujourd'hui, la situation semble bloquée. Si les étudiants ne manifestent plus, les universitaires signent des pétitions et menacent de paralyser une réforme qu'ils contestent.

« La rentrée 1983 apparaît aujourd'hui comme le symptôme de l'agonie de l'Université », écrit M. Michel Prigent, président des

cercles universitaires. La formule est sans doute excessive, mais révélatrice. Certes les cours ont commencé dans la majorité des établissements, mais le morosité est grande. L'inquiétude des étudiants face à leur avenir demeure. Entassés dans les salles de travaux dirigés, ils s'interrogent sur la valeur de diplômes qui leur ouvriront peu d'accès à un emploi. Ils rêvent aux avantages de leurs camarades qui fréquentent des écoles.

Les professeurs acceptent difficilement de faire plus d'heures de cours et donc de consacrer moins de temps à leurs recherches ou quelques vacations extérieures. De plus, ils craignent de perdre certaines de leurs prérogatives. Les maîtres-assistants aspirent à devenir professeurs le plus rapidement possible, tout en critiquant le pouvoir de ces derniers. Les assistants, espèrent, eux aussi, gravir les échelons.

Éclatée, divisée, la communauté universitaire étire le voile. « Nan au manapala syndical », crient les uns, alors que le taux de syndicalisation est très faible dans la profession. « Non au pouvoir des mandarins », crient les autres qui, secrètement, envient la situation des professeurs. Le gouvernement, le président de la République aussi, pense que c'est à lui que les universitaires s'adressent, doivent répondre. Mais peuvent-ils assurer qu'ils « abandonneront leur réforme et tous leurs projets de transformation des carrières », comme le souhaitent nombre d'universitaires ? Une exigence difficilement compatible avec la volonté de M. Savary de donner une impulsion à un enseignement supérieur vivant et puissant.

SERGE BOLLOCH.

En bref

Nouveaux attentats en Guadeloupe

Nouveaux attentats en Guadeloupe : l'explosion d'une bombe a endommagé, jeudi 17 novembre, les dépendances d'une discothèque située sur le territoire de la commune touristique de Gosier, en banlieue de Pointe-à-Pitre. Il n'y a pas eu de blessés. Le charge explosif, selon les enquêteurs, de 1 kilo de tétrazine, matériau déjà utilisé lors des attentats précédents revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caribéenne.

Par ailleurs des inconnus ont tiré des coups de feu, jeudi matin, près de Pointe-à-Pitre, sur les murs des studios de Radio-Unité, Organe du M.P.G.I. (Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante), dirigé par M. Luc Reinette, ancien militant du G.L.A. (Groupe de libération armée de la Guadeloupe) dont le domicile, situé à Baie-Mahault, non loin de là, avait auparavant été mitraillé. Une dizaine d'impacts de balles de calibre 9 mm avaient été relevés sur la maison et la clôture de l'habitation de M. Reinette (nos dernières éditions du 19 novembre). Vingt-six impacts ont été relevés sur les murs de sa station radiophonique.

Vengeance au Louvre : dix-huit mois de prison avec sursis

M. Alain Goffier, cinquante-quatre ans, fonctionnaire de l'éducation nationale détaché au musée du Louvre, qui, en 1981, avait dérobé dans les réserves sept toiles pour se venger d'une décision de la direction, qui d'aurait pas renouvelé son contrat de responsable de la surveillance (le Monde du 11 octobre), a été condamné, vendredi 18 novembre, par la dixième chambre correctionnelle de Paris, à dix-huit mois de prison avec sursis. Cette peine est assortie d'une interdiction pour M. Goffier d'exercer une fonction dans l'administration pendant cinq ans.

Bien que M. Goffier ne se soit pas approprié les toiles dérobées qu'il avait envoyées au journal Minute dans le dessein de faire apparaître un défaut de surveillance au musée, le jugement rappelle que « l'intention frauduleuse consiste dans la conscience d'enlever une chose appartenant à autrui... ». Le mobile peut être, comme en l'espèce, le désir de nuire ou de satisfaire un sentiment de vengeance.

Le professeur Ciosi relaxé

M. Pierre Ciosi, professeur d'odontologie à la faculté de Nice, qui avait été inculpé de fraude dans les examens et concours publics sur plainte d'un syndicat de dentistes des Alpes-Maritimes et du SNE-Sup (le Monde du 11 novembre), a été relaxé, vendredi 18 novembre, par la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

A l'occasion d'un concours sur titres à Paris, M. Ciosi avait présenté un mémoire dans lequel il faisait référence à des travaux qui n'avaient, pour certains, pas fait l'objet de publications qu'il indiquait. Le tribunal a jugé que le délit de fraude aux examens impliquait la notion juridique de production d'une pièce fautive : document apocryphe ou altération d'une pièce authentique. Il déclare, dès lors, dans son jugement que « le document incriminé, bien que comportant des indications contraires à la vérité, ne constitue donc pas une pièce fautive au sens du texte qui fonde la poursuite ».

Attentat d'Orly : quatre mises en liberté

Quatre des douze inculpés placés en détention provisoire après l'attentat du 15 juillet à l'aéroport d'Orly revendiqué par l'ASALA, ont été mis en liberté, vendredi 18 novembre, par M. Serge Samuel juge d'instruction au tribunal de Créteil.

Ce sont M. Othman Aebouy, son épouse Marie-Claude Buteau et Mme Aida Semer et Eliza Karat, qui restent inculpés d'association de malfaiteurs ou de complicité de ce crime et de détention d'armes. Ils ont été placés sous contrôle judiciaire.

Le magistrat instructeur a motivé son ordonnance de mise en liberté en faisant valoir que la détention de ces quatre personnes n'était plus nécessaire à la manifestation de la vérité dans cette affaire.

Quatre femmes blessées par balles à Paris. — Trois journalistes et une archiviste de l'agence photographique Kipa-Press ont été blessées par balles, vendredi 18 novembre vers 20 heures, rue des Peintures-Ecuries à Paris (10^e), par un automobiliste qui, après une altercation, a vidé sur elles le chargeur de son pistolet de calibre 9 mm. Le tireur s'est enfui aussitôt avec une complice à bord d'une B.M.W. rouge immatriculée en Suisse.

« Hara-Kiri » relaxé

Assigné en injures à la mémoire des morts, pour avoir tourné en dérision la catastrophe du 31 juillet 1982, dans laquelle périrent près de 200 personnes, sur l'autoroute A-6, quarante enfants, la société éditrice du journal Hara-Kiri a été relaxée, vendredi 18 novembre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

Dans son numéro du 28 août 1982, le journal avait publié des montages photographiques accompagnés de légendes ou de « bulles », disant, entre autres : « Une vache n'y reconnaîtrait pas son veau ». Le jugement, tout en constatant que cette manière de présenter « un événement aussi tragique constitue pour les familles un trouble intolérable », estime, cependant, que « l'incrimination d'infraction pénale que dans la mesure où elle est dirigée contre une personne déterminée ou aisément déterminable » et que cette démonstration n'a pas été faite. Les parents des victimes et leur association de défense, parties civiles, ont été, en conséquence, déboutés.

Deux gardiens de la paix écroués. — MM. Jean-Denis Ferré, vingt-huit ans, et Frank Moulin, trente-deux ans, deux gardiens de la paix parisiens, ont été placés sous mandat de dépôt, vendredi 18 novembre, par M. Claude Le Chanu-Forkel, juge d'instruction. Le premier a été inculpé de proxénétisme, vols et infraction à la législation sur les stupéfiants, le second, de ces deux derniers délits. M. Ferré, qui vivait avec une prostituée, se voit reprocher d'avoir fourni à celle-ci de l'héroïne que son collègue lui avait remis.

Une nouvelle inculpation dans l'affaire de la tuerie du Sofitel d'Avignon. — Francis Arpino, quarante ans, un ferrailleur de Tarn-et-Garonne (Bouches-du-Rhône) a été inculpé, vendredi 18 novembre, pour le meurtre de Jacques Gouttenoire, l'un des auteurs présumés de la rue rie qui, le 4 août, avait fait sept victimes. Le corps de Gouttenoire, criblé de balles, avait été découvert dans un canal à Arles deux jours après le crime.

M^{lle} Françoise Alliot, juge d'instruction à Avignon, a été frappée par les contradictions existant entre le récit de Gérard Rolland et celui de François Arpino au sujet du dernier voyage de Gouttenoire entre Avignon et Arles via Tarn-et-Garonne où il aurait été assassiné, a été inculpé d'un reboutage.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATIQUE MÉDICALE

Des cartes de santé individuelles « à mémoire » seront expérimentées en France

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a annoncé, le 18 novembre à Lyon, une série d'expériences d'informatique appliquée à la médecine. Ces expériences seront lancées en 1984 et financées par le budget des affaires sociales pour un montant d'environ 25 millions de francs.

Il s'agit, tout d'abord, dans le Loire-Rhône, d'une expérience de « cartes individuelles à mémoire de santé ». Les enfants de Blois seront les premiers à bénéficier d'une telle carte qui permettra, selon M. Bérégovoy, « le suivi de leur état de santé et en particulier des vaccinations ».

Évoquant les réticences psychologiques de la population, M. Bérégovoy a indiqué que cette expérience était sous le contrôle de la commission « Informatique et Liberté ». Confiée à la société française Bull, elle devra être « un premier pas vers la carte de santé individuelle contenant les données essentielles sur chaque individu, et qui devrait simplifier les contacts avec le système de santé, supprimer la répétition d'examen, permettre des interventions en cas d'urgence ».

Des hôpitaux reliés par télématique

Le ministre a aussi annoncé un projet consistant à doter les malades hémodialysés d'une carte à mémoire leur permettant l'accès, avec un minimum de formalités administratives et médicales, à l'ensemble des centres, d'hémodialyse. Cette expérience aura comme intérêt, en outre, de permettre aux malades de « voyager sans la hantise de recommencer une longue série d'examen ».

Escroquerie sur les diamants : deux hommes écroués. — Après les perquisitions opérées au groupement de l'Union de diamantaires — et non des diamantaires comme nous l'avions écrit par erreur (le Monde du 19 novembre) — M. Jean-Pierre Mielhau, juge d'instruction à Paris, a inculpé, vendredi 18 novembre, de banqueroute et d'escroqueries simples et aggravées, deux appels publics à l'épargne, M. Sylvain-Daniel Boyer, président-directeur général du groupement et son adjoint, M. Walter Likus. L'un et l'autre ont été placés sous mandat de dépôt et écroués.

Le Marseille Brahms Messaoudi, vingt-deux ans, est devenu champion de France des mil-moyens en battant, le 18 novembre à Aix-en-Provence, le tenant du titre Jo Kimpuani. Le Dunkerquois, âgé de trente-quatre ans, qui a abandonné à l'appel de la neuvième reprise, a décidé de mettre un terme à sa carrière, durant laquelle il a disputé deux championnats du monde.

A Reims, Daniel Londa a cédé, pour sa part, son titre de champion de France des super-plumes à l'Algérois Mehdi Siracusa sur art de l'arbitre pour blessure à la dixième reprise.

FOOTBALL. — Lens, qui doit rencontrer Anderlecht le 23 novembre en huitième de finale aller de la coupe de l'U.E.F.A., a été battu (2-1) par Brest, le 18 novembre, en match amical comptant pour la dix-neuvième journée du championnat de France de première division. En deuxième division, dans le groupe A pour le compte de la vingt-et-unième journée, Nice et Lyon ont fait match nul (1-1) et dans le groupe B, pour le compte de la dix-huitième journée, Tours a battu Châteauroux (5-0).

TENNIS. — Les demi-finales du tournoi d'Amers, doté de 750 000 dollars, devaient mettre en présence, samedi 19 novembre, d'une part, le Tchèque Ivan Lendl et l'Américain Gene Mayer, qui ont éliminé le 18 novembre, respectivement l'Équatorien Andrés Gámez (6-7 ; 7-6 ; 6-3) et l'Argentin José Luis Clerc (6-4 ; 2-0 ob.) et, d'autre part, l'Américain John McEnroe et l'Espagnol José Higueras, qui se sont qualifiés respectivement aux dépens des Américains Sandy Mayer (6-7 ; 7-6 ; 6-3) et Jimmy Connors (2-6 ; 7-6 ; 6-2).

en arrivant dans un nouveau centre ». Le ministre a cité d'autres domaines d'innovation. Il s'agit de l'utilisation des réseaux télématiques de la Banque d'Informations Automatisées sur les médicaments (BIAM) entre les facultés de Nécker (Paris), Bordeaux et Lyon. On envisage, d'autre part, de créer « des logiciels avancés de traitement de l'information médicale » à Paris, Marseille, Lille, Bordeaux et Montpellier.

Enfin, dans le cadre de la constitution d'un « système d'informatisation de l'unité de soins centrée sur le malade, son diagnostic et son traitement », M. Bérégovoy a annoncé que les hôpitaux de Martignes et de Cannes mettront en place, dès l'année prochaine, un système de gestion du malade à partir du système informatique existant, et que les hôpitaux de Villefranche-sur-Saône et de Metz-Thionville (Bon-Secours) se verront confier la mission d'élabo-

rer un « réseau local d'information » qui devrait privilégier « la liaison des petites unités informatiques autonomes sans traitement obligatoire par un gros ordinateur central ».

Le ministre a souligné que ces expériences seraient confiées à deux sociétés françaises d'informatique, la Compagnie des machines Bull et Intertechnique, à l'exception de la prolongation des installations de l'hôpital de Cannes, qui possède déjà un système I.B.M. A propos du marché de l'informatique médicale, M. Bérégovoy a rappelé la philosophie gouvernementale : « A performance et à prix égal, nous donnerons la priorité aux fabricants français », c'est-à-dire capables de « savoir-faire et de produire ». Ils devront, a conclu M. Bérégovoy, « avoir le souci de leur commercialisation et notamment sur les marchés mondiaux qui s'ouvrent à nous ».

CLAUDE RÉGENT.

Un marché convoité

L'effort à venir d'informatisation des hôpitaux français aura pour conséquence de renouveler un parc devenu caduc. Cet important marché offre de nouvelles et larges perspectives quant à l'utilisation de la technique informatique en médecine. Si la gestion des personnels ou des stocks de médicaments ne présente pas de véritable originalité, en revanche, l'entrée à l'hôpital d'ordinateurs performants travaillant « en temps réel » permet d'évoquer une utilisation plus proprement « médicale ».

L'une des principales questions d'actualité concerne le type de matériel qui sera retenu et, par voie de conséquence, les constructeurs choisis. Les fabricants français (Compagnie des machines Bull et Intertechnique) sont intéressés au même titre que la filiale française de la multinationale américaine I.B.M. Parce que l'on assiste depuis quelques temps à une sérieuse offensive

d'I.B.M. en France, les choix opérés pour équiper les hôpitaux publics auront — outre leurs conséquences financières — valeur de symbole.

Mises à part les quelques expériences annoncées, il semble qu'aucun choix définitif n'ait encore été arrêté, des divergences opposant des responsables du secrétariat d'État à la santé et du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Par rapport aux constructeurs français, I.B.M. peut faire valoir son avance en matière de logiciel. C'est cette société qui, à la demande du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, a travaillé à l'informatisation des fichiers lors des récentes élections aux caisses de Sécurité sociale. Bull avait décliné l'offre pour des raisons techniques.

J.-Y. N.

LE PROJET DE RÉFORME HOSPITALIÈRE

Le Sénat renforce le rôle des élus locaux

Le Sénat a adopté, vendredi 18 novembre, par 183 voix contre 94, le projet de loi relatif à l'organisation du secteur public hospitalier. Les sénateurs socialistes et communistes ont voté contre le projet, déstabilisé, à leurs yeux, par les profondes modifications contenues dans les amendements déposés, essentiellement, par la commission des affaires sociales (le Monde du 18 novembre) et votés par la majorité sénatoriale.

Comme il était prévisible, le Sénat a mis en pièces le dispositif gouvernemental de remplacement des services hospitaliers par des départements. Au terme des amendements déposés par la majorité sénatoriale, les hôpitaux resteront organisés en services. Des départements « regroupant des services ou certaines activités des services » pourraient être constitués, dans certaines catégories d'hôpitaux, progressivement, à titre expérimental, sur la base du volontariat du corps médical des établissements intéressés. Les chefs de service seraient, à partir d'une liste d'aptitude, désignés par le ministre de la santé pour une durée de six ans, automatiquement renouvelable, sauf opposition exprimée par le conseil d'administration de l'établissement.

Le Sénat a introduit, en outre, contre l'avis du gouvernement, divers amendements à la tutelle de l'État sur la gestion des hôpitaux, visant à « responsabiliser » les élus locaux et à coordonner l'action du conseil d'administration de l'hôpital avec celle du représentant de l'État. M. Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé, a fait remarquer aux sénateurs qu'ils ne peuvent établir, du point de vue du maire, un parallèle entre la gestion de l'hôpital de la commune et celle de la commune elle-même. L'État local participe en effet, a souligné M. Hervé, à la détermination du montant des ressources de sa commune, alors qu'il n'a pas de prise sur celles de l'hôpital.

En revanche, la controverse à propos de l'autorité du directeur de l'hôpital sur les médecins a, peut-être, trouvé sa conclusion au Sénat, puisque le gouvernement et la commission des affaires sociales de la Haute Assemblée ont réussi à rédiger une définition commune, qui stipule que le directeur « met en œuvre la politique définie par le conseil d'administration et approuvée par le représentant de l'État », qu'il « assure la conduite générale de l'établissement » et que, « à cet effet, il exerce son autorité sur l'ensemble des personnels, dans le respect de la déontologie médicale, des responsabilités qu'il comporte pour l'administration des soins, et de l'indépendance professionnelle du praticien dans l'exercice de son art ».

Le Sénat a supprimé deux prérogatives des comités techniques paritaires (C.T.P.) votées par l'Assemblée nationale et consistant en une information annuelle d'ordre médical et une consultation sur le budget de l'établissement. L'Assemblée avait adopté cette dernière disposition contre l'avis du gouvernement.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

L'affaire de Pessac : un suspect identifié. — Les policiers qui enquêtent sur la mort de François Xavier et Aline Aran ont identifié l'homme qui, le lendemain du drame, a longuement téléphoné à la famille d'Aline Aran. Il s'agit de Lionel Cardon, aujourd'hui introuvable, en libération conditionnelle depuis le 30 mai. Cardon a été condamné, en 1981, à dix ans de réclusion criminelle pour « vols qualifiés ». La conversation téléphonique, qui avait duré vingt minutes, avait donc laissé le temps nécessaire aux policiers pour localiser l'appel : une cabine publique de Bordeaux.

Cardon avait été, alors, repéré, mais les policiers avaient perdu sa piste dans la circulation bordelaise. Cardon aurait commis un hold-up, mercredi 16 novembre, dans une banque de Pessac. Au passage, il aurait laissé ses empreintes digitales. Elles seraient identiques à celles qui ont été découvertes dans la maison du couple au lendemain de la mort du chirurgien.

ENQUÊTE INTER

Européennes

La Commission européenne a lancé une enquête sur les conditions de travail et de vie des femmes dans les entreprises. L'enquête vise à recueillir des données sur les horaires de travail, les salaires, les avantages sociaux, les conditions de travail, les problèmes de santé, les responsabilités familiales, etc.

Si la proposition de directive sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans le monde du travail est adoptée, elle aura des conséquences importantes pour les femmes. Elle permettra de mieux connaître les conditions de travail et de vie des femmes dans les entreprises, et de mettre en œuvre des mesures pour améliorer ces conditions. La Commission européenne a lancé cette enquête dans le cadre de son programme de travail pour 1983.

Les extrémistes

Les extrémistes ont été présents lors de la manifestation organisée par les forces de gauche à Paris, le 18 novembre. Ils ont été vus dans les rangs des manifestants, mais ils n'ont pas joué un rôle déterminant. Les forces de gauche ont été les principales actrices de la manifestation, qui a été marquée par des slogans anti-fascistes et anti-racistes.

Les extrémistes ont également été présents lors de la manifestation organisée par les forces de droite à Paris, le 19 novembre. Ils ont été vus dans les rangs des manifestants, mais ils n'ont pas joué un rôle déterminant. Les forces de droite ont été les principales actrices de la manifestation, qui a été marquée par des slogans nationalistes et anti-communistes.

Les extrémistes ont également été présents lors de la manifestation organisée par les forces de gauche à Lyon, le 20 novembre. Ils ont été vus dans les rangs des manifestants, mais ils n'ont pas joué un rôle déterminant. Les forces de gauche ont été les principales actrices de la manifestation, qui a été marquée par des slogans anti-fascistes et anti-racistes.

Les extrémistes ont également été présents lors de la manifestation organisée par les forces de droite à Lyon, le 21 novembre. Ils ont été vus dans les rangs des manifestants, mais ils n'ont pas joué un rôle déterminant. Les forces de droite ont été les principales actrices de la manifestation, qui a été marquée par des slogans nationalistes et anti-communistes.

Les extrémistes ont également été présents lors de la manifestation organisée par les forces de gauche à Marseille, le 22 novembre. Ils ont été vus dans les rangs des manifestants, mais ils n'ont pas joué un rôle déterminant. Les forces de gauche ont été les principales actrices de la manifestation, qui a été marquée par des slogans anti-fascistes et anti-racistes.

هكذا من الأصل

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LES VALEURS ET LES MENTALITÉS

Les Européens ont le moral...

Cette enquête menée dans neuf pays montre que, malgré la crise et l'incertitude de l'avenir, les Européens sont relativement heureux et confiants.

Les Européens ont le moral... Une telle constatation paraît presque extravagante dans la morosité ambiante, et alors que la crise bat son plein. Et pourtant c'est bien là le trait dominant de l'enquête. Le bonheur existe, les Européens l'ont rencontré : les trois quarts d'entre eux se disent heureux (et un sur cinq très heureux).

De quoi est fait ce bonheur ? Essentiellement de satisfactions personnelles. Le bonheur, c'est d'abord la santé (53 % des Européens s'estiment en bonne santé). Mais c'est surtout la famille. La famille, voilà bien la valeur cardinale, pour les Européens. Pour elle, presque tous accepteraient de se sacrifier (alors que 40 % ne sont pas prêts à se battre pour la patrie). C'est en elle qu'ils trouvent détente et sécurité, qu'ils s'épanouissent, qu'ils souhaitent passer davantage encore de loisirs. Les changements positifs qu'ils envisagent dans leur vie ont lieu au sein de la famille.

La famille, c'est-à-dire le couple et les enfants. Ce qui fait un bon couple tient beaucoup plus à

situation de son corps (divorce, avortement, euthanasie, homosexualité, prostitution, aventures entre personnes mariées...). En revanche, on trouve parmi les moins excusables celles qui portent atteinte à la propriété ou à la vie sociale et professionnelle (« emprunt » de voiture, assassinat politique, drogue, entrave à la liberté du travail, recel, corruption...). Ainsi dans la gamme des jugements moraux, on observe une différence sensible de rigueur entre ce qui touche à la vie publique et ce qui relève des comportements personnels, le laxisme étant beaucoup plus grand dans le second cas.

Si la pratique religieuse est en déclin presque partout, l'enquête montre que la laïcisation de l'Europe reste très relative. D'une part, les institutions religieuses jouissent d'un certain crédit — même dans un pays plutôt laïque comme la France. L'opinion générale est que les religions continuent à jouer convenablement le rôle de soutien moral et de conseils personnels et familiaux qui est naturellement le leur. D'autre part, même si l'assiduité aux offices ou l'adhésion officielle à une Eglise diminuent, le sentiment religieux demeure, qui se manifeste par le besoin de prier ou de se recueillir, par la méditation sur le sens de la vie. Les trois quarts des Européens croient en Dieu et les deux tiers se conside-

moins grande. Ils sont plus pessimistes devant l'avenir.

D'une façon générale, la confiance des Européens à l'égard de leurs institutions est relativement élevée. Les plus appréciées sont celles qui assurent l'ordre et la sécurité : la police, l'armée, la justice. Viennent ensuite l'enseignement et l'Eglise, pour lesquels la confiance accordée est encore supérieure au niveau moyen. Mais ce n'est pas le cas du Parlement (encore que la confiance reste supérieure à la moyenne en République fédérale, en France et en Espagne), ni de l'administration dont la cote est nettement inférieure (surtout en Italie, mais pas en Grande-Bretagne). Enfin, les institutions les plus contestées sont les grandes sociétés, la presse (encore plus mal vue à gauche qu'à droite) et les syndicats (sauf par la gauche).

L'instruction provoque la contestation

Parmi les facteurs qui conditionnent les attitudes et les comportements, l'un des plus déterminants est certainement le niveau d'instruction. Il est d'autant plus intéressant d'en observer les effets que tous les pays d'Europe ont pratiqué dans les vingt dernières années une politique volontariste pour prolonger la scolarité et l'instruction, provoquant ainsi des changements de même nature : développement de l'esprit critique et de la permisivité, de la contestation du mariage, plus grande acceptation du divorce et de l'avortement, baisse des pratiques religieuses (mais non de la religiosité), augmentation de l'intérêt pour la politique et de la contestation des institutions (mais n'entraînant pas nécessairement le vote à gauche), baisse du

patriotisme et du militarisme, meilleure confiance en soi et en l'avenir, plus grande tolérance envers les autres.

La scolarisation généralisée des jeunes a eu une autre conséquence spectaculaire : la diminution sensible des différences de comportements entre les hommes et les femmes. Alors que traditionnellement les femmes étaient plus conservatrices et plus religieuses que les hommes, cette distinction s'atténue et s'efface chez les femmes qui ont fait des études et qui ont un emploi qualifié.

Les effets de l'augmentation du niveau d'instruction s'ajoutent à un autre facteur important de changement, qui est l'âge. Quel que soit en effet leur niveau de formation, les jeunes sont portés à accentuer la volonté de rupture avec les générations précédentes, notamment dans le domaine de la morale quotidienne et dans celui de la vie personnelle, qui sont les terrains sur lesquels s'exerce le plus spontanément le conflit avec les parents. L'accélération dans l'évolution des mentalités qu'a connue l'Europe dans les dernières décennies est due à la conjonction de deux facteurs explosifs : d'une part, de jeunes, et d'autre part, de jeunes plus instruits, donc plus contestataires.

Les Danois sont les plus travailleurs

On ne peut évidemment négliger d'autres éléments déterminants, comme l'évolution du niveau de vie et le développement de l'urbanisation. La qualification professionnelle et l'aisance financière favorisent la confiance en soi, l'optimisme devant l'avenir, le libéralisme, la sociabilité, le goût de la participation. La constitu-

tion d'une classe moyenne occupant des fonctions relativement qualifiées dans le secteur tertiaire a renforcé les rangs de la gauche puisqu'il apparaît que « les plus à gauche ne sont ni les plus jeunes ni les plus défavorisés, ce sont ceux qui occupent les positions économiques moyennes ».

Un élément, toutefois, peut infléchir cette tendance à l'émancipation et à la contestation : l'accès à la propriété. Les propriétaires ont, sur les plans moral, religieux et politique, des positions sensiblement plus conservatrices que les non-propriétaires.

L'évolution rapide des mentalités dans les pays européens a eu toutefois pour effet négatif d'accentuer le décalage entre ceux qui ont été portés par ce mouvement et ceux qui sont restés à l'écart : personnes âgées, femmes n'ayant pas fait d'études, personnes seules ou sans travail. Chez ces dernières, le sentiment de solitude, le désintérêt à l'égard de la politique et de la vie collective, la crainte devant l'avenir, l'anxiété face aux changements de toutes sortes, créent une impression générale d'insatisfaction et de menace souvent douloureuse. L'accroissement du chômage ne pourrait qu'accentuer cette dangereuse fracture entre les bénéficiaires de l'évolution et les autres.

Si cette enquête fait apparaître une homogénéité des différents pays d'Europe — mais par une longue tradition judéo-chrétienne et un haut niveau de développement — il est évidemment intéressant d'examiner si elle permet de comparer des types nationaux de comportements. Certaines différences sont évidentes, comme celles qui tiennent à la religion. Etant donnée l'importance que continue de jouer le facteur religieux dans les comportements, ceux-ci seront différents dans les

pays très catholiques (Irlande, Espagne, Italie), dans les pays protestants (Danemark, Grande-Bretagne) ou dans un pays fortement laïcisé comme la France. Cela permet de comprendre pourquoi l'Irlande apparaît comme le pays le plus rigoriste et la France le plus permissif.

Toutefois, la comparaison internationale est souvent difficile, car les réponses à chaque question prennent leur sens par rapport aux normes de jugement propres à chaque pays. Si l'on n'est pas étonné d'apprendre que les Danois manifestent le plus de goût pour le travail et les Espagnols le moins, on est davantage surpris de constater que ce peu de goût pour le travail est partagé par... les Allemands. De même, comment interpréter le fait que les Allemands sont, avec les Espagnols, les Européens qui s'estiment en plus mauvaise santé, que les Britanniques se sentent les plus exploités et les plus pessimistes face à l'avenir, que les Italiens se situent les plus à gauche ?

FREDERIC GAUSSEN.

* Cette enquête a été réalisée par une institution internationale d'étude sociologique, l'European Values Systems Study Group (Groupe européen d'études sur les systèmes de valeurs), dont le siège est à Amsterdam. Elle a mené une enquête dans neuf pays : Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande du Nord, Italie, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne. Douze mille quatre cent soixante-trois personnes ont répondu, dans l'année 1980-1981, à un questionnaire de trois cent deux questions. Le rapport général a été rédigé par le professeur Jean Stoetzel. Il est publié aux Presses universitaires de France sous le titre : *Les Valeurs du temps présent : une enquête européenne* (309 pages, 165 F.). Cette institution envisage d'étendre cette étude à d'autres pays européens et de relancer régulièrement cette enquête pour suivre les évolutions en cours.

Les extrémistes

Lorsqu'on demande aux Européens de se situer spontanément sur un axe allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, on obtient une courbe dite de Gauss, qui montre que la majorité des réponses se situent au centre (1). Ce résultat montre que la population européenne est relativement homogène politiquement : il n'y a pas d'opposition entre deux masses antagonistes. Mais, si les extrêmes sont minoritaires, leur comportement est intéressant, car on sait que, par leur dynamisme, leur influence est très supérieure à leur importance numérique. L'extrême gauche représente 7 % de la population, l'extrême droite 5 %.

Les extrémistes de droite sont plutôt âgés (ils comptent beaucoup de veufs parmi eux) et traditionnalistes quant à la morale et à la religion. Ils condamnent fortement l'homosexualité, la prostitution, l'euthanasie et le suicide. Ils sont particulièrement attachés au nationalisme, à la foi

religieuse, aux relations d'autorité dans la famille et la société. Ils croient plus que les autres à l'importance de l'origine sociale commune dans le mariage.

Les extrémistes de gauche sont intéressants dans la mesure où ils présentent, de façon outrancière, les traits qui caractérisent le comportement des jeunes en général : permisivité sexuelle extrême, tolérance à l'égard de la drogue et de l'avortement, contestation du mariage, méfiance envers les institutions, athéisme, antinatalisme, mépris du travail et de l'argent, accoutumance à l'épanouissement personnel et sur un mode de vie plus simple, forte participation aux manifestations de masse et aux actions violentes.

(1) Les pays dont la position moyenne est le plus à droite, selon ce classement, sont l'Irlande, la Belgique et le Danemark ; les plus à gauche : l'Italie, l'Espagne et la France.

la qualité des relations personnelles (« respect et estime mutuels », « fidélité », « esprit de compréhension et de tolérance », « entente sexuelle ») qu'à des considérations sociales ou idéologiques (« même origine sociale », « accord religieux ou politique »). Le couple en Europe se fonde maintenant sur des choix individuels et affectifs, non plus sur des considérations économiques ou sociales.

Le bonheur, on le trouve aussi avec la satisfaction dans le travail. Si celui-ci n'est pas considéré comme une valeur en soi (le tiers des Européens — et 57 % des Français — souhaiteraient travailler moins), mais est apprécié dans la mesure où il apporte la sécurité et où il permet d'exprimer ses capacités et de prendre des initiatives.

Déclin des Églises, maintien de la spiritualité

Le sentiment qu'ont les Européens, dans leur majorité, de maîtriser leur destin et de mener une vie correspondant à leurs choix permet de faire face, de façon plutôt positive, aux incertitudes du lendemain. Ainsi peut-on mettre en relation un optimisme personnel, reposant sur une bonne confiance en soi, et un pessimisme social quant à l'avenir du monde.

L'accent mis sur la vie personnelle et affective explique la tendance générale à la permisivité en matière de conduite sexuelle et de morale individuelle. Les « fautes » qui paraissent les plus excusables sont celles qui ont trait à l'autodéfense ou à la libre dispo-

rent comme religieux. On constate même un renforcement de la spiritualité chez les jeunes, sous l'influence de religions orientales, avec l'apparition de la croyance en la réincarnation.

Morale de droite et de gauche

Si la poussée de l'irreligion existe indéniablement, l'opinion a tendance à l'exagérer, chacun pensant qu'elle touche surtout les autres. C'est là un phénomène qu'on observe également pour le relâchement des mœurs, l'insécurité ou l'incompréhension des jeunes envers les vieux ou des vieux envers les jeunes : un courant nouveau, qui provoque un sentiment de malaise ou d'anxiété, a tendance à être amplifié psychologiquement, chacun l'estimant plus répandu qu'il ne l'est en réalité.

Une autre observation classique en sociologie se trouve confirmée : la forte cohérence entre les opinions politiques, les options religieuses et les jugements moraux. Plus les individus se situent spontanément à droite politiquement, plus leurs convictions religieuses sont fortes et plus ils sont rigoristes sur le plan moral. A l'inverse, le fait de se situer à gauche s'accompagne d'un moindre engagement religieux et d'un plus grand laxisme.

La position à gauche va aussi avec un plus grand intérêt pour la politique et une plus forte contestation de l'ordre existant. Les gens de gauche sont à la fois plus actifs et plus insatisfaits. Leur confiance dans les institutions est

Offrez un voyage dans le temps

Découvrez un nouvel univers de cadeaux dans le catalogue de l'Institut Géographique National. Offrez un voyage dans le temps avec les cartes anciennes de Cassini.

LA CARTE DE CASSINI. C'est la France au XVIII^e siècle. Commencée en 1683, elle fut l'œuvre de Cassini de Thury de l'Académie Royale des Sciences et de ses descendants sur trois générations. Dressée par ordre du Roi Louis XV, la carte de Cassini est la plus ancienne carte topographique de la France entière.

IMPRIMÉE COMME AU XVIII^e SIÈCLE. Les feuilles de la Carte de Cassini sont imprimées à partir des cuivres d'origine conservés à la chalcographie de l'I.G.N. Ce procédé d'impression artisanal du XVIII^e siècle, appelé Taille Douce, restitue toute la qualité de la gravure d'époque.

LA CARTE A LA CARTE. La carte de Cassini est constituée de 179 feuilles au format de base 104 x 73 cm. Choisissez la ou les régions de votre choix et faites découvrir l'origine des villes et villages de France.

Taille Douce 325 F* (TTC) Offset 95 F* (TTC) *prix pratiques sur place

Revivez l'Histoire de France.

L'I.G.N. a pour mission de conserver les cartes anciennes.

La chalcographie de l'I.G.N. détient également

les cuivres gravés des Campagnes Napoléoniennes et des Chasses du Roi.

Découvrez-les au magasin I.G.N.



cartes anciennes de l'institut géographique national

Pour vous procurer la carte de Cassini :

- Sur place, au magasin I.G.N. 107, rue La Boétie, 75008 PARIS.
- Par correspondance en renvoyant le bon ci-dessous.

Bon à découper :

Pour recevoir gratuitement la documentation sur la carte CASSINI remplissez ce bon et renvoyez-le à : Opération I.G.N.-CASSINI - Editions CHRISTIAN 5, rue Alphonse Baudin - BP 91 - 75522 Paris Cédex 11

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Théâtre

Hideyuki Yanno travaille sur la concentration, la lenteur, et se tourne vers un rêve de tropisme végétal. Les disciples de Carolyn Carlson comme Quentin Rouiller ou Caroline Marcadé, jouent de leur aptitude à faire circuler l'énergie plutôt qu'à la concentrer. Dans ce registre, Dominique

Tandis que le mouvement théâtral marque une pose, et que les metteurs en scène font le point, la danse contemporaine, en plein essor, porte les promesses d'ouverture sur l'avenir.

tance, il a étudié la danse contemporaine, il a été dans des groupes de danse, a été chorégraphe, a été psychopédagogue, le yoga, les arts martiaux. Il a créé son groupe en 1979, a obtenu le premier prix de chorégraphie et le prix du ministère de la culture au concours de Bagnolet en 1980. Il a créé *In Illa* en 1981, a été nommé *Chorégraphe du Mois* dans *Le Monde* date 29-30 novembre 1981), puis les *Portes d'Italie*, *scènes* +
 langages des voix et des corps. Langages sans paroles. Les gens qui se regroupent autour de François Verret viennent du théâtre, de la danse. Ils savent qu'ils ont à pousser leur expérience personnelle, leur technique, vers des expressions autres, qu'ils se trouvent des chemins nouveaux, des chemins connus. Ils naviguent sans autre boussole que cette ex-

« Une friction très forte entre plusieurs personnes très différentes. Mais aussi, danger du mimétisme. *Mais nous sommes rhytmiques interne sans se glisser dans celui du voisin exige un terrible attention, reconnaît François Yver. Chacun poursuit sa propre histoire et l'idée du spectacle apparaît. Ça signifie qu'on ne parle pas, puis commencent les répétitions. On isole les situations, ça veut-à-dire par hasard, en interagissant une autre qui en fait partie.* »

« Jeffrey John arrive, il est brun, plutôt coté blanc, assez méfiant, se crispe quand on lui suggère que sa musique est sophistiquée : « Bien sûr, ce n'est pas du rock. J'ai une préférence attirance pour les compositeurs du passé, Bach, Mozart, et surtout Stravinski. Je pense qu'on n'a pas assez mesuré la profondeur et la richesse de pulsion de sa musique. C'est la première fois que j'écris pour la danse, et j'ai omplifié le côté rythmique, mariée ; j'ai bécoté les percussions, l'écriture du solo de piano très répétitif joue l'inesthétique, la profusion et dans le finale, après les pizzicati, arrive un mélange de cirque, jusqu'à circus polka... et de gaieté à la Mozart qui déteint sur les danses ».

« Un ordre s'impose, dit Ghedalia Tazarès, le sens dans lequel le langage avance, le sens dans lequel la nécessité rythmique Maudit par la nécessité, le langage ne peut pas le désirer. Simplement, dans un ordre différent, c'est la grâce. Les conflits ne sont jamais très clairs. Ils tiennent aux rapports intimes, inexplicables. Comme dans des scènes de ménage ».

Ainsi sont les lois du théâtre, éternellement secrètes. On les reconnaît quand on ne les observe pas, car elles se dérobent et disloquent le spectacle. Il faut bien accepter la rigueur et le mystère, en jouer, et l'insérer. Il le faut bien pour inventer ces écritures charnelles qui permettent de traverser les temps, de saisir l'essentiel, d'atteindre quelque chose d'essentiel, de saisir le regard de la statue », dit François Verret, en citant Giacomo.

Paradise est un spectacle lourd à supporter pour une jeune chorégraphie avec huit danseurs évoluant dans un environnement visuel uniforme, une musique pour guitare, percussions et deux pianos, jouée par dix interprètes sous la direction de fer du coupletiste Jeffrey John au milieu d'un amoncellement de matériel électronique. Il a fallu la participation financière du Sigma de Bordeaux, du Festival d'automne, de la Maison de la culture de Grenoble, du Nouveau Théâtre de Nice pour assurer cette production et encore, tout juste.

A Bordeaux, on avait ditendu du coton aux spectateurs en prévision des décibels meurtriers. Mais ceux qui attendaient une tornade rock ont été déçus; Karole Armitage est arrivée là où on ne l'attendait pas. *Paradise* est un vrai ballet en trois parties bien construit, qui tire d'un vague argument — drame futuriste sur la vie et les guerres des guerriers célestes — une cohésion et un style affirmé, plutôt baroque, très beau, déconcertant, et qui a suscité des mouvements divers avec une Karole toute raide pour les saluts et eu rage dans les coulisses parce que rien n'avait marché à son goût. Alors pas de fleurs pour les danseuses, pas de débat avec le public comme prévu.

Le lendemain, rendez-vous à 12 h 30: Charles Atlas est là en blouse médicale. Il a... tous

tôt pour régler ses éclairages, mais il y a grève d'E.D.F., ce qui ne semble pas avoir altéré sa bonne humeur. Arrivée de Karole Armitage, pâle, épuisée, avec ses cheveux de hérission; hier elle jouait les vamps laques dans un rôle de la mort. L'absence du musicien Jeffrey John l'écoeure. *Paradise* est vraiment l'affaire des trois: « Hier ça n'a pas très bien marché, dit-elle, ce n'est pas l'accueil qui m'a hérisse mais les loups de la représentation. Si le public avait pu savoir, il aurait trouvé ça burlesque. Techniquement, le spectacle n'était pas ou point; il ne pouvait pas l'être, faute de temps. A New-York, nous n'avons jamais pu le répéter avec la musique en direct et les effets scéniques. Hier, c'était pratiquement parfait. Et quand nous allons venir à Paris, nous devons nous adopter à une scène plus petite, et ça va recommencer, et je vais encore ne pas être heureuse... »

Karole Armitage admet que *Paradise* est un tournant dans sa carrière, marque une évolution — burlesquement, troniste-telle — dans son travail, mais l'esprit n'a pas changé: *Paradise* est la suite de *Drastic Classicism*. « Il y a une sorte de scénario, un plan que j'ai soumis au scénographe et au musicien. Mon idée était de rester quelque chose de mythique, une sorte de bathkali appliquée à

Ces corps lancés dans l'espace suivent les itinéraires bruyants et hachés, ils subissent des distorsions qui agressent l'œil. Mais ce n'est pas de l'énergie libérée, n'importe comment, rien n'est improvisé. On atteint ainsi un registre plus fort auquel doit correspondre une force égale de la musique... J'ai travaillé parfois en studio avec Jeffrey John, d'autres fois sans lui ; mais bien évidemment je tiens compte de sa partition ; elle intervient pour le rythme et de la couleur sonore. On peut d'ailleurs copier et so musique le terme de « classique » comme pour ma danse ; elle est d'aujourd'hui, composée avec des techniques d'aujourd'hui, très rigoureuse, très travaillée. Quand à l'embarquement scénique, il n'intervient pas directement sur

impose un cadre, des reliefs, des rythmes, des accidents qui la mettent en condition de danger ».

• Paradoxe, ajoute Charles Aillas, est un inventaire des formes et des situations chorégraphiques. J'ai conçu des décors, des costumes, des éclairages qui en rehaussent les effets : la première partie se situe dans un espace modulé par des spots, dans la seconde, l'espace est morcelé par un jeu de cadres mobiles.

La troisième se noue autour d'un volume fixe. La prédominance de la tonalité jaune assure la continuité du ballet.

Jeffrey John arrive, il est brun, plutôt cool blanc, assez méfiant, se crispe quand on lui suggère que sa musique est sophistiquée. « Bien sûr, ce n'est pas du rock. J'ai une profonde attirance pour les compositeurs du passé, Bach, Mozart et surtout Stravinski. Je pense qu'on n'a pas assez mesuré la profondeur et la richesse de pulsion de sa musique. C'est lo première fois que j'écris pour la danse, et j'ai omplifié le côté rythmique, martelé ; j'ai beaucoup travaillé sur la texture du son. Le solo de piano très répétitif joue l'intensité, la profondeur et dans le finale, après les pizzicati, arrive un mélange de cirque façon « circus polka » et de gaieté à la Mozart qui déteint sur les dan-

« Un ordre s'impose, dit Ghedda de Tazaris, le sens dans lequel la mort et la vie, sa violence, son exaltation. Il y avait toujours des uns et des autres, les obstacles contre lesquels déviaient les dévouements — Attention danger — comme les pôles où se cognait les boules de flipper avant de dessiner une géométrie imprévisible, fulgurante mais contrôlée.

« Un ordre s'impose, dit Ghedda de Tazaris, le sens dans lequel la mort et la vie, sa violence, son exaltation. Il y avait toujours des uns et des autres, les obstacles contre lesquels déviaient les dévouements — Attention danger — comme les pôles où se cognait les boules de flipper avant de dessiner une géométrie imprévisible, fulgurante mais contrôlée.

Ainsi sont les lois du théâtre, éternellement secrètes. On ne connaît quand on ne les observe pas, car elles se débâtent et disloquent le spectacle. Il faut bien accorder à l'œuvre un mystère, en jouer, et finasser. Il le faut bien pour inventer ces écritures charnelles qui permettent de traverser le miroir, et les histoires, pour atteindre quelque chose d'essentiel, pour saisir le regard de la statue », dit François Verret, en citant Giamatti.

Page 26 - Le Monde - Dimanche 20 - Lundi 21 novembre 1992

théâtre

ANTOINE (208-77-51), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h 30 : *Coup de soleil*.

ARTS-HERBERTOT (387-23-22), s. ann. 18 h 45 et 22 h 15 : *Faut dire*, dim. 15 h 15 : *Le Partenaire*.

ASPIRANT THEATRE (238-35-53), s. ann. 20 h 30, dim. 16 h 15 : *Maisestras*.

ATELIER (606-94-24), s. ann. 21 h, dim. 15 h : *Conscience-Marie*.

ATHENEE (742-67-77), Salle Ch. Bédouin, s. ann. 15 h 45 et 20 h 30 : *Balthus*.

BATACLAN (271-18-61), s. ann. dim. 20 h 30 : *Lulu*.

BOUFFES - PARISIENS (286-20-24), s. ann., dim. 21 h : *Les Trois Femmes*.

CALYPSO (237-25-95), s. ann. 20 h 30, dim. 17 h : *Les Deux Fils du Bonnet Vert de Bonif*, s. ann. 21 h : *Le Maison Jeune*.

CARTOUCHE, Eglise de Bois (508-39-74), s. ann. 20 h 30, dim. 16 h 15 : *Le Malin*, s. ann. 21 h : *Le Triomphe* (328-36-36), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h 30 : *Vater Land*, *Th. du Soleil* (374-24-08), s. ann. 18 h 30 : *Richard III*.

CITE INTERNATIONALE (368-38-69), s. ann. 18 h 45 et 20 h 30 : *Le Partenaire*.

COMEDIE-CAUMONTA (742-43-43), s. ann. 21 h, dim. 15 h 30 : *Reviens dormir Athéna*.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (208-35-53), s. ann. 18 h 45 et 20 h 30 : *Le Partenaire*.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-22), s. ann. 20 h 30 : *Le Manie de la villégiature*.

COMEDIE DE PARIS (281-00-11), s. ann. 20 h 30 : *Le Partenaire*.

CONSTANCE (238-97-62), s. ann. 20 h 45, dim. 17 h : *L'histoire merveilleuse d'un gagnant du Loto dont la flemme se sera accidentellement le legsme du tirage*.

CRYPTE SAINTE-AGNES (296-58-32), s. ann. 20 h 30 : *Poésie chanson* (A. D.), D. Dussault.

DAUNOU (261-69-24), s. ann. 21 h, dim. 15 h 30 : *Le Cénit*.

DECHARGEURS (336-02-02), s. ann. 20 h 30 : *Oscar et Willy*, 22 h : *Les Eaux et Forêts*.

DELORADO (208-23-50), s. ann. 20 h 45, dim. 16 h : *Le Don Juan de la Cruche*.

DESSESSALIER D'OR (523-15-10), s. ann. 21 h, dim. 17 h : *Tand*.

DESSESSALIER (337-13-54), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h 30 : *Le Partenaire* sous caméras.

DESSESSALIER GIRAUD-PHARES (233-55-77), s. ann. 20 h 30 : *Fantaisie mineur*.

DESSESSALIER (278-46-22), L. s. ann. 21 h : *Le premier soir*, R. s. ann. 21 h : *Le Partenaire*.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEUKRIE (340-36-35), s. ann. 21 h : *Récit d'une passion onirique*.

FONTAINE (742-74-40), s. ann. 18 h, dim. 15 h 30 : *L'Esthétique des Femmes*, s. ann. 22 h, dim. 15 h : *Don Diego contre Super 8*.

GALERIE S-5 (336-63-51), s. ann. 21 h : *Public Ectre - A Privé Ectre*.

HUCHETTE (338-38-99), s. ann. 19 h 30 : *Le Partenaire*, 20 h 30 : *Le Partenaire*, 21 h 30 : *Pinok et Matéo*, 22 h 45 : *Cabaret Dada*.

LA BRUYERE (874-76-99), s. ann. 21 h, dim. 15 h : *Mort accidentelle d'un anacardier*, 22 h 15 : *Esthétique des Femmes*.

LIERRE-THEATRE (586-65-83), s. ann. 20 h 30, dim. 17 h : *La Colonne péritraire*.

LUCCERNAIRE (544-57-34), L. s. ann. 18 h 30 : *Cajamaro au Supplice de Plé*, 20 h 30 : *Le Partenaire*, 21 h 30 : *Le Journal intime de Sally Mary*, 18 h 30 : *Reconcilpion*, 21 h 15 : *Six heures au plus tard*, *Petite saile*, s. ann. 18 h 30 : *Comme la pierre*, 19 h 45 : *Mé*, 20 h 30 : *Comme la pierre*, 22 h 15 : *Reconcilpion du mal*.

LYCEE FENELON (307-85-89), s. ann. 20 h 30 : *Poi contre l'intelligence*.

LYCEE-MONTFARNASSE (327-88-61), s. ann. 20 h 30, dim. 17 h : *Vendredi, jour de liberté*.

MARAE (278-03-53), L. s. ann. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30 : *Le Partenaire*.

MAKRE-STUART (508-17-80), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h : *Maisestras*.

MARIGNY, Salle Gairol (225-20-74), s. ann. 19 h et 22 h : *Les Sables*.

MATERNES (208-35-53), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : *Le Bonheur*, 18 h 45, 20 h 30 : *Le Partenaire*.

MICHEL (265-35-30), s. ann. 21 h 30 : *D*, 15 h 30 : *On change sa lit*.

MICRODERE (742-95-22), s. ann. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : *Le Vieux voyageur*.

MOGADOR (285-45-30), s. ann. 16 h 30 et 21 h : *dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergame*, s. ann. 21 h : *L'histoire des cochons qui vont à la messe*.

MONTFARNASSE (330-89-90), s. ann. 21 h : *dim. 15 h et 21 h : Comedie d'été*, 22 h : *Le Partenaire*, 23 h : *Le Partenaire*, 24 h : *Le Partenaire*, 25 h : *Le Partenaire*, 26 h : *Le Partenaire*, 27 h : *Le Partenaire*, 28 h : *Le Partenaire*, 29 h : *Le Partenaire*, 30 h : *Le Partenaire*, 31 h : *Le Partenaire*, 32 h : *Le Partenaire*, 33 h : *Le Partenaire*, 34 h : *Le Partenaire*, 35 h : *Le Partenaire*, 36 h : *Le Partenaire*, 37 h : *Le Partenaire*, 38 h : *Le Partenaire*, 39 h : *Le Partenaire*, 40 h : *Le Partenaire*, 41 h : *Le Partenaire*, 42 h : *Le Partenaire*, 43 h : *Le Partenaire*, 44 h : *Le Partenaire*, 45 h : *Le Partenaire*, 46 h : *Le Partenaire*, 47 h : *Le Partenaire*, 48 h : *Le Partenaire*, 49 h : *Le Partenaire*, 50 h : *Le Partenaire*, 51 h : *Le Partenaire*, 52 h : *Le Partenaire*, 53 h : *Le Partenaire*, 54 h : *Le Partenaire*, 55 h : *Le Partenaire*, 56 h : *Le Partenaire*, 57 h : *Le Partenaire*, 58 h : *Le Partenaire*, 59 h : *Le Partenaire*, 60 h : *Le Partenaire*, 61 h : *Le Partenaire*, 62 h : *Le Partenaire*, 63 h : *Le Partenaire*, 64 h : *Le Partenaire*, 65 h : *Le Partenaire*, 66 h : *Le Partenaire*, 67 h : *Le Partenaire*, 68 h : *Le Partenaire*, 69 h : *Le Partenaire*, 70 h : *Le Partenaire*, 71 h : *Le Partenaire*, 72 h : *Le Partenaire*, 73 h : *Le Partenaire*, 74 h : *Le Partenaire*, 75 h : *Le Partenaire*, 76 h : *Le Partenaire*, 77 h : *Le Partenaire*, 78 h : *Le Partenaire*, 79 h : *Le Partenaire*, 80 h : *Le Partenaire*, 81 h : *Le Partenaire*, 82 h : *Le Partenaire*, 83 h : *Le Partenaire*, 84 h : *Le Partenaire*, 85 h : *Le Partenaire*, 86 h : *Le Partenaire*, 87 h : *Le Partenaire*, 88 h : *Le Partenaire*, 89 h : *Le Partenaire*, 90 h : *Le Partenaire*, 91 h : *Le Partenaire*, 92 h : *Le Partenaire*, 93 h : *Le Partenaire*, 94 h : *Le Partenaire*, 95 h : *Le Partenaire*, 96 h : *Le Partenaire*, 97 h : *Le Partenaire*, 98 h : *Le Partenaire*, 99 h : *Le Partenaire*, 100 h : *Le Partenaire*.

NOUVEAUTES (770-82-76), s. ann. 18 h 45 et 21 h : *dim. 15 h 30 : L'histoire des cochons qui vont à la messe*.

OEUVRE (774-42-52), s. ann. 22 h : *dim. 14 h 30 : Spinal*, s. ann. 19 h 30, dim. 17 h : *L'extinction d'Alfred White*.

PALAI-ROYAL (507-69-81), s. ann. 18 h 45 et 22 h : *Le Partenaire*, 23 h : *Le Partenaire*, 24 h : *Le Partenaire*, 25 h : *Le Partenaire*, 26 h : *Le Partenaire*, 27 h : *Le Partenaire*, 28 h : *Le Partenaire*, 29 h : *Le Partenaire*, 30 h : *Le Partenaire*, 31 h : *Le Partenaire*, 32 h : *Le Partenaire*, 33 h : *Le Partenaire*, 34 h : *Le Partenaire*, 35 h : *Le Partenaire*, 36 h : *Le Partenaire*, 37 h : *Le Partenaire*, 38 h : *Le Partenaire*, 39 h : *Le Partenaire*, 40 h : *Le Partenaire*, 41 h : *Le Partenaire*, 42 h : *Le Partenaire*, 43 h : *Le Partenaire*, 44 h : *Le Partenaire*, 45 h : *Le Partenaire*

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
251-28-20+
(de 11 heures à 21 heures;
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 19 - dimanche 20 novembre

cinéma

[illegible]

MOTS CROISÉS.

PROBLÈME N° 3584

HORIZONTALEMENT

I. Sa tour d'acier est aussi prestigieuse que sa Tour d'Argent. Une indéniable preuve de savoir-vivre. — II. Bat en brèche la défense quand il est général. Pièce seconde sur l'échiquier international et maîtresse sur celui du Royaume-Uni.

III. Remette en vigueur. Souvent aussi noir que l'homme qui l'exploite. — IV. Nature, manquant manifestement de précipitations. Un fou peut le distraire ou l'assommer.

V. Transport. Personnel. — VI. Marguerite II y signe régulièrement. Un coup de rouge leur donne un vigneron nouvelle. — VII. Expression de sentiments dévoués. Travailleurs exerçant de place en place. — VIII. Participe passé.

Saint bernard. Oiseau. Sur les armes de Paris et de Notre-Dame.

IX. Le sous-roi de Cocinini.

X. Son ouvrage relève du génie. On soubate et redoute, à la fois, de le devenir. — XI. Théophraste et mystique allemand. Possessif. Conclusion peu spirituelle d'une saillie. — XII. Dans un cloacé particulièrement sensible aux coups de marteaux.

XIII. Prépare un menu repas pour des bécassins. Avance l'heure du terme. — XI. Doubté, on peut l'être quand on se double. Implacable dans l'implacable. Sigle d'une organisation discrète et adhésive.

XII. Naît sous le signe du Capricorne. Ligne de séparation d'une région touffue.

Note. Ville roumaine. — XIII. Refuse

saï toute confession. Assure un service d'ordre. Préfixe. — XIV. Frotyzes et rincozes. Autorise à monter sur les planches, mais ne permet pas de les brûler. — XV. Série d'étages. Préposition. La meilleure définition le laisse indéfini. Le baigneur et le plongeur le prennent différemment.

VERTICALEMENT

1. A toujours envie de faire quelque chose, mais ne parvient jamais à se décider. Organisée, elle sème le désordre. — 2. Bon connaisseur qui esquisse encore mieux quand il s'agit de se fender. Traditions. Tantôt bouffant, tantôt bouffé. — 3. Faites comme des rats. Au royaume des

VERTICALEMENT

1. A toujours envie de faire quelque chose, mais ne parvient jamais à se décider. Organisée, elle sème le désordre. — 2. Bon encaisseur qui esquivé encore mieux quand il s'agit de se fendre. Traditions. Tantôt bouffant, tantôt bouffé. — 3. Faites comme des rats. Au royaume des

Solution du problème n° 3583

Horizontalement
I. Gorille. - II. Olive, Gin.
III. Détente. - IV. Titrer. - V. Cle
me. - VI. Héloïse. - VII. Es. R
sol. - VIII. Siège. BD. - IX. Pi
on. Li. - X. Ave. Abai.
XI. Régn. Pte

Verticalement
1. Godiche. Par. - 2. Oïé! Le
vê. - 3. Rituel. Isc. - 4. Iv
orêt. - 5. Lent. Iago. - 6. Tif
NA. - 7. Egérie. BE. - 8. E
oblat. - 9. Intrépidité.

GUY BROUTY.

LES FILMS

A. NIOS ANKOUËS, film français de Maurice Maugé - Gaumont-Hellier 18 (297-48-70); Impérial, 2 (742-72-52); Richelieu, 2 (236-56-70); Hauffmann, 6 (633-79-38); La Paquette, 12 (236-56-70); UGC, 12 (236-56-70); Champ-Elysées, 18 (239-04-67); 14 Juillet-Bastille, 11 (343-79-17); Faurens, 19 (331-60-74); Mistril, 18 (236-56-70); Grand Rex, 2 (236-83-93); Cinéma-Eden, 18 (329-52-37); Paramount, 14 (329-83-11); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-39); Pathé-Clichy, 18 (236-56-70).

KROUJIM, film franco-soviétique de J.-L. Godard et R. Ray, Guern., — VO; Forum Orient-Express, 11 (233-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); UGC Champ-Elysées, 18 (239-04-67); Cinéma-Eden, 18 (329-52-37); Parisiens, 14 (329-83-11); VF; UGC Beaulieu, 9 (246-66-44).

XIII^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS DU FILM FANTASTIQUE, du 10 au 20 septembre 1970, — Grand Rex, 2 (236-83-93). Voir *Festivals*.

PRIEMERS DESIRS, film français de David Hamilton, — Forum, 11 (297-48-70); Impérial, 2 (742-72-52); Opéra, 2 (261-50-32); Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); Bretagne, 4 (237-57-97); UGC, 12 (236-56-70); Cinéma-Eden, 18 (329-52-37); Marignan, 8 (539-92-82); Max-Libre, 15 (770-72-86); UGC Boulevard, 9 (246-66-44); UGC, 12 (236-56-70); Grand Rex, 2 (236-83-93); 01-59; Mistril, 14 (339-52-43); Montparnasse-Pathé, 14 (320-12-86); Gaumont-Optique, 15 (770-72-86); Grand Rex, 2 (236-83-93); Montmartre, 18 (606-34-25); Images, 18 (522-47-94).

UN FAUTEUIL POUR DEUX, film américain de John Landis, — VO; Cinéma-Eden, 18 (329-52-37); Saint-Germain Hollywood, 5 (633-63-20); Embassy-Lincoln, 8 (339-36-14); Byzance, 8 (339-15-08); Grand Rex, 2 (236-83-93); Cinéma-Eden, 14 (329-83-11); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42); VF; Brest, 2 (762-60-33); Richelieu, 2 (236-56-70); Grand Rex, 2 (236-83-93); 49-07; Paramount-Gobelin, 13 (707-12-28); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-25); Montmarney-Cuvigny, 15 (828-34-37); Grand Rex, 2 (236-83-93); Saint-Charles, 15 (579-33-00); Mixar, 16 (651-99-75); Clichy-Pathé, 18 (236-56-70).

UN HOMME À MA TAILLE, film français d'André Carouge, — Forum Orient-Express, 11 (233-42-26); UGC Opéra, 2 (261-50-32); Quinette, 5 (633-79-38); Saint-Germain Hollywood, 5 (633-63-20); Rotonde, 6 (638-08-22); Marignan, 8 (339-62-82); Francis, 8 (770-72-86); Grand Rex, 2 (236-83-93); Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount-Montmarie, 18 (606-34-25); Images, 18 (522-47-94).

VASSA, film soviétique de Gleb Pavlouk, — VO; Forum-Aurion-Ciel, 11 (233-42-26); Cosmos, 6 (544-28-38); Olympia-Scapino, 14 (545-35-38); Cécile de France, 18 (380-42-05).

 **FESTIVAL
d'Automne
PARIS**

**JÉRÔME
DESCHAMPS**

LES ÉLUS

THÉÂTRE DE LA BASTILLE

DU 15 NOV. AU 4 DÉC.

Coordination : Théâtre de la Bastille, Ville de Paris

LOCATION THÉÂTRE 357.42.14 ET FNAC 549.05.28

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 19 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série : Dallas.**
Réal. L. J. Moore.
Sue Ellen accepte enfin l'offre de mariage de J. R., l'ainé des Clayton et Cliff plus dévoués que jamais.
21 h 25 **Droit de réponse : La revue de presse.**
Emission de M. Polac.
Avec M.M. Thomas Fereczi, directeur de la rédaction du « Monde », Dominique Janet, éditorialiste du « Quotidien de Paris », Noël Copin, rédacteur en chef de « la Croix », et René Andrien, rédacteur en chef de « l'Humanité » et d'autres journalistes de la presse quotidienne.
22 h 45 **Etoiles et toiles : Le cinéma italien.**
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
Autour de Vittorio de Sica et du Voleur de bicyclettes.
23 h 30 **Journal.**

d'emploi sur les conseils d'un ami, une drôle d'offre, suivie d'événements surprenants, curieux. La mise en scène de ces nouvelles d'Agatha Christie est souvent décevante.
21 h 25 **Série : Marcel Bernard.**
Réal. J.-M. Ribes.
Avec Topor, Gél, Cavanna, Marshall...
21 h 55 **Journal (et à 23 h 5).**
22 h 15 **Magazine : Confrontations.**
Réal. H. Chapier et M. Naudy.
Avec M. Jean-Baptiste Doumenge, président de la société Interreg.
22 h 30 **Musichub.**
Concerto n° 2, de Chopin, par l'Orchestre philharmonique de Londres, sol. A. Rubinstein, piano.
23 h 5 **Journal et spécial foot.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

FOIE - DIGESTION - CONSTIPATION
Boldoflorine
Infusion
CHEZ VOTRE PHARMACIEN
Ne pas utiliser chez l'enfant et en cas d'allaitement.
Pas d'effets secondaires connus. Sans toxicité. Vanc GP 344 N 483

20 h 35 **Variétés : Champs-Élysées.** de M. Drucker.
Autour de Patrick Sébastien.
22 h 5 **Magazine : Les enfants du rock.**
Special Beatles, avec le film « Magical Mystery Tour ».
23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Série Agatha Christie : Un emploi princier.**
Réal. C. Hodson.
Jane, jeune fille pauvre et jolie, répond à une offre

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 **Troisième rang de face, l'actualité des spectacles.**
18 h **Dessin animé : Les aventures sous-marines.**
18 h 8 **Feuilleton : Dynasty.**
18 h 56 **Dessin animé : Ulysse 31.**
19 h **Info régionales et internationales.**
19 h 15 **Info régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Rouletabille.**

FRANCE-CULTURE

20 h **L'Estéide, d'après Virgile. (3^e partie).** Avec N. Ramond, L. Davy, P. Liliastros, S. Thomas...
21 h 55, **Ad lib.**
22 h 5, **La Fugue du samedi.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Symphonie Prague, n° 38, de Mozart. Variations sur un thème de Paganini, de Blacher. Symphonie rhénane, de R. Schumann par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch.**
22 h 30, **Fréquence de nuit (en duplex avec la radio suisse romande) : le club des archives (Spécial E. Ansermet) : œuvres de Debussy, Ravel, R. Strauss, R. Schumann.**

Dimanche 20 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

14 h 30 **Championnats.**
Sports et diversifiements.
17 h 30 **Les animaux du monde.**
18 h **Série : Frank Buck, chasseur de fauves.**
19 h **Le magazine de la semaine : Sept sur sept.**
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Le grand témoin sera le général Bigard, la télévision des autres, celle de Moscou : des reportages sur l'enseignement et les bonheurs à la Guadeloupe.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Film : Une bible et un fusil.** Film américain de S. Millar (1975), avec J. Wayne, K. Hepburn, A. Zerbe, R. Jordan, J. McIntire, S. Martin. (Rediffusion).
Arkansas 1880. Un shérif sudiste, borgne et alcoolique poursuit des bandits qui se sont emparés d'un charbonnier de nitroglycérine. Il est accompagné par une vieille fille bigote, désireuse de venger son père assassiné. Hommage évident à l'Africain qu'en John Huston. Mais les scènes d'action sont ratées, John Wayne cabotin, et Katharine Hepburn a l'air de se demander ce qu'elle fait là.
22 h 15 **Sports dimanche.**
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13 h 20 **Dimanche Martin.**
17 h 5 **Dimanche dimanche.**
18 h 5 **Dimanche magazine.**
La Chine, vingt ans après : l'élection d'une « miss America » noire.
19 h **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Jeu : la chasse aux trésors.** En Norvège.
21 h 40 **Mouvements en direct : Les échos de la nuit.**
Une émission de Monique Saladin.
A Pommeraye, près d'Angers, un mariage inhabituel : celui d'un myopathe, à vie dans un fauteuil roulant, et d'une jeune fille douce. Des images fortes, habilement mises en scène.
22 h 30 **Magazine : Désirs des arts.**
de P. Dais et P.-A. Boutang.
Caldes, la sculpture en mouvement.
23 h 5 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 45 **L'écho des bananes.**
19 h 40 **R.F.O. hebdo.**
20 h **Frégate Rock.**
Un spectacle de marionnettes réalisé par Jim Henson, le

créateur des illustres « Muppets », une comédie musicale colorée pour les enfants.
20 h 35 **Regard sur la France :**
Production de l'INA.
Comme pour Anna, de Helma Sanders-Brahms.
Un récit à la première personne de l'annuaire lucide d'une femme allemande (la cinéaste) pour notre pays. Elle a choisi de s'attarder sur le pays de Colette, le Berry, de mélanger légende et réalité.
21 h 35 **Aspects du court métrage français.**
Les Lièvres du violon, de Armand Bernardi ; Long d la détente, de Catherine Duvychev.
22 h 5 **Journal.**
22 h 30 **Cinéma de minuit (Cycle Allemagne 1928-1931) : L'homme qui assassina.**
Film allemand de K. Bernhardt (1931), avec C. Veidt, H. George, T. von Moll, F. Haerlin, F. Kayser, E. Tonto (v.o. sous-titrée, N.).
A Constantinople, un attaché militaire de l'ambassade de France s'occupe d'un chantage une Anglaise de la haute société, pour laquelle il éprouve une amitié amoureuse. D'après Claude Farrère et Pierre Frondale. Drame mondain, atmosphère cosmopolite. Cette version allemande, quasiment inconnue, est bien supérieure à la version française, tournée en même temps, grâce, particulièrement, à Conrad Veidt.
23 h 45 **Prelude à la nuit.**
Improvisation, de M. Seiber, par M. Bourgue (hautbois) et Colette Kling (piano).

FRANCE-CULTURE

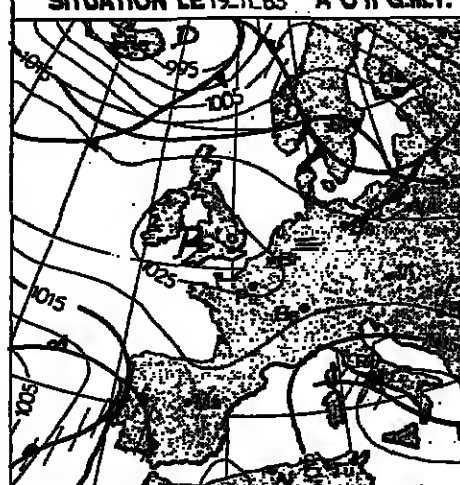
17 h 30, **Rencontre avec Marek Halter.**
18 h 30, **Ma non troppo.**
19 h 10, **Le cinéma des cinéastes.**
20 h, **Albums : l'étrange Pierre Louys.**
20 h 40, **Atelier de création radiophonique : Jonas qui n'est jamais parti.** portrait de famille par M. Cohen.
23 h, **Les musiciens français contemporains : Aubert Lenoir.**

FRANCE-MUSIQUE

17 h, **Comment l'entendez-vous ?**
19 h 5, **Jazz vivant : les nouveaux orchestres français (A. Hervé).**
20 h, **Les chants de la terre.**
20 h 30, **Concert : Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Brahms, symphonie n° 3 de Bruckner, par l'Orchestre du Festival de Lucerne, dir. K. Sanderling, sol. V. Ashkenazy, piano.**
22 h 30, **Fréquence de nuit : les figurines du livre ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de Françoise Xenakis.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.11.83 A 0 h G.M.T.



Évolutions probables du temps en France entre le samedi 19 novembre à 0 heure et le dimanche 20 novembre à minuit.

La France demeure sous l'influence de hautes pressions où évolue de l'air froid. L'air océanique qui gagnera les régions du Nord et du Nord-Est, bien qu'apportant un radoucissement passager renforcera la tendance à des brumes tenues.

Dimanche matin, excepté sur les régions méditerranéennes, le temps sera le plus souvent gris avec des brouillards parfois denses. Ces brouillards pourrissent même déposer du givre sur le Sud-Ouest, le Massif Central, la Bourgogne et la Franche-Comté car sur ces régions les températures seront basses : - 4 à - 6 degrés. Ailleurs au lever du jour il fera 3 à 4 degrés sur les régions côtières, 0 à + 1 degré dans l'intérieur.

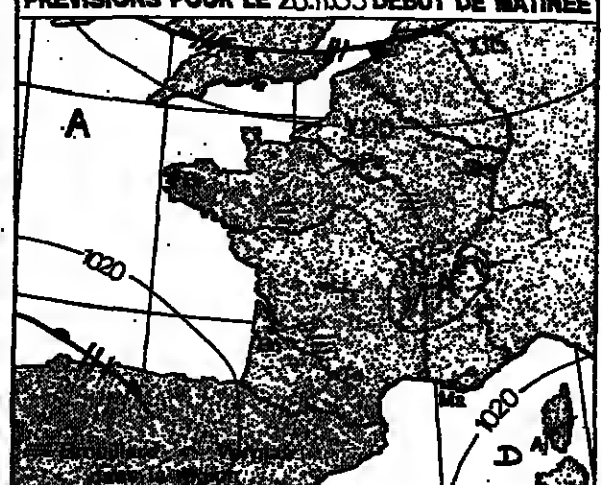
En cours de matinée, ces formations brumeuses se dissipent assez rapidement au sud de la Loire et le soleil permettra aux températures, de remonter vers 8 à 11 degrés, 13 à 15 degrés près des Pyrénées. Par contre de la Bretagne et des Flandres aux Vosges le temps restera très maussade et brumeux. De petites pluies ou bruines seront même observées au nord de la Seine. Les températures seront voisines de 6 à 8 degrés l'après-midi.

Dans l'ensemble le vent sera faible.

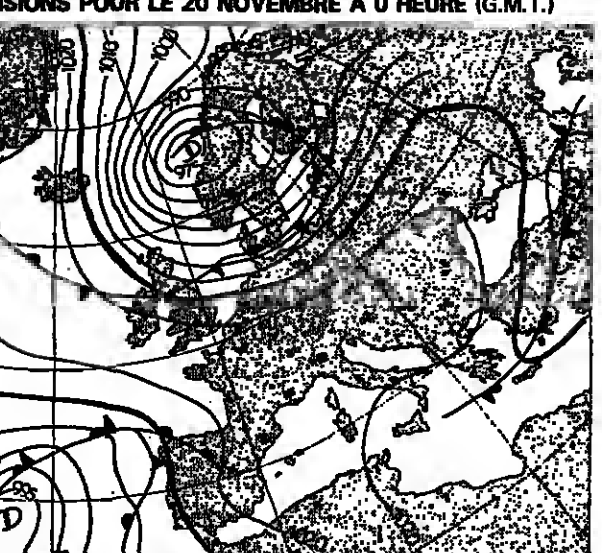
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 19 novembre à 0 h : 1025,2 millibars, soit 769 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 novembre) : Ajaccio, 17 et 12 ; Biarritz, 12 et 2 ; Bordeaux, 9 et 4 ; Bourges, 5 et 2 ; Caen, 10 et 2 ; Caen, 7 et 0 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 1 et - 2 ; Dijon, 3 et - 6 ; Grenoble, 5 et 2 ; Lille, 3 et 2 ; Lyon, 1 et - 1 ; Marseille-Marianne, 11 et - 1 ;

PRÉVISIONS POUR LE 20.11.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 12 ; Amsterdam, 6 et 5 ; Athènes, 16 et 11 ; Berlin, 3 et 2 ; Bonn, 5 et - 1 ; Bruxelles, 1 et 1 ; Le Caire, 29 et 21 ; Les Canaries, 27 et 20 ; Copenhague, 8 et - 4 ; Dakar, 28 et 24 ; Djibouti, 23 et 18 ; Genève, 3 et 1 ; Jérusalem, 22 et 10 ; Lisbonne, 19 et 15 ; Londres, 9 et 6 ; Luxembourg, 6 et - 3 ; Madrid, 14 et 8 ; Moscou, - 4 et - 3 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 9 et 2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 5 ; Rome, 12 et 5 ; Stockholm, 5 et 5 ; Téhéran, 22 et 16 ; Tunis, 21 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 NOVEMBRE

« Ateliers d'un doreur-argenteur », 15 heures, musée des Arts-et-Métiers (Conservatoire d'Art et d'Industrie).
« Le de la Cité », 15 heures, 24, place Dauphine, M. Cautry.
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, poste de l'Hôtel de Ville, M^{me} Ferrand.
« Cristallerie de Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis, M. Jolot.
« Ancien Hôtel-Dieu », 14 h 30, devant l'entrée, parvis Notre-Dame (Paris intra-muros).
« Salles souterraines des thermes », 15 heures, entrée du Musée de Cluny (Paris et son histoire).
MARDI 22 NOVEMBRE
« Manufactures des Gobelins », 14 h 30, 42, rue des Gobelins, M^{me} Hulot.
« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M^{me} Brossais.
« Exposition Wagner et l'Europe », 15 heures, entrée principale de l'Opéra.

RENCONTRE

NEUVIÈME CARREFOUR DES LAURÉATS. - Les viticulteurs lauréats du concours agricole de Paris attendent les Parisiens jusqu'au lundi 21 novembre, sur la péniche Narnaud, port Debilly, rive droite, pour une présentation des meilleurs crus de France.
27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Chapuis (Caisse nationale des monuments historiques).
« Curiosités et souterrains autour de Beaumont », 16 heures, poste de l'Hôtel de Ville (Conservatoire d'Art et d'Industrie).
« Le Marais », 14 h 30, méro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

14 h 30, 29, rue d'Ulm, S. Elatri : « Au carrefour de deux cultures : de l'arabe au français » (I.N.R.P.).
14 h 45, 23, quai de Conti, A. Danzin : « La société façonnée par la technologie » (Académie des sciences morales et politiques).
19 heures, Musée des monuments français, E. Verguole : « La sculpture bourgeoise autour d'Anzy-le-Duc » (Centre d'études romanes).
20 h 30, 21, rue d'Assas, J.-M. Meyer : « De l'égoïsme à l'espérance, les raisons de vivre » (As. familiales catholiques).

MARDI 22 NOVEMBRE

17 h 30, mairie du dix-septième arrondissement, G.-H. Dumont : « Après la mort de Charles le Téméraire, Marie de Bourgogne, enjeu d'un conflit entre Louis XI et Maximilien d'Autriche » (Société historique et archéologique).
21 heures, 36, rue Jacob, G. Chastenet : « L'impératrice Marie-Louise (la Tisane) ».

Meche MULLER,

réviser à la section de traduction espagnole, survenu à Paris, le 10 novembre 1983.
Les obsèques ont eu lieu le 15 novembre 1983.

Anniversaires

- Souvenir.
Il y a quarante ans...
Renée et Léon BAUMANN (de Virey-le-François-Marne), arrêtés par les nazis, étaient déportés de Drancy à Auschwitz le 20 novembre 1943.
Leurs enfants Simone et Albert FREY-WEIL (de Remiremont, Vosges), leurs petites-filles : Arlette, neuf ans ; Monique, sept ans ; Francine, vingt mois, les rejoignent dans la mort le 17 décembre 1943. Ils étaient juifs.
En cette période anniversaire, donnez-leur une pensée.
« Si l'écho de leurs voix faiblit, nous pèlerons... »
P. Ehard.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 20 NOVEMBRE

- M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. au Sénat, sénateur des Hauts-de-Seine, est reçu à l'émission « Forum » sur R.M.C. à 12 h 30.
- M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, participe à l'émission « Public » à 12 h 30, sur C.V.S., 95,5 MHz Versailles.
- M. Jack Rallie, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de l'emploi, est invité à l'émission « Le grand jury R.T.L. - le Monde », de 18 h 15 à 19 h 30.
- M. Michel d'Ornano, ancien ministre, député U.D.F. du Calvados, est reçu au « Club de la presse » sur Europe 1 à 19 heures.

LUNDI 21 NOVEMBRE

- M^{me} Catherine Bonnel, porte-parole des « Vers », est reçue à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C. à 8 h 15.

CARNET

Décès

- M^{me} Albert Algod, M. François Algod, M. Philippe Algod, et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert-André ALGOD, survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Parthenay (Deux-Sèvres).

M^{me} Maurice Begé, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Miliand BEGÉ, survenu le 16 novembre 1983.
Cet avis tient lieu de faire-part. 6, rue Elzévir-Ménilmontant, 75020 Paris.
- Nous apprenons la mort de notre confrère Emile de BONGIE, décédé le 13 novembre 1983, à Versailles, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1570 F
CANON AU reflex 24 x 36 automatique. Mise au point assistée. Obj. 2/50.
320 PHOTOGRAPHES EN FRANCE
LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362 71 31
PARIS 20 : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tél. 296 87 39
PARIS 10 : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 742 33 58
PARIS 9 : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 878 07 81

Ses obsèques ont été célébrées vendredi 18 novembre 1983, en la cathédrale Saint-Louis à Versailles.
[Né en 1888, Emile de Bongie obtint dans la jeunesse avant la première guerre mondiale, notamment comme chroniqueur sportif, l'assés à l'A.P.F. à la Fédération, il devint en 1931 rédacteur en chef de « Toutes les Nouvelles de Versailles », poste qu'il occupa jusqu'en 1967, année où il prit sa retraite tout en poursuivant sa chronique littéraire de l'hebdomadaire des Yvelines.]
- Suzanne Cozra, Michèle et Toni Cozra, Marianne et Aurélie, Jean et Aldo d'Alessandro, Jeanne Olivia et Vanessa, Sophie Cozra, Claire Cozra, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de Victor CEOARA, docteur en médecine, expert honoraire près le cour d'appel de Paris, croix de guerre 1939-1945, survenu, à Paris, le 17 novembre 1983.
L'inhumation aura lieu le mardi 22 novembre 1983, à 15 h 30, au cimetière de Bagneux (93).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Jean-Jaures, 93140 Bondy.
8, rue Alfred-de-Musset, 92360 Meudon-la-Forêt.
15, rue Pierre-Arnoux, 92190 Meudon.
- M^{me} Pierre Michel, son épouse, et toute sa famille, Les Amis de Montaigne dont il était le président, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre MICHEL, agrégé de l'Université, maître-assistant honoraire à la Sorbonne, officier d'académie, survenu le 2 novembre 1983.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 8 novembre 1983, aux Essarts-le-Vicomte (Marne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

هكذا من الأصل

Economie

je 13

LA C.F.D.T. POUR LE RESPECT DES ACCORDS SALARIAUX

« La priorité à l'emploi n'est possible que si le pouvoir d'achat global est maintenu »

affirme M. Edmond Maire

La C.F.D.T. va-t-elle sortir de son appareil isolément sur l'échiquier syndical en se mettant sur le thème populaire du pouvoir d'achat, au diapason de F.O. et de la C.G.T. ? Durant la campagne électorale pour les élections à la Sécurité sociale, la centrale de M. Maire s'était fait attaquer pour avoir affirmé qu'un syndicat ne saurait réduire son ambition à défendre la feuille de paie. Le 18 novembre, à l'issue de son bureau national, la C.F.D.T. a présenté le maintien du pouvoir d'achat et l'amélioration des bas salaires au rang de seconde priorité derrière l'emploi.

Devant la presse, M. Jean Kaspar, secrétaire national, a insisté sur l'aggravation de la situation de l'emploi, la détérioration du climat social : « Les salaires, a-t-il souligné, ont de plus en plus le sentiment que les engagements pris ne sont pas tenus », et l'existence d'une « sensibilité importante » sur le problème du pouvoir d'achat.

Réajustement de langage

« Il faut, a déclaré M. Kaspar, respecter les accords de 1983 tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Il faut que la mesure des salaires reflète leur pouvoir d'achat maintenu en 1983. Nous ne ferons aucun cadeau au patronat et au gouvernement. » Pour la C.F.D.T., il s'agit de défendre le principe du maintien du pouvoir d'achat de la masse salariale des entreprises (à effectifs constants) et, à partir de là, négocier ce qui est à répartir sur le salaire direct, le salaire épargné, le

salaire différé, les promotions ou la réduction de la durée du travail - et « poursuivre » la politique de revalorisation du SMIC (1).

La C.F.D.T. se défend de tout changement de discours sur le pouvoir d'achat. Dans son interview au Monde du 25 août 1983, M. Maire avait effectivement souligné que « la C.F.D.T. tente de faire partager l'idée que le maintien du pouvoir d'achat doit s'entendre non comme le maintien de tous les pouvoirs d'achat individuels mais comme le maintien d'une masse salariale globale qui puisse être répartie entre plus de travailleurs ». Mais il n'en demeure pas moins que, lors du congrès confédéral de Metz, en mai 1982, le secrétaire général de la C.F.D.T. n'avait pas abordé la revendication du maintien du pouvoir d'achat. Et dans les critiques qu'il adressa au plan Delors, dès le 27 mars 1983, s'il regretta la non-prise en compte d'une revalorisation du pouvoir d'achat du SMIC dans le dispositif gouvernemental, il reprocha d'abord aux mesures adoptées de sacrifier l'emploi. Il y a aujourd'hui une nouvelle tonalité, un réajustement de langage. « La priorité de la C.F.D.T., c'est l'emploi, a dit M. Maire, mais ce n'est possible que si le pouvoir d'achat global est maintenu. »

Pourquoi un tel réajustement ? Les confédérés font le constat qu'en 1983 c'est le pouvoir d'achat moyen qui risque d'être en baisse. Ils considèrent par ailleurs que l'inflation « dérapant », l'Etat doit respecter le « contrat moral » qu'il a passé sur les salaires - application des clauses de sauvegarde dans les prix dépassant 8 % cette année. A

défaut, a expliqué M. Maire, les salariés ne pourraient accepter l'objectif, « très ambitieux, mirifique », de 5 % s'ils s'aperçoivent que l'Etat ne tient pas, en tout état de cause, ses promesses de maintenir le pouvoir d'achat moyen.

Les confédérés entendent également poursuivre leur double stratégie d'inspiration après leur revers électoral du 19 octobre. Tous les militants ont été invités à participer à un large débat - un premier point étant fait en avril 1984 - sur les rapports de la C.F.D.T. avec l'extérieur et à l'intérieur. M. Maire a affirmé que les orientations confédérales - « dot - nous sommes fiers » - ne seraient pas remises en cause malgré les difficultés électorales, qu'il s'agisse d'une communauté ouverte aux immigrés, des nouvelles solidarités et de la priorité à l'emploi : « Elles ne sont en débat que pour les rendre plus efficaces et non pas pour les modifier. » Mais il a ouvert quelques pistes : « Nos propositions paraissent trop loyales par rapport aux tendances de repli sur soi des salariés. (...) Notre autonomie d'élaboration de décisions est en outre mais elle n'apparaît pas suffisamment. » Et, a-t-il lancé, un syndicat doit apparaître comme un syndicat et non comme une force politique. Autocritique ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) L'objectif de la C.F.D.T. est une augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 % par an. Or le SMIC n'a bénéficié pour 1983 que d'un seul coup de pouce en pouvoir d'achat de 0,4 % au 1^{er} juillet dernier, ce qui, ayant été totalement absorbé par le relèvement de 0,4 point de la cotisation de l'UNEDIC à la charge des salariés.

FORTE CHUTE DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN OCTOBRE

La baisse des achats de produits manufacturés par les ménages s'est accélérée en octobre. Selon l'INSEE, le recul a été de 5,7 % en un mois par rapport à octobre 1982, la baisse est de 11 % en valeur réelle.

Ainsi se confirme la tendance à la baisse des achats des ménages, réduction acquiescée dès la mi-1982. Reste à savoir si la chute très forte enregistrée en octobre s'explique par les prélèvements fiscaux de la rentrée ou si elle annonce le début d'une période de recul accéléré de la consommation, la baisse de l'épargne ne compensant plus la progression relative des salaires.

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES : - 2,4 % EN UN MOIS + 30 % EN UN AN

Les prix des matières premières importées par la France ont baissé (en francs) de 2,4 % en octobre par rapport à septembre. Mais la baisse est très forte en octobre en regard de la moyenne de 1982 (+ 30,2 % en francs, + 11,7 % en dollars).

Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 1,3 % en octobre mais ont augmenté de 55,7 % par rapport à la moyenne de 1982. Les prix des matières industrielles ont baissé de 3,2 % en un mois, mais ont augmenté de 17,2 % par rapport à la moyenne de 1982.

Les centres Leclerc continuent de rabaisser les prix sur l'essence. Ils veulent ainsi protester contre l'administration, qui vient de refuser pour la sixième fois à M. Edouard Leclerc un permis de construire un hypermarché dans la zone industrielle de Landrean.

DE JANVIER A OCTOBRE

Les échanges ont été déficitaires de 40,7 milliards de francs

Pour les dix premiers mois de 1983, la balance commerciale a enregistré un déficit corrigé de 40 658 millions de francs contre 79 221 millions de janvier à octobre 1982. Ainsi l'objectif gouvernemental, qui visait en dernier lieu à ramener le solde négatif des échanges à 60 milliards cette année, sera de façon quasi certaine plus qu'atteint, puisqu'il ne reste que novembre et décembre à comptabiliser. Il est même fort possible que le but initial, qui était de diminuer de moitié le déficit de 1982 (93,3 milliards de francs), soit atteint.

En octobre, après correction des variations saisonnières, le commerce extérieur a été en déséquilibre de 893 millions de francs. Il avait été excédentaire de 323 millions de francs en septembre (- 389 millions en août), mais déficitaire de 7,07 milliards en octobre 1982.

Par rapport à septembre, les importations ont plus augmenté (+ 5,6 %) que les exportations (+ 3,6 %) pour représenter respectivement 65 177 millions et 64 283 millions de francs. Toutefois, par rapport à octobre 1982, les ventes ont progressé de 15,8 % et les achats de 4,1 %. Le taux de couverture s'est situé à 98,6 % contre 100,5 % un mois plus tôt et 88,6 % il y a un an.

Calculé en moyenne mobile sur trois mois, ce taux atteint 99,5 %, prolongeant, selon le ministère du commerce extérieur, une tendance régulière à l'amélioration constatée depuis un an : 85,5 % en octobre 1982, 88 % en janvier 1983, 91,3 % en avril, 92,5 % en juillet. Il se confirme, ajoute le Quai Branly, que l'économie française « a bien tiré parti de sa situation de compétitivité et de l'accroissement de la demande intérieure observée chez certains partenaires commerciaux ».

En chiffres bruts la balance commerciale a enregistré un excédent de 1 788 millions de francs. Elle avait été déficitaire de 2 304 millions en septembre et de 5 862 millions en octobre 1982. Les exportations ont représenté 66 508 millions (+ 10,9 % en un mois ; + 16,3 % en un an) et les importations 64 720 millions de francs (+ 3,9 % par rapport à septembre ; + 2,7 % par rapport à octobre 1982). Le taux de couverture a été de 102,8 % contre respectivement 96,3 % et 90,7 % en dix mois le déficit commercial brut atteint 40 789 millions de francs au lieu de 77 632 millions de francs durant la même période de 1982.

RÉSERVES DE CHANGE : + 2,4 MILLIARDS DE FRANCS EN OCTOBRE

Les réserves de change de la France s'élevaient fin octobre à 420,9 milliards de francs, en augmentation de 2,4 milliards de francs par rapport à septembre.

Par rapport à la fin octobre 1982, les réserves de change ont augmenté de 165,8 milliards de francs, soit l'équivalent de 21 milliards de dollars. Plus de la moitié de cette augmentation (90,2 milliards) est due à la revalorisation du prix de l'or.

Production industrielle. — L'indice général de la production industrielle hors R.T.P., corrigé des variations saisonnières, s'est situé à 129 au mois de septembre, c'est-à-dire au niveau de celui du mois de juin, mais en recul de 2 points sur juillet-août, selon l'INSEE.

En tendance, l'indice se situe à 130 pour juillet, août, septembre. Par rapport au mois de septembre 1982, l'augmentation est de 2,3 %.

La stabilité du chômage

(Suite de la première page.)

D'autre part, le décret du 24 octobre 1982, qui avait pour objectif de soulager les finances de l'UNEDIC en apportant des restrictions aux droits des chômeurs, a certainement eu un effet dissuasif pour l'inscription comme demandeur d'emploi auprès de l'AN.P.E. (il a d'ailleurs retiré le bénéfice des allocations à deux cent trente mille personnes, estime-t-on).

L'institution de délais de carence pour le versement des indemnités après le licenciement ou une démission, tout comme l'obligation de justifier de trois mois d'affiliation au régime UNEDIC (une condition qui vise les demandeurs d'un premier emploi) pour être pris en charge ont sans aucun doute freiné l'augmentation du nombre des chômeurs. De même, on peut penser que les limitations apportées aux durées d'indemnisation ont amené certains chômeurs de longue durée à ne plus se déclarer auprès de l'AN.P.E.

Structurellement, il y a d'autres explications, qui sont peut-être plus redoutables pour l'avenir. Depuis l'application du décret de novembre 1982, on a pu constater que 60 % des chômeurs de moins de 50 ans et 32 % des plus de 50 ans avaient cotisé moins de douze mois au cours de l'année précédente, et avaient donc temporairement occupé un emploi. Les statistiques

de l'UNEDIC précisent également que 44,4 % des demandeurs d'emploi se sont inscrits à la fin d'un contrat à durée déterminée ou à la fin d'une mission d'intérim. Cela reviendrait à dire que nombre de chômeurs entrent et sortent rapidement du système d'indemnisation et qu'il existerait une rotation dans le chômage. C'est-à-dire vivrait dans la précarité absolue, tout comme les chômeurs de longue durée, puisque l'on sait que, globalement, la durée moyenne d'inscription ne cesse d'augmenter.

On redoutait la société duale, partagée entre la population ayant une activité fixe et la population supportant tous les coups de la crise, et elle est peut-être en train de se dessiner sous nos yeux.

Un château de cartes

Deux éléments confortent d'ailleurs cette thèse. D'une part, les offres d'emploi enregistrées par l'AN.P.E. ne cessent de diminuer (- 40 % en un an) avec 38 300 en octobre 1983 ; d'autre part, l'économie française embauche, certes, mais ne crée pas d'emplois. A tel point que, selon les statistiques de l'UNEDIC, le troisième trimestre 1983 a enregistré une baisse de 0,4 % des effectifs salariés.

Le miracle des chiffres du chômage repose donc sur une série d'éléments extrêmement fragiles qui

risquent à tout moment de s'écrouler, tel un château de cartes. On peut y ajouter, pour faire bonne mesure, que le plan de rigueur de mars dernier connaît un effet de retard qui aurait fait jouer d'abord les conséquences positives avant que ne se fassent sentir les conséquences négatives. Grâce au commerce extérieur, notamment, la production industrielle s'est maintenue peu ou prou, les ménages ont tiré sur leur épargne pour conserver leur niveau de consommation et l'industrie française accepte encore une situation relative de surconfiance. Mais, bientôt, l'heure des bilans.

Le gouvernement et M. Ralite se préparent à cette échéance. Tout en la redoutant, c'est pourquoi on parle tant actuellement du travail à temps partiel, on a temps choisi, de la pré-retraite progressive, de l'embauche des chômeurs pour des contrats à durée déterminée de six à dix-huit mois, des contrats formation F.N.E. et des contrats de solidarité liés à la réduction du temps de travail.

Pour maintenir le chômage à son niveau actuel, il faut en effet que se poursuivent de nouveaux dispositifs, vite épuisés dans une course poursuite. Au risque, aussi, de rendre le traitement social du chômage parfaitement incohérent. D'autant que le vrai problème est celui de la gestion économique.

ALAIN LESAUBE.

En bref


Une mission japonaise d'information sur l'accès au marché nippon. — Une mission japonaise d'information sur l'accès au marché nippon, dirigée par M. Minura, président du groupe (shosha) Mitsubishi, avec la participation du MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce) et du ministère des affaires étrangères de Tokyo, s'est entretenu pendant deux jours à Paris, notamment avec les membres du patronat (C.N.P.F.) et du Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.). Les réunions ont rassemblé quelque deux cents personnes. Le but de la réunion n'était pas, a précisé M. Minura à l'occasion d'une conférence de presse, de passer commandes de produits français, mais d'expliquer que la prétendue « complexité » du système de distribution japonais ne correspondait pas à une réalité, que, en tout cas, ce système

ne constituait pas un obstacle à la vente d'articles made in France au Japon.

Bénéfices annoncés pour le département automobile de Fiat en 1983. — M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, a annoncé le 18 novembre que 1983 serait pour son groupe une année de consolidation du redressement amorcé depuis le début de 1982. Fiat-Auto S.p.A., qui représente la moitié des activités du groupe, devrait même dégager un bénéfice (30 à 35 millions de francs) après des années de pertes ou de difficile équilibre. — (A.F.P.)

Manifestations de sidérurgistes belges à Luxembourg. — Environ 2000 sidérurgistes belges, soutenus par les syndicats socialistes, sont allés à Luxembourg, vendredi 18 novembre, pour protester contre le plan de restructuration des sidérurgies belge et luxembourgeoise. Ils protestent en particulier contre la fermeture prévue de Valfil, dans la région de Liège, où 450 emplois devraient disparaître. — (Corresp.)

Manifestations à Carhaix après le sacage de l'hôtel des impôts par des paysans. — La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère (F.D.S.E.A.) a été le 18 novembre que sa responsabilité soit engagée dans l'action menée dans la nuit du 17 au 18 novembre à l'hôtel des impôts de Carhaix par des paysans mécontents. La destruction de la recette et du bureau d'enregistrement de la ville a amené l'intervention de forces de l'ordre (C.G.T., F.O., C.F.D.T., S.N.U.I.) à appeler à une manifestation de protestation le 21 novembre. La fédération C.G.T. de l'agroalimentaire s'est associée à l'appel.



CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT

DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

EMPRUNT ECU 100.000.000 EN TROIS TRANCHES

Tranche A — ECU 30 000 000 — 10 3/4 % — 1983-1987	Tranche B — ECU 30 000 000 — 11 1/4 % — 1983-1991	Tranche C — ECU 40 000 000 — 11 3/4 % — 1983-1995
---	---	---

Garanti inconditionnellement par l'ÉTAT FRANÇAIS

Banque Nationale de Paris

Banque Bruxelles Lambert S.A.

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.

Algemene Bank Nederland N.V.

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Crédit Commercial de France

Deutscher Bank

IBJ International

Kreditbank International Group

Société Générale

Svenska Handelsbanken Group

Caisse des Dépôts et Consignations

Amro International

Banque Paribas

Crédit Commercial de Belgique

European Banking Company

Kleinwortz, Pearson

Merrill Lynch Capital Markets

Société Générale de Banque S.A.

Swiss Bank Corporation International

Banco Commerciale Italiana

Bank of America International

Bank of Tokyo International

Banque de l'Est

Banque de l'Union Européenne

Banque Worms

Barclays Bank Group

Bayerische Hypothek- und Wechselbank

Bayerische Vereinsbank

Comptoir d'Escompte de l'Est

Caisse d'Epargne de l'Etat

Caisse Centrale des Banques de France

Chase Manhattan Capital Markets Group

Citigroup Capital Markets Group

Commerzbank

Comptoir d'Escompte de l'Est

Comptoir National d'Escompte de Paris

Crédit Agricole de France

Crédit Agricole de l'Alsace et de Lorraine

Crédit Agricole de la Région de Paris

Crédit Agricole de la Région de Lyon

Crédit Agricole de la Région de Marseille

Crédit Agricole de la Région de Bordeaux

Crédit Agricole de la Région de Nantes

Crédit Agricole de la Région de Lille

Crédit Agricole de la Région de Strasbourg

Crédit Agricole de la Région de Clermont-Ferrand

Crédit Agricole de la Région de Montpellier

Crédit Agricole de la Région de Toulouse

Crédit Agricole de la Région de Nice

Crédit Agricole de la Région de Cannes

Crédit Agricole de la Région de Antibes

Crédit Agricole de la Région de Ajaccio

Crédit Agricole de la Région de Bastia

Crédit Agricole de la Région de Calvi

Crédit Agricole de la Région de Corte

Crédit Agricole de la Région de Ajaccio

Crédit Agricole de la Région de Bastia

Crédit Agricole de la Région de Calvi

Crédit Agricole de la Région de Corte

du dollar
ark

BOURSE DE PARIS

Un œil fixé sur les places étrangères (New-York fait un peu la moue mais Londres est plus enthousiaste) et l'autre sur les résultats trimestriels des sociétés qui tombent à l'eau en cette période de l'année, la Bourse de Paris a encore gagné plus de 1,5 % cette semaine alors que l'on s'approche à grands pas des opérations de liquidation mensuelle. A croire que ce strabisme est convergent...

Tout occupé à surveiller les lignes de crête pour déceler « la bonne occasion » qui devient de plus en plus rare, le professionnel n'a pas pu s'empêcher d'être attiré par la démission de M. Georges Valbon de la présidence des Charbonnages de France. Estimant que l'accès de mauvaise humeur de ce membre du comité central du P.C. ne préjugeait en rien du prochain départ de l'un ou l'autre des autres ministres et secrétaires d'Etat communistes qui siègent au gouvernement, le palais Brongniart a vite fait de classer l'affaire. Mais pour les résultats pourtant peu encourageants enregistrés sur le front de l'inflation. Voilà bien longtemps que les familles de la corbeille savaient que M. Delors ne pourrait tenir le pari d'une hausse des prix limitée à 8 % cette année, et l'annonce d'une augmentation — provisoire — de 0,7 % pour le mois d'octobre ne leur a pas fait ressortir la règle à calcul.

Strabisme

Par contre, les résultats du commerce extérieur ont été jugés plutôt encourageants — voilà bien trois mois que la balance commerciale française flirte avec la barre d'équilibre, — de même que les statistiques sur l'emploi, encore qu'on évite de trop s'interroger sur le petit « miracle » qui permet au nombre de chômeurs de ne pas dépasser, ou presque, depuis deux ans le seuil fatidique des deux millions de demandeurs d'emploi.

Bref, pour préoccupante qu'elle soit, la situation économique n'apparaît pas plus grave qu'en cours des semaines précédentes (pour tous ceux qui veulent bien laisser de côté les problèmes d'endettement extérieur de la France), et les vendeurs s'ont guère de raison, de « remettre le papier sur le mur », selon l'expression d'un boursier. Pendant ce temps, il faut continuer à acheter, même si les niveaux actuels commencent à donner le vertige à plus d'un vendeur de la rue Vivienne. Finalement, les « bonnes valeurs » sont encore ce qu'il y a de plus sûr en période de vaches maigres, et on recommande donc à en engranger à nouveau (B.S.N., L'Air Liquide, l'Oréal, Bie, qui se situe au plus haut de l'année) en dépit de leur prix un peu prohibitif. Faute de mieux, les valeurs de la distribution suscitent aussi quelques achats (Cofidis, Casino, Promodis), mais

Semaine du 14 au 18 novembre 1983

Pon se débarrasse au plus vite de ces sociétés du bâtiment et des travaux publics qui pâtissent manifestement de la crise (G.T.M.-Entrepose et S.G.E.-S.B. ont perdu respectivement 17 % et 10 % cette semaine) en attendant de pouvoir accéder, pour certaines d'entre elles, aux prêts du F.T.M. et des banques grâce aux versements des Cofidis.

Enfin, et c'était sans doute là le fait marquant de ces cinq séances de Bourse outre la forte activité de Sanofi et de Générale des Eaux : on reprend goût à telle ou telle société récemment vendue aux enchères dans la perspective de son redressement, le meilleur exemple étant celui de Manarhin. Entre lundi et vendredi, cette filiale de Matra, séquestrée en un point (elle a chuté de 63 % au cours des dix premiers mois de Bourse), a regagné 34 %, à 117 F, après s'être adjugée 18 % au cours de la première séance de la semaine. Au Palais de la Bourse, on fait rarement du sentiment, et cette hausse spectaculaire du titre était simplement motivée par l'accord intervenu « à l'arraché » entre la filiale de Matra et les banques appelées au secours de la célèbre firme de Matra spécialisée dans l'armement et la construction mécanique. Par ailleurs, Matra, se souvenant, qui va se retrouver actionnaire de Manarhin à hauteur de 50 % (contre 33,6 % actuellement) à l'issue de la remise à flot, devra aussi verser son obole, une perspective peu enviable pour le groupe de M. Lagardère qui se retrouve, lui, à son plus bas niveau de l'année, à 940 F.

SERGE MARTI

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Irrégulier

La dérive des investissements de contrainte sur la reprise amorcée la semaine précédente s'est heurtée aux inquiétudes suscitées par l'évolution des taux d'intérêt après les déclarations de M. Henry Kissinger, selon lesquelles les taux pour la semaine prochaine. Les professionnels ont porté un certain intérêt à l'opération de démantèlement d'A.T.T., qui va se traduire, le 1^{er} janvier 1984, par la création de sept titres de compagnies régionales et d'une action nouvelle A.T.T.

L'indice Dow Jones a terminé la semaine à 1251,01, en hausse de 0,81 point seulement sur le vendredi précédent.

	Cours 11 nov.	Cours 18 nov.
Alcoa	44 3/8	42 1/4
A.T.T.	43 5/8	42 3/4
Boeing	40 5/8	40 7/8
Chase Man. Bank	45 5/8	45 1/4
De Post de New	52 1/4	52 1/8
Eastman Kodak	70	71 1/8
Exxon	38 5/8	36 7/8
Ford	65 1/8	65 1/4
General Electric	50	50 1/2
General Motors	76 1/2	76
Goodyear	31 1/4	32 3/8
I.B.M.	127	123 1/4
L.T.T.	42 7/8	42 5/8
Mobil Oil	29 3/4	28 1/4
Pfizer	40 1/2	39 3/8
Schlumberger	59 3/4	58 1/8
Tecoco	36 1/2	35 7/8
U.A.L. Inc.	33 7/8	35
Union Carbide	65 1/8	65
U.S. Steel	27 1/2	27 7/8
Westinghouse	42 1/2	42 7/8
Xerox Corp.	46 3/4	46 7/8

LONDRES

Plais ferme

L'espérance d'un discours optimiste sur l'économie britannique prononcé jeudi par le chancelier de l'Échiquier a soutenu les cours en dépit de la baisse de la livre sterling due à la crainte d'une diminution des prix pétroliers après la réduction du prix du brut soviétique. Indices « FTI » : Industriels 721,4 contre 725,1 ; mines d'or : 496,3 contre 509,4 ; fonds d'Etat : 721,4 contre 725,1.

	Cours 11 nov.	Cours 18 nov.
Boechman	325	325
Bovater	286	225
B.P. Petroleum	426	410
Courtauld	162	168
De Beers (*)	7,83	7,53
Dunlop	46	41
Free State Gold (*)	35 1/4	31 1/2
Glaxo	720	720
Gl. Univ. Stores	581	578
Imp. Chemical	582	600
Shell	574	548
Unilever	840	840
Vickers	112	107
War Loan	35 7/8	36

(*) En dollars.

TOKYO

Bonne tenue

Malgré une série de prises de bénéfices, les cours ont fait preuve de bonne tenue, surtout sur les titres à caractère spéculatif, les chimiques et les papiers d'Etat étant également demandés. L'indice Nikkei Dow Jones s'est établi à 9387,83 (plus 52,20 points) et l'indice général à 688,79 (plus 4,72).

	Cours 11 nov.	Cours 18 nov.
Abet	562	550
Bridgestone	565	580
Canon	1370	1420
Fuji Bank	580	580
Honda Motor	1020	1020
Matsushita Electric	1700	1740
Mitsubishi Heavy	247	244
Sony Corp.	3400	3400
Toyota Motor	1270	1310

FRANCFORT

Bien disposé

Les événements survenus à la banque S.M.B. n'ont pas eu d'effet majeur sur la Bourse où l'ensemble des cours ont progressé, davantage que l'indice, à l'exception des valeurs de biens d'équipement, indice Commerzbank : 1009,30 contre 115,80.

	Cours 11 nov.	Cours 18 nov.
A.E.G.	88	78,60
B.A.S.F.	163	167,60
Boyer	163	167
Commerzbank	1009,30	1009,30
Deutschebank	305	310
Hoechst	176,50	181,80
Kanthal	284	285,50
Mannesmann	134	139
Siemens	385	381,50
Volkswagen	223,50	223,50

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F.)
Sanofi (1)	237 175	109 340 698
A.T.T.	114 830	75 820 300
41/2 % 1973	31 350	59 288 995
Air liquide	111 830	55 817 695
Schlumberger	101 220	53 870 420
G.E. ext.	95 050	44 729 951

(1) Quatre séances seulement.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	18-11-83	Diff.
4 1/2 % 1973	1899	- 12
7 % 1973	9605	+ 127
10 3/8 % 1975	91,30	- 0,50
P.M.E. 10,6 % 1976	99,25	+ 0,05
8,50 % 1977	113,49	- 0,01
10 % 1978	89,35	- 0,55
9,80 % 1978	88,65	- 0,34
8,20 % 1978	89,72	- 0,18
9 % 1979	85,55	- 0,35
10,80 % 1979	91,65	- 0,70
12 % 1980	96,12	- 0,02
13,80 % 1980	101,32	- 0,68
16,75 % 1981	116,48	- 0,32
16,20 % 1982	116,31	- 0,49
16 % 1982	110	- 0,65
15,75 % 1982	108,75	- 0,80
C.N.E. 3 %	3,098	- 4
C.N.B. 5 000 F.	101,65	- 0,15
C.N.B. 5 000 F.	101,65	- 0,15
C.N.L. 5 000 F.	101,65	- 0,15

Produits chimiques

Après bien d'autres, le groupe chimique néerlandais A.Z.O. annonce une forte augmentation de son bénéfice net pour le troisième trimestre, dont le montant a presque

triplié pour atteindre 112,9 millions de florins (contre 29,6 millions de florins en 1982 à pareille époque). Pour les neuf mois, le résultat net est plus du double de celui dégagé un an plus tôt : 288,3 millions de florins contre 127,4 millions de florins. Aucun secteur n'a perdu de l'argent. Encore déficitaire l'an dernier, la division « fibres chimiques » a dégagé un bénéfice d'exploitation de 90 millions de florins. Un dividende partiel de 1 florin pour 1983 va être versé.

Les progrès accomplis par Unilever sont plus modestes : pour le troisième trimestre le bénéfice revenant aux actionnaires ordinaires augmente de 9 % à 461 millions de florins. Pour les neuf mois, sa hausse est de 2 % seulement à 1 298 millions de florins.

Investit Méries

Laboratoire Bellen

Nobel-Bazel

Rosnel-Lafat

S.A.S.F.

Boyer

Hoechst

L.C.I.

Norsk-Hydro

18-11-83

Diff.

799

+ 15

468

- 12

9,35

+ 0,60

648

+ 23

645

+ 3

654

+ 1

718

+ 4

93,95

+ 1,05

640

- 70

Alimentation

18-11-83

Diff.

282

+ 20

1 645

+ 10

2 550

+ 120

1 095

+ 10

933

+ 3

599

+ 13

1 649

+ 19

764

+ 10

325

+ 38

1 273

+ 23

1 283

+ 66

1 345

+ 25

325

+ 2

658

+ 33

287

+ 7

726

+ 42,70

1 185

+ 34

488

+ 2

333

+ 12,18

462

+ 18

1 510

+ 50

1 060

+ 54

21 080

+ 280

(1) Compte tenu d'un droit de 326,70 F.

Mines d'or, diamants

18-11-83

Diff.

1 083

+ 4,50

1 771,10

+ 4,40

472

+ 8

235,10

+ 3,95

256

+ 32

75

+ 1,75

237

+ 1,50

116,50

+ 15

392

+ 8

1 258

+ 48

235,10

+ 20,50

480

+ 28

439

+ 31

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,95 franc.

Mines, caoutchouc, outre-mer

18-11-83

Diff.

951

+ 31

59,80

+ 1,35

816

+ 6

42

+ 2,20

36,80

+ 0,20

138,50

+ 2

89

+ 1,50

2,23

+ 0,25

Valeurs diverses

18-11-83

Diff.

282

+ 13

817

+ 28,90

327

+ 14

295

+ 5

343

+ 6

774

+ 35

218

+ 4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. L'agence Tass dément tout changement dans la position soviétique sur les euro-missiles.

POLITIQUE

21. La fin de la première lecture du projet de budget.

SOCIÉTÉ

24. Le développement de l'informatique médicale.

CULTURE

26. L'énergie de la danse.

ÉCONOMIE

30. Crédits, changes et grands marchés.
31. Revue des valeurs.

RADIO-TÉLÉVISION (28)
Météorologie (28) : Mots croisés (27) : Carnet (28) : Programmes des spectacles (27) : Journal officiel (28).

Le Congrès vote l'augmentation de la contribution américaine aux ressources du Fonds monétaire

Washington. — Après bien des péripéties et frictions, le Congrès américain a finalement voté, en fin de semaine, l'augmentation de 8,4 milliards de dollars de la contribution des États-Unis au Fonds monétaire international. Pour obtenir cette approbation avant la fin de la session, l'administration a dû accepter que le Congrès vote en même temps la restauration d'un programme d'aide à des logements bon marché destinés aux pauvres.

Le vote permet : 1) de porter la quote-part des États-Unis au F.M.I. de 12,5 milliards de dollars de tirages spéciaux (un D.T.S. vaut actuellement 1,05 dollar) à 17,9 milliards de D.T.S. ; 2) d'augmenter leur contribution aux nouveaux accords généraux d'emprunt de 2 à 4,25 milliards de D.T.S. (en vertu des A.G.B. le F.M.I. peut se procurer des ressources supplémentaires en cas de besoin).

Les pays membres du F.M.I. ont jusqu'au 30 novembre prochain pour ratifier l'augmentation de leur quote-parts respectives décidée en

février dernier. Le vote du Congrès va permettre de respecter cette date. Le total des quotes-parts augmentera de 47,5 %, passant de 61 milliards à quelque 90 milliards de D.T.S.

● Une violente manifestation des habitants du camp palestinien de Nahr-El-Bared, pris par les rebelles palestiniens aux premiers jours des combats au Nord-Liban, s'est produite, vendredi 18 novembre, à rapporté la radio d'Etat libanaise, citant des journalistes étrangers présents sur les lieux.

Selon la radio, quelque deux mille réfugiés ont défilé dans les rues favorables à M. Arafat et en dénonçant les dirigeants dissidents de l'O.L.P. Les manifestants ont incendié les voitures des dirigeants dissidents Mahmoud Labadi et Jihad Saleh. Leurs partisans auraient ouvert le feu sur les manifestants faisant un cinquantaine de blessés. — (A.P.)

LE LIVRE DE LA MOTO 1983 JACQUES BUSSILLET

Pour la moto, cette année 1983 a été en priorité celle du grandiose sommet entre les deux Américains Kerry Roberts et Freddie Spencer. Ils se sont livrés un duel fantastique pour le titre des 500 cm³, attirant des foules records sur tous les circuits. Le livre d'Or de la moto 1983, de Jacques Bussillet, consacre évidemment une large place à cet événement.

Un jeune Français, Jacques Bolle, a surgi au premier plan en gagnant le Grand Prix d'Angleterre.

Il signe une préface révélatrice de son état d'âme et de ses ambitions.

Cette saison haletante, Le Livre d'Or de la moto 1983 la retrace par le menu. Tous les grands événements, dans le championnat du monde, dans l'enduro, dans toutes les catégories de la moto, etc., offrent comme dans un film.

Collection : SPORT 2014

Éditions SOLAR



BAUME & MERCIER
GENÈVE
1830

Montre esclave, or 18 carats quartz étanche.
FF 9.300.-

Bague et clips, or 18 carats et brillants.
Bague: FF. 12.900.-
Clips: FF. 21.300.-

Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Paris

Au Chili

Cinq cent mille personnes ont manifesté contre la dictature à Santiago

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. — Vendredi 18 novembre, plus de cinq cent mille personnes ont répondu, à Santiago, à l'appel de l'Alliance démocratique, du bloc socialiste, du Mouvement démocratique et populaire, des syndicats, des organisations d'étudiants et des associations de *pobladores* (bidonvilles). C'est un grand succès pour une opposition qui paraissait en perte de vitesse après le demi-échec de la journée de protestation du 27 octobre.

Les tracts invitaient les Chiliens à participer à la grande parade du peuple, sur les lieux mêmes où se déroulent les parades militaires. Il y eut de la musique, des chansons folkloriques, mais l'heure n'était pas à la joie. Les milliers de personnes, pour la plupart très jeunes, qui ont réclamé la fin de la dictature semblaient conscients qu'il leur faudrait encore lutter pour que le Chili redevienne une démocratie.

Les autorités avaient tout fait pour dissuader les habitants de la capitale de se rendre au parc O'Higgins. L'assassinat, en début de

Un mort

L'aspect le plus important de la manifestation est son caractère unitaire. Celle-ci avait en effet obtenu, non sans mal, le soutien de tous les partis d'opposition, de la droite républicaine au MIR. Les dirigeants démocrates-chrétiens avaient, dans un premier temps, tenu à préciser que la manifestation était destinée aux démocrates, prenant ainsi clairement leurs distances par rapport au Mouvement démocratique et populaire dominé par le parti communiste. Finalement, il avait été convenu que la seule bannière qui apparaîtrait serait le drapeau chilien. Cette consigne a été, dans l'ensemble, respectée, même si on a vu surgir quelques portraits de Salvador Allende et du drapeau rouge du parti socialiste.

La manifestation se voulait aussi pacifique. On a cru que cet objectif serait pleinement atteint, tant était grande la discipline de la foule. Des affrontements, qui ont fait un mort, se sont malheureusement produits à la fin du meeting, lorsque les carabiniers ont voulu disperser une colonne de manifestants.

JACQUES DESPRÉS.

En Argentine

TROIS RESPONSABLES DE LA DÉFAITE DES MALOUINES VONT PASSER EN COUR MARTIALE

Buenos-Aires (Reuter). — L'ancien président Leopoldo Galtieri et les deux autres membres de la junte militaire qui gouvernait l'Argentine au moment du conflit des Malouines seront traduits en cour martiale, a annoncé vendredi 18 octobre, la junte actuelle dans un communiqué.

Le général Galtieri, à l'époque commandant de l'armée de terre, l'amiral Jorge Anaya, commandant de la marine, et le général Basilio Lami Dozo, commandant des forces aériennes, seront jugés à huis clos par le conseil suprême des forces armées. La date du procès n'a pas encore été fixée.

● Un colloque sur « Bolivar et son temps » a été organisé à l'Institut d'Amérique latine. — Organisé du 21 au 24 novembre à Paris par l'Institut des hautes études d'Amérique latine, dirigé par M. Jacques Chonchol, ce colloque va réunir des professeurs et des universitaires français et étrangers. De nombreux thèmes intéressant la pensée bolivarienne et la politique contemporaine seront abordés. La séance inaugurale sous la présidence de M. Ahrweiler, recteur de l'académie de Paris, a lieu le lundi 21 novembre à l'Institut d'Amérique latine.

En Côte-d'Ivoire

M. HOUPHOUËT-BOIGNY A REMANIÉ LE GOUVERNEMENT

(De notre correspondant en Afrique occidentale.)

Abidjan. — Un important remaniement du gouvernement a été annoncé, vendredi 18 novembre, à Abidjan. Le nombre des départements ministériels est ramené de 35 à 28, et même à 23, si l'on fait abstraction des cinq ministres d'Etat sans portefeuille, maintenus ou promus en raison de l'ancienneté de leur compagnonnage avec le chef de l'Etat (MM. Auguste Denise, Mathieu Elks et Camille Alliali) ou d'impératifs d'équilibre ethnique (MM. Maurice Seri Gnohla et Emile Kei Boguindé). Les secrétaires d'Etat sont supprimés. Onze sortants (contre quatre nouveaux venus), soit près d'un tiers du cabinet précédent, font les frais de l'opération.

Ce souci de concentration des responsabilités est encore plus net en ce qui concerne les secteurs actuellement les plus sensibles de la vie nationale : l'éducation, les travaux publics, l'agriculture et la sécurité intérieure. La lutte contre la criminalité à Abidjan est confiée au général Oumar N'Daw, qui commandait jusqu'à présent la gendarmerie nationale. Presque tous les titulaires des grands ministères traditionnels sont cependant maintenus dans leurs fonctions : MM. Siméon Aké aux affaires étrangères, Jean Konan Banny à la défense, Léon Konan Koffi à l'intérieur (administration du territoire), Abdoulaye Koné à l'économie et aux finances, et Amadou Thiaw à l'information.

En dépit des changements intervenus, M. Houphouët-Boigny rappelle ainsi sa ferme volonté de rester seul à la barre face à la crise actuelle, une volonté qui le conduit, comme on le sait, jusqu'à refuser obstinément de se choisir un dauphin. — P. B.

Le numéro du « Monde » daté 19 novembre 1983 a été tiré à 509 909 exemplaires

« Campagne des Pères Noël Verts »



Le père Noël à besoin de vous !

SECOURS POPULAIRE
COMITÉ DU LIVRE

94, Bd Auguste-Blanc - 75013 Paris
CCP : 31-71-09 V. La Source.

Au Soudan

Les sept Français enlevés dans le Sud auraient été libérés

Les sept Français enlevés mardi dernier au Soudan « auraient été libérés vendredi soir », 18 novembre, a annoncé le ministre français des relations extérieures.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que les représentants de la France au Soudan n'avaient toutefois pas encore été en mesure de rencontrer personnellement les techniciens français après leur libération, qui leur a été signalée depuis le chantier où ils travaillaient avant leur enlèvement.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que les sept Français, de même que deux Pakistannais enlevés en même temps qu'eux par un mouvement d'opposition au régime du président Nemeiry, auraient été « raménés sur le lieu de leur enlèvement », c'est-à-dire un chantier situé dans le sud du pays. Les neuf otages se trouveraient « en bonne santé », a encore indiqué le porte-parole.

Leur libération intervient après celle, annoncée jeudi après-midi de source officielle soudanaise, des deux ingénieurs britanniques de la

compagnie Chevron enlevés en même temps que les neuf autres personnes.

Le président Nemeiry avait annoncé, mercredi soir, lors de sa visite à Paris, l'enlèvement des techniciens français par « une armée de libération du peuple soudanais ». Ce mouvement, avait-il précisé, avait donné quarante-huit heures à la France pour cesser son aide et sa coopération avec le Soudan. Les techniciens français appartiennent à la Société française des grands travaux de Marseille et travaillaient sur le chantier des travaux du canal de Jonglet (Sud-Soudan), qui doit joindre les deux bras du Nil Blanc.

Khartoum avait accusé l'Éthiopie et la Libye d'être à l'origine de ces enlèvements. Ces allégations ont été démenties par M. Goshu Wolde, ministre éthiopien des affaires étrangères, qui a affirmé à l'agence Reuters que « ces accusations sans fondement avaient pour but de persuader les Américains que le Soudan est en danger et a besoin d'une aide militaire accrue ». — (A.F.P.)

QUOTIDIEN DE BOURG-EN-BRESSE

« Le Courrier de l'Ain » est sur le point d'être racheté par M. Robert Hersant

Le Courrier de l'Ain, quotidien de Bourg-en-Bresse, a déposé son bilan le 27 septembre dernier. Le 30 septembre, le tribunal de commerce de Bourg se prononcera pour le règlement judiciaire de la société éditrice (le Monde daté 2-3 octobre) et nommera M. Picard administrateur, ce qui signifierait qu'un surcroît de trois mois était accordé au journal, un des derniers de cette taille (tirage 2000 exemplaires environ) à avoir sa, jusque-là, préserver son indépendance. Le Courrier, depuis cette date, continue donc de paraître avec, au bas de la première page, un appel au soutien des lecteurs, par abonnements ou par dons. A Bourg, des bruits circulent sur son rachat.

Le lendemain de la Toussaint, M. Xavier Elie, l'homme de confiance de M. Robert Hersant au Dauphiné libéré, était à Bourg. Ensuite et surtout, parce que le rachat du Courrier de l'Ain par le patron de la Socpresse constituerait pour lui une nouvelle base stratégique de concurrence avec le Progrès de M. Jean-Charles Lignel, dans un département où les ventes du quotidien lyonnais sont en hausse, ce qui n'est pas le cas dans toutes ses zones de diffusion. Et lançant contre lui un Courrier de l'Ain à 1,50 F et une édition du Dauphiné libéré à 2,50 F, le Progrès, vendu 3 F, pourrait « souffrir ».

Le dénouement de ces tractations autour du petit quotidien de Bourg-en-Bresse pourrait survenir le mardi 22 novembre.

● La rencontre P.S.-P.C. — M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., a évoqué, vendredi 18 novembre, au micro de France-Inter, la préparation du sommet P.C.-P.S. prévu pour le 1^{er} décembre. Il a affirmé la volonté des socialistes d'« aller au fond des choses » afin que les deux partis soient « crédibles aux yeux de l'opinion » et que l'accord P.C.-P.S. n'apparaisse pas comme un « accord factice ». M. Debarge a ajouté : « Il faut que ce soit très nettement les convergences qui l'emportent » à propos de la politique économique et sociale, des élections partielles, des euro-missiles, du Liban, du Tchad, afin, a-t-il poursuivi, de partir sur une « union de la gauche offensive ». M. Debarge a ajouté : « Si la réunion du 1^{er} décembre ne suffit pas, il faudra en faire une autre ».

(Publicité)

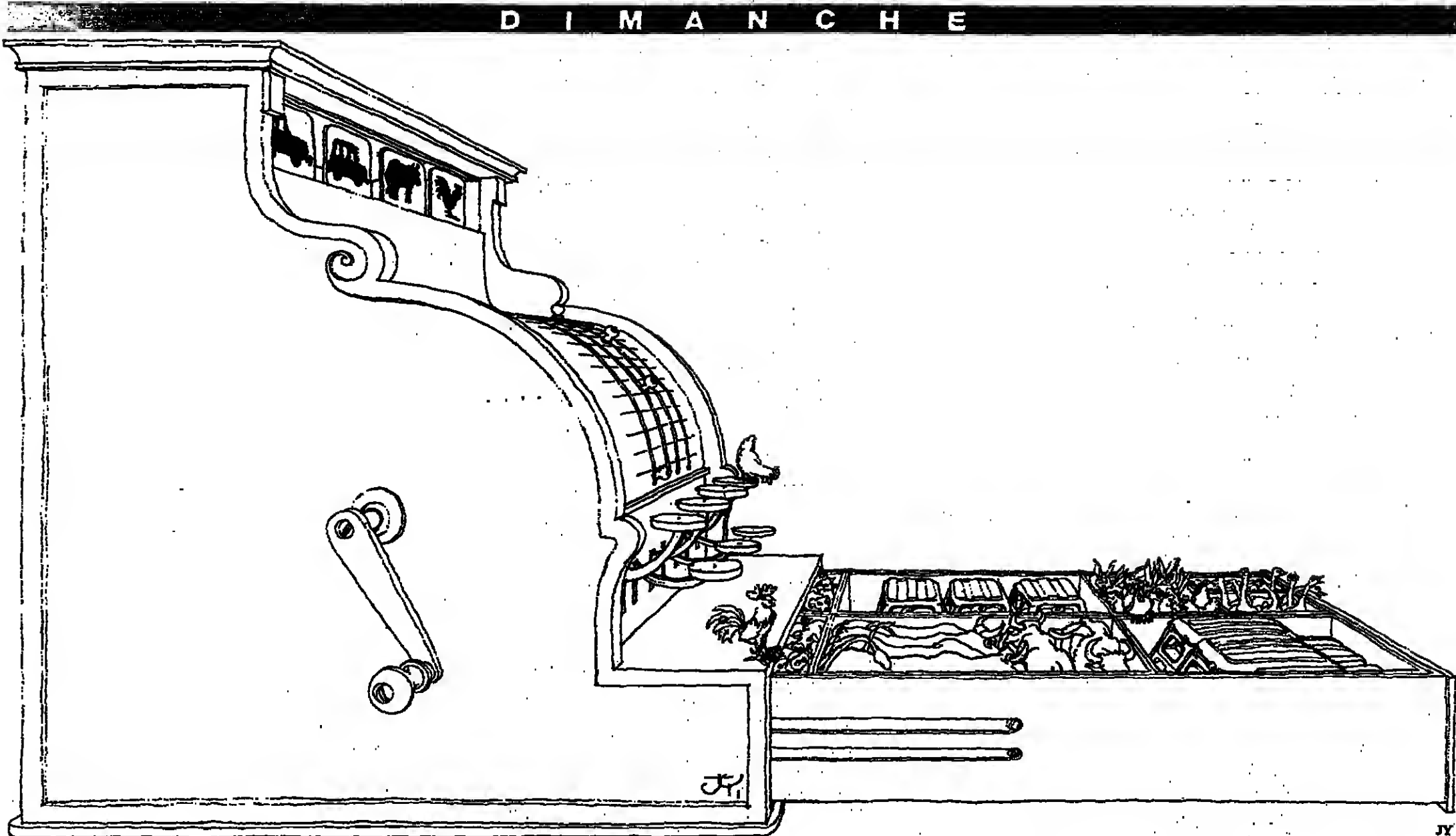
En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

PROMOTION NOËL CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

sur tous les instruments en stock
du samedi 19 Novembre au samedi 3 Décembre.



135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.



Quand Renault vend des bananes

En échange de voitures, on accepte des bananes, du café, des phosphates. Ces accords de compensation concernent près de 20 % du commerce mondial.

ACHÈTE-MOI mes bananes, je prendrai tes voitures. Les temps sont durs pour les exportateurs français. Nombreux désormais sont les Etats qui imposent ce que les spécialistes du commerce international appellent des accords de compensation. En clair, du troc. Résultat : Renault est devenu un important négociant sur le marché des matières premières. Le Régie opère grâce à ses deux sociétés de commerce international : la Sorimex, à Boulogne-Billancourt, et la Sodéchanges, à Genève. Bananes et café colombien, toile de jean et phosphates tunisiens, il faut désormais acheter pour vendre. Sorimex et Sodéchanges ont ainsi réalisé près de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1982, finançant près de 25 % des exportations de Renault vers le tiers-monde. Mais la Régie n'est pas la seule dans ce cas. Peugeot, Citroën, Creusot-Loire, Alsthom, tous les grands exportateurs français ont dû s'y mettre et apprendre à acheter là où ils ne savaient que vendre.

Les raisons de l'essor du commerce compensé sont nombreuses : pénurie de devises, moorée de l'endettement, concurrence accrue sur des marchés internationaux touchés par la stagnation de l'économie des grands pays industrialisés. Limité aux pays de l'Est pendant longtemps, ce troc à l'échelle planétaire s'est étendu à de nombreux Etats du tiers-monde et même à certains pays occidentaux. Conséquence : selon l'O.C.D.E., le commerce mondial est aujourd'hui pour près de 20 % l'objet d'accords de compensation. Un pourcentage considérable, et qui tend à s'accroître rapidement ces deux dernières années du fait des restrictions de crédit imposées par la politique monétaire américaine.

« Je préfère évidemment être payé cash plutôt qu'en marchandises, explique le responsable des ventes d'un important groupe industriel, mais je préfère encore vendre contre des marchandises que ne pas vendre du tout. » Il faut donc s'adapter. Et apprendre de nouveaux métiers, pour faire face à des situations jusque-là inconnues. Les

plus grandes sociétés s'en tirent toutes seules. D'autres font appel à des sociétés spécialisées qui ont su mettre à profit cette nouvelle donne du commerce mondial.

Les économistes orthodoxes condamnent sans appel le commerce compensé. Leur raisonnement est simple : tout vendeur qui se voit imposer une obligation de contre-achat tend à inclure dans ses prix les coûts qui en résulteront : commission du compensateur, frais d'écoulement d'une marchandise dont il maîtrise mal le marché et dont la qualité n'est pas garantie. L'importateur paye donc finalement plus cher ses achats. Deuxième défaut : en vendant ses productions par la contrainte, un pays s'affranchit de relations réalistes avec le marché et perd toutes chances de mieux s'adapter aux exigences du consommateur.

La condamnation du F.M.I.

D'où la condamnation prononcée par le Fonds monétaire international : « Si certains Etats sont contraints de recourir à la compensation, c'est qu'ils ne sont pas concurrentiels. De tels accords tendent à leur permettre de se maintenir dans cet état. Notre devoir est de les encourager à restaurer l'efficacité de leur économie ». Et le F.M.I. de se plaindre de l'augmentation de nombre de biens de qualité inférieure sur les marchés internationaux : le commerce international ne joue plus son rôle sélectif. Mais le credo libéral qui veut que concurrence ouverte et transparence du marché profitent à tous est-il justifié ? Les Etats qui pratiquent la compensation adoptent-ils stupidement des mesures contraires à leurs intérêts profonds ? Evidemment non.

Il y a pourtant du vrai dans le raisonnement du F.M.I. : aucun Etat ne va proposer de compensation des biens qu'il peut vendre sans difficulté. D'où le reproche fait aux pays de l'Est de vouloir placer ainsi leurs rossignols. L'accusation, parfois justifiée, mérite cependant d'être nuancée : « Les pays de l'Est ont d'abord un problème de marketing, explique Edith Launay, économiste, spécialiste du commerce extérieur ; ils sont

incapables d'assurer la fonction commerciale, le service après-vente (1). Exemple : Pepsi-Cola, qui s'est fait, voici quelques années, payer en vodka les unités de production vendues à l'U.R.S.S., est parvenu à écouler sans difficulté sa marchandise là où les organisations de commerce extérieur soviétiques avaient lamentablement échoué.

La compensation peut être aussi un moyen de s'affranchir de la division internationale du travail : « 80 % de nos exportations sont constituées de produits agricoles, constate Rod J. Cumming, conseiller commercial à l'ambassade de Nouvelle-Zélande ; la compensation peut contribuer à développer notre secteur industriel. En effet, notre marché intérieur - trois millions d'habitants - est trop étroit. » Mais Rod J. Cumming est sans illusions : « Quand vous imposez à un fournisseur des achats en contrepartie, il commence par vous demander une liste de produits. Puis il vous dit : « Je peux vendre ça, ou ça » ; et il tombe sur les quelques marchandises pour lesquelles vous êtes un peu doué. Ne va-t-il pas les vendre finalement sur des marchés que vous auriez pu pénétrer vous-même ? » La compensation est pour nous un moyen de financer certains achats d'équipements industriels, mais je ne crois pas que ce procédé favorise les échanges commerciaux si on le pratique sur une grande échelle, affirme Dieter Funke, conseiller commercial à l'ambassade de R.D.A. Nous savons bien que les frais de compensation sont calculés dans les prix ».

Alors ? Alors la compensation reste le meilleur moyen d'acheter quand vous êtes endetté jusqu'au cou et que les

caisses sont vides. D'où son extension dans le tiers-monde, qui y voit le moyen de stabiliser le pouvoir d'achat de ses exportations malgré les brutales variations de cours des matières premières. Mais l'attitude des Etats du tiers-monde a d'autres raisons : « L'hostilité du F.M.I. s'explique aisément, analyse un banquier qui préfère garder l'anonymat. Quand le Brésil signe un accord de compensation, il peut sembler qu'il développe ses exportations en imposant des contre-achats à ses fournisseurs. Mais on peut faire du phénomène une lecture inverse : les Brésiliens parviennent ainsi à utiliser leurs exportations pour continuer à importer plutôt qu'enregistrer des devises qui serviraient à rembourser leurs dettes à l'égard du F.M.I. et des grandes banques américaines. D'où l'hostilité des milieux financiers internationaux. Et puis, pour une banque, le troc, c'est la mort. Quand les marchandises se mettent à s'échanger contre des marchandises, ceux dont le métier est de faire le commerce de l'argent ne peuvent que s'alarmer... A l'inverse, ceux dont le métier est d'acheter et de vendre des marchandises se frottent les mains.

Un vendeur de biens d'équipement est généralement incapable d'assurer la commercialisation des chaussettes ou du soja proposés en compensation. L'industriel passe alors la main à un spécialiste qui assure l'opération à sa place. Durant les années 60, à l'époque où le commerce Est-Ouest a commencé à se développer, seuls quelques transitaires autrichiens, basés à Vienne, assuraient ce service grâce à leurs relations des deux côtés du rideau de fer. Le développement du commerce compensé a conduit de plus gros poissons à s'y intéresser.

« Aujourd'hui, le M. Compensation d'un grand trader (2) peut en permanence donner pour chaque pays une liste de produits dont il est potentiellement acheteur », explique un spécialiste parisien. Tout pousse les sociétés de commerce international à s'intéresser à la compensation. Opérant depuis toujours sur les marchés des matières premières, grosses clientes des Etats du tiers-monde, elles peuvent se procurer des profits supplémentaires en utilisant leurs achats pour remplir les obligations des autres.

Les sociétés de commerce international ne sont qu'une poignée sur le marché français. Parmi les plus connues, le Comptoir commercial André, entreprise centenaire, spécialiste des matières premières agricoles, dont le siège central est à Lausanne. On est peu bavard au Comptoir commercial André. Il est vrai qu'il n'y a rien à dire sur ce genre d'entreprise : des bureaux discrets près du Palais-Royal. Une pièce où de nombreux télex crépitent en permanence. C'est tout. Car le fonds de commerce d'un grand négociant international, c'est d'abord la connaissance exacte des marchés et des produits, et des relations dans de multiples pays du monde, bref, tout ce qui permet de savoir à chaque instant à qui et où acheter et vendre du cacao ou des arachides, au meilleur prix.

Tout est à vendre

Plus récemment sont apparues des sociétés spécialisées, telle Greifcomex, filiale à 50/50 du Crédit lyonnais et d'un grand trader américain. Là encore, l'aspect relations est déterminant. « Le bon compensateur est celui qui parvient à être crédible auprès des deux parties : le pays qui impose les contre-achats comme l'exportateur occidental, poursuit notre spécialiste. A l'égard des pays qui réclament de la compensation, le travail consiste à obtenir un élargissement de la gamme de produits offerts. Etre crédible, c'est pouvoir dire : ça, on ne pourra jamais vous le vendre, qu'est-ce que vous pouvez nous donner à la place ? La négociation est souvent dure, mais tout est à vendre, tout a un prix. Il faut savoir sonner aux bonnes portes, traiter au niveau adéquat, et donner parfois quelques petits cadeaux... A l'égard des industriels, il faut satisfaire sans bavures aux exigences de l'accord de compensation, c'est ainsi qu'on peut justifier les honoraires. »

PHILIPPE FRÉMEAUX.

(Lire la suite page III.)

(1) Pour plus de détails concernant les échanges compensés avec l'Europe de l'Est, cf. Edith Launay, *Coopérer, compenser avec les pays socialistes de l'Europe de l'Est*, Ed. A.F.I.C. Diffusion Librairie du commerce extérieur, 1979.

(2) Voir aussi *Le Monde diplomatique*, la redécouverte de la compensation, septembre 1983.

(3) Société de commerce international.

LIRE

● LA PHOTOCOPIE DEVIENT UN ART

Connu aux Etats-Unis depuis les années 60, le copy art consiste à détourner la photocopie de sa fonction première pour créer des œuvres originales (lire page VI).

● BERNARD TSCHUMI

ET LES « FOLIES DE LA VILLETTE »

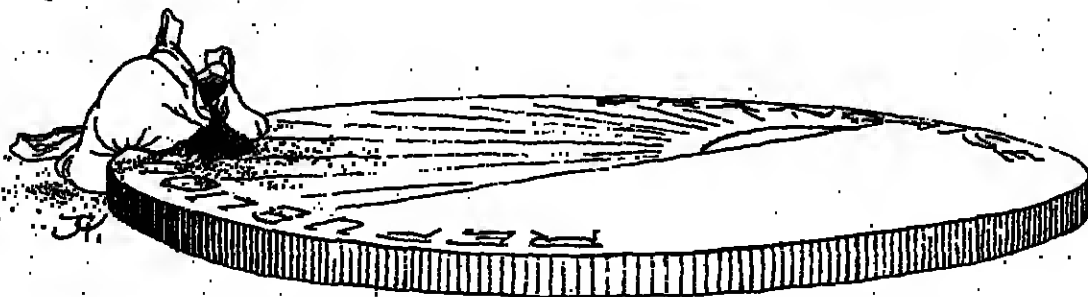
Théoricien de l'architecture, Bernard Tschumi voudrait que le « parc des folies » de la Villette permette de réunir dans un même espace l'abstraction et la sensation (lire page XIII).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO

ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

ENQUETE

je 13



Quand Renault vend des bananes

(Suite de la première page.)

Il est vrai que ceux-ci sont coquets, puisqu'ils dépassent pour certaines opérations 10 % du montant du contrat. « On accuse les compensateurs de faire payer très cher le service qu'ils rendent », s'étonne Roger Colomines, conseiller technique du bureau central du négoce international du Crédit lyonnais. « Ils m'ont pris 8 %, 10 %, pleurent les industriels, mais, sur cette somme, l'essentiel sert à rémunérer les services d'autres intermédiaires. Il y a un rapport de 1 à 5, voire de 1 à 10 entre ce qu'un compensateur demande et ce qui lui reste effectivement. » C'est vrai, il faut bien souvent casser les prix pour trouver un revendeur pour les marchandises achetées en compensation. Cette activité n'en demeure pas moins hautement profitable. Et les chasseurs de têtes sont prêts à payer fort cher pour débancher les quelques spécialistes confirmés. Profil requis : être suffisamment retors pour comprendre les bureaucraties de l'Est comme du Sud, savoir marchander comme un commerçant du bazar d'Istanbul et posséder les connaissances techniques d'un ingénieur des Arts et Métiers.

Le coût élevé des services des compensateurs a naturellement amené les plus grands groupes industriels et, en particulier, les gros exportateurs de biens d'équipement — les plus exposés aux demandes de compensation — à assurer eux-mêmes les opérations de contre-achat.

Les chariots bulgares

Rien ne disposait a priori Francis Rifflet, directeur délégué aux échanges internationaux de Technip, à devenir P.-D. G. d'une petite P.M.I. d'une quarantaine de salariés spécialisée dans la transformation et la commercialisation de chariots élévateurs bulgares. Et pourtant, quand Technip, leader français sur le marché français de l'ingénierie, décroche de gros contrats en Bulgarie, il y a une dizaine d'années, il faut bien satisfaire les exigences du client, et assurer la compensation des contrats sous forme de

chariots élévateurs Balkancar, fleuron de l'industrie bulgare. D'où la création de Technocar, qui monte, sur un châssis fourni par les Bulgares, un moteur Perkins, une boîte Borg-Warner, des pompes hydrauliques Vickers. De quoi rassurer l'acheteur occidental peu confiant dans la qualité des productions est-européennes. Est-ce rentable ? Francis Rifflet l'assure. Le contrat a en outre une fonction promotionnelle en montrant à quel point Technip prend au sérieux les engagements pris en matière de compensation. Un aspect à prendre en compte quand on réalise 85 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Dans un monde où la concurrence par la qualité ne se fait plus guère — les normes des grands contrats internationaux sont extrêmement strictes, — seuls les prix font la différence, et, passé les prix, les capacités à satisfaire les demandes de compensation.

Des montages complexes

« Aujourd'hui, les industries proposent des compensations à des clients qui n'ont pas les devises nécessaires pour les payer », analyse Alain Lelarge, secrétaire général de l'Accco, association qui s'est donné pour but d'aider les exportateurs français confrontés à des problèmes de compensation (3). « Du contre-achat imposé par le client, on passe désormais à une politique de promotion des ventes ». Alors que les petites sociétés s'efforcent de satisfaire a posteriori aux exigences de contre-achat imposées par leurs clients, des groupes industriels comme Renault ou Technip veulent apparaître d'abord comme de puissants acheteurs susceptibles d'enrichir leurs clients potentiels. D'où des achats prospectifs et d'astucieux montages : une partie des équipements vendus récemment à l'Irak par Technip — et payés en pétrole — ont été sous-traités à des entreprises de construction polonaises. Des rentrées de devises pour les autorités de Varsovie, dont on espère qu'elles sauront se souvenir le jour où Technip soumissionnera un appel d'offres sur les bords de la Vistule...

La préférence des acheteurs va naturellement aux matières premières et aux demi-produits : la revente en est facilement assurée. Quand Technip revend aux Etats-Unis de la soude caustique achetée à l'Est, l'utilisateur final ne sait rien de l'origine du produit, et d'ailleurs peu lui importe. « Nous sommes structurés pour vendre des produits pétroliers, des matières premières et des demi-produits pour l'industrie chimique », explique Jean-Pierre Lorrain, qui partage avec Francis Rifflet la responsabilité des échanges internationaux de

Technip. « Il est, en revanche, beaucoup plus dur de revendre sur des pays tiers des produits industriels. Nous passons autant de temps à écouler les 5 % de biens manufacturés achetés en compensation que les 95 % restants composés de matières premières et de demi-produits. » Mais ce sont ces 5 % qui permettent à Technip de se justifier aux yeux de ses clients : non, nous ne sommes pas seulement intéressés par vos matières premières. Oui, nous nous battons pour trouver des débouchés rentables à vos productions industrielles.

Nées des exigences des clients, les structures de compensation mises en place dans les grands groupes industriels sont parfois devenues des centres de profit et n'hésitent pas à vendre leurs services à d'autres sociétés. Cette autonomie croissante répond d'abord à une logique d'efficacité. Et de stratégie. Désormais, pour gagner la bataille des grands contrats d'équipement, il faut non seulement remporter des appels d'offres après une féroce compétition par les prix, mais négocier de manière satisfaisante les accords de contre-achat. La partie est serrée : malheur à l'industriel qui, trop pressé de remplir son carnet de commandes, s'engage à la légère à acheter des machines-outils roumaines ou de la haute couture est-allemande. Incapable de trouver des débouchés pour ces produits, il lui faudra les revendre à prix cassés ou payer une lourde pénalité étant toute rentabilité à son contrat. La fonction achat doit donc désormais être menée avec autant de sérieux que la fonction vente, sans lui être subordonnée.

Ainsi, chez Technip, le mot de compensation est banni du vocabulaire, on pratique des « échanges internationaux ». « Il y a deux termes, la vente et l'achat, insiste Jean-Pierre Lorrain. Si les deux affaires sont traitées par deux professionnels, elles seront toutes deux bien traitées. Si c'est un vendeur qui travaille depuis trois ans sur un projet, on ne peut l'empêcher de plier dans la négociation. »

L'essor du commerce compensé permet donc à nos entreprises de remplir leur carnet de commandes malgré les difficultés de trésorerie dans lesquelles se débattent leurs clients. Mais ce qui est bon pour les entreprises ne l'est pas forcément pour l'économie française. A quel sert d'exporter si c'est pour se voir inondé en échange de produits étrangers ? Les producteurs français d'engrais ont quelque peu souffert, il y a une dizaine d'années, des répercussions d'un contrat de buy-back signé avec l'U.R.S.S. L'Union soviétique payait la construction de ses usines d'engrais en livrant chaque année une partie de leur production.

Autre mésaventure : celle d'un fabricant ouest-allemand de machines textiles qui, ayant été payé en tissu par son acheteur est-allemand, a, du coup, perdu ses meilleurs clients, furieux de cette concurrence déloyale. Mais ces exemples sont marginaux, et le bilan reste largement positif pour le commerce extérieur et l'emploi.

En pratique, l'essentiel des achats porte aujourd'hui sur des matières premières. Et la France importera toujours des produits pétroliers ou du café. Mieux vaut valoriser ces importations en les mettant au service de nos exportations. Dieter Funcke, conseiller commercial de la R.D.A. à Paris, se défend de mettre à mal l'industrie française : « Citroën nous achète des roulements à billes qu'il achetait auparavant dans un autre pays étranger, tout le monde y gagne. » Sauf, évidemment, la reconquête du marché intérieur... En outre, les produits rachetés sont loin d'être toujours écoulés en France. « Le marché français est un petit marché », explique Francis Rifflet. Nous veillons à ce que le territoire sur lequel nous pouvons commercialiser les produits rachetés soit le plus vaste possible, ça peut demander de la bagarre, mais on y arrive. »

Retour au troc

« A l'origine, les hommes pratiquaient le troc, puis, les échanges se multipliaient et se régularisant, ils inventèrent la monnaie... » Cette belle histoire figure dans tous les livres d'écono-

mie. L'essor actuel de la compensation semble lui donner tort et marquer le retour à un état primitif où l'échange monétaire, régulier et transparent, cède la place à de sordides négociations. Valon-tiers défendue par les économistes libéraux, cette vision des choses ne tient guère : tout échange cache un rapport de forces. Et les pays industrialisés ne sont pas les derniers à réclamer des compensations industrielles quand leurs intérêts majeurs sont en jeu. La Suède a obtenu récemment d'importants contre-achats de General Electric, appelé à fournir les réacteurs de son prochain avion de combat.

Avant la guerre, le docteur Hjalmar Schacht, ministre de l'économie du III^e Reich, contraignait déjà les fournisseurs de l'Allemagne nazie à opérer des contre-achats. A l'époque, ces méthodes s'appliquaient dans un contexte d'effacement du commerce international lié aux suites de la crise de 1929. Rien de tel aujourd'hui. Certes, le commerce international s'est légèrement contracté l'an passé, mais la crise n'a pas pour l'instant entraîné de baisse brutale du niveau des échanges. Dans cette perspective, l'essor actuel de la compensation, plutôt qu'un obstacle au sain développement du commerce, témoigne paradoxalement de la volonté des uns et des autres de continuer à acheter, et à vendre, malgré la pénurie de devises, et de crédits.

PHILIPPE FRÉMEAUX.

(3) Accco, 28, av. Hoche, Paris (8^e). 563-02-00. L'Accco a publié récemment un Guide pratique de la compensation.

CROQUIS

Fugue

Elle m'appelle. Il y avait longtemps, deux semaines au moins. Sa voix a changé, moins légère, moins enjouée, les accents en sont plus graves peut-être. Elle m'annonce sans préambule qu'elle va préparer sa valise puis quitter ses parents. Sa mère l'a « mise à la porte » parce qu'elle est rentrée à 1 heure ce matin, et qu'elle était trop fatiguée pour faire mentir ses yeux ; le rêve s'est brusquement envolé au seuil de l'appartement. Elle est redevenue Candillon malgré ses dix-sept ans et ses cheveux courts.

Je pourrais sûrement lui aménager un lit dans ma chambre, en admettant, mais cette situation ne pourrait pas durer.

Elle empruntera le studio d'une amie de classe.

Inquiète, mais sachant que je ne peux rien contre l'orgueil qui la fait partir, j'y vais de mes « sois bien prudente », « rassure-les après ». Il est bien entendu entre nous que, si ses parents m'appellent, je ne devrais rien leur dire. Et me voilà complice. A vrai dire, elle hésite à prendre le verdict de sa mère trop au sérieux. En tout cas, elle me prévient qu'elle ne s'absentera pas longtemps, juste de quoi leur donner une leçon.

Elle est partie jeudi soir, elle est revenue samedi pour ne pas rater « Champs-Élysées ». Et tout est rentré dans l'ordre.

SONIA PAUVET.

REPORTAGE

Journaux sur fil

Avec le développement des messages et bulletins enregistrés, le téléphone redevient un moyen d'information, et pas seulement de communication.

ET objet qui meuble nos salons ou nos entrées, cette sonnerie qui fait partie de notre paysage sonore quotidien, ce canal obligatoire de la plupart de nos conversations, ces milliards de connexions qui nous relient les uns aux autres, bref, le téléphone, ne pouvait rester longtemps ignoré des publicitaires et des hommes de média. De simple moyen de communication, il est en train de devenir un média comme les autres.

Redevenir plutôt : à ses débuts, le téléphone était utilisé comme la radio (et vice versa). C'est ainsi qu'à l'exposition électrique de 1881 il fut testé en avant première pour retransmettre un opéra, et qu'en 1911 Marcel Proust, alors sévèrement éprouvé par de violentes crises d'asthme, souscrivit un abonnement au « théâtrephone » pour pouvoir écouter chez lui les œuvres qu'il affectionnait. C'est le répondeur qui a rendu le téléphone à son usage premier. Mais il y a fallu du temps : le plus ancien, l'horloge parlante, vient de fêter son cinquantième anniversaire, et c'est la voix de Radiolo, l'animateur vedette de la T.S.F., qui a décliné pendant une trentaine d'années les heures, minutes et secondes pour les hommes pressés.

Utilisés en premier lieu par les entreprises, les services publics et les municipi-

palités, les messages enregistrés ont pris petit à petit une place considérable et sont en passe de devenir un nouveau média. Le système est très souple : il permet de changer le message à volonté et de répondre ainsi à une demande croissante d'informations instantanées. Moins onéreux et plus pratique qu'un bulletin imprimé, il bénéficie aussi d'un taux de 65 % à 80 % d'écoute : bonne affaire pour les publicitaires...

Pour améliorer son impact et l'appréciation, des sociétés comme Telcom se sont spécialisées dans la livraison de journaux téléphonés « clés en main ». Habitué par la radio et la télévision à une certaine présentation de l'information, le public se lassait vite du ton « rétro » des premiers bulletins. Pour leur donner une forme vivante, Telcom met à la disposition des entreprises des journalistes spécialisés, des illustrateurs sonores et un comité de rédaction.

N'oublions pas que le premier journal parlé téléphonique fonctionnait depuis quarante-deux ans. Il est le fruit d'un contrat entre Radio-France et les P.T.T. Il est réactualisé toutes les heures et emploie une équipe de huit présentateurs et de trois journalistes.

Beaucoup de messages diffusés aujourd'hui font écho aux numéros de téléphone S.O.S. De « Allô I.N.C. » à « Allô cellule », ils offrent réponses à tous nos soucis quotidiens : météo (20 millions d'appels en moyenne par an), diététique, programmes de radio et de télévision, événements sportifs, vie spirituelle, etc. Sur R.T.L., Jean Vignac, astrologue vedette, passe en revue les douze signes du zodiaque vingt-quatre heures sur vingt-quatre au 807-22-23. Plus récemment, Gault et Millau ont commencé à composer sur le 357-15-00 une carte quotidienne de sept restaurants, pour la société A.V.S. (A votre service), qui diffuse aussi un bulletin donnant les programmes de télévision. Depuis le 4 mai dernier, on peut connaître sur le 247-13-14 le cours des devises grâce à la Banque française pour le commerce extérieur à Paris. Le *Télégramme de Brest* fournit depuis deux ans le cours du porc sur les marchés.

Des magazines comme *Salut* ou *Le Chasseur d'images* s'en servent pour annoncer des informations contenues dans leurs numéros - et en même temps faire de la publicité à des spectacles ou à des appareils photographiques.

Etat d'urgence : c'est le nom qu'a choisi Jean-Pierre Rosnay pour la « radio libre » des poètes (550-32-33). Cinq minutes de poésies déclamées toujours avec émotion. Si chaque jour les poèmes changent, le Club des poètes n'en garde pas moins un accent pathétique provoqué sans doute par l'urgence invoquée par son titre.

De cette nécessité d'accélérer encore la vitesse de l'information sont nés de véritables journaux sur répondeurs. Un exemple : pendant les Vingt-Quatre Heures du Mans, un bulletin réactualisé toutes les dix minutes donnait le pouls de la course à ses auditeurs. Avantage de la formule : son faible coût, surtout si on le compare à la réalisation d'un journal imprimé ou d'une radio. Les voix la plupart du temps anonymes confèrent en outre au « journal sur répondeur » la charge mystérieuse et confidentielle qu'avait le téléphone à ses débuts. Ce n'est pas pour rien que le C.I.M. (centre d'information sur les médias) du Centre de perfectionnement des journalistes (1) organise des sessions sur la réalisation de journaux téléphonés. On peut ainsi apprendre comment traiter en trois minutes l'information quotidienne sans oublier les chroniques, les petites annonces et la publicité.

Car les publicitaires, on s'en doute, n'ont pas été les derniers à s'apercevoir de l'utilité du média. La société A.V.S., déjà citée, a utilisé la possibilité d'entre-couper les bulletins d'information par des plages de publicité - comme à la radio. Des spécialistes vous proposent une campagne de marketing pour 600 F par jour. La formule est largement utilisée pour les nouveaux films : ainsi, au début de l'été, Mick Jagger, de sa voix la plus suave et la plus rock à la fois, vous invitait à voir le film *Rolling Stones*.

Déjà, il y a trois ans, pour la sortie du film *Terreur sur la ligne*, une publicité proposait au lecteur d'appeler un numéro de téléphone. Au bout du fil, une

voix lente et grave disait simplement : « Etes-vous allée voir les enfants ? ». Ce leitmotiv qui scandait le film d'un bout à l'autre donnait une idée de son atmosphère et de son thème (une baby-sitter aux prises avec un inconnu qui la terrorisait au téléphone).

Organisations politiques et syndicales se sont emparées aussi de l'outil. « Allô ! calomnies » a cessé d'émettre (ainsi avait-on pu désigner ce répondeur de la Fédération indépendante de la police qui avait eu son heure de gloire en décembre 1982, mais s'était vu infliger une amende élevée à la suite d'un message diffamatoire concernant le fils de Georges Marchais). « Radio Le Pen », en revanche, émet toujours depuis les municipales. Bien d'autres s'en sont servis, comme le parti socialiste au moment de son congrès de Metz, ou s'en servent encore, comme l'UNEF, la C.F.T.C., le C.N.P.F. Les « répondeuses » diffusent des nouvelles féministes sur 539-80-30.

Les enfants aussi...

Il n'est pas jusqu'aux enfants qui n'aient leurs messages : toute une série de répondeurs leur sont destinés. « Allô ! raconte, joue, chante » (570-80-80) existe depuis la fin janvier : une équipe aidée par des subventions du ministère de la culture, du Centre national de documentation pédagogique et de l'ADAC (Association pour le développement et l'animation culturelle), qui travaille avec de nombreux éditeurs, propose une histoire, des comptines et des petits poèmes à ses jeunes auditeurs. Le répondeur fonctionne tous les jours de 18 heures à 20 heures et les dimanches et mercredis de 12 heures à 20 heures. Sur chaque créneau de deux heures, on change de programmes. « Les contes du facteur Martin » (254-11-77) fonctionnent sur le même principe : il offre des contes à heure fixe.

Et les P.T.T. viennent de lancer « Allô ! rire », au 554-97-77, qui propose chaque jour un chapelet d'histoires drôles ponctuées d'états de rire.

Il n'y manquait qu'un répondeur... sur les répondeurs, il existe : Serviphone

(245-11-77) donne la liste de la soixantaine de bulletins enregistrés à Paris. Ce n'est vraisemblablement qu'un début, car aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne il ne faut pas moins de quatre pages d'annuaire pour les énumérer. Depuis quelques années, on a vu apparaître des formules de plus en plus loufoques, tel ce répondeur à New-York qui propose une blague par jour dite par une célébrité, ou cet autre, appelé « Big Apple Report », qui donne les adresses de toutes les bonnes surprises-parties du jour. En France même, si vous vous sentez d'humeur à accueillir des extraterrestres, vous pouvez composer le numéro du « Mouvement raélien » (350-66-98). Vous apprendrez en moins de trois minutes d'où vient l'humanité et ce qui nous attend à la date fatale de l'Apocalypse.

Depuis un an, un répondeur entièrement consacré à l'actualité des nouveaux médias, « La Gazette parlée » (2), qui diffuse des informations sur les radios, les télévisions et la télématique, fournit aussi sur simple demande une liste détaillée de tous les répondeurs existants. Mais elle mène parallèlement un combat héroïque : faire que les journaux sur répondeur soient enfin considérés comme des organes de presse à part entière.

M. Jean-Marie Rausch, sénateur U.D.F., maire de Metz, un des responsables locaux qui ont mesuré les enjeux des nouveaux médias et les ont expérimentés dans leur ville, a déposé une question écrite auprès du premier ministre afin que soient définis et fixés par décret le statut et les droits des journaux sur répondeur. Car ce média ne devrait-il pas relever du droit de la communication audiovisuelle et de la loi du 29 juillet 1982 ? Toute une série de questions restent en suspens, notamment les messages à caractère politique et l'usage du droit de réponse.

CLAUDE COLLOMB.

(1) Centre de perfectionnement des journalistes.
(2) Gazette parlée des nouveaux médias : journal au 655-33-00 ou au 655-41-00. Renseignements au 735-00-43.

Même les professionnels de l'aide sont perturbés

Psychologues, médecins, travailleurs sociaux, les professionnels de l'aide à autrui font payer cher à leur entourage et à eux-mêmes l'attention qu'ils portent à leurs « clients ».

P EUT-ON, huit heures par jour, aider son prochain à se sentir mieux dans sa peau et rester bien dans la sienne ? Pour M. Wolfgang Schmidbauer, psychologue, psychopédagogue, travailleur social, etc., exerçant tout bonnement un métier impossible. Un métier où la dépression est l'accident du travail type, l'échec dans la vie privée comme les troubles de la personnalité extraordinairement fréquents.

M. Schmidbauer est en fait un récidiviste. En 1977, il avait déjà déclenché un beau tapage en Allemagne avec un ouvrage au titre choc - que l'on pourrait traduire approximativement par *Les Sauveteurs déboussolés* (2), où il décrit le « syndrome de la relation d'aide ». Celle-ci devient, pour nombre de professionnels, une véritable drogue : « Ils ont absolument besoin qu'on leur ait besoin d'eux ». Beaucoup, ajoutait-il, ont en fait choisi de travailler dans le secteur sanitaire et social pour compenser un manque d'amour dans leur enfance et, depuis, quêtent incessamment celui de leurs clients.

En dépit de (ou grâce à) la tempête soulevée, la vente des *Sauveteurs déboussolés* a atteint les 100 000 exemplaires, et l'expression « syndrome de la relation d'aide » est pratiquement entrée en Allemagne dans le jargon professionnel, sinon dans le langage courant.

Six ans après, son auteur, tout en se défendant vigoureusement d'avoir voulu salir la corporatisme - « Je n'ai jamais parlé de motivations égoïstes », per-

siste et signe. Lorsque, allongés sur le divan ou en stage de perfectionnement, ils me parlent de leurs problèmes personnels ou professionnels, je rencontre toujours, chez ces techniciens de l'annuaire du prochain, le même conflit, explique en substance Wolfgang Schmidbauer. Dans leur rôle professionnel, les travailleurs sociaux s'efforcent de se montrer à l'écoute, chaleureux, compétents, solides - bref d'incarner « le parent idéal ». Avec la satisfaction de détenir un pouvoir. Mais c'est au prix de la répression de leurs propres besoins affectifs infantiles, de leurs propres émotions. Cette situation retentit sur leur vie privée : beaucoup y deviennent incapables de nouer des relations où chacun des partenaires peut être alternativement fort ou faible.

Quatre types

Comment ce conflit va-t-il s'exprimer ? Affinant sa peinture du « syndrome de la relation d'aide », le psychopédagogue munichois présente une petite psychopathologie du professionnel de la « relation d'aide », en quatre types :

● La « victime du boulot » se laisse dévorer. Doris, directrice d'un hôpital, image de la compétence et du dévouement, jouit de l'estime et de la considération générales. A près de quarante ans, au sommet de sa carrière, elle sollicite cependant une psychopédagogue : elle se plaint d'angoisses, d'un intense sentiment de vide, supporte de plus en plus mal sa solitude (nul n'a jamais partagé sa vie). Elle est incapable de se laisser aller, même avec ses amis, au point de n'oser exprimer le moindre désir, fût-ce

un verre d'eau ou donner un coup de téléphone.

● Le « dissocié », c'est Janus. Hypercontrôlé, respirant la force et la sérénité au bureau ou dans son cabinet. Régresse totalement si tôt franchi le seuil de sa maison, où il se transforme en capricieux enfant gâté. Le docteur D., psychiatre, terrorise femmes et enfants par ses exigences et ses colères, promptes à s'enflammer à la moindre contrariété - par exemple si ses fils s'attardent devant la télévision.

● Le « perfectionniste » s'épuise à vouloir correspondre, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à son image idéale d'expert en aide humaine. Et ne se pardonne pas d'éprouver, comme un vulgaire profane, chagrins, coups de cafard ou de mauvaise humeur. Franciska, une jeune psychopédagogue, souffre terriblement d'une rupture. Mais s'interdit de chercher aide et réconfort auprès de quiconque, et s'en veut terriblement de son désarroi : le soutien psychologique, après tout, c'est son métier - elle devrait donc s'en sortir toute seule ! Elle se suicide (en Allemagne, le taux de suicides chez les médecins et psychopédagogues est nettement plus élevé que dans la population générale).

● Le « pirate », à l'inverse du perfectionniste, exploite son rôle professionnel au profit de sa vie privée. Pirate au petit pied, il va puiser dans sa clientèle baby-sitters ou partenaires amoureux. Travaillant sur une plus vaste échelle, il peut s'ériger en gourou. Ou créer, le cas échéant, une nouvelle école de psychopédagogie (elles sont rarement très « nouvelles » sur le plan des idées, remarque perfidement Schmidbauer). Double avantage : il s'assure des disciples - aussi dépendants de lui que ses patients, et admirateurs inconditionnels de surcroît - et peut donner libre cours à ses besoins régressifs en les tyrannisant sans vergogne.

Le rôle du bébé

Et que sont les rapports des professionnels de la relation d'aide entre eux, par exemple dans une équipe pluridisciplinaire ? L'ambiance respire rarement l'harmonie et la sérénité. Aux zizanies, rivalités et heurts inévitables dans tout groupe s'ajoutent les déformations professionnelles. Certains adoptent la même attitude envers leurs collègues qu'envers

leurs clients - pas forcément pour la plus grande joie des intéressés. D'autres - cas fréquent - estiment déployer bien assez d'efforts pour être à l'écoute, être patients et compréhensifs avec leurs clients pour n'en faire aucun avec leurs collègues, dont ils réclament, néanmoins, attention et compréhension. Enfin, dans les réunions de travail, il est souvent bien difficile d'aborder les problèmes réels des uns et des autres, chacun étant partagé entre sa revendication du « rôle du bébé » - on gémait à qui mieux mieux sur son stress, son surmenage, les clients insupportables - et la peur de perdre la face. St. jamais le voisin disait : « Moi, je m'en sors très bien avec M... X... ».

Sombre tableau. Mais qu'en ne me fasse pas dire, proteste Wolfgang Schmidbauer, que les professionnels de la relation d'aide sont tous des névrosés. Simplement, ils reflètent le conflit entre

technique et nature dans nos sociétés industrielles, où dispenser bienveillance, chaleur et sympathie est devenu un métier. Souvent choisi parce qu'on espère, grâce à des techniques appropriées, les y trouver soi-même.

Et M. Schmidbauer personnellement ? « Après dix ans de pratique psychopédagogique, je me tourne souvent vers d'autres activités. Comme beaucoup de mes collègues. La poterie, le jardinage, le labo photo ou l'élevage des nébittes sont très en faveur dans la corporation... Au moins, ma machine à écrire ne me fait pas grise mine lorsque, faute d'inspiration, je l'abandonne. »

LÉA MARCOU.

(1) *Heifens als Beruf (Aider par profession)*, Rowohlt, 1983.
(2) *Die Hilflosen Helfer*, Rowohlt, 1977.

Le Monde DE L'EDUCATION

FAUT-IL SUPPRIMER ?

LE

Jeunes face à la crise: les déclassés volontaires

La rentrée dans le supérieur

La photocopie devient un art

L'électrographie, art de la photocopie, ne date pas d'hier. Mais elle a pris, au cours des dernières années, une importance croissante.

On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art. On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art.

On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art. On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art.

On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art. On ne perdait presque plus de vue l'œuvre d'art qui était entrée au musée de la plus haute technologie du monde - l'électrographie - et qui n'était que la copie d'une œuvre d'art.

مكتبة من الأصل

La photocopie devient un art

L'électrographie, art de la photocopie, ne date pas d'hier. Mais elle a pris, au cours des dernières années, une importance croissante.

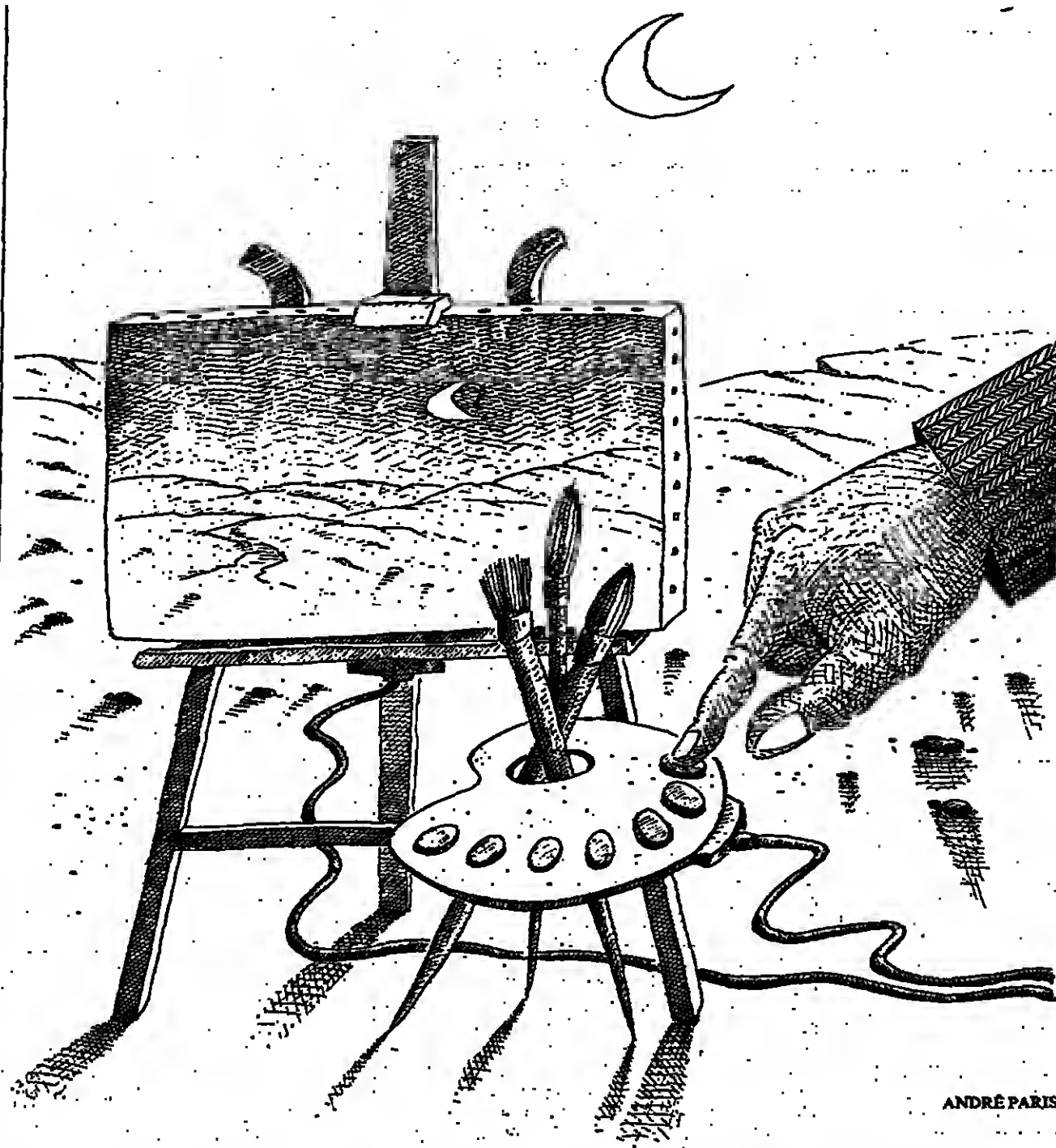
LA JOCONDE en perdait presque son sourire et le Gilles faillit franchir les sourcils : une œuvre d'avant-garde était entrée au Louvre ! Il s'agissait de la plus grande photocopie du monde — 144 mètres de long d'une seule pièce — réalisée sur une machine Xerox 2080 : elle représentait un mètre de couture. Son déroulement « sacrilège » dans la Grande Galerie du saint des saints de l'art ne dura qu'un après-midi d'un jour de fermeture du musée, l'année dernière. Bien que ne représentant aucune consécration, l'événement avait néanmoins valeur de symbole : un nouvel art avait acquis droit de cité sur la scène artistique française.

Connu aux Etats-Unis, où sa naissance remonte aux années 60, sous le nom de *copy art*, il consiste à détourner le photocopieur de sa fonction première pour créer des œuvres originales. En 1980, nous avons forgé le néologisme « électrographie » pour désigner cet art issu d'un procédé électrostatique (1). Les techniques de base utilisées par les électrographes sont simples et instantanées : la « prise directe » permet de réaliser des électrographes d'objets ou de parties du corps en les plaçant directement sur la glace d'exposition ; le « bougé » produit des déformations par le déplacement de l'original lors de la prise de vue ; la « peinture à la lumière » est la création d'effets de couleur grâce à un jeu d'ombre et de lumière au-dessus de la glace du copieur ; la « peinture au doigt » se fait en interrompant le cycle d'électrographie avant la fixation de la poudre sur le papier et en la manipulant ; la « dégénérescence » s'obtient en répétant le processus qui consiste à photocopier la dernière copie réalisée, jusqu'à ce que l'image « se brise » en lignes ou en points ; enfin, ce que nous appelons la « décomposition » est le déplacement de l'original avant chacune des trois prises de vue du cycle d'électrographie afin de décaler les couleurs primaires. Les œuvres ainsi créées peuvent être transférées à chaud sur des supports aussi divers que le textile ou le bois.

Facile et pas cher

Les sciences appliquées ont ouvert d'autres voies à la création artistique (art vidéo, art Polaroid, art par ordinateur) mais aucune ne réunit comme l'électrographie simplicité, instantanéité et bon marché. C'est cette facilité qui rend l'électrographie quelque peu suspecte aux yeux d'une partie de la critique ; non sans raison, du reste, car le style est trop souvent créé par la machine plutôt que par l'artiste. La monotone ressemblance de quantité d'œuvres électrographiques en témoigne. Le copieur rend en effet le piège d'une virtuosité technique facile et gratuite bien tentant à nombre d'artistes en mal d'inspiration. La facilité de l'électrographie est donc une arme à double tranchant : elle oblige l'artiste qui désire s'imposer à la compenser par la valeur de son concept, les qualités formelles de son œuvre ou la force d'un style propre. Aussi l'électrographie ne contribue-t-elle pas vraiment à une démocratisation de l'art, comme on pourrait le croire, même si l'électrographie (en laquelle d'aucuns voient « l'estampe du futur ») a mis, ainsi que le fait remarquer Marshall McLuhan, l'auto-édition d'art à la portée de toutes les bourses.

Quand au débat sur la déshumanisation de l'art qu'entraînerait l'art « presse-bouton » qu'est l'électrographie, il nous paraît dénué de sens. Le sémiologue italien Umberto Eco s'étonne pertinemment qu'alors que « personne ne dis-



ANDRÉ PARIS

cute plus de l'aspect purement mécanique de la photographie... tout le monde (soit) prêt à discuter de l'aspect purement mécanique de la photocopieuse (2) ». Le copieur n'est qu'un outil au service du cerveau créateur de l'artiste et, en dernière analyse, qu'une création de l'homme. Une œuvre électrographique est donc humaine à double titre.

Les préjugés qui pèsent encore sur l'électrographie et veulent en faire, à tort, la parente pauvre de la photographie ne favorisent pas son marché. Vu la morosité, en France, de celui de la photographie, il n'est pas étonnant que l'électrographie ne s'y vende pas. L'exception qui confirme la règle : le cas de l'italien Gianni Castagnoli, dont les « xérochromes » représentant des vêtements anciens de grand format et marouflés sur toile, trouvent régulièrement preneur à 20 000 francs (chez Bernard Picasso, petit-fils du peintre, qui en possède un grand nombre, force est d'admettre qu'ils ne paissent pas trop du voisinage des œuvres du maître).

Les électrographes français connaissent d'autres problèmes qu'ignorent

leurs homologues américains : le prix de la copie couleur (de 10 à 20 F, selon le format) est plus élevé ici qu'en outre-Atlantique ; le nombre de copieurs couleur en France reste encore très faible (à peine une vingtaine de modèles Xerox 6500 et Canon NP Color, dont près de la moitié à Paris), à cause de la politique de non-commercialisation de ces machines, pour lesquelles le marché français est jugé trop restreint ; l'application d'un contrôle visant à décourager les faussaires ne facilite pas l'accès direct à ces copieurs ; enfin, les artistes sont une clientèle peu rentable, donc pas toujours bienvenue dans les copie-services de Paris, où existent pas encore des ateliers d'électrographie comme aux Etats-Unis.

Une approche difficile

Pourtant, ce sont des artistes en majorité européens qui ont exploré les aspects fondamentaux de la spécificité de l'électrographie et de l'électrographie, domaine resté en friche aux Etats-Unis. Les Américains privilégient en effet les recherches électrographiques formelles et sem-

blent avoir une prédilection pour les collages d'inspiration pop, surréaliste ou dada, auxquels l'électrographie apporte une unité de texture.

Les œuvres spécifiques à l'électrographie, au-delà de simples caractéristiques techniques, sont d'une approche difficile car elles relèvent des considérations esthétiques au second plan et relèvent d'une démarche essentiellement conceptuelle : l'Allemand Jürgen O. Olbrich fouille les corbeilles à papiers des bureaux déguisés en homme de ménage, pour récupérer les photocopies ratées, poussant ainsi à son extrême la logique de l'art aléatoire propre à l'électrographie. Le Français Mignel Egana se sert de l'ubiquité des copieurs : en collant sur leur cache la mention « art parasite » pour qu'elle apparaisse mystérieusement sur les copies d'originaux de format inférieur à la norme, il fait d'utilisateurs inconnus des créateurs d'art sociologique à leur insu.

En 1974, Woizman, un autre Français, mit à profit l'automatisme de l'électrographie pour demander aux visiteurs de la première FIAC de vider leur poche ou

leur sac sur la glace d'un copieur et de tirer eux-mêmes leur « portrait de poche » (parfois aussi révélateur qu'un visage). Amal Abdenour, Palestinienne résidente en France, s'est servie dès 1970 de la propre source de lumière du copieur pour créer des abstractions aux modulations subtiles. Daniel Cabanis met l'accent sur l'instantanéité du processus électrographique en utilisant comme sujet des cadrans de montre.

Pour le Français Wilfrid Rouff, l'électrographie est le multiple par excellence, et ses installations comprennent d'épaisses masses de copies, dont certaines représentent fort à propos des feuilles d'arbre. Quant à la Brésilienne Margareth Maciel, elle considère à juste titre l'électrographie comme le support le plus approprié à l'art « bureaucratique » et, par exemple, dépersonnalise sa carte d'identité en multipliant progressivement, sur chaque carte électrographiée d'une série, le nombre de ses photos d'identité, jusqu'à obtenir une foule.

Tous ces artistes ont compté parmi la centaine de participants aux expositions d'électrographie qui se sont succédées à Paris depuis 1980 et ont révélé cet art resté jusqu'alors confidentiel en France, où une nouvelle étape a été franchie cette année avec l'introduction de cours d'électrographie à l'Ecole nationale des beaux-arts de Dijon, à l'initiative de Jean Mathiaut. Grâce à des subventions du ministère des affaires culturelles et de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne, Jean Mathiaut a amené ses élèves à Paris ; ils ont pu utiliser les électrocopieurs et télécopieurs les plus perfectionnés lors de séances de travaux pratiques. Aux Etats-Unis, les écoles offrant de tels cours ne se comptent plus. Sonia Landy Sheridan, le grand pionnier de l'électrographie avec l'italien Bruno Munari, fonda, dès 1971, la section des systèmes génératifs de l'Institut d'art de Chicago, qui offre un programme d'études aboutissant à un diplôme de maître en *copy art*.

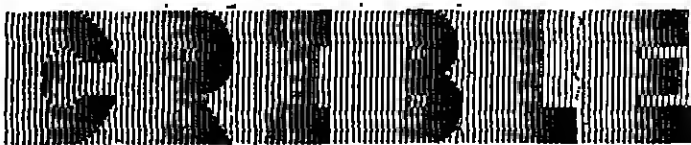
L'électrographie est l'art technologique le plus pratiqué au monde après la photographie et le cinéma, laissant loin derrière lui l'art vidéo et l'art par ordinateur. C'est, d'autre part, un art qui intéresse quantité des innombrables utilisateurs de copieurs. Si son sort, lié à l'évolution de la technologie des copieurs, est incertain à long terme, il n'en reste pas moins qu'en France l'électrographie, dont l'introduction est récente, est promise dans les années à venir à un essor rapide et considérable : non seulement elle exerce un très fort attrait sur les jeunes, comme tout ce qui relève de la technologie moderne, mais aussi, et surtout, un parc de copieurs couleur est en cours d'installation en province depuis le début de cette année. D'ici à la fin du premier semestre 1984, ce seront douze villes de France (3) qui posséderont l'outil principal de l'électrographie, alors qu'aujourd'hui l'implantation de l'électrographie couleur était confinée à la capitale. Quantité d'artistes pourront désormais en découvrir le riche potentiel sans avoir à faire des centaines de kilomètres comme les étudiants de l'ENBA de Dijon.

CHRISTIAN RIGAL

(1) Cf. le Monde-Dimanche du 5 juillet 1981.

(2) Gianni Castagnoli, 80's xerochromes, préface d'Umberto Eco, éditions Franco-Maria Ricci, 1979.

(3) Bordeaux, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg, Toulouse et Tours.



ANNIE BATILE

A SUIVRE

Berceuse

La Lullababy Vertical Rocker, qui est suspendu au plafond par un ressort hélicoïdal spécial, berce le bébé dans son couffin pendant trois minutes, une fois le mouvement déclenché par une simple poussée. Des essais ont montré que le plupart des enfants cessent en fait de crier au bout de 30 secondes, comme l'a constaté le couple qui a mis au point ce hamac spécial.

Fabriquée en corde de nylon très résistante, capable de supporter le poids d'un adulte, le hamac s'installe en vissant un crochet de 125 mm dans une poutrelle de bois du plafond. Une

chaîne pendue au crochet sert à accrocher le ressort de tension sur lequel s'adapte le couffin à environ 300 mm du sol. Deux crochets sont fournis avec le hamac, pour permettre l'utilisation du dispositif dans plusieurs pièces. Lorsqu'on n'en a plus besoin, on décroche rapidement l'ensemble du plafond pour le ranger.

★ Lullababy, Leominster Herefordshire HR6 9BL.

BOITE A OUTILS

Productions culturelles

Industrie et culture, ser- ce grande réconciliation ? En tout

cas, la culture est devenue « aussi » un enjeu économique, et le ministre de la culture parle volontiers de « productions culturelles ». Alter Eco consacre un numéro à la culture aux prises avec l'économie. Entretien avec Jack Lang, l'industriel du disque, le livre, les instruments de musique, les grands groupes de la communication (Europe 1, Gaumont, Heves et les autres ou l'art de se placer sur les marchés de l'avenir), les pratiques culturelles des Français, les jeux électroniques et les programmes scolaires.

Des points clairs, divers, une impression d'optimisme en définitive. Il existe désormais une extraordinaire diversité des formes culturelles : la bourgeoisie et le « hard rock », la science-fiction et l'histoire, la B.D. et la photo,

etc., dessinent une palette d'activités culturelles sans doute beaucoup plus diversifiée et multiforme que celle n'a jamais été le cas dans le passé ; les nouvelles technologies — vidéo, câble, radio locales... — accroissent encore le champ des possibles.

★ 57, boulevard de la Motte, 21800 Quétigny. Tél. : 89-73-22-28.

Alternatives au Québec

Au Québec s'inventent des modes de vie et de développement originaux face aux crises — écologie, économie sociale, micro-développement local intégré, technologies douces, travail utile et agréable, nouvelles pratiques sociales et communautaires...

Seize Français, impliqués à divers titres dans l'innovation alternative, ont fait un voyage d'étude au Québec dans le cadre des échanges de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Ils en ont ramené un petit ouvrage co-édité par l'association Les alternatives du Centre-Est et l'Office. Les initiatives les plus marquantes sont décrites (initiatives liées à des luttes et à des mouvements sociaux, vie quotidienne dans tous ses états, expérimentations au travail, innovations culturelles et médiatiques...). Plus de cent adresses-clés sont communiquées.

★ O.F.Q.J., 5, rue de Logelbach, 75847 Paris Cedex 17.

★ Alternatives du Centre-Est 17, rue Claude-Cazotte B.P. 1343, 21023 Dijon Cedex, France.

Ciné-télé

tandis que des cinéastes réunis à Madrid répondaient, en marge de leur rencontre, aux questions d'Amica. La télévision, à Paris, des réalisateurs de télévision peut-être en mal de cinéma ont parlé pendant une semaine de leurs problèmes de création. Les réalisateurs de télévision a permis de revoir quelques-unes des belles émissions.

Le moulin à paroles

La télévision parle, parle. Elle est à la radio ce que le dialogue de visé est à la conversation téléphonique : puisqu'il y a des images, tout le champ des intonations est ouvert.

Les mères de famille le savent bien, qui se guident au son en préparant le dîner : les enfants, c'est « Récré A2 ». Ou bien : va voir, c'est le journal.

Promenons-nous dans les bois pendant que le loup n'y est pas. Promenons-nous dans l'appartement, le loup, on l'entend. Portes ouvertes ou fermées, du plafond, du sol et des murs, se glisse la voix de l'écran.

Voix ingénues, pleines de joie, enthousiasmes, qui se régalent ; voix pressantes, intenses, caressantes. Pour être en forme toute la journée, voix de la publicité. Voix hargneuses revendicatives, à votre service, l'association de défense... (rarement perceptible à l'oreille).

Accents toniques déplacés, qu'est-ce que c'est ? Les informations. Le français se prend pour l'italien et roule sur des montagnes russes : langue des journalistes.

Raclements de pieds, de chaises, petits bruits d'intérieur : ce téléfilm est français. Nasillements, musique en virages contrôlés : ce feuilleton est américain.

Mais qu'est-ce qu'elle raconte, mais qu'est-ce qu'elle raconte ? La télévision dit n'importe quoi. « En ce lundi 31 novembre, veille de la Toussaint... ». Tiens, une débâcle. « Un regard significatif et éloquent... ». Tout ça. « Un très beau film, suivi d'un portrait qui va nous permettre de découvrir, de

connaître, en tout cas de cerner la personnalité de Michel Audard... ». On choisit les speakerines en fonction de la durée du sourire.

La télévision, des images mais aussi des voix. Un vrai moulin à paroles même ! Claire Devarieux a repéré quelques tics de langage, quelques voix singulières, quelques accents toniques. En toute subjectivité.

...sinistres qui risquent de mourir de froid avant l'aube, sports, victoire du Né-Zélandais... A la trappe des secondes qui passent disparaissent les pauvres mots de la mort mondiale. Il est de moins en moins certain que nous comprenons de quoi il s'agit.

Il est de plus en plus certain que les gens sont de moins en moins au courant. A la télévision, les présentateurs de l'actualité simplifient les mécanismes économiques ; c'est bien mais les mécanismes en question n'ont plus de sens et n'existent désormais que par les termes employés, vidés.

A l'école, on n'apprend pas dans toutes les classes la substantifique moelle de ces corps creux.

A la télévision, on interroge parfois des témoins. Ils parlent de « la victime », ils par-

lent comme des journalistes. Ce ne sont plus des témoins.

Mettons le couvert, débarrassons la table, fuyons par hasard ou par nécessité. Des voix singulières s'élèvent alors : Alain Gillot-Pétré à la météo ; Patrick Brion au cinéma de minuit ; Eddy Mitchell à « La dernière séance ».

« Vous savez ce que c'est, pas plus tard qu'hier » ? « Non. Ça, c'est encore un téléfilm français. Je veux dire : un mauvais téléfilm français ».

« Je dois vous dire... ». Mon Dieu, mais pourquoi les hommes politiques de droite ont-ils cet accent d'un terroir étrange ? Au fait, les hommes politiques de gauche ont souvent le parler de ce terroir-là, à part Jacques Delors ; mais lui, quand on l'entend, on revient vite voir.

Des voix singulières s'élèvent alors : dans le magazine « Moi, je », dix personnes donnent oralement leur testament. Les voix sont vraies ou fausses : Gilbert Trigano dit vrai ; Pierre Bas dit faux. Cinq autres interviewés s'expriment comme vous et moi. Il y aurait donc la place, à la télévision, pour vous, pour moi ?

Quand Michel Polac a animé la première émission « Droit de réponse », tout le monde était contre. On n'avait pas l'habitude. Le ton, le son, n'étaient pas standards. Quand Christine Ockrent a présenté son premier journal, son invité — un homme politique — en a profité pour parler trop longtemps. Les magazines comme « Moi, je », « Sept sur sept », expliquent, volontairement ou non, le contraire, à quel point il s'agit toujours de rester dans les normes du langage télévisuel, à quel point c'est un métier difficile.

Lors du premier « Psy-show », des comédiens reconstituaient la vie du couple en vedette. On voyait bien la différence. Le couple paraissait comme vous et moi. Pascale Brugnol, Serge Leclair, Alain Gillot-Pétré, paraissent presque de la même façon, car ils faisaient très attention : le couple racontait des choses explosives, pas ce qu'ils diraient, eux, professionnels de la télévision, ou vous, ou moi.

Le couple racontait ce qu'on ne dit pas en tant que couple ; et encore moins à la télévision. Ce qu'on parle tellement de la sexualité sur la place du marché, mais puisque la télévision existe, il est vital qu'elle traque le discours dans ses derniers retranchements, ceux où le langage télévisuel n'est pas encore contagieux, ceux de la voix quotidienne.

Où, mais une voix, vraie, vue à la télévision, n'est-elle pas perdue à jamais pour la réalité ? Quoi qu'il arrive, n'est-ce pas sa propre réalité que le médium engendre ?

Il est l'heure, à présent, de rendre l'antenne. La télévision est bonne quand elle fait parler d'elle. Elle parle, elle parle ? Ses images sont si peu parlantes.

CLAIRE DEVARIEUX.

En marge d'un voyage à Madrid...

Huit cinéastes parlent de télévision

Non. Tous n'étaient pas là. L'un attendait son visa, l'autre son billet d'avion. D'autres encore n'avaient pu délaissier un tournage. Avec cent cinquante cinéastes venus à Madrid des quatre coins du monde, la première Assemblée Mondiale des réalisateurs de cinéma allait pourtant être un succès (le Monde du 9 novembre). Fête du cinéma ? Fête de l'image, surtout, quel que soit son support. « Parlons d'audio-visuel et non de cinéma », proposait un colombien. « Non, notre médium est le cinéma », ripostait un géorgien courroucé. Le conflit ciné-télé est-il donc encore vivace ? Nous avons profité de cette grande rencontre pour demander à quelques-uns ce qu'ils pensaient.

● JERRY SCHATZBERG (Israël) : « La télévision ? C'est par son seul canal que la plupart de nos films rencontrent le public. Alors, à quel bon fermer les yeux ou faire comme si elle n'existait pas ? Accommodons-nous de ses défauts provisoires : demain, elle sera à la fois plus riche (grâce au câble), plus hardie (dans les sujets abordés), et de meilleure qualité technique (avec de larges écrans). Et puis adaptons-nous à notre médium de filmer : choisissons une forme plus littéraire, prions plus d'attention au texte et aux dialogues, expliquons davantage ce que l'image seule suffisait, pensait-on, à montrer. Cela demande de la souplesse, mais, après tout... avons-nous bien le choix ? »

● KRZYSZTOF ZANUSI (Pologne) : « La télévision détériore l'œuvre cinématographique. Noyée dans le flot d'images qui dévalent de façon continue le petit écran, anonyme et standardisée, elle perd de sa substance et a bien peu d'impact sur un public distrait et versatile que le cinéma ne peut jamais complètement captiver. Il m'arrive d'y travailler (j'ai quelques projets avec Antenne 2). Cela me libère du risque commercial et j'y ai parfois plus de liberté qu'au cinéma. Mais j'y redoute surtout l'esprit bureaucratique, le hiérarchisme pesant, les valeurs artificielles... Un art ? Oui, sans doute, car ce n'est pas un art de la radio, il doit bien exister un langage spécifique à la télévision qui jouerait des possibilités infinies du direct. Il est des transmissions d'événements et des formes de journalisme qui touchent le même sensibilité que l'art. »

● YILMAZ GUNEY (Turquie) : « Comment avoir une opinion sur la télévision ? C'est un support, un canal, voilà tout. Pratique, populaire, instantané. Un instrument dont les metteurs en scène ne devraient pas redouter la concurrence puisque, loin d'être un art spécifique, il se nourrit du cinéma et le met ainsi à la portée du plus vaste des publics. »

● JORIS IVENS : « Le magnétoscope, le câble, la satellite... Des milliers de kilomètres carrés d'écrans à travers le monde, un public potentiel infini. Qui aurait osé rêver pareille échelle pour la diffusion d'une œuvre ? Bien sûr, la télévision, c'est des contraintes : un cadre horaire fixe correspondant à une case de programme, quand le cinéma permet les durées les plus libres ; un écran droit et des plans serrés alors que le cinéma permet justement

d'ouvrir, d'aérer, de montrer l'espace, la grandeur, le contour. Mais cela représente aussi une intimité intéressante avec le public. Plus d'hygiène collective comme dans les grandes salles, mais des images auxquelles se mêlent des touches de vie, des éléments de l'environnement sonore et visuel du téléspectateur. Dommage que l'influence du cinéma ait empêché de trouver son propre langage. »

● CARLOS PALAU (Colombie) : « J'adore la télévision, et j'aimerais travailler pour elle. C'est souple, dynamique, ça touche instantanément et à domicile des masses de gens. Quelle chance pour les cinéastes ! »

● ZSOLT KEZDI KOVACS (Hongrie) : « J'aime le principe du magnétoscope, les films s'arrêtent quand on les conserve, ce soir un vieux film, demain Casablanca... Mais je n'aime pas beaucoup la télévision. C'est une dévalorisation de l'image, une prime à la médiocrité. Ne faut-il pas toujours satisfaire le plus grand nombre ? Et puis, je ne peux me résoudre à l'éphémère. Le film, passé un soir, entre deux autres émissions, et hop... Le générique à peine terminé, les programmes s'enchaînent, le show continue, tout est oublié... »

● SOULEYMANE CISSE (Mali) : « Je ne crois pas à la particularité des films selon l'écran qu'ils sont projetés, et je conçois mon film sans penser au mode de diffusion qui sera la sienne. Quelle importance, en fait ? Ne fait-on pas des films pour qu'ils soient vus par un maximum de gens ? L'évolution est inéluctable. La petite écran prend la relève du grand, et l'on découvre bientôt d'autres formes d'expression (pourquoi pas un casque qui enverrait des images dans la tête ?) qui serviraient également le rêve et permettraient à chacun de faire ses propres images. Le cinéma reste encore le monopole pour une poignée de privilégiés. Peut-être est-ce pour cela que la télévision fait si peur ? Et peut-être aussi est-ce pour cela qu'il faut la cautionner. »

● DANIEL SCHMID (Suisse) : « Il y a dix ans, beaucoup d'entre nous auraient refusé de travailler pour la télévision. Aujourd'hui c'est impossible. Elle nous apporte un public, le public. Comment le boudier ?... Un art ? Je n'ose utiliser le mot pour le cinéma et parle plutôt de « médium artistique ». Car faire un bon film, c'est comme faire de la bonne cuisine. La télévision doit procéder des mêmes recettes. »

ANNICK COJEAN.

Miles... momentanément

Ce monde tient à un fil, à quelques notes tombées par hasard dans un cylindre noir, métallique. Le temps se tait, attendant, suspendu entre le rêve d'une intimité perdue et le présent infernal, impossible à éviter. Miles Davis, silhouette d'ombre, en habit de lumière, Miles, opère Theonolius Monk et Charlie Parker, entre au paradis des musiciens sur France-Musique, grâce aux bons soins de Laurent Goddet et d'Alex Dutill.

Une semaine composée en quatre temps et plusieurs mouvements : de l'ère préhistorique, sauvagerie, du bon périodisme (1947-1955) où le trompettiste fréquente le souffleur Rollins et le dissipé Monk, à 1975 où le musicien quitte la scène et les studios d'enregistrement pour se taire... momentanément. Périodes intermédiaires, la tampe bini de la « cool music » avec John Coltrane (1955-1961), l'époque dite « expérimentale » avec Wayne Shorter, Herbie Hancock, Ron Carter, Tony Williams. Bref l'intégrale (ou presque) de Davis en bande...

Entre les morceaux (de nombreux inédits de la période cotraneenne, des extraits de concerts d'Antibes 63, de Pleyel 64 et 67),

des témoignages des bassistes Dave Holland, Gary Peacock, des pianistes John Lewis et Chick Corea et une interview choc de Davis datant de 1965 (une voix d'outre-tombe).

Les amateurs de mythologie ne seront pas déçus. Miles reste tout aussi impénétrable, somptueux dans l'art de satisfaire le public sans dépendre de lui, intransigent, générique : « Je vous donne ma musique, que voulez-vous de plus ? Laissez-moi donc tranquille maintenant que je vous ai tout donné », confie-t-il à Dave Holland.

Peut-être manque-t-il à cette semaine « prius » délicieuse les échecs du dernier concert priorien du maître : nappes de sons, bain de jeunesse où le musicien après des années de tempus infernaux semble parti en longue cavavane.

MARC GIANNESINI.

* Les après-midi de France-Musique, Miles Davis, lundi 21 et jeudi 24 novembre, de 14 h 30 à 17 heures, mardi 22 et vendredi 25 novembre, de 15 heures à 17 heures.

Les films de la semaine

* A VOIR
** GRAND FILM

par JACQUES SICLIER

LUNDI 21 NOVEMBRE

LES MAUVAIS COUPS*

Film français de François Leterrier (1981), avec S. Signoret, R.D. Kernal, A. Stewart, M. Raneon, J.-L. de Villalonga, S. Rousseau (N.). TF 1, 14 h 20 (100 mn).

« Les jeux de la séduction et des « liaisons dangereuses » modernes, selon Roger Vadim. Sous des dehors de la mise en scène de François Leterrier. Mais l'âme du film, c'est Simone Signoret, en femme mère et alcoolique défendant son amour. »

LE PERMIS DE CONDUIRE

Film français de Jean Girault (1973), avec L. Velle, P. Roberts, S. Julien, J. Jouanneau, M. Biraud, D. Prévost. TF 1, 20 h 35 (95 mn).

Comment apprendre à conduire quand on a horreur de l'automobile.

MARDI 22 NOVEMBRE

L'EXTRAVAGANT MR. BEEDS*

Film américain de Frank Capra (1936), avec G. Cooper, J. Arthur, G. Baneroff, L. Stander, D. Dumbrell (N.). A2, 20 h 40 (115 mn).

Il faut être ingénieur ou fou ? — comme ce provincial de Gary Cooper pour vouloir faire le bonheur des pauvres de New-York avec l'argent d'un héritage. Humour, satire sociale et fable morale : ça, c'est Capra !

LES DORZES SALOPARDS*

Film américain de Robert Aldrich (1967), avec L. Marvin, E. Bergin, R. Ryan, C. Bronson, J. Cassavetes, D. Sutherland. FR 3, 20 h 35 (145 mn).

Deux crapules sorties de prison et entrainées pour un commando suicide en France, au moment du débarquement de 1944. Aldrich a mené avec vigueur un traité de la violence et des méthodes militaires : les assassins deviennent héros de guerre.

JEUDI 24 NOVEMBRE

HÉROS OU SALOPARDS*

Film australien de Bruce Beresford (1979), avec

E. Woodward, J. Thomson, J. Waters, B. Brown, B. Mullinar, L. Fitz-Gerald (v.o. sous-titrée). FR 3, 20 h 40 (105 mn).

Id., des officiers australiens de la guerre du Transvaal font massacrer — par ordre — des prisonniers boers, mais — diplomate ex- — Kitchener les dévoue. L'histoire, authentique, est parfaitement reconstituée jusqu'à ses ambiguïtés, avec un procès en cour martiale, sur le terrain.

LE BISTEAU*

Film américain de Charles Chaplin (1939-1940), avec C. Chaplin, P. Goddard, J. Oakie, G. Hayle, H. Daniell, R. Gardner (v.o. sous-titrée, N.).

LE BISTEAU*

Charlot, transformé en barbière juif, est le zeste d'un dictateur en Jaquet II est facile de reconnaître Hitler, ridiculisé jusqu'à l'os. Réaliste avant la révélation de toutes les horreurs du nazisme, cette comédie burlesque est une grande œuvre politique où Chaplin assume le droit et des plans serrés alors que le cinéma permet justement

DIMANCHE 27 NOVEMBRE

TENRE POULE*

Film français de Philippe de Broca (1977), avec A. Girard, P. Noiret, C. Alric, H. Deschamps, P. Dubost, G. Marchand. TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Le Fréon, excellent roman criminel de Jean-Paul Rouland et

Claude Olivier, transformé en comédie policière. Ceux qui ne le connaissent pas pourront prendre plaisir aux numéros d'Anne Girard, femme comissaire, et de Philippe Noiret.

M. LE MAUDIT**

Film allemand de Fritz Lang (1931), avec P. Lorre, O. Wernicke, G. Grundgens, T. Lingner, T. Loos, G. John (v.o. sous-titrée, N.). FR 3, 22 h 30 (95 mn).

L'ombre de Peter Lorre, psychopathe tueur de petites filles, hante toujours ce film, révélateur, par un climat lourd et nauséux, la décomposition de l'Allemagne de Weimar, où le pègre, qui symbolise les nazis, s'érige le droit de rendre la justice. Et la richesse d'expression de Lang, pour ses débuts au parlant, reste géniale.

PÉRIPHÉRIE

Un cinéaste géorgien regarde les Basques

Pour la série « Regard sur la France », Otaz Iosseliani a choisi de parler du peuple basque, peuple empreint de gestes simples, de catholicisme fervent, de chants, comme un poète parle d'une culture dont il serait privé, sans interviews ni dialogues, juste les images, comme des photos : un album de souvenirs, c'est sa limite.

★ REGARD SUR LA FRANCE: Euskadi, FR 3, le dimanche 27 novembre, 20 h 35 (soixante minutes).

Des réalisateurs en mal de cinéma ?

Les réalisateurs (de télévision) ont-ils été reconnus comme des créateurs à part entière ou même titre que ceux du cinéma ? Leurs réalisations ont-elles été enfin considérées comme des œuvres singulières ? Peut-être. Mais seulement par les réalisateurs eux-mêmes qui, réunis pendant quatre jours, ont pu s'entretenir entre eux de leurs problèmes. Pour le passant, arrêté par hasard dans les sous-sol du Centre Pompidou, il manquait ce quelque chose — des vedettes, un certain faste, une qualité dans les échanges peut-être — qui fait d'une manifestation, une fête.

11 h 30 Vision plus.
12 h h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 La croisière des chansons.
14 h Brinsey, mon village. Émission du C.N.D.F.
14 h 20 Film : Les Mauvais Coups, de François Leterrier.
15 h 15 L'après-midi de : Charles-André Julien (diff. le 17 nov.).
16 h 51 Nouveaux sond. : Vivre en famille. Le logement.
18 h Fauleton : Le provocateur.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variéscope.
18 h, 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 L'été : Le Permis de conduire, de Jean Girault.
22 h 10 Contre-enquête.
Magazine d'Aune Hoang.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h 5 Journal.

11 h 30 Vision plus.
12 h La rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
Le magazine des handicapés.
14 h 5 L'énergie aujourd'hui et demain (C. D. A. P.).
14 h 25 Amicalment vôtre.
15 h 15 Contre-enquête (rediff.).
15 h 15 Le forum du mardi.
17 h 30 Le paradis des chefs.
18 h Le provocateur.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variéscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Téléthèque : La séparation, de Maurice Cazeneuve.
Un fonctionnaire retraité, après le décès de sa femme, essaie de vivre parmi ses proches dans une petite ville du Gers. Dramatique tournée en 1967.
22 h 10 C'est théâtre : Le Président de C. C. Gilles.
Un président de la République tente de semer une escorte de motards pour rendre visite à un ami.
23 h 10 Journal.

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Amnik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain :
les télécommunications.
13 h 50 Vitamines.
14 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X : la fin-journée.
17 h Les infuso-jeunes.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Varioscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
19 h 53 Tirage de la Loterie.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du loto.
20 35 Soccer & Football.
Compé d'Europe U.E.F.A. Lens-
Anderlecht, en direct de Lens.
22 h 20 Ballet : Pygmalion.
De Jean-Philippe Rameau.
En commémoration du tricentenaire de
sa mort, l'ensemble vocal et
instrumental "La Chapelle royale",
dir. Ph. Herreweghe, comédiens et
danseurs du Théâtre du Nombre d'or.
23 h 10 Journal.

11 h 30 Vision plus.
12 h 30 Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Objectif santé.
15 h 30 Quarté en direct de Vincennes.
18 h Feuilletton : Le provocateur.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variéscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Expression directe : Sénat et Assemblée nationale.
20 h Journal.
20 h Téléthon : Les Supporters.
20 h Réal. Sylvain.
Chronique d'une amicale de supporters de football dans une ville industrielle du Nord. Un entraîneur alcoolique, des scènes de ménage entre les dirigeants, quand le club est à deux points de la relégation en troisième division.
22 h 20 Document : Mourir chez soi ou vivre ailleurs.
De M. Honoré et B. Marinio.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h 35 Journal.

12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Ces merveilleuses pierres.
15 h 48 Cette semaine sur A2.
16 h Repère : Aphorismes.
16 h 10 Quelles feuilles diff. le 18 novembre.
17 h 20 Le télévision des télé-spectateurs.
17 h 40 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 15 Emissions régionales.
20 h Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
21 h 35 Le Grand Echiquier, de
Avec Plácido Domingo et l'Orchestre national de France, dir. G. Navarro ; Charles Aznavour, Michel Legrand, Robert Hossein, Régine, etc.

23 h 15 Journal.

10 h 30 **ANTIPOE.**
12 h 15 **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 15 **Jeu :** L'académie des neuf.
13 h 35 **Feuilleton :** Les amours romantiques.
13 h 50 **Aujourd'hui la vie.**
14 h 55 **Série :** Ces merveilleuses
15 h 45 **Reprise :** La chasse aux trésors en Norvège (diff. le 20 nov.).
19 h 45 **Entre vous,** de L. Bériot.
Habiter, c'est vivre.
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 45 **Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord.**
20 h 40 **Film :** L'extravagant Mr. Deeds, de Frank Capra.
22 h 36 **Mardi cinéma.**
Avec Philippe Noiret et Roger Hamin.
23 h 35 **Journal.**

10 h 30 ANTOINE.
 12 h Journal (cà 12 h 45).
 12 h 10 Jeu : l'académie des neuf.
 13 h 35 Les amours romantiques.
 13 h 50 Les carnets de l'aventure.
 14 h 25 Dessins animés
 15 h Récit A Z.
 17 h 10 Platine 45.
 17 h 45 Terre des bêtes.
 18 h 30 C'est la vie.
 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
 19 h 15 Emissions régionales.
 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
 20 h Journal.
 21 h 35 Téléfilm : Le poison de la
 chambre noire d'après L. Lovcey,
 r. J. Wyndham-Davies.
 22 h 10 Le grand étreinte empoisonné,
 sa ravissante épouse confesse et l'au-
 teur du crime. Échappera-t-elle à la
 potence ?
 23 h 15 Portrait : John Fitzgerald
 Kennedy. Réal. T. Horn.
Une émission présentée par Ph. Labro
à l'occasion du 50^e anniversaire
de la mort de J.-F. Kennedy.
 23 h Histoires courtes.
 La Semaine du blanc, de P. Taulère.
 23 h 15 Journal.

10 h 30 **ANTIOPE.**
11 h **Journal** (à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : l'académie des neurf.**
13 h 35 **Les amours romantiques.**
14 h 55 **Aujourd'hui la vie.**
15 h **55 Téfifilm : Les forces du mal.** de P. Wendkos.
Une ravissante modiste vicine des mœurs de l'époque qui aurait voulu son âme au Diable.
16 h 20 **Un temps pour tout.**
17 h 30 **Paris fantasmagorique.**
18 h 45 **Ricré A 2**
19 h 30 **C'est la vie.**
20 h 45 **Des chiffres et des lettres.**
21 h 10 **D'accord par d'accord.**
22 h 15 **Emissions régionales.**
23 h 45 **Expression directe : Les syndicats : Force Ouvrière et la C.G.T.**
24 h **Journal.**
25 h 35 **Série : Martin Eden,** d'après J. London, réal. G. Battisto.
Dernier épisode des aventures de Martin Eden, enfin dénoué. C'est le début d'un roman qui se prolonge pendant des décennies pour ce personnage le temps de disséminations qui le mèneront au suicide..
26 h 30 **Enquête publique : La place de l'homme dans l'univers. De Copernic à Einstein, de la naissance à la mort. La création du monde mise en scène par Laurent Broomhead, en 1450 avec le public.**
27 h 45 **Journal et Spécial Coupe**

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.

20 h Les Jeux.

20 h 35 Film (cyclo Alain Delon)
J'affronte de Jean Tournier.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.

Hommage à Dominique Guillel, coureur du voilier français « 33 » qui a disparu en la course autour du monde en 1973.

23 h 15 Prélude à la nuit.
- Suite n° 1 pour violoncelle -, de J.-S. Bach, par F. Rabbath.

- 17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h **50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.**
- 20 h **8 Les Jeux.**
- 20 h 30 **D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**
- 20 h 35 **Film : les Douze Salopards, de Robert Aldrich.**
- 23 h **5 Journaux.**
- 23 h 25 **Prélude à la nuit.**
« Les Jeux de l'amour et du hasard », de Sautout, par P. Corre et E. Exerjean, piano.

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Agora : flaciami au quotidien. Emission de la communauté des télévisions francophones en triplex et en direct.
Une soirée animée par Pierre Dumayet et réalisée par Jean-Marie Colédy, en direct de Strasbourg et de Genève, Montréal par satellite interposé, autour du racisme. A partir de trois fictions, un débat avec solzants-cinq invités représenteront trois pays francophones, la France, la Suisse et le Canada.
23 h 35 Journal.
23 h 35 Prélude à la nuit.
Musique traditionnelle d'Amérique indienne. - Aytllaman -, par L. Carpio, A. Wilka, L. Melendrez.

- 17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 60 **Dessin animé : L'inspector Gadget.**
- 20 h **Les jeux.**
- 20 h 35 **Cinéma sans visa.**
Emission de Jean Lacouture et Jean-Clément Houllouin.
- 20 h 40 **Film australien : Héros ou salopards,** de Bruce Beresford.
- 22 h 25 **Témoignages.**
Avec Gérard Chazand, spécialiste de la guerre des Boers. Anne Gœl, comédienne et journaliste ; le général Buis, écrivain et journaliste.
- h 55 **Journal.**
- 23 h 20 **Prologue à la nuit.**
Exposition de Rimsky-Korsakov, par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, sous la direction de Adac Sostoy.

- **R.T.L.** 20 h, Chépi; 21 h, *Nous margerons ensemble*, film de M. Vocoret.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Dallas; 20 h 35, *le Dernier homme*, film de C. L. Birtch; 22 h, *Ventôta* : video-sso.
- **R.T.S.**, 20 h 5, *Ecran-bleu*, film de *Les Yeux des oiseaux*; film de G. Auer, suivi d'un débat sur les prisonniers politiques.
- **TELE 2**, 20 h, *Seniorama*; 20 h 30, *Chansons souvenirs*; 21 h 50, *Face au public*; 22 h 30, *Informations agricoles*.
- **T.S.R.**, 20 h 10, *A bon entendre*; 20 h 15, *Spécial cinéma*; 23 h 5, *L'antenne est à vous*.

- **R.T.L.**, 20 h. - L'homme qui valait trois milliards = ; 21 h. A vous de choisir : *le Soleil rouge*, film de Terence Young, ou *Custer, homme de l'Ouest*, film de Robert Siodmak.
- **T.M.C.**, 19 h 35. - La légende d'Adams et le ours Benjamin = ; 20 h 35, *Patrouilleur 109*, film de L. H. Martinson.
- **R.T.B.**, 20 h 5, Feuilles

- **R.T.L.**, 20 h, Série :
" Le Souffle de la
griette " : 21 h, *Je
Greco*, film de
L. Salce : 22 h 40,
Turbo.
- **T.M.C.**, 19 h 35,
" Alerte dans l'es-
pace " : la *Nuit bul-
gare*, film de M. Mi-
trani : 23 h 5, Chrono.
- **R.T.B.**, 20 h, Risquons
tout : 21 h, Planète des
hommes : les *Kwegu*
(Ethiopie) : 21 h 55,
Feuilleton : " Sang et
honneur " : 23 h 5, Ac-
tualités laïques.
- **TELE 2**, 20 h,
Sports 2.
- **T.S.R.**, 20 h 5, Benny
Hill : 20 h 35, Agora
francophone : racismes
au quotidien.

- **R.T.L.I.**, 20 h. - La croisière s'amuse - : 21 h. • Dallas - : 22 h.
- **R.T.L.-Plus**, 22 h. Bonp.
- **T.M.C.**, 19 h 35. - Toutes griffes dehors - : 20 h 35, *Séance spéciale* du film de T. Beyouan : 22 h 30, Eurosport (tennis).
- **R.T.B.**, 20 h. Autant savoir ; bois menacés : 20 h 25, *Garde à vue*, film de C. Miller ; 21 h 5, Carrousel aux images : 22 h 55. Émission politique.
- **TELE 2**, 20 h. Le meilleur des mondes : 21 h 5, Concert.
- **T.S.R.**, 20 h 5. Temps présent : 21 h 15, Télé-Film : *Livret de Ja-*

La terre sainte à Saint-Ouen

[illegible]

Document

Les réfugiés politiques

DEUX VINGT-CINQUANTE MILLE réfugiés sont venus en France — châtains et noirs — et tous ils partagent dans la même fraternité leurs soucis, leurs misères, leurs espoirs, leurs traditions, leurs idéaux, leur politique. Et quelquefois ils s'entendent à l'œuvre. C'est ainsi qu'ils ont su « Ouvrir sa valise, c'est ouvrir l'adopter soi-même le pays d'accueil », et penser, que, rentré au pays, ils ont « scellé leur Français », et se sont ainsi « faits Français » montre, à travers les années, un film réalisé par des réfugiés. Ces savantes d'une pièce du théâtre, les rapports de ces réfugiés à la culture française, la France, vint à leur tour, durant que 2 % du nombre des réfugiés du monde.

Le dossier souligne également l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile en 1972 : plus de 350 000 par an actuellement, contre 250 000 en 1971. Parmi les réfugiés dont les motivations sont diverses, les politiques. Comme les Vietnamiens — notamment d'Indochine — et les Cubains, — les responsables des Français de la protection des réfugiés et des réfugiés de grandes difficultés économiques, des professions de foi, etc. —

Il faut raconter les tortures qui m'ont fait fuir, déclare M. Jacomot, membre du bureau des recours chargée d'étudier les cas d'attente en tout cas, les cas de longs (jusqu'à deux ans), les cas de ceux qui attendent leur tour de l'attente, par exemple — entre autres — des services et des clochards —

Cette émission, sans angélisme ni
isme terre comme le propose Michel H
de nouveaux réalisateurs, « d'arracher un cer
entier pour les réfugiés politiques »
ent. Un dossier un peu décousu (en ra
sion des situations traitées, des Rus
sions aux révolutionnaires turcs) mais se

NICOLAS

* MOI, RIR CHEZ SOI OU VIVRE A
TF1, le lundi 24 novembre, 22 h 20. (75 min)

MONDE DIMANCHE — 20 p.

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَصْلِ

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Magazine

La terre sainte à Saint-Ouen

DE toutes petites histoires de rien, un clocher qui cloche, des drames qui ne font même plus la dernière page des journaux ou encore d'innombrables tracasseries administratives faisant l'absurdité, c'est ce que tente de nous raconter chaque mois « Contre-enquête », le magazine des faits divers de Claude Vigne, Rita Ripoteau et Anne Hoang. Si ce magazine a emprunté parfois les chemins glorieux du réalisme plémarchard, le dernier numéro joue certainement la carte comique avec six mini-reportages, d'intérêt très inégal.

Le premier est une surprise : un certain M. A., soi-disant médecin de son état, homme chaleureux, très humain, très compétent, dit les personnes qui ont affaire à lui il était médecin comme vous et moi, c'est-à-dire qu'il n'avait comme seul bagage universitaire qu'une licence en biologie. Cette distinction en poche, M. A. a exercé pendant près de deux ans le dur métier d'Hippocrate sans que l'administration hospitalière s'en aperçoive. Situation assez étrange, assez cocasse.

La deuxième découverte de « Contre-enquête » se rattache au nom aujourd'hui presque oublié d'Artemisia. Cette femme belle et illustre, peintre de Naples au dix-septième siècle, qui fut violée par son professeur de perspective, a été récupérée lourdement par Jean-Pierre Prévert, Jean-Jacques Bernard. Pourquoi ? Pour en faire l'une des grandes dames précurseurs du mouvement de libération de la femme. Argumentation classique !

« Les jardiniers de Saint-Ouen », le dernier reportage qui mérite notre attention, est digne des plus belles pages de Queneau (ou Céline).

A Saint-Ouen, Bernard Gesbert a filmé des habitants — des immigrés pour la plupart — qui ont squatté un terrain vague pour en faire le plus somptueux des potagers. Au dire de ces divers cultivateurs du soir, les pêches sont aussi grosses que des potirons. C'est une caverne d'Ali Baba servant les dimanches et fêtes de promenade des Anglais à toute une population pauvre. Mais que faire quand cette terre miraculeuse est la propriété de la mairie ? Le maire, Alain Richard, socialiste, s'insurge subitement contre cet état de fait et déclare d'un ton pointu de technocrate qu'il faut dépasser ces entreprises de débrouillardises individuelles allant contre tout progrès social. Côté rivaux, c'est une dialectique (un autre dialecte) qui s'exprime à travers une bonne mère de famille : « Blanche de Castille, qui n'était pas socialiste, a distribué sa terre aux pauvres ! »

★ CONTRE-ENQUÊTE, Jeudi 21 novembre, 22 h 10 (60 minutes).

Document

Les réfugiés politiques

DEUX CENT CINQUANTE MILLE réfugiés politiques vivent en France — chiliens, turcs ou soviétiques, ils partagent dans des réseaux plus ou moins souterrains leurs misères et leurs espoirs — perpétuent leurs traditions, poursuivent leur combat politique. Et quelques fois basculent, s'intègrent ; « Ouvrir sa valise », dit celui-ci, c'est pouvoir s'appeler soi-même le métèque, mais en souriant, et penser que, rentré au pays, si l'on y rentre, on n'appellera le Français. » « Mourir chez soi ou vivre ailleurs » a montré, à travers des témoignages variés (un film réalisé par des réfugiés turcs, des saynètes d'une pièce de théâtre chilienne), l'apport de ces réfugiés à la culture et à l'économie françaises. La France, terre d'asile, n'accueille pourtant que 2 % du nombre total des réfugiés dans le monde.

Le dossier souligne également l'augmentation considérable du nombre de demandeurs : 2 000 en 1976, plus de 35 000 par an actuellement. Parmi eux, de faux réfugiés dont les motivations sont plus économiques que politiques. Confrontés à cette demande — notamment d'Africains, de Haïtiens et de Ceylaniens — les responsables de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides ont de grandes difficultés à évaluer l'authenticité des professions de foi. « Il y a une manière de raconter les tortures qui montre si on les a subies », déclare M. Jacomet, membre de la commission de recours chargée d'étudier les cas litigieux. Les délais d'attente en tout cas sont de plus en plus longs (jusqu'à deux ans). Les conditions de vie de ceux qui attendent leur statut à l'asile de Nanterre, par exemple — entre des vieillards séniles et des clochards — sont désastreuses.

Cette émission, sans angélisme ni misérabilisme, tente, comme le propose Michel Honorin, un des deux réalisateurs, « d'arracher un centigramme d'intérêt pour les réfugiés politiques » et y parvient. Un dossier un peu décousu (en raison de la diversité des situations traitées, des Russes distants aux révolutionnaires turcs) mais solide, chaleureux.

NICOLAS BEAU.

★ MOURIR CHEZ SOI OU VIVRE AILLEURS, TF 1, le jeudi 24 novembre, 22 h 20, (75 minutes).

VENDREDI

25 NOVEMBRE

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h 30 Le rendez-vous d'Annik.
- 13 h 30 Journal.
- 14 h 5 Jeux de masques C.N.O.P.
- 15 h 5 Feuilleton : Le Provocateur.
- 16 h 15 Le village dans les nuages.
- 17 h 40 Variétés : Les petits drôles.
- 18 h 55 Sept heures moins cinq.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 20 h 40 Journal.
- 21 h 35 Variétés : L'académie des has arts.
- 22 h 40 Passions-passions.
- 23 h 25 Journal.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 10 Journal (à 12 h 45).
- 13 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 14 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
- 15 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 16 h 55 Série : La légende d'Adam et de Ève Benjamin.
- 17 h 45 Reprise : Enquête publique. (Diff. le 24 novembre.)
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h 35 Feuilleton : Thérèse Humbert.
- 21 h 35 Apostrophes.
- 22 h 30 Ciné-club (cycle Charlie Chaplin) : Le Dictateur, de C. Chaplin.

- 17 h Télévision régionale.
- 19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord.
- 21 h 35 Vendredi : Grand public.
- 22 h 35 Magazine d'information de A. Camp.
- 23 h 35 Journal.

- R.T.L., 20 h, « Stinky et Hutch » ; 21 h, « Dynasty » ; 22 h, la Dernière Vague, film d'E. Pietri (avec M. Mastroianni, U. Andreani).
- T.M.C., 19 h 35, Série : Les levités ; 20 h 35, Le monde était plein de couleurs, film d'A. Parisian.
- R.T.L., 20 h, A suivre : Les Russes attaquent à l'ouest ; 21 h 5, Dernière séance (Comix and Music) : Tombe les filles et tais-toi, film de H. Ros.
- TELE 2, 20 h, Contact.
- T.S.R., 20 h 5, Tel Quel ; 21 h 35, Les Jardins divers ; 22 h 50, Les Rendez-vous d'Anna, film de Chantal Akerman.

SAMEDI

26 NOVEMBRE

- 9 h 30 Vision plus.
- 10 h 30 Casques et bottes de cuir.
- 11 h 30 La maison de TF 1.
- 12 h 30 La séquence du spectacle.
- 13 h 30 Journal.
- 14 h 35 Série : Starsky et Hutch.
- 15 h 55 Le grand ring dingue.
- 16 h 35 C'est super.
- 17 h 35 Dessin animé : Capitaine Flam.
- 18 h 30 Histoires naturelles.
- 19 h 30 Série : Pause-café.
- 20 h 30 Pépinière.
- 21 h 30 Typiste millions d'amis.
- 22 h 30 Magazine. Auto-moto.
- 23 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 24 h 30 Émissions régionales.
- 25 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 26 h 30 Journal.
- 27 h 30 Série : Dallas.
- 28 h 30 Série : L'homme du jour.
- 29 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 30 h 30 Droit de réponse.
- 31 h 30 Émission de M. Polac.
- 32 h 30 L'homme du jour.
- 33 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 34 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 35 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 36 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 37 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 38 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 39 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 40 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 41 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 42 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 43 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 44 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 45 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 46 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 47 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 48 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 49 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 50 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 51 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 52 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 53 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 54 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 55 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 56 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 57 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 58 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 59 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 60 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 61 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 62 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 63 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 64 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 65 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 66 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 67 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 68 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 69 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 70 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 71 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 72 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 73 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 74 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 75 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 76 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 77 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 78 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 79 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 80 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 81 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 82 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 83 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 84 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 85 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 86 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 87 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 88 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 89 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 90 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 91 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 92 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 93 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 94 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 95 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 96 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 97 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 98 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 99 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.
- 100 h 30 Émission Frédéric Mitterrand et Martine Jovanovic.

- 10 h 15 ANTIOPE.
- 11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 30 Plaque 45.
- 13 h 30 A nous deux.
- 14 h 30 Journal.
- 15 h 30 Série : Ah ! quelle famille.
- 16 h 30 Les courses autour du monde.
- 17 h 30 Les jeux du stade.
- 18 h 30 Récit A.2.
- 19 h 30 Les carnets de l'aventure.
- 20 h 30 Le périple de Djéane, de A. Karjane.
- 21 h 30 Les chiffres et des lettres.
- 22 h 30 D'accord pas d'accord.
- 23 h 30 Émissions régionales.
- 24 h 30 Le théâtre de Boulevard.
- 25 h 30 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
- 26 h 30 Série : Les enfants du rock.
- 27 h 30 Série : Haute tension avec les Rolling Stones. Kid Creole et The Coconuts. Nina Hagen.
- 28 h 30 Journal.

- 12 h 30 Les pieds sur terre.
- 13 h 30 Entrée libre.
- 14 h 30 Émission du C.N.D.P.
- 15 h 30 Images d'histoire : portrait Van Gogh ; le génie génétique.
- 16 h 30 Liberté 3.
- 17 h 30 Magazine de J.-C. Courty.
- 18 h 30 Les maladies sexuellement transmissibles.
- 19 h 30 Télévision régionale.
- 20 h 30 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
- 21 h 30 Les jeux.
- 22 h 30 Série Agathe Christie : Le quatrième homme.
- 23 h 30 Dans le comportement d'un train, un avocat, un médecin, et un prêtre, aux prises avec un journaliste français. Assassinat, dédoublement de la personnalité, l'histoire d'Agathe Christie dans toute sa splendeur, hélas souvent mal mise en scène.
- 24 h 30 Série : Merci Bernard.
- 25 h 30 Série : Récit A.2.
- 26 h 30 Série : Récit A.2.
- 27 h 30 Série : Récit A.2.
- 28 h 30 Série : Récit A.2.
- 29 h 30 Série : Récit A.2.
- 30 h 30 Série : Récit A.2.
- 31 h 30 Série : Récit A.2.
- 32 h 30 Série : Récit A.2.
- 33 h 30 Série : Récit A.2.
- 34 h 30 Série : Récit A.2.
- 35 h 30 Série : Récit A.2.
- 36 h 30 Série : Récit A.2.
- 37 h 30 Série : Récit A.2.
- 38 h 30 Série : Récit A.2.
- 39 h 30 Série : Récit A.2.
- 40 h 30 Série : Récit A.2.
- 41 h 30 Série : Récit A.2.
- 42 h 30 Série : Récit A.2.
- 43 h 30 Série : Récit A.2.
- 44 h 30 Série : Récit A.2.
- 45 h 30 Série : Récit A.2.
- 46 h 30 Série : Récit A.2.
- 47 h 30 Série : Récit A.2.
- 48 h 30 Série : Récit A.2.
- 49 h 30 Série : Récit A.2.
- 50 h 30 Série : Récit A.2.
- 51 h 30 Série : Récit A.2.
- 52 h 30 Série : Récit A.2.
- 53 h 30 Série : Récit A.2.
- 54 h 30 Série : Récit A.2.
- 55 h 30 Série : Récit A.2.
- 56 h 30 Série : Récit A.2.
- 57 h 30 Série : Récit A.2.
- 58 h 30 Série : Récit A.2.
- 59 h 30 Série : Récit A.2.
- 60 h 30 Série : Récit A.2.
- 61 h 30 Série : Récit A.2.
- 62 h 30 Série : Récit A.2.
- 63 h 30 Série : Récit A.2.
- 64 h 30 Série : Récit A.2.
- 65 h 30 Série : Récit A.2.
- 66 h 30 Série : Récit A.2.
- 67 h 30 Série : Récit A.2.
- 68 h 30 Série : Récit A.2.
- 69 h 30 Série : Récit A.2.
- 70 h 30 Série : Récit A.2.
- 71 h 30 Série : Récit A.2.
- 72 h 30 Série : Récit A.2.
- 73 h 30 Série : Récit A.2.
- 74 h 30 Série : Récit A.2.
- 75 h 30 Série : Récit A.2.
- 76 h 30 Série : Récit A.2.
- 77 h 30 Série : Récit A.2.
- 78 h 30 Série : Récit A.2.
- 79 h 30 Série : Récit A.2.
- 80 h 30 Série : Récit A.2.
- 81 h 30 Série : Récit A.2.
- 82 h 30 Série : Récit A.2.
- 83 h 30 Série : Récit A.2.
- 84 h 30 Série : Récit A.2.
- 85 h 30 Série : Récit A.2.
- 86 h 30 Série : Récit A.2.
- 87 h 30 Série : Récit A.2.
- 88 h 30 Série : Récit A.2.
- 89 h 30 Série : Récit A.2.
- 90 h 30 Série : Récit A.2.
- 91 h 30 Série : Récit A.2.
- 92 h 30 Série : Récit A.2.
- 93 h 30 Série : Récit A.2.
- 94 h 30 Série : Récit A.2.
- 95 h 30 Série : Récit A.2.
- 96 h 30 Série : Récit A.2.
- 97 h 30 Série : Récit A.2.
- 98 h 30 Série : Récit A.2.
- 99 h 30 Série : Récit A.2.
- 100 h 30 Série : Récit A.2.

- R.T.L., 20 h, Mon beau légionnaire, film de M. Feldman ; 21 h 30, Flash-Back ; 22 h 5, Ciné-club : Orphée, film de Jean Cocteau.
- T.M.C., 19 h 35, Le retour du Saint ; 20 h 35, Fievez, film de J. Delamoy (avec Tino Rossi) ; 22 h 10, Astrocinéclap.
- R.T.L., 20 h, Le Joueur extraordinaire, film de B. Kennedy ; 21 h 50, Benny Hill ; 22 h 35, Sports.

DIMANCHE

27 NOVEMBRE

- 9 h Émission islamique.
- 10 h 15 Le sacre de vie.
- 11 h 30 La source de la vie.
- 12 h 30 Le jour du Seigneur.
- 13 h 30 Messe célébrée à Sainte-Marie des Batignolles. Préd. Père G. Nisus.
- 14 h 30 Téléfoot 1.
- 15 h 30 Série : Les joyeux Beza.
- 16 h 30 Série : J'ai un secret.
- 17 h 30 Champions.
- 18 h 30 Variétés : sport.
- 19 h 30 Les animaux du monde.
- 20 h 30 Feuilleton : Frank, chasseur de fautes.
- 21 h 30 Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
- 22 h 30 Journal.
- 23 h 30 Film : Tendres poulet, de Philippe de Broca.
- 24 h 30 Sports dimanche.
- 25 h 30 Journal.

- 10 h Cheval 2-3.
- 11 h 30 Gym tonique.
- 12 h 15 Dimanche Martin.
- 13 h 45 Journal.
- 14 h 30 Dimanche Martin (suite).
- 15 h 15 Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 25 Série : Les exploits de Remington Steele ; 15 h 15 : L'école des fous ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Théâtre d'été.
- 17 h 5 : Série : Les invités.
- 18 h 5 Dimanche magazine.
- 19 h 30 Stade 2.
- 20 h 30 Journal.
- 21 h 30 Les chasseurs aux trésors : en Colombie.
- 22 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 23 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 24 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 25 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 26 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 27 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 28 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 29 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 30 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 31 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 32 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 33 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 34 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 35 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 36 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 37 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 38 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 39 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 40 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 41 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 42 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 43 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 44 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 45 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 46 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 47 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 48 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 49 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 50 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 51 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 52 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 53 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 54 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 55 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 56 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 57 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 58 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 59 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 60 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 61 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 62 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 63 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 64 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 65 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 66 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 67 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 68 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 69 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 70 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 71 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 72 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 73 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 74 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 75 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 76 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 77 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 78 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 79 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 80 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 81 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 82 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 83 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 84 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 85 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 86 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 87 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 88 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 89 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 90 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 91 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 92 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 93 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 94 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 95 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 96 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 97 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 98 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 99 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.
- 100 h 40 Document : Repères sur la modernité dans le butin ou le cercle rouge.

- 10 h Images de.
- 11 h 30 Mosaïque.
- 12 h 30 Les trois dernières journées cinématographiques d'Antoine contre le racisme et pour l'unité des peuples. Extraits de films privés ; musiques avec le Cuarteto Cedron (Argentine) et Lemchahab (Maroc).
- 13 h 30 O'un soleil à l'autre.
- 14 h 30 Finale du grand prix de tennis en direct de Toulouse.
- 15 h 30 Pour les jeunes.
- 16 h 45 L'écho des bananes.
- 17 h 30 Émission de rock de V. Lamy.
- 18 h 40 R.F.O. hebdo.
- 19 h 40 Fraggles Rock.
- 20 h 40 Un spectacle de marionnettes réalisé par Jim Henson, le créateur des Illustres Muppets, une comédie musicale colorée pour les enfants.
- 21 h 35 Regards sur la France.
- 22 h 35 Euskadi. Le Pays basque et son folklore vu par Otar Iosseliani, cinéaste géorgien.
- 23 h 35 Aspects du court métrage français.
- 24 h 35 « In extremis », « Continuez tout droit », de Denis Arlet ; « L'homme à la rhubarbe », de Jean-Yves Carré.
- 25 h 35 Journal.
- 26 h 30 Cinéma de minuit (Cycle Allemagne 1928-1931) : M. le Meurtre, de Fritz Lang.
- 27 h 30 Prélude à la nuit.
- 28 h 30 Prélude à la nuit.
- 29 h 30 Prélude à la nuit.
- 30 h 30 Prélude à la nuit.
- 31 h 30 Prélude à la nuit.
- 32 h 30 Prélude à la nuit.
- 33 h 30 Prélude à la nuit.
- 34 h 30 Prélude à la nuit.
- 35 h 30 Prélude à la nuit.
- 36 h 30 Prélude à la nuit.
- 37 h 30 Prélude à la nuit.
- 38 h 30 Prélude à la nuit.
- 39 h 30 Prélude à la nuit.
- 40 h 30 Prélude à la nuit.
- 41 h 30 Prélude à la nuit.
- 42 h 30 Prélude à la nuit.
- 43 h 30 Prélude à la nuit.
- 44 h 30 Prélude à la nuit.
- 45 h 30 Prélude à la nuit.
- 46 h 30 Prélude à la nuit.
- 47 h 30 Prélude à la nuit.
- 48 h 30 Prélude à la nuit.
- 49 h 30 Prélude à la nuit.
- 50 h 30 Prélude à la nuit.
- 51 h 30 Prélude à la nuit.
- 52 h 30 Prélude à la nuit.
- 53 h 30 Prélude à la nuit.
- 54 h 30 Prélude à la nuit.
- 55 h 30 Prélude à la nuit.
- 56 h 30 Prélude à la nuit.
- 57 h 30 Prélude à la nuit.
- 58 h 30 Prélude à la nuit.
- 59 h 30 Prélude à la nuit.
- 60 h 30 Prélude à la nuit.
- 61 h 30 Prélude à la nuit.
- 62 h 30 Prélude à la nuit.
- 63 h 30 Prélude à la nuit.
- 64 h 30 Prélude à la nuit.
- 65 h 30 Prélude à la nuit.
- 66 h 30 Prélude à la nuit.
- 67 h 30 Prélude à la nuit.
- 68 h 30 Prélude à la nuit.
- 69 h 30 Prélude à la nuit.
- 70 h 30 Prélude à la nuit.
- 71 h 30 Prélude à la nuit.
- 72 h 30 Prélude à la nuit.
- 73 h 30 Prélude à la nuit.
- 74 h 30 Prélude à la nuit.
- 75 h 30 Prélude à la nuit.
- 76 h 30 Prélude à la nuit.
- 77 h 30 Prélude à la nuit.
- 78 h 30 Prélude à la nuit.
- 79 h 30 Prélude à la nuit.
- 80 h 30 Prélude à la nuit.
- 81 h 30 Prélude à la nuit.
- 82 h 30 Prélude à la nuit.
- 83 h 30 Prélude à la nuit.
- 84 h 30 Prélude à la nuit.
- 85 h 30 Prélude à la nuit.
- 86 h 30 Prélude à la nuit.
- 87 h 30 Prélude à la nuit.
- 88 h 30 Prélude à la nuit.
- 89 h 30 Prélude à la nuit.
- 90 h 30 Prélude à la nuit.
- 91 h 30 Prélude à la nuit.
- 92 h 30 Prélude à la nuit.
- 93 h 30 Prélude à la nuit.
- 94 h 30 Prélude à la nuit.
- 95 h 30 Prélude à la nuit.

COMMUNICATION

je 13

Renaissance de la télévision par câble à Grenoble

L'UN des réseaux câblés les plus développés de France, installé au début des années 70 dans le quartier de la Villeneuve de Grenoble-Echirolles reprend depuis quelques semaines du service. L'expérience de télédiffusion menée sur ce réseau à partir de décembre 1973 fut brutalement interrompue deux ans plus tard, l'Etat ayant cessé de financer une expérience pourtant lancée à son initiative.

Pendant ses quelques mois de fonctionnement, la « vidéo-gazette » avait permis aux habitants de ce nouveau quartier de découvrir les avantages mais aussi les limites d'une « télévision différente », communautaire et conviviale, et qui trouva très vite sa place — face notamment au monopole de la presse exercé à l'époque sur la ville par le groupe Dauphiné-Progress —, comme une entreprise de « contre-information ».

Les raisons de l'échec de la première télévision par câble française sont à rechercher tout autant dans la défaillance de l'Etat que dans l'équipe d'animation, forte d'une dizaine de personnes autour de M. Daniel Populus, qui utilisait parfois avec maladresse un instrument nouveau de communication ; ou encore dans l'organisation même du réseau partagé entre deux communes, Grenoble, alors dirigée par le parti socialiste, le P.S.U. et le groupe d'action municipale (GAM) et Echirolles, communis-

nales de télévision. Le câble de la Villeneuve, qui dessert huit mille foyers, soit environ vingt mille habitants, est resté en parfait état de marche, son éventuelle utilisation locale ne posant aucun problème technique particulier.

La maison du cinéma et de l'audiovisuel de l'Isère a profité de la deuxième semaine de la création vidéo, du 24 au 28 octobre à Grenoble, pour lancer pendant cinq jours un programme de « télévision du matin » diffusé de 7 heures à 9 heures sur le réseau câblé de la Villeneuve. L'expérience ne semble pas avoir recueilli une très large audience : 10 % à 15 % seulement des foyers auraient ouvert leur poste. Mais elle a eu le mérite de proposer des émissions de bonne qualité, grâce notamment à une collaboration fructueuse entre la maison du cinéma, le centre audiovisuel de la Villeneuve et FR 3, qui autorisa plusieurs de ses collaborateurs à « jouer le jeu » de la télévision locale.

La maison du cinéma et de l'audiovisuel souhaite occuper le plus souvent possible le câble de la Villeneuve. Ainsi, pendant le mois de novembre (lors du Festival du cinéma français), puis en janvier 1984 (à l'occasion du Festival du film musical), l'expérience sera renouvelée, mais cette fois-ci en soirée.

Une télévision autofinancée

Beaucoup plus ambitieux apparaît le projet proposé par l'association Horizon canal câble (H2C), qui, chaque soir de 20 h 15 à 22 h 30, et pendant une semaine, occupera le canal 4 de la Villeneuve. Ici, pas de place à l'improvisation... tout au moins la prise d'antenne, le 2 décembre, la grille de programme a été minutieusement minutée, le budget — 1,5 million de francs — parfaitement ventilé, la logistique affûtée et le présentateur vedette retenu de longue date en la personne de... Léon Zitron.

Le vice-président de H2C, Stéphane Pasateri, indique que son association a voulu se placer dès le départ dans les conditions définies par la loi de juillet 1982 sur l'audiovisuel. Les subventions ne couvrent que 20 % des dépenses engagées pour l'opération (1), le reste étant financé par la publicité grâce à une série de quatre-vingt-dix spots de trente secondes (2) et par le parrainage de chacune des soirées (3).

A Grenoble comme à Echirolles, on semble satisfait de la mise en place de cette formule de « télévision autofinancée ». M. Jean Folco, adjoint au maire de Grenoble chargé des problèmes de communication, se réjouit du caractère « symbolique » de la participation de la ville dans cette opération. Mais il précise aussitôt : « Il n'est pas question d'imaginer [comme en 1973] qu'avec des fonds publics on va financer des programmes de télévision locale. Ce serait beaucoup trop cher pour une ville. Mais nous sommes prêts à réaliser des études sur la faisabilité du câble à Grenoble, à aider au développement du réseau, à lancer la machine. Mais dans le but de parvenir à une télévision qui tournerait toute seule, c'est-à-dire qui soit viable économiquement. » Le bilan de l'expérience qui sera tentée dans quelques semaines par Horizon canal câble sera à cet égard particulièrement intéressant.

Echirolles et Grenoble, en collaboration avec la « mission câble » de M. Bernard Schreiner, réalisent en ce moment une étude pour connaître le nombre de prises, donc d'abonnements, à partir duquel une production de télévision locale serait viable. « Il n'y a pas de raison objective pour ne pas travailler ensemble », explique le premier adjoint d'Echirolles, M. Alain Arvillat (P.C.F.), qui demeure toutefois très prudent sur les conditions futures d'exploitation de réseau, « de fortes divergences risquant alors de voir le jour », précise l'élu communiste. Déjà en 1973, lors de la mise en place du réseau câblé, Echirolles avait

exigé de ses partenaires socialistes l'installation d'un dispositif qui lui permette de recevoir le cas échéant des émissions différentes de celles adressées aux télé-spectateurs grenoblois de la Villeneuve.

A l'hôtel de ville de Grenoble, on se déclare prêt à poursuivre la politique amorcée en 1982 par l'équipe de M. Hubert Dubouché, tendant à développer le réseau câblé dans la cité, afin de porter avant 1990 le nombre de « prises » à vingt mille, voire trente mille. Dès l'année prochaine, le câble de la Villeneuve sera prolongé jusqu'au centre de la ville pour desservir les quatre cents nouveaux logements du quartier Hoche, qui devrait emprunter le boulevard Agutte-Sembar, puis le cours Bérier pour gagner enfin la cité Mistral. Installé au cœur de la ville, le câble pourrait ainsi desservir rapidement un nombre important de foyers.

Si, comme l'affirme M. Jean Folco, les expériences menées actuellement sur le câble de la Villeneuve « ne préjugent en rien de ce que sera la télévision locale dans notre ville », il semble que l'expérience que réalisera dans quelques semaines l'association Horizon canal câble, soit la plus proche des idées de la nouvelle municipalité grenobloise. L'adjoint à la communication ne veut, affirme-t-il, ni d'une « petite TV de convivialité », ni d'un « remake » de la défunte vidéo-gazette.

CLAUDE FRANCHON.

VIDEOCASSETTES SELECTION

L'économie sociale

L'économie sociale est à la mode. On lui prête toutes les vertus : réduction du chômage, reconstitution d'un tissu de petites entreprises, innovation et dynamisme. Malgré cette actualité, l'économie sociale reste un secteur peu connu, sans doute à cause de la diversité des organismes qui la composent. Qu'y a-t-il de commun entre une mutuelle, une coopérative de production et une association ?

Pour répondre à cette question, M. Claude Viarney, maître-assistant à l'université de Paris-I et président de la Banque de travail interuniversitaire, fait l'historique de l'économie sociale et présente quelques exemples concrets d'entreprises. Ce vidéogramme de trente-cinq minutes est le premier document d'une collection « Sciences sociales », éditée par Minerve Productions, société récemment créée par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

* L'« Economie sociale au quotidien », édité par Minerve Productions, 11, bd de Sébastopol, 75001 Paris. Tél. : 233-95-40.

L'officiel de la vidéocassette

Toutes les vidéocassettes disponibles, classées par ordre alphabétique, c'est ce que propose l'« Officiel de la vidéocassette », édité par le mensuel Télé-Ciné-Vidéo. Les deux mille cinquante cassettes répertoriées dans ce guide appartiennent à tous les genres, les films pornographiques et les films arabes, faisant l'objet d'un classement particulier. Pour chaque cassette, un court résumé du film, le nom du réalisateur, des inter-

prêts, du distributeur et une photo de la jaquette. Le tout pour 35 F.

* L'« Officiel de la vidéo », édité par Télé-Ciné-Vidéo.

Films

The Deadly Affair, de Sydney Lumet, avec James Mason, Simone Signoret et Harriet Anderson. Edité et distribué par Warner Home Video.

Love, de Ken Russell, avec Alan Bates, Oliver Reed et Glenda Jackson. Edité et distribué par Warner Home Video.

La Folie de Chaillet, de Bryan Forbes, avec Katharine Hepburn et Charles Boyer. Edité et distribué par Warner Home Video.

Retour, de Hal Ashby, avec Jane Fonda et Jon Voight. Edité et distribué par Warner Home Video.

Blow out, de Brian De Palma, avec John Travolta et Nancy Allen. Edité et distribué par R.C.V.

L'Horizon, de Jacques Rouffio, avec Macha Meril et Jacques Perrin. Edité et distribué par R.C.V.

Grands classiques

Saboteur et Agent secret, d'Alfred Hitchcock, avec Peter Lorre et John Gielgud. Edité et distribué par R.C.V. Collection « La mémoire du cinéma ».

Riz amir, de Giuseppe de Santis, avec Sylvana Mangano, Raff Vallone et Vittorio Gassman. Edité et distribué par R.C.V. Collection « La mémoire du cinéma ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR-MENTON

Hotel CELENE-ROSE
57, avenue de St-Jean, 06500 Menton.
Tél. (93) 35-74-69 - 28-28-38.
Chânes et cit, calmes et ensoleillés, cuis-
famil, ascens., jardin. Pension compl.
santé-hiv. 83-84 : 152 à 172 F T.T.C.

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VERGE EXTRA
Produit naturel de renommée mondiale.
Catalogue et tarif M gratuits.
Demande à STE-BEATRIE, R.P. 37
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

FOIE GRAS D'OIE ou de CANARD
à l'ancienne ou mi-cuit.
Fab. artis. Doc. grat. à Bernard LAPON,
Distributeur de BELLAC 33670 SADRAC.

FOIE GRAS DE CANARD
CONFIT DE CANARD
Produits préparés selon les vieilles recettes
languedociennes. Doc. et tarif sur demande :
L. MURAT à Bellac, 40410 Pissos
Tél. : (89) 07-70-81 ou 07-71-06

FOIE GRAS MI-CUIT
TERRINE DE FOIE GRAS FRAIS
BLOC DE FOIE GRAS
OIE ou CANARD
de 70 g à 800 g net
LA MAISON DE CADELLAN
32220 LOMBEZ (GERS)
(62) 62-43-51

Vins et alcools

CHATEAU DU VERGEL
Grand cru Minervois
Direct du vigneron au consommateur
Bernard MAZARD, 1120 GINESTAS

VINS DE BOURGOGNE - Demander tarif
spécial à J.-C. BOISSSET, vigneron
directeur, 21700 Nuits-Saint-Georges.

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Grand Bourgeois du Médoc
Bégaden, 33340 Lesparre Médoc
Tél. : (65) 41-50-03

Château Marquisat de Bine
Montagne Saint-Émilion
Mise en bouteilles au Château
Documentation et tarif sur demande
33570 FARSAC

Commande urgente : (1) 723-69-69

GRANDS VINS DE BORDEAUX
A.O.C. Fronsac - Tarps
GUILLAUD-KERNEGAN, Propriétaire
CHATEAU LES TROIS-CROIX, 33120 Fronsac
Se recommander de Journal

Découvrez un HAUT-MÉDOC
LE CHATEAU DILLON
Vente directe - Prix franco

LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENT
33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-02-27

CHATEAU ANNICHE et CHATEAU
Vignobles MICHEL PION
HAUX 33550 LANGOIRAN.
Tarif 16 F départ, route 81.

1^{er} CRU SAUTERNAIS
« LA TOUR BLANCHE »
Ecole de viticulture et d'œnologie
BOMMES

33210 LANGON - (56) 63-61-55.

CHAMPAGNE 1977 supérieur
La bouteille : 55 francs L.T.C. Franco à
partir de 15 bouteilles. Tarif spécial par
quantité C.E. (Comité d'entreprise).

BON DON Jean-Luc, récoltant,
51260 REUIL, Epervy, C.C.P. Chalon
1346-68 B. Tél. (26) 50-32-10.

VINS FINS D'ALSACE médoc
Charles SCHILLER, propriétaire-
viticulteur à 68230 TURCKHEIM.

NEAUJOLAIS-VILLAGES, Expéd.
direct propriété R. MARTIN et Fils.
Viticulteurs à Py-de-Bulard
69430 RÉGNIE-DURETTE.

Direct propriété
BORDEAUX A.O.C.
CHATEAU GENISSON

Saint-Carnac-de-Graves
33490 ST-MAIRE, Tél. (56) 63-71-01
12 h. asortées 1972 à 1982.

FRANCO T.T.C. : rouge, 345 F ; blanc et
rouge, 290 F. Tarif détaillé sur demande.

CLOS LABARDE
CHATEAU TOUR DE BARDES
ST-ÉMILION GRAND CRU

J. BAILLY
Propriétaire-récoltant
« BERGAT », 33330 ST-ÉMILION
Tél. : (57) 74-40-26

Documentation et tarif sur demande
GRANDS VINS ANJOU ET SAUMUR
Domaine Hauret-Baleine
49540 MARTIGNÉ-BRIAND

89 MÉDAILLES
Château Saint-Estève
GRAND VIN - COTES-DE-RHÔNE

Médoc 1982 : vin rouge, rosé, blanc
Vin vieux de Syrah
Documentation et tarif (A2) sur demande
FRANCAIS Place de l'Église

Propriétaire-Récoltant
Uchaux, 84100 Orange, Tél. : (83) 34-34-04
(Se recommander de « Monde »)

MEDIAS DU MONDE

GRANDE-BRETAGNE

Le rayonnement de la B.B.C.

1,2 milliard de francs : c'est la somme investie par le gouvernement britannique pour améliorer la réception des programmes internationaux de la B.B.C. Etalé sur dix ans, ce plan d'équipement comporte notamment la fourniture par Marconi Communications de nouveaux émetteurs ondes courtes de 300 kilowatts entièrement automatisés et qui peuvent être commandés à distance.

Le service mondial de la B.B.C. émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre en anglais, ainsi qu'en trente-six autres langues. On peut estimer que ces programmes sont écoutés par une centaine de millions de personnes au moins une fois par semaine.

BELGIQUE

Université à domicile

L'Open University (l'université ouverte) le système de télé-enseignement universitaire britannique, s'installe en Belgique. A partir de février 1984, les Belges désirant perfectionner leur langue

anglaise pourront suivre à domicile les cours de six facultés : lettres, sciences de l'éducation, mathématiques, sciences sociales, technologie et animation sociale. Ces cours dispensés sous forme de cassettes ou d'émissions de radio-télévision transmises par câble seront surveillés par des « tuteurs conseils » installés à Bruxelles.

L'Open University, créée en 1971, regroupe quatre-vingt-dix mille étudiants suivant à domicile douze à quatorze heures de cours par semaine. C'est la première fois que ce système de télé-enseignement s'adresse à un public non britannique résident à l'étranger.

JAPON

Boom sur la vidéo

Un million cinq cent mille magnétoscopes ont été vendus au Japon au cours des six premiers mois de l'année, soit 65 % de plus qu'au cours de la même période en 1982. Selon l'Association japonaise de la vidéo, le parc de magnétoscopes atteindra neuf millions d'unités à la fin de l'année. Cet accroissement du parc stimule la vente de vidéocassettes préenregistrées, qui devrait atteindre cette année un chiffre d'affaires de 82 millions de dollars. Le boom sur la vidéo profite aussi au

vidéodisque, dont les ventes représenteront, cette année, un chiffre d'affaires de 3,4 millions de dollars.

Ce marché vidéo florissant attire les éditeurs étrangers : les firmes américaines Warner, Columbia et C.I.C. s'apprêtent à lancer leurs catalogues sur le marché japonais, en concurrence directe avec les éditeurs nationaux.

ÉTATS-UNIS

Le « New York Times » sur le câble

Après ses expériences en télématique, le New York Times s'intéresse maintenant aux réseaux câblés. Le quotidien vient de créer avec Warner une filiale commune qui distribuera des programmes d'information aux réseaux à partir de l'année prochaine. Le New York Times fournira les journaux, et Warner procèdera les études de production et le personnel technique.

ESPAGNE

Lutte

contre la piraterie
Le conseil des ministres espagnol a approuvé un décret royal

luttant contre la piraterie vidéo. Toutes les vidéocassettes devront recevoir un certificat de classification délivré par le ministère de la culture avant d'être mises en circulation. Les lieux publics ou privés où sont projetées des vidéocassettes seront soumis à une réglementation comparable à celle des salles de cinéma.

Les pertes dues à la piraterie sont évaluées à 714 millions de dollars, soit cinq fois le chiffre d'affaires officiel de la vidéo en Espagne. Le parc de magnétoscopes s'élève à trois cent cinquante mille unités, dont la moitié au standard V.H.S.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Lacroix, directeur de la publication.

Anciens directeurs :

Hubert Boura-Méry (1944-1989)

Jacques Faivre (1989-1982)

Imprimé :

« Monde », 3, r. des Indes

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37437.

ISSN : 0393 - 2037.

DISQUES

Classique

Les Suites pour clavecin de Rameau

Le grand retour à Jean-Philippe Rameau prend des allures, en cette fin d'année anniversaire, de retrouvailles triomphales, où s'imposent d'ailleurs les mêmes acteurs : ceux qui, de Gardiner à Minkowski, ont été les artisans exemplaires de cette résurrection.

Délaissant son ensemble des Arts Florissants, William Christie reprend du service comme claveciniste. Et le soliste est sans doute l'un des plus fins virtuoses de l'école actuelle, surtout dans le répertoire français qu'il fréquente amoureusement depuis ses années d'apprentissage auprès de Ralph Kirkpatrick.

Au programme, donc, la plus belle œuvre de gloire du musicien des Indes galantes dans ce domaine : les quatre Suites contenues dans les deux Livres de 1724 et 1728.

Sans vibrer des mêmes résonances secrètes que celui de Couperin, cet irrémédiable « géomètre du mystère », le clavecin de Rameau reste un moment important de l'aventure baroque, l'art de la miniature y rejoignant un sentiment tout théâtral de la mise en scène qui nous rappelle que l'opéra a laissé jusque dans le style instrumental du compositeur des traces ineffaçables. La virtuosité y est sollicitée, mais plutôt comme un moyen que comme une fin en soi, la jeu des symétries équilibrant au mieux le goût de l'imprévu et du risque harmonique autant que mélodique.

Précédemment, Christie relève le pari en dramaturge et en musicien de scène. Une réverbération judicieuse agrandit le décor sonore à la dimension de la salle de concert. Versailles n'est pas loin tout au long de cette conception monumentale qui privilégie l'accent noble au détriment peut-être du regard intime.

Parfois, Christie semble raidir le tempo, aux dépens de la liberté métrique, le temps de marquer la gloire d'une allemande ou l'irrésistible mécanique d'une gavotte, rehaussée de ses doubles. Mais que de trésors à découvrir dans le modèle des phrases, rendus toujours plus expressifs par une très riche palette d'accidents rythmiques (rubatos, retards...).

Peut-être le miniaturiste ne trouve-t-il pas tout à fait son compte dans les sinueux « portraits » des Suites en ré et en sol, tout comme semble le toucher sentimentale que certains concurrents (Pinnock) se complaisaient à faire vibrer. Pourtant, pour la couleur des timbres, l'équivalent d'une registration d'orgue, le relief des sonorités en soi et la beauté préemptoire de l'architecture, cette nouvelle version est de celles avec lesquelles il faut compter. Et quel plaisir (presque physique) d'entendre sonner ici deux splendides clavecins franco-flamands du dix-huitième siècle, l'un de Rückert repris par Taskin,

et l'autre de Goujon, repris par Swann ! (Deux disques Harmonia Mundi, 1120-1121.)

ROGER TELLART.

Arias de concert de Mozart

Le genre plaisait, les maisons de disques rivalisent donc pour le représenter. Après l'album Decca (Le Monde Dimanche du 13 juin 1982), exclusivement féminin et soprano, voici celui de Deutsche Grammophon, plus varié de tessitures et de répertoire. Sopranos, alto, ténors et basses se partagent ce festival d'arias-défia aux diaboliques scabrotes et aux cadences déchaînées, d'arias-tragédies, grandes scènes dramatiques aux nobles récitatifs, d'arias-pochades, moments bouffes ou miniatures un peu mièvres.

On a battu le rappel de quelques anciens et convoqué les vedettes du jour pour tisser cette tapisserie. Le résultat tient au genre : des tempéraments vocaux et des conceptions stylistiques sensiblement différents ; ici quelques faiblesses, dans l'inspiration du compositeur (parfois un peu passe-partout, ailleurs dépassée par les difficultés techniques) ; là surtout, majoritaires, d'évidentes beautés, rappelant que nul n'a jamais aussi bien compris et aimé la voix, aussi bien écrit pour elle.

Avec l'italien Mozartean Orchestra de Salzbourg, que Leopold Hager mène avec une exquise finesse et une rare délicatesse de ton, une anthologie qui reflète le miroir de la beauté en musique. (Cinq disques DG, 2740-291.) Avec : Edita Gruberova, Lucia Popp, Edith Mathis, Lilian Sukis, Hanna Schwarz, Francisco Araza, Thomas Moser, Claes H. Ahnsjö, Walter Berry, Robert Lloyd.)

ALAIN ARNAUD.

Les stars de Charles Koechlin

L'heure est peut-être venue de découvrir l'œuvre de Charles Koechlin, ce musicien doux et savant qui accumula deux cent vingt-cinq partitions entre 1900 et 1950, sans que le monde semble s'apercevoir des trésors dont il enrichissait. Une Société des amis de Charles Koechlin, animée par Michel Fleury et présidée par Henri Sauguet, s'y emploie activement (91, avenue Emile-Zola, 75015 Paris).

C'est une subaine de pouvoir juger sur pièces avec un disque ravissant — le premier qui lui ait été jamais consacré entièrement — comprenant la *Ballade pour piano et orchestre* op. 50 (de 1913) et la *Seven Stars Symphony* op. 132, interprétées à merveille par Bruno Rigutto et l'Orchestre national de Monte-Carlo dirigé par Alexandre Myrat.

La *Ballade*, inspirée par un poème nocturne d'Henri Heine,

renouvelle la fêrerie de celle de son maître Fauré. Elle évoque davantage Brodsky que la forêt romantique. Tout y est rêve, mystère et poésie, avec un bref épisode dionysiaque et frémissement. On ne se lasse pas de l'entendre.

Le prétexte de la symphonie enchantera ceux qui ont connu Koechlin. Ce grand Alsacien à barbe blanche, habillé comme un paysan, écologiste avant la lettre, s'était brusquement épris du cinéma et de ses stars, et il a voulu faire le portrait musical de Douglas Fairbanks, Lilian Harvey (peut-être sa préférée), Greta Garbo, Clara Bow, Marlene Dietrich et Emil Jannings, enfin Charles Chaplin.

Rien n'est plus amusant que ces aventures hollywoodiennes (ou d'un expressionnisme très allemand) traduites dans une écriture naïve et parfaite, d'une sensibilité si française : le pimpant menuet fugué de Lilian Harvey, le « choral peien » qui chante la beauté de Greta Garbo, l'Ange bleu contemplé avec tant de gravité et de tristesse jusqu'à la rédemption finale imaginée, Charlot croqué très subtilement à travers un thème et variations sur les lettres de son nom.

Mais il faudra aussi se détacher des modèles pour goûter pleinement cette musique d'une poésie si pure, originale et suave, qui atteint par moments à une vraie grandeur. (EMI, 173, 139-1.)

JACQUES LONCHAMPT.

Œuvres de Philippe Boesmans

Né en 1936, le compositeur belge Philippe Boesmans, dont vient d'être créé à Bruxelles l'opéra *la Passion de Gilles*, est un des créateurs importants de sa génération. C'est pratiquement en autodidacte qu'il vint à la composition, après avoir suivi une formation de pianiste. Pour lui, les problèmes de la musique et de ce qu'on appelle l'avant-garde ne sont plus du tout les mêmes qu'il y a un quart de siècle, au temps du « sérialisme » post-webernien, où l'on travaillait largement à coups d'interrêts et en « réaction contre » pour forger un « nouveau langage universel ». Il y a toujours des règles, mais chacun aujourd'hui doit « s'imposer les siennes ».

Vient de paraître un disque regroupant deux pièces pour piano (*Cadenza*, *Fanfare II*) et deux pièces pour orgue (*Fanfare I*, *Ricercar scrovolto*) interprétées les unes par Chantal Bohets et les autres par Bernard Focroule. *Cadenza*, page de haute virtuosité où tout est minutieusement écrit, n'est pas sans rappeler, par sa solidité, le Boulez des *Structures II* ou le Stockhausen de certains *Klavierstücke*, alors que *Fanfare I* (1970), pour deux pianos à deux mains, s'attache plus spécialement aux ressources purement sonores de l'instrument, aux effets de timbre. Les deux pièces pour orgue sont aussi différentes que possible, les grandes nappes sonores de *Fanfare II* (1972) s'opposant au côté superficiellement néoclassique de *Ricercar scrovolto*. On regrette l'absence, pour chaque œuvre, d'une fiche signalétique précise avec des dates de composition, de première audition, etc. (Ricercar distr. Adès, Ric 021.)

Mais on tient à ne pas laisser passer l'occasion de rappeler la partition il y a quelques mois d'un autre disque consacré à Philippe Boesmans, et couronné en mars dernier d'un grand prix de l'Académie Charles-Cros. On y trouve deux ouvrages d'une généreuse inspiration « romantique » : le *Concerto pour violon* (1979), qui, comme celui pour violoncelle de Dutilleul, par exemple, devrait aisément s'intégrer au grand répertoire, et *Conversations pour orchestre* (1980), excellentement interprétés par Richard Pietsch et son Orchestre philharmonique de Liège sous la direction de Pierre Bartholomé. (Ricercar distr. Adès, Ric 014.)

MARC VIGNAL.

Rock Variétés

Brassens

Il y a deux ans, Georges Brassens mourait à Sète où il était parti vivre ses derniers jours. Comme un vieux lion. Comme le pauvre Martin de la chanson, « faisant vite, en se cachant, et s'y étendant sans rien dire. Pour ne pas décevoir les gens ».

Les personnages intemporels de Brassens poursuivent depuis leur route avec des jurons torrissants, avec leur grande pudeur et leur humanité.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la disparition du poète, Philippe, sa fidèle maison de disques, publie un nouveau coffret de quinze albums contenant toutes les chansons de Brassens, depuis la *Mauvaise Réputation* et le *Gorille* jusqu'aux dernières chansons avec infiniment de délicatesse par Jean Bartola en 1982.

Un livre tout aussi luxueux accompagne les disques et s'ouvre délicieusement sur la note du Petit Larousse illustré : « Brassens (Georges), chanteur français, né à Sète en 1921. Auteur de chansons poétiques, pleines de verve et de non-conformisme. » Il contient les textes (et les notes) des chansons, ainsi que celles non interprétées par le chanteur. Un petit chapitre-courrier cite les livres avec les photos de famille : celle du sang (la mère : Louis Brassens, et la mère : Elvira) et celle de l'amitié : René Fallet, Jeanne, Gibratier, Eric Battista, Louis Nucera, (Philip).

Edith Piaf

Autre anniversaire célébré par les firmes phonographiques, celui d'Edith Piaf, disparue il y a vingt ans. Pathé Marconi propose toute une série de coffrets. Le premier contient en quatorze disques l'intégral des enregistrements de Piaf entre 1946 et 1963, plus un 45-tours présentant des inédits de *Légende* et *Un dimanche à Londres*. Le deuxième offre tous les enregistrements publics de la chanteuse, de l'Olympia 1955 à Bobino 1963, en passant par le concert de Carnegie Hall en 1957 (quatre albums 33 tours).

Le troisième présente les chansons d'amour chantées par Piaf, de la *Vie en rose* (1946) à *J'm'en fous pas mal* (1947), l'*Hymne à l'amour* (1950), la *Coulante du pauvre Jean* (1954), *Mon manège à moi* (1958), *Non, je ne regrette rien* (1960) et *Je suis l'amour* (1962) interprété avec Théo Sarapo. Toutes ces rééditions se trouvent également en cassettes. (Pathé-Marconi.)

Charlétie Couture

Ce nouvel album, enregistré au Québec avec Jerry Lipkins au piano et aux keyboards, Abram Caussa à la batterie, Harry Rowe à la guitare basse et Pse Barney Douche au saxophone, renferme de nombreux titres rock (*Mississippi*, *Underground*, *Local Rock*, *Combat de phoques*, *Do not disturb*), des ballades (*Forme blanche*, *Tu es loin*) et un blues (*Aboyer le chien*). On y retrouve bien sûr la voix de la gorge et celle du ventre, les qualités d'observation de Couture, sa manière

de voir la vie qui passe comme une pochette surprise, son acuité sarcastique et son sens du dérisoire et aussi la même écriture directe.

Mais il n'y a pas vraiment la fameuse magie qui donne à une chanson sa grande puissance émotionnelle. On a l'impression que Charlétie Couture fait une pause dans son aventure et se rappelle simplement à nous par un patchwork ni franchement séduisant ni réellement décevant. 133 tours Philips dist. 8145481.)

CLAUDE FLÉOUTER.

JAMES BROWN

Quel bonheur ! La réédition des huit premiers albums de James Brown, sur le label King Records, dans leurs pochettes originales (retrouvées dans les boutiques new-yorkaises spécialisées dans le collector). Qu'elles sont belles, en carton dur et granulé, avec leur lettrage tape à l'œil, leur surcharge de couleurs, leur mise en page édatante, leurs titres racoleurs. On dira ce qu'on voudra, mais c'est important une pochette de disque. Ça fait un objet cohérent, tout de suite on colle une image sur la musique. Elles se répondent, se complètent. Et puis les originaux sont fidèles à la volonté de l'artiste ou, le cas échéant, à la mode qui prévalait au moment de l'enregistrement. On se replonge dans l'humour.

1982 : le sigle du label King trône en haut à droite (une couronne, noblesse oblige, sortie de pierres précieuses). Au-dessus du titre (*Excitement*), on qualifie la musique : *Cool-Tough-Pure* (on est prévenu) : en dessous, on qualifie le bonhomme : Mr. Dynamite entre guillemets. C'est le sobriquet du « parrain » du rhythm'n blues. 1963 : *Prisoner of Love*. C'est plus sobre, juste le titre, le nom du chanteur et son portrait (point) tenant un micro. 1964 : déjà une compilation, les *Seize Hits Imbattables* (jeu de mots sur le mot beat : rythme). Cinq cartes à jouer, du dix à l'as, avec des photos différentes du héros sur le cœur et des tubes (*Try Me*, *I Want You So Bad*) sortis précédemment en 45 tours.

1966 : même année pour un 33-tours qui tourne autour du premier tube, *Pleasure Pleasure* (enregistré en 1966), imprimé plusieurs fois sur la pochette avec une photo détournée du « parrain » courbé sur son micro. 1968 : juste un bage sur lequel sont édictées toutes les danses qu'il a inventées (*The Masked Potato*, *The Twist*, *The Jerk*, *The Alligator*, *The Monkey*, *The Boomerang*, *The Swim*, *The Slide*, *The Fly*) et la tube qui tira : *Papa's Got a Brand New Bag*.

1966 : encore un tube, *I Got You (I Feel Good)*, qui donne son titre à l'album, et des éclairs qui entourent le portrait de James Brown. 1969 : même année, d'entrée, on annonce la couleur : « Etonnant, sensationnel, excitant : le numéro un soul brother — et dans les lettres qui forment son nom, les photos le montrent en action sur scène. Au verso, son histoire en dix lignes qui se terminent par « gamin, il ramassait du coton, il a lavé des voitures, est devenu boxeur, danseur et un chanteur hurlant. Aujourd'hui, il est internationalement connu et aimé. Il est l'idole de millions ». Les « titres forts » : *It's a Man's Man's World* et *Ain't That a Groove* (part 1 and 2).

1967 : *Cold Sweat* (part 1 and 2), « Que des nouvelles grandes chansons jamais parues sur son album ». A cette époque, la publicité mensongère ne fait pas peur : les reprises de *Fever*, de Kansas et de *I Love Porgy* (merci, Gershwin) en témoignent. Les photos montrent la traditionnelle scène où l'on vient recouvrir James Brown d'une cape après qu'il se soit jeté à terre.

Sur ces huit disques, le chanteur est accompagné de son groupe : *The Famous Flames* (rien que ça). Pour le reste, inutile de le présenter. La « parrain » n'a jamais failli à sa réputation. *Polychrome* : *Excitement*, 2489199 ; *Prisoner of Love*, 913491-1 ; *The Unstable 16 Hits*, 2489199 ; *Pleasure Pleasure*, 2489194 ; *Papa's Got a Brand New Bag*, 2489195 ; *I Got You (I Feel So Good)*, 2489199 ; *It's a Man's Man's World*, 2489197 ; *Cold Sweat*, 813492-1.)

ALAIN WAIS.

PETER BLEGVAD : « Naked Shakespeare »

C'est les Beatles. A peu de chose près. Mais, attention, pas les Beatles en groupe, non, les Beatles en solo. A tour de rôle. Écoutez *Naked Shakespeare*, la chanson-fête, et c'est bien le diable si vous ne reconnaissez pas John Lennon : la mélodie (surtout du refrain, on touche au plagiat), la phrase de la voix, le toucher de la guitare acoustique, le son... Quant à Powers in the Air, il faudrait être sourd pour ne pas entendre la similitude, l'écho dans la voix, c'est Lennon ressuscité. Ailleurs, au hasard des pages, on entend des guitares qu'on prétend volontiers à George Harrison et des approches de la musique traditionnelle que Paul McCartney du début des années 70 ne désavouerait pas.

Evidemment, quand on sait que Andy Partridge, de X.T.C., signe la production, on s'en étonne moins. Le groupe a toujours été fasciné par les Beatles : la richesse des mélodies, la sophistication des arrangements, les tics, les trucs, la couleur des sonorités en studio. Mais, rassurez-vous, Peter Blegvad ne s'en tient pas à l'influence, il a son identité. L'inspiration éclatée, une espèce de folie baroque qui rappelle Syd Barrett, la modernité remise à l'ordre du jour, font de ce disque un bel ouvrage éclectique. *Like a Baby*, en forme de conte musical façon *Pierre et le Loup* de Prokofiev résumé en trois minutes, n'en est pas le moindre effort. Peter Blegvad est new-yorkais. Exilé en Angleterre dans les années 70, il a joué avec Henry Cow. On n'en sait pas beaucoup plus, sinon qu'il est produit par Andy Partridge (c'est bien précisé sur la pochette) et qu'il ressemble à un personnage du Shakespeare qui alimente le titre de son album. (Virgin, 206751.)

ALAIN WAIS.

Jazz

JOHNNY COPELAND : « Copeland special »

Johnny Copeland était un musicien quasiment inconnu en France. Nous devons à Jean-Pierre Tahmazian de l'y avoir fait découvrir. Tahmazian est allé traquer ses guitares à New-York. Il a rencontré Dan Doyle, vicar du jazz contemporain, lequel lui a refilé des tuyaux : oui, Johnny Copeland a fait des disques pour des petites marques du Texas ; il n'avait jamais quitté le Sud — si ce n'est pour quelques escapades en Californie — avant 1975, date de sa venue à New-York ; en 1992, avec *Make my Home*, il a obtenu le « Handy Award » — le prix du meilleur recueil de blues. Tahmazian est allé écouter le chanteur guitariste dans la barrière de la Grosse-Pomme. Il est revenu avec un disque où le musi-

cien de la tradition est entouré de musiciens de l'art moderne : Arthur Glytha, Goyard Lancaster, George Adams. Un événement sur la scène « bluesy ». (Black and Blue, 33580. Distribution Wes.)

COMMODORE CLASSICS : « 1938 - 1947 »

C'est eu « Nick's », à New-York, que Sartre reçut, comme un choc, la jazz des dixiellandres blancs, lors d'un de ses voyages de 1945. Ce jazz du « Nick's », nous le retrouvons, ces temps-ci, balancé par Mugsey Spanier (1), alors qu'un autre héros des clubs américains de l'époque, le « Hans joueur de flûte », le « Pied Piper » du jazz, Pee Wee Russell, nous

replonge, pour sa part, dans l'atmosphère du « Three Deuces » (2). A ces réapparitions, il faut joindre celles de Willie The Lion (3), de Bechet (4), de Eddie Heywood (5).

Toutes viennent taquiner l'oreille des amateurs inconsoles de musiques disparues. Ils les rencontrent ici, intactes, dans leur vérité persévérante. Ceux qui ne les ont pas encore fréquentées devraient aller musarder aussi du côté de chez Commodore pour écouter ce qu'elles furent dans leur éclat. Albums moins saisissements tout de même que les Albert Ammons, Chew Berry et Billie Holiday parus au dernier trimestre de l'an passé. (Commodore 111. 6 25494 ; (2) 6 25490 ; (3) 6 25491 ; (4) 6 25492 ; (5) 6 25493. Distribution Pathé-Marconi-EMI.)

LUCIEN MALSON.

ERATO
La Classique Française

OFFRES SPECIALES - 20 %
D'AUTOMNE

CHABRIER / Espana
O.N.F. / A. Jordan
NUM 75079 MCE 75079

CHOPIN / 4 Ballades
F.R. Duchable
NUM 75088 MCE 75088

RECITAL / 24 Novembre 20h30
Théâtre des Champs-Élysées

XII

مركز من الأصل



Berna
et l
de

Théoricien de l'archi
qui est char
à maintenant l'occa
Il voudrait
permettre de réu

BERNARD TSCHUMI, archi
tecte du futur parc de La Vil
lette, est aussi un théoricien d
l'architecture. Professeur à la
Cooper Union School of Archi
tecture de New-York, il a ensei
gné à Princeton et à l'Architec
tural Association de Londres.
Il a écrit de nombreux articles et de plu
sieurs ouvrages, dont les *Manhattan
Diagrams*. Il est mieux connu à l'étran
ger en France. Il expose ici quelques
unes de ses réflexions sur la théorie ar
chitecturale et ses rapports à la pratique.

Il a-t-il un champ théorique de
l'architecture ? Celle-ci peut-elle se
faire elle-même, alors qu'elle est à la
production esthétique et produc
tion sociale, création conceptuelle et
situation dans l'espace ?
Il y a certainement un champ théo
rique de l'architecture, qui peut se sépa
rer de certaines conditions précises,
mais il est construit.
Il faut faire la distinction entre l'ar
chitecte et le théoricien de l'architec
ture. Le premier essaie d'appliquer une
certaine connaissance à la réalité, tandis
que le second cherche à étendre le
champ de cette connaissance, sans né
cessairement se préoccuper de son appli
cation. Le théoricien s'attachera à défi



JEAN POTTIER

ENTRETIEN

Bernard Tschumi et les « folies » de La Villette

Théoricien de l'architecture, Bernard Tschumi, qui est chargé du parc de La Villette, a maintenant l'occasion d'appliquer ses idées. Il voudrait que ce « parc des Folies » permette de réunir, dans un même espace, l'abstraction et la sensation.

BERNARD TSCHUMI, architecte du futur parc de La Villette, est aussi un théoricien de l'architecture. Professeur à la Cooper Union School of Architecture de New-York, il a enseigné à Princetown et à l'Architectural Association de Londres. Auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages, dont les *Manhattan Transcripts*, il est mieux connu à l'étranger qu'en France. Il expose ici quelques-unes de ses réflexions sur la théorie architecturale et ses rapports à la pratique.

« Y a-t-il un champ théorique de l'architecture ? Celle-ci peut-elle se penser elle-même, alors qu'elle est à la fois production esthétique et production sociale, création conceptuelle et réalisation dans l'espace ? »

« Il y a certainement un champ théorique de l'architecture, qui peut se séparer, dans certaines conditions précises, de la réalité construite. »

« Il faut faire la distinction entre l'architecte et le théoricien de l'architecture. Le premier essaie d'appliquer une certaine connaissance à la réalité, tandis que le second cherche à étendre le champ de cette connaissance, sans nécessairement se préoccuper de son application. Le théoricien s'attachera à défi-

ner la nature de l'architecture et de ses limites. Il posera des questions assez abstraites, de langage, de syntaxe architecturale, qui s'opposent à l'idée de fonction, d'utilisation, de bien-être, de confort, qu'on peut être en droit d'attendre de l'architecture construite. »

« En dissociant l'usage de la forme — tout en insistant sur leur autonomie respective — on met en question toute une tradition architecturale, issue de la Renaissance, qui est de savoir dans quelle mesure il existe une relation de cause à effet entre la forme architecturale et l'usage qui en est fait. »

« Les deux extrêmes de cette réflexion — fonctionnalisme et formalisme — sont intéressants dans la mesure où ils interpellent de façon tout à fait divergente cette relation entre l'usage et l'espace. Un des rôles de la théorie, aujourd'hui, est d'essayer de dépasser ces interprétations, quitte à retrouver des concepts qui, très souvent, touchent à la philosophie. »

« En ce sens, on perçoit une tendance assez caractéristique de cette dernière décennie : les limites de l'architecture sont plus difficiles à cerner que jamais. Les anciennes catégories (fonctionnalisme, formalisme, classicisme, modernisme) s'effondrent les unes après les autres. »

« N'est-ce pas traumatisant pour beaucoup ? »

« Le récent renouveau d'intérêt pour l'histoire de l'architecture provenait d'une crainte de la part des architectes. A cause du développement de la technologie et de certaines pressions économiques, politiques, sociales, le champ de l'architecture ne se laissait plus définir. Revenir aux sources historiques était une manière de retrouver une certaine sécurité. Mais cela s'est passé de façon régressive, archaïque et en insistant sur ce qui était le plus apparent en architecture : ses surfaces, ses façades, ses matérialismes. Donc, en privilégiant le style, ce qui a fait dire : « Voilà, l'architecture, en fin de compte, c'est maintenant une explosion de styles. »

« L'architecture avait perdu l'espace en chemin. »

« L'espace est aussi quelque chose d'autre : ce rapport entre l'espace et l'usage, entre la forme et le programme. »

L'utilisation passionnelle de l'espace

« Une de vos recherches, les *Manhattan Transcripts*, se présente comme une tentative de construire l'architecture à ces limites. C'est un essai pour intégrer les rapports programmatiques et formels au discours et à la représentation architecturale. Comment y parvenez-vous ? »

« Il s'agit d'étudier d'une manière relativement méthodique, trois types de rapports entre espace et usage : conflit, réciprocité et indifférence, et de voir dans quelle mesure cette indépendance respective du programme et de la forme, de l'action et de l'architecture, pouvait faire avancer celle-ci au-delà des limites que nous connaissons aujourd'hui. J'ai tenté de trouver un moyen d'intégrer au mode de communication traditionnel de l'architecture, c'est-à-dire au dessin, un type d'information supplémentaire concernant l'usage. La chose importante dans les *Transcripts* était d'établir un mode de notation des notions d'événement et de mouvement. »

« Qu'entendez-vous par « événement » ? »

« En général, les architectes, lorsqu'ils parlent de fonction ou d'usage, se rapportent à certains paradigmes de

l'architecture (ceci est une salle de séjour, une cuisine, un hall d'entrée...) sans se référer à l'activité qui, éventuellement, peut se dérouler à l'intérieur de cet espace. Autour de cette table, nous pouvons parler, confronter des idées ; nous pouvons également assister à une scène d'horreur ou à un événement passionnel, qui font tout autant partie des événements de l'architecture. »

« Un certain puritanisme, parmi les idéologues de l'architecture, a longtemps fait exclure tout ce qui n'a pas trait à l'utile. Pourtant, dans la vie quotidienne, beaucoup d'autres choses peuvent se passer dans les lieux conçus par les architectes : la vie et la mort... Il ne s'agit pas de construire des espaces autour d'une affaire de meurtre ou de drame, passionnel, mais ils peuvent être liés à travers cet aspect passionnel. »

« Que découvre-t-on quand on met en relation ces types d'information avec l'architecture ? »

« Si l'utilité est une chapelle à des buts religieux, la perception de cet espace, aussi bien que sa nature, ne sont pas les mêmes que si je l'utilise pour une activité sportive ou de bureau. L'interprétation, la signification, de cet espace sont à rapporter à l'action qui s'y déroule. De même, cette salle de séjour pourrait très bien, en transgression, servir à quelque chose d'autre. Si l'on essaie d'y sauter à la perche, il y a inévitablement un conflit, qui peut être, à la limite, recherché par l'architecte. Je peux donc, en rendant cet espace notablement inconfortable et insupportable, chercher à intensifier certains effets architecturaux, certaines relations ou perceptions, en jouant sur le conflit plutôt que sur la complémentarité. »

« Mais l'architecte n'est-il toujours la maîtrise de ces relations entre événement et espace ? »

« Non. C'est là où l'on retrouve le rapport entre la théorie et la pratique. Dans la théorie, il y a maîtrise — comme un romancier maîtrise la structure de son roman, le rôle des différents protagonistes. Dans la réalité, non. L'architecte peut encourager certaines choses, jouer sur certains rapports entre le mouvement et l'espace qu'il utilise, par une séquence de mouvements qui renforce ou, au contraire, s'oppose à la séquence d'espaces, qui les contiennent. Donc, encourager un certain dynamisme à travers une si-

tuation conflictuelle. Mais la vie sera toujours plus forte ; elle pourra toujours réimposer d'autres schémas d'activités, d'événements, de programmes. »

Les délires de l'usager

« Venons-en à La Villette. Votre projet porte le titre de « parc des Folies ». De quelle « folie » s'agit-il : des constructions aristocratiques du dix-huitième siècle ou de la folie au sens ordinaire du mot ? La folie de l'architecte ou celle de l'usager ? »

« Le rapport avec la folie du dix-huitième siècle était plutôt une provocation. Mais il a été parfois pris de manière assez littérale. On s'est dit : « Ça y est, c'est un jardin ; il y a des folies dans le jardin. » Effectivement, à une certaine époque, des bâtiments ont été construits de manière un peu gratuite, pour explorer certains excès formels et programmatiques — les débauches de ces aristocrates au fond de leurs jardins. »

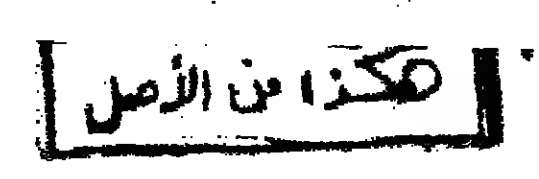
« Dans le cas de La Villette, il s'agit d'autre chose. Curieusement, l'architecture est un des rares champs qui n'aient pas été touchés par les découvertes de la psychanalyse. Certains concepts (comme ceux de schizophrénie, de paranoïa) sont intéressants d'un point de vue méthodologique, car ils peuvent rendre compte de certains phénomènes (on utilise souvent le mot de « dissociation »). Appliqués à l'architecture, ils peuvent avoir une certaine efficacité. »

« Ce n'est pas de la folie de l'architecte, de sa mégalomanie, de ses caprices, qu'il s'agit. Par contre, j'aimerais assez que l'usager puisse y exprimer ses délires, ses réactions spontanées. »

« Il me semble que La Villette devrait être l'expression de son époque, correspondre à certains phénomènes qu'on peut observer en banlieue, où il y a superposition d'autoroutes, de petites maisons, de jardins potagers, de grands supermarchés — c'est-à-dire certaines dissociations et disjonctions de sens tout à fait contemporaines. A propos du parc, le mot « folie » était simplement une métaphore pour traduire cette superposition d'éléments et d'événements qui ne sont pas nécessairement compatibles les uns avec les autres. »

MICHEL PICHOL

(Lire la suite page XIV.)



ENTRETIEN

je 13

DERIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos,

abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretiens.

Samuel Pisar

(économiste et avocat)

C'est en écrivant que j'ai saisi ce que j'avais subi

« Vous êtes un homme d'action, un avocat international célèbre, un économiste et un globe-trotter. Mais vous êtes aussi un écrivain combié. Vous ne semblez pas vérifier la remarque de Sartre : « L'appétit d'écrire enveloppe un refus de vivre. »

— L'expérience de Sartre n'est pas la mienne : écrire, pour moi, ce n'est pas se retirer dans une tour d'ivoire, ce n'est pas un refus de vivre. A la différence de Sartre, j'ai énormément vécu avant d'écrire : j'ai vécu mille ans, d'abord dans les enfers du siècle, et ensuite dans les coulisses feutrées de la vie culturelle, économique et politique de la planète. Ecrire, pour moi, c'est au contraire conjuguer la réflexion avec la vie, c'est le stade ultime de la pensée ; ce n'est que lorsqu'on formule sa pensée par écrit qu'on la saisit totalement.

— Vous avez pourtant commencé à écrire assez tard. Qu'est-ce qui vous a empêché de tenter cette expérience plus tôt ?

— Je n'ai pas voulu écrire, justement, parce que j'ai vécu trop de choses extrêmement violentes et contrastées, et que je préférerais tout mettre dans un tiroir et jeter la clé. Puis, après quelques œuvres

scientifiques dont les *Armes de la paix*, j'ai décidé d'écrire *Le Sang de l'espoir* et maintenant *La Ressource humaine*, œuvres viscérales, parce que j'ai voulu ainsi d'abord exorciser mon passé et ensuite appréhender le monde actuel, ses incohérences, dangers et immenses possibilités. Je me suis d'ailleurs souvent demandé comment Dante avait pu imaginer l'enfer où il n'a jamais mis les pieds, alors qu'il correspond exactement à celui que j'ai vécu. Ce n'est qu'en écrivant que je me suis mis à revivre et à saisir complètement ce que j'avais subi, à comprendre quelles furent les ressources que j'ai dû développer pour survivre. L'écriture est donc le chemin de ma libération, le moyen de ma propre psychanalyse. J'irai même plus loin, c'est une façon de me rééduquer, de me refaire constamment une vision cohérente d'un monde de plus en plus chaotique.

— Que ressentez-vous lorsque vous écrivez ?

— J'assimile mon expérience et la convertis en compréhension. Lorsqu'on est perpétuellement en action, lorsqu'on travaille avec les décideurs politiques et économiques, il est parfois difficile d'envisager à leur juste valeur les retombées de ces actes ; il faut alors prendre du recul. Or c'est en écrivant qu'on replace l'action dans son contexte véritable.

— Devrait-on alors se mettre à écrire ses expériences, ses réflexions, afin de les assumer davantage ?

— Il y a des gens qui n'ont jamais écrit une ligne et qui font des choses fantastiques, tandis que Malraux symbolise la parfaite complémentarité de l'écriture et de l'action ; il n'y a donc pas de règles. Mais pour moi, écrire est en effet un moyen indispensable pour rester lucide.

— Quelles sont les « qualités » qui ont fait de vos livres des best-sellers ?

— Je n'en sais rien. Si j'ai eu la chance d'écrire des best-sellers, c'est probablement parce que j'ai anticipé sur les préoccupations de beaucoup de gens qui, eux-mêmes, ne sont pas aptes à les saisir. Sans doute d'expérience directe. Mes livres les ont touchés parce que j'ai exprimé, d'une manière palpable, leurs soucis, leurs angoisses et leurs espoirs.

— Votre écriture aurait-elle plus d'impact, justement parce que vous êtes un homme d'action ?

— Peut-être est-ce parce que je relate dans mes récits une expérience personnelle, concrète et vécue ; peut-être aussi parce que ma vie a été extrêmement agitée : j'ai parcouru un chemin assez insolite entre les profondeurs d'Auschwitz et les hauteurs des grandes universités et des capitales du monde où je vis et travaille actuellement.

— Si vous aviez dû opter pour l'action ou pour le verbe, lequel des deux auriez-vous choisi ?

— L'action, toujours l'action. Mais de toute façon pour moi le verbe c'est l'action. Il est peut-être même plus puissant que celle-ci. Depuis longtemps, je surveille la scène politico-économique et j'ai l'impression que les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui ne sont plus très efficaces ; ils sont dépassés par les événements ; ils essaient de maîtriser, avec des conceptions du dix-neuvième siècle, des problèmes qui sont véritablement déjà ceux du vingt et unième siècle. Je n'ai pas d'ambition politique, mais je pense que, grâce à l'écriture, je suis plus apte à influencer les acteurs politiques, qu'avec une action classique.

— Votre quête permanente de vous dépasser évoquerait-elle la maxime de Dostoïevski : « Je me pose toujours des buts au-delà de mes capacités » ?

— J'exprimerai la même idée différemment : dans mon rude duel avec le destin, j'ai été forcé — le dos au mur — de puiser à fond uniquement dans la ressource humaine et animale que j'avais en moi. J'ai été contraint d'employer à 100 % mes muscles, mon psychisme et mon système nerveux, d'utiliser toutes mes forces pour survivre physiquement et mon élan vital pour ma rédemption morale et intellectuelle. Je pense donc que le devoir le plus sacré de l'homme est d'utiliser au maximum ses capacités, quelles qu'elles soient, et de s'assigner justement des buts difficiles à atteindre, à peine imaginables. C'est en se fixant des cibles faciles qu'une société risque de disparaître, parce que ses ambitions ne se mesurent plus à celles de ses rivaux. Pour moi, cette confrontation est donc l'essentiel de la vie, et, en « dérivant » vers l'écriture, j'essaye d'abord de me comprendre moi-même, et ensuite de le faire comprendre aux autres.

— La conquête de l'écriture serait votre ultime défi ?

— En effet, et c'est un défi ardu et subtil, parce qu'il fallait conquérir les moyens d'expression de la parole et de l'écriture en plusieurs langues. J'ai été déraciné plusieurs fois dans ma vie : d'abord de cette Pologne tragique où je suis né, en passant par la Russie, où j'étais un captif de Staline, et par l'Allemagne ; où j'étais un esclave de Hitler. Cependant de nouvelles racines ont été reconstruites, après la libération, en Australie, où j'étais un sujet de Sa Gracieuse Majesté, aux Etats-Unis, dont je suis devenu citoyen à vie, et finalement en France. Tout cela m'a d'ailleurs beaucoup enrichi : lorsque je parle on écrit en français, en anglais, en russe ou en allemand, chacune de ces langues me per-

met de comprendre davantage, car chacune apporte ses réalités, ses mythes et ses particularités, que l'on ne peut pas saisir lorsqu'on est limité à un seul environnement culturel.

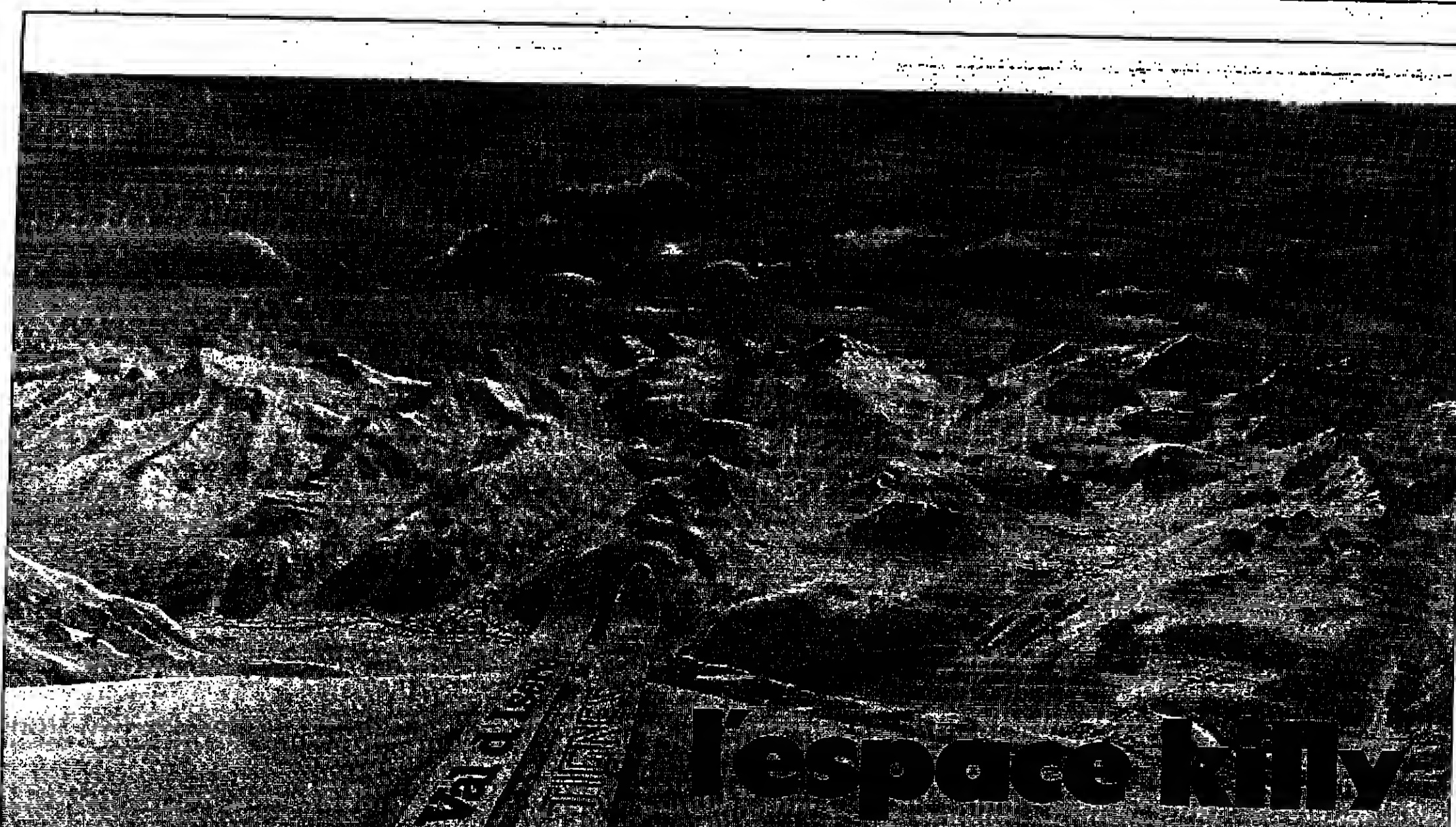
— Maintenant que vous avez écrit des autobiographies et des essais, allez-vous vous attaquer à la fiction ?

— L'idée m'a effleuré, mais je doute que je puisse le faire : ma vie a été beaucoup trop mouvementée, et je suis encore constamment confronté aux actions, aux problèmes, aux drames. Cependant, un jour je reviendrai en arrière et je tâcherai de revivre ce qui aurait pu être le prolongement de ma vie première, d'imaginer le destin qui aurait été le mien si la deuxième guerre mondiale et l'holocauste n'avaient pas eu lieu, si l'histoire ne m'avait pas avalé et recraché un peu partout sur la planète. Mais je pense que cela me poserait, de sérieux problèmes, parce que ce serait un autre homme qui l'écrirait ; je ne suis plus le même, je me suis transformé plusieurs fois : d'abord avec l'expérience, et maintenant avec l'écriture.

— Votre vie semble être un enchaînement heureux : l'action a donné lieu à l'écriture et celle-ci fructifie l'action...

— J'éprouve, en effet, un sentiment de sérénité, car j'ai l'impression d'avoir épuisé mon siècle, que tout est possible ! Malgré tout ce que j'ai vu et vécu, je ne crois pas que l'histoire soit condamnée à être toujours une chronique des massacres et des guerres, je pense que l'homme est au seuil d'une nouvelle aventure, qu'il a une capacité infinie d'endurer, d'apprendre, et d'inventer ; c'est cela la ressource humaine. »

GUTTA PESSIS-PASTERNAK.



l'espace killy

Jamais, sans doute, 2 stations n'ont autant fait pour le ski : un seul forfait permet de profiter de l'ensemble du domaine skiable.
Jugez vous-même :
114 remontées mécaniques, plus de 300 km de pistes.
Dès cet hiver, rendez-vous à TIGNES et VAL D'ISÈRE sur les traces de Jean-Claude KILLY...
Pour en savoir plus, téléphonez
au (79) 06 15 55 Office du Tourisme de Tignes
ou au (79) 06 10 83 Office du Tourisme de Val d'Isère

TIGNES Val d'Isère

Présents au Salon Neige et Montagne à Paris du 16 au 23 Octobre, Stand D60.

هكذا من الأصل